



Déserts médicaux,
santé mentale...
**NOTRE SUPPLÉMENT
DE 12 PAGES**



KIM KARDASHIAN P.18-19
**Enquête sur ses
papys braqueurs**



LIGUE DES CHAMPIONS
**L'Europe juge
le PSG**
P.22

LA TRIBUNE DIMANCHE

Dimanche 27 avril 2025
Numéro 82 • 2,50 €

Le plan de bataille de Gabriel Attal pour 2027 P.11



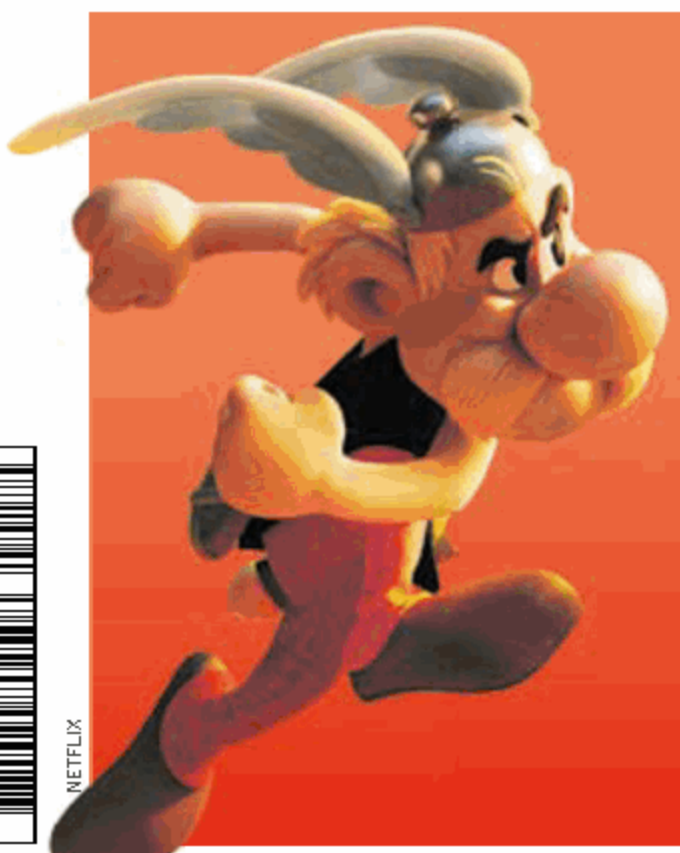
Espoir de paix au Vatican

Fier, rencontre entre
Donald Trump et
Volodymyr Zelensky
à la basilique Saint-Pierre

■ Intenses tractations
à Rome en marge
des funérailles du pape

■ La délicate succession de
François sous la surveillance
de l'extrême droite

■ Les trois cardinaux
de Donald Trump
P.2 à 8



ASTÉRIX
*Alain
Chabat
replonge
dans la
marmite*
P.34

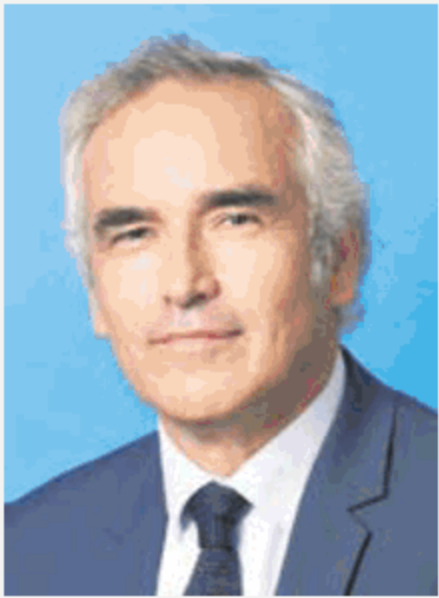
EDF
Pourquoi
le candidat du
gouvernement
est en péril P.15

AUTOMOBILE
L'incroyable
avance chinoise
P.16

JULIA PIATON
*Une actrice
enfin
en pleine
lumière*
P.28



FRANCE MÉTROPOLITAINE: 2,50 €
M 00247 427 F 2,50 €



Bruno Jeudy
Directeur délégué
de la rédaction

L'ÉDITO

Le legs de François

La mort du pape François a bouleversé des millions de gens sur les cinq continents et rappelé que le souverain pontife constitue une personnalité unique au monde. Il suffit de citer quelques chiffres pour mesurer l'émotion suscitée par la disparition du Saint-Père: 400 000 personnes se sont rassemblées place Saint-Pierre à Rome, des représentants de 130 pays dont 50 chefs d'État ont assisté à ses funérailles. Quelle autre institution peut rivaliser avec la papauté et ses deux mille ans d'histoire, son 1,4 milliard de fidèles et son clergé comptant 1 million de membres? Comme le faisait remarquer Napoléon, «*les peuples passent, les trônes s'écroulent, l'Église demeure*». En témoigne le succès international du film *Conclave* sorti en décembre 2024, qui a réuni 1 million de spectateurs rien qu'en France. Des centaines de milliers de fidèles ont accompagné dans une inédite procession le cercueil du pape dans les rues de Rome. Un ultime bain de foule sous les applaudissements jusque dans cette simple basilique des faubourgs de la capitale italienne où «*Franciscus*» a fait le choix fort d'être inhumé plutôt que de rejoindre ses prédécesseurs dans les sous-sols du Vatican. Jusqu'au bout, ce prince de l'Église aura cherché à l'ouvrir en rompant avec la pompe.

Dans un monde en plein chambardement, le successeur du pape François devra faire fructifier son héritage, celui d'une Église soucieuse de renouer avec le message des Évangiles en défendant les opprimés, les pauvres et les déracinés. Jean XXIII, durant les cinq années de son pontificat, affirmait dès les années 1960 que l'Église ne devait pas seulement s'occuper des catholiques mais du monde. Pape populaire, n'en déplaise à ses détracteurs, François a incarné et compris le basculement de l'Église vers le Sud, où vivent 80 % des fidèles en 2025. Pour mémoire, en 1900, 60 % des catholiques se trouvaient en Europe contre 20 % aujourd'hui. La nomination d'évêques dans des contrées improbables rappelle la vocation apostolique du Saint-Siège. Cette ouverture n'a pas été que géographique, comme le prouve la main tendue aux divorcés, aux remariés et aux homosexuels longtemps rejetés par une institution enfermée dans les traditions et les conservatismes. D'ailleurs, les détracteurs du pontife argentin – à l'image de Philippe de Villiers en France et de J.D. Vance aux États-Unis – l'ont présenté comme un pape «*woke*» sans tenir compte de son intransigeance sur l'IVG ou l'euthanasie. Ces chrétiens qui militent pour un catholicisme radical ont manifestement oublié que la tempérance fait partie des vertus cardinales! Pour reprendre les mots de Gisèle Halimi, «*une foi n'est tolérable que si elle est tolérante*».

Malgré ses réserves sur l'action du pape François, Donald Trump, ce drôle de paroissien pourfendeur des migrants, si peu respectueux des femmes, a accouru à Rome pour les funérailles d'un pape qu'il exècre... Une profession de soi à défaut de foi! Si les voies du Seigneur sont impénétrables, dit-on, celles de la vanité et de l'ostentation sont, en revanche, faciles à discerner. Il appartiendra aux cardinaux lors du prochain conclave de placer sur le trône de saint Pierre un homme capable de préserver l'unité de l'Église et de trouver un subtil équilibre entre fidélité aux dogmes et assouplissement des rites. C'est ce que François Mauriac, intellectuel et croyant, préconisait dans les années 1960 en condamnant «*les extrémistes de l'intégrisme et les extrémistes du progressisme*».



**RTL MATIN
WEEK-END**
TOUS LES SAMEDIS
ET DIMANCHES
DE 6H00 À 9H15
STÉPHANE CARPENTIER

RTL

BRUNO JEUDY
TOUS LES DIMANCHES À 8H10

ÉVÉNEMENT

27 avril 2025 - LA TRIBUNE DIMANCHE

L'adieu au « pape du peuple »

TIZIANA TAB / AFP, RAPHAËL LAFARGUE / BACA, DAN KITWOOD / GETTY IMAGES VIA AFP, MANDEL NGANI / AFP, KAI PFAFFENBACH / REUTERS, STEFANO CAROFEU / ZUMA-REA, ALKIS KONSTANTINIDIS / REUTERS, REMO CASILLI / REUTERS



VATICAN

CAROLINE BORDECO
CORRESPONDANTE À ROME

LES VISAGES SONT ENCORE tout endormis sur la place Saint-Pierre, samedi 26 avril au petit matin. De nombreux fidèles ont passé la nuit devant le Vatican, dans le froid, afin de s'assurer une place au premier rang pour les funérailles du pape François. Arrivée la veille à 21 heures, Monica Beghini, 55 ans, casquette et capuche enfoncées sur la tête, tente de trouver un peu de repos. «*Cette nuit, raconte-t-elle, on a peu dormi, on a prié, on a essayé de faire passer le temps.*»

Âgé de 88 ans, le souverain pontife est décédé lundi 21 avril d'un AVC, après une double pneumonie pour laquelle il avait été hospitalisé pendant plus d'un mois. «*C'est très dur qu'il ne soit plus là, mais aujourd'hui il se promène avec nous sur cette place qui était la sienne*», veut croire Elena Vitali, venue avec des jeunes de la paroisse de Verano Brianza, près de Milan, pour le Jubilé des adolescents. Eux aussi ont dormi à la belle étoile. «*On a eu de la chance de trouver une place si près*», se réjouit la sexagénaire alors que, derrière elle, la tête posée sur leurs sacs, les jeunes récupèrent les heures de sommeil perdues.

Et, de fait, quelques heures après son ouverture, à 6 heures, la place Saint-Pierre n'était déjà plus accessible. Les fidèles se sont alors répartis sur les quelque 450 mètres de la rue de la Conciliation et dans les alentours. Au total, plus de 400 000 personnes ont suivi l'événement

depuis les écrans géants installés sur plusieurs places de Rome et le long du cortège funèbre, selon le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Piantedosi. Faut-il pouvoir entrer sur l'esplanade, certains, comme Laura Maria Caballero et sa famille, se sont résignés à regarder la cérémonie sur leur téléphone.

Sur la place Saint-Pierre, beaucoup partagent avec fierté et tendresse leurs rencontres avec le pape François. «*En 2014, il nous a reçus avec notre fille*, raconte Bernard Geng, 67 ans, venu d'Alsace avec sa famille. *Et depuis, elle prie tous les jours pour lui. Elle n'avait pas pris conscience de la réalité de sa mort, et quand elle l'a vu hier, elle a fondu en larmes.*» Avant les obsèques, au moins 200 000 personnes ont rendu hommage au souverain pontife dans la basilique durant les trois jours où son corps y est resté exposé.

«*Oh, Zelensky!*» s'écrie soudain un garçon. Des applaudissements retentissent alors que les écrans géants montrent le président ukrainien sur le parvis de Saint-Pierre. Juste avant le début de la cérémonie, le président a brièvement rencontré son homologue américain, Donald Trump, dans la somptueuse basilique, offrant une image d'ores et déjà historique. Kiev et Washington ont immédiatement parlé d'un échange «*constructif*» et «*très productif*» (lire page 8).

Comme Volodymyr Zelensky et Donald Trump, plus de 60 chefs d'État, de gouvernement et souverains ont fait le déplacement pour les funérailles du pape, dont le président français, Emmanuel Macron, le chancelier allemand, Olaf Scholz, ou encore



la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Le président du RN, Jordan Bardella, était également présent. « C'est bien que tous soient là car cela témoigne de l'importance de l'Eglise, souligne Marco Sormani, un entrepreneur qui est venu de Paris pour l'occasion. Mais de l'autre, il faut rappeler que François avait un message d'ouverture et qu'il n'a jamais plié face à l'extrême droite. »

Les engagements de François

À 10 heures, le cercueil du pape François est placé sur le parvis de la basilique, à la vue de tous et recouvert d'un livre des Évangiles. La cérémonie, présidée par l'Italien Giovanni Battista Re, commence. Dans sa puissante homélie, le doyen du collège des cardinaux rend hommage aux combats du pape François, qui sonnent comme une leçon aux dirigeants de ce monde. Il remémore les appels à la paix envoyés par le souverain pontife, devant un parterre de politiques plus enclins à parler de réarmement. « Tiens, ça, c'est pour tous les chefs d'État qui sont là! » chuchote, amusée, une fidèle à l'oreille de son amie. Le cardinal insiste également sur l'engagement du pape François contre les dérives de la mondialisation. Ou encore auprès des « innombrables » réfugiés et personnes déplacées, suscitant les acclamations de la foule. Un sujet sur lequel le Saint-Père s'est d'ailleurs ouvertement opposé à Donald Trump, avec qui il a entretenu des relations conflictuelles lors de son pontificat. Pendant près de deux heures, certains suivent religieusement chaque étape de la messe. D'autres se laissent aller à quelques

bavardages. Beaucoup tentent de se mettre à l'abri d'un soleil de plus en plus écrasant, avec un parapluie ou un pull sur la tête. Dans le ciel, les bruits de l'hélicoptère et du drone qui tournoient au-dessus de la place Saint-Pierre intriguent les plus distraits. Pour cet événement mondial hautement sensible, un dispositif de haute sécurité a été mis en place. Impossible de circuler aux abords du Vatican. La place Saint-Pierre est surveillée de près par des snipers positionnés sur les toits qui la surplombent. Un avion de chasse et un système antidrone ont même été mobilisés pour l'occasion. Une fois la messe terminée, la papamobile s'élance, le cercueil à son bord, vers Sainte-Marie-Majeure, près de la gare Termini. C'est dans cette église, la plus vieille de Rome qui soit dédiée à la Vierge Marie, que le pape François a demandé à être enterré. Tout au long du parcours de près de 5 kilomètres, les fidèles applaudissent le cortège funèbre, qui roule au pas pour leur permettre de saluer le défunt. La veille, certains commerçants avaient déjà prévu de baisser les grilles à son passage. « C'est une forme de respect, même si on n'est pas croyant », affirmait Nino Rattenni, un restaurateur de 65 ans. Une fois arrivé à Sainte-Marie-Majeure, le cercueil a été accueilli, comme François l'avait souhaité, par les « pauvres, les sans-abri et les plus démunis », qui l'attendaient une rose blanche à la main. Après un dernier salut, le corps du souverain pontife a été inhumé près de la chapelle Pauline, où il avait pour habitude de venir prier avant et après chaque voyage. Et à leur tour, les fidèles pourront désormais s'y rendre pour se recueillir sur sa tombe. ■

Des centaines de milliers de fidèles se sont réunis hier à Rome pour rendre un dernier hommage au pape décédé. De nombreux dirigeants étaient présents; parmi eux, Donald Trump, Emmanuel Macron, Volodymyr Zelensky et sa femme, Olena Zelenska, ainsi que le prince William, représentant son père, le roi Charles III. François a été inhumé à la basilique Sainte-Marie-Majeure de Rome, où son cercueil a été accueilli, comme il l'avait demandé, par des personnes démunies une rose blanche à la main.



Un conclave dans le chaos du monde

Les cardinaux vont s'efforcer d'éviter l'affrontement entre conservateurs, partisans d'une Église identitaire, et progressistes, apôtres d'une Église missionnaire.

SUCCESSION

PHILIPPE D'INDEVILLERS

« **EN ALLANT CHERCHER** des cardinaux dans des coins perdus du bout du monde, François a tellement mondialisé l'Église qu'elle n'a jamais été aussi diverse. Résultat: le nombre des cardinaux appelés à élire le nouveau pape est si élevé [135, un record à l'époque moderne] et leurs origines si variées que la question de la succession a rarement été aussi ouverte », observe Bernard Lecomte. En une phrase, le vaticaniste résume la complexité de l'équation que devra résoudre le prochain conclave. Selon la constitution apostolique mise à jour par Jean Paul II en 1996, celui-ci doit s'ouvrir entre le 15^e et le 20^e jour qui suit la mort du souverain pontife, donc entre le 6 et le 11 mai. Officiellement inspiré par l'Esprit-Saint, le résultat du vote des « princes de l'Église » apparaît plus imprévisible que jamais.

Réunis dans le huis clos de la chapelle Sixtine, sans téléphone portable, les 135 cardinaux électeurs (ils n'étaient que 115 en 2013), âgés de moins de 80 ans, doivent élire le successeur de François à la majorité des deux tiers, soit 90 voix. Quatre scrutins par jour sont organisés (deux le matin, deux l'après-midi) jusqu'à ce que l'un des cardinaux rassemble sur son nom les 90 bulletins fatidiques. Un seuil particulièrement élevé qui rend d'autant plus difficile l'élection d'un pape idéologiquement trop marqué et devrait donc jouer arithmétiquement en faveur d'un candidat de compromis.

Le fait que 108 cardinaux aient été nommés par le pape argentin ne rend pas les choses plus limpides, au contraire! Par ses nominations, Jorge Mario Bergoglio s'est ingénié à renverser les équilibres géographiques traditionnels du collège cardinalice. Pour la première fois, les Européens, qui constituaient 52 % du corps électoral au dernier conclave en mars 2013, ne sont plus majoritaires: ils ne pèsent plus que 38 %. Face à « la vieille Europe », ce sont les effectifs des cardinaux asiatiques qui ont le plus progressé (de 8 % en 2013 à 18 % aujourd'hui), leurs confrères africains passant de 10 % à 13 %, alors que la part des Sud-Américains est restée stable à 17 %.

« Il s'agit du premier conclave de la mondialisation qui prendra en compte le poids de l'hémisphère Sud, particulièrement l'Asie et l'Afrique. Et ce, même si ce n'est pas nécessairement le tour de l'Afrique ou de l'Asie d'accéder à la chaire de saint Pierre », estime le théologien Jean-François Colosimo*, directeur des



Les cardinaux, hier à Rome, durant la messe des obsèques du Saint-Père.

Éditions du Cerf. Il n'empêche: les 23 cardinaux asiatiques mettent leurs espoirs en Luis Antonio Tagle, ancien archevêque de Manille (Philippines), fidèle à la ligne progressiste de François. Connus pour s'être opposés à la bénédiction des couples homosexuels accordée par le Vatican en décembre 2023, l'archevêque de Kinshasa (République démocratique du Congo), Fridolin Ambongo Besungu, porte à 65 ans les espoirs des 18 cardinaux africains.

Minoritaires, les 53 Européens gardent néanmoins bien des atouts en main, observe Colosimo: « Si les 17 Italiens, grands connaisseurs de la curie, ne sont pas divisés, ils établiront des ponts avec d'autres et pèseront pour un pontificat de transition en appuyant un candidat comme Pietro Parolin, secrétaire d'État du pape défunt, à même d'achever les chantiers inachevés de François. À défaut, ils se reporteront sur un autre Européen, comme le patriarche latin de Jérusalem, Pierbattista Pizzaballa. Seul problème: sa jeunesse [60 ans] ouvrirait a priori la voie à un long pontificat. » À 69 ans, l'archevêque de Bologne, Matteo Maria Zuppi, membre de la communauté Sant'Egidio, aurait le profil d'un « pape de transition » tout trouvé. À moins que le choix des cardinaux ne se porte sur l'archevêque de Marseille, Jean-Marc Aveline, 66 ans, membre du dicastère pour les

évêques. « C'est la première fois depuis longtemps que la presse italienne retient un Français dans ses listes de « papabili ».

Grand théologien et grand pasteur, le cardinal Aveline est le Français qui compte à Rome », souligne Jean-François Colosimo. Très éclaté dans sa composition, le conclave s'annonce d'autant plus incertain que les cardinaux ne se connaissent pas. Les congrégations, réunions qui ont commencé au lendemain de la mort de François, leur permettront de faire connaissance tout en planchant sur la succession. « Ces électeurs dont on ne sait pas grand-chose, c'est un peu le marais », ironise Christine Pedotti, directrice de la rédaction de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*. « Et ce n'est pas parce qu'ils ont été très majoritairement nommés par Jorge Mario Bergoglio qu'ils partagent sa ligne politique », prévient le vaticaniste Giovanni Maria Vian**, ancien directeur de *L'Osservatore romano*, le quotidien du Vatican.

Plus mondialisé que jamais, le conclave ne risque-t-il pas d'être percuté par la situation internationale, marquée par les guerres en Ukraine et au Proche-Orient et par le désordre mondial provoqué par le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche? « Le conclave est une retraite de discernement mais pas une bulle d'isolement. Il paraît normal que les

cardinaux soient habités par les fractures et les opportunités du monde contemporain », répond Matthieu Rougé, évêque de Nanterre. « Les cardinaux ne peuvent faire abstraction du chaos du monde », remarque Christine Pedotti. « Quelle que soit la situation aux États-Unis, où Trump

“

C'est la première fois depuis longtemps que la presse italienne retient un Français dans ses listes de papabili

Jean-François Colosimo, théologien

a ravi le vote catholique aux démocrates en 2024, les cardinaux sont nommés par le pape qui, dès 2017, a condamné la politique du président américain. Cette influence populiste ne devrait donc pas peser sur le conclave, même si l'on peut craindre que certains lobbies américains entrent en campagne pour disqualifier les papabili trop progressistes à leur goût », analyse Jean-François Colosimo.

Le conclave se résumera-t-il à un affrontement entre conservateurs, partisans d'une Église identitaire, et progressistes, apôtres d'une Église missionnaire? « Une lecture politicienne du conclave est inadéquate », rétorque Matthieu Rougé. « Les conservateurs affirmés, comme le cardinal hongrois Péter Erdo, archevêque de Budapest, sont minoritaires, 25 tout au plus, fait valoir Jean-François Colosimo. C'est pourquoi la question posée est plutôt celle de l'unité de l'Église: après un pape lutteur qui a antagonisé les conflits au lieu de les apaiser, l'urgence est-elle de poursuivre les réformes ou de les assimiler et de les rendre effectives? » Un enjeu que Christine Pedotti présente ainsi: « Les cardinaux choisiront-ils la voie de la sécurité avec quelqu'un comme Parolin, sans grand charisme mais solide, ou opteront-ils, compte tenu de l'état du monde, pour une grande voix prophétique comme ils l'avaient fait en 2013 en élisant François? » ■

* Auteur de *France-Vatican - Deux siècles de guerre secrète*, Perrin, 2024, 448 pages.

** Auteur de *Occident, ennemi mondial n°1*, Albin Michel, 2024, 256 pages.

*** Auteur de *Dernier Pape*, Éditions du Cerf, 2024, 320 pages.

Six « papabili » en quête d'élection



Matteo Maria Zuppi, italien, 69 ans

L'archevêque de Bologne, président de la Conférence épiscopale italienne, est membre de la communauté Sant'Egidio, le canal officieux de la diplomatie du Saint-Siège. Considéré comme progressiste, il jouit d'une grande popularité en Italie pour son action auprès des plus démunis.



Pierbattista Pizzaballa, italien, 60 ans

Premier patriarche de Jérusalem en exercice à avoir été créé cardinal, ce franciscain est connu pour ses multiples appels à la paix depuis les attaques terroristes du 7 octobre 2023.



Péter Erdo, hongrois, 72 ans

Créé cardinal par Jean Paul II, l'archevêque de Budapest apparaît comme l'un des favoris du scrutin, même s'il n'est pas très charismatique. Docteur en droit canonique, ce conservateur également bon gestionnaire, est apprécié des princes de l'Église, toutes tendances confondues.



Jean-Marc Aveline, français, 66 ans

Nommé archevêque de Marseille en 2019 et créé cardinal en 2022, ce défenseur de la fraternité interculturelle, désormais président de la Conférence des évêques de France, s'est inscrit dans les pas de François, en œuvrant pour la défense des migrants.



Luis Antonio Tagle, philippin, 67 ans

L'ancien archevêque de Manille est une figure modérée n'ayant pas hésité à critiquer l'Église catholique pour ses manquements, notamment dans les affaires de pédocriminalité. Déjà papabile en 2013, il fait aujourd'hui davantage figure de « faiseur de pape ».



Pietro Parolin, italien, 70 ans

Secrétaire d'État, c'est-à-dire numéro deux du Vatican pendant la quasi-totalité du pontificat de François, ce diplomate très chevronné connaît tous les rouages du Saint-Siège mais est parfois considéré comme un peu trop effacé.

« Ça me cloue le bec ! »

lance Bobby en voyant qu'Enedis rétablit non seulement son perchoir, mais aussi l'électricité de son quartier.

En cas de tempête, Enedis se mobilise pour rétablir l'électricité en moins de 48 heures*.

ENEDIS

Bienvenue dans la nouvelle France électrique.

On recrute, rejoignez-nous.

RCS n° 444 608 442 - ROSA PARIS

* Pour 90 % de ses clients. En savoir plus sur enedis.fr/fire.
L'énergie est notre avenir, économisons-la !

MONSIEUR JEAN-PAUL VESCO CARDINAL D'ALGER

« Il faut continuer dans la voie des réformes de François »

Il est l'un des derniers cardinaux créés par François, le 7 décembre 2024. Archevêque d'Alger, Mgr Jean-Paul Vesco, qui a la double nationalité franco-algérienne, siégera au conclave parmi les 18 prélats africains.

ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR
PHILIPPE D'INDEVILLERS

AU LENDEMAIN des funérailles de Jorge Mario Bergoglio, auxquelles il a assisté, ce dominicain né à Lyon le 10 mars 1962 – qui est aussi membre du dicastère (ministère) pour le dialogue interreligieux au Vatican – nous explique comment il se prépare à élire le prochain pape. L'archevêque d'Alger livre aussi son analyse de la crise diplomatique entre la France et l'Algérie.

Quel souvenir personnel gardez-vous du pape François ?

C'est un homme que l'on pouvait aimer d'affection. Je lui avais demandé audience en novembre 2024 pour savoir ce qu'il attendait de moi en me nommant cardinal. Il m'a reçu une demi-heure à la résidence Sainte-Marthe. Ce qui m'a frappé, alors que je lui parlais en français et qu'il me répondait en italien, c'est sa disponibilité d'esprit, la qualité de sa présence, son attention aux autres et sa bienveillance.

Quel bilan faites-vous de son pontificat ?

C'est indubitablement un pape réformateur. Arrivé du bout du monde, comme il disait, cet homme qui n'était pas du sérail a eu des gestes de rupture très forts dès le départ, en refusant d'habiter les appartements pontificaux, en choisissant de se déplacer en petite voiture plutôt qu'en Mercedes, en portant lui-même son carter... Sans oublier son premier voyage en juillet 2013 à l'île de Lampedusa, où il a dénoncé « la mondialisation de l'indifférence » face au drame des migrants qui se noient dans la Méditerranée. Ce que je retiens de lui, c'est son message : l'Église pour tous, *todos, todos, todos*, comme il disait en espagnol. Autrement dit, personne ne peut être exclu de l'Église, qui est là pour accueillir et annoncer la bonne nouvelle aux gens tels qu'ils sont et non pas tels qu'ils devraient être : divorcés remariés, homosexuels... La grande réussite de François, c'est d'avoir fait bouger l'Église sans provoquer de ruptures. Pour ma part, je souhaite que le prochain pontificat s'inscrive dans la continuité des



ANDREW MEDICHIN/AP/SIPA

À son arrivée au Vatican, jeudi, pour une réunion du collège des cardinaux.

réformes. François est allé déjà loin mais il faut continuer dans cette voie.

Dans quel état d'esprit êtes-vous, à quelques jours du conclave auquel vous participez pour la première fois ?

Je me disais que j'étais le petit nouveau, mais en fait je m'aperçois en participant aux congrégations [réunions des cardinaux qui précèdent le conclave] que nous sommes presque tous nouveaux ! Et pour cause : parmi les 135 cardinaux qui éliront le pape, les 110 nommés par François n'ont par définition jamais participé à un conclave. Même si j'ai à l'esprit les images de la chapelle Sixtine, je suis face à une expérience inconnue, aussi ritualisée soit-elle.

Savez-vous pour qui vous voterez ?

Non, je ne sais pas encore. C'est difficile, la charge est tellement écrasante que peu

d'hommes sont en mesure de l'assumer. Et puis nous ne nous connaissons pas entre cardinaux. Au cours de la semaine qui s'ouvre, nous allons apprendre à nous connaître, à travers les échanges dans les congrégations. N'oubliez pas que l'élection d'un pape n'a rien à voir avec celle d'un président de la République. Au Vatican, il n'y a ni programme ni campagne ! Mais nous sommes fidèles à l'Esprit saint, et je crois qu'à un moment une personne va se détacher avec évidence. Je ne vous en dirai pas plus, car j'ai prêté serment de garder le secret sur nos débats.

En tant qu'archevêque d'Alger, avez-vous demandé à rencontrer Boualem Sansal, écrivain franco-algérien de 80 ans, atteint d'un cancer, arrêté en Algérie le 16 novembre 2024 et condamné le 27 mars à cinq ans de prison ferme ?

Non, car personne n'a accès à lui directement. Et ce pour une raison très simple : Boualem Sansal est devenu un enjeu majeur entre la France et l'Algérie. Avoir mis l'affaire sur la place publique n'a certainement pas rendu service à l'écrivain. Pour ma part, j'ai un devoir de réserve absolu.

Que pensez-vous de la crise diplomatique actuelle entre la France et l'Algérie ?

Le fond du problème, ce sont les traces laissées par cent trente-deux ans de colonisation que la France ne veut pas voir. Moi qui vis depuis vingt ans en Algérie, je vois ces séquelles. Il y a un rapport abuseur-abusé entre la France et l'Algérie. La question mémorielle n'a pas été réglée. C'est pourquoi j'appelle de mes vœux une reconnaissance du passé colonial. Sinon, tous les Français musulmans intégrés en France continueront à prendre les paroles contre l'Algérie comme des attaques personnelles. Sans compter les considérations politiques d'ordre électoral qui alimentent les tensions.

“

Sa grande réussite, c'est d'avoir fait bouger l'Église sans provoquer de ruptures

Trump, Zelensky, Macron... Que vous inspire le fait que le « casting » aux funérailles de François hier était le même qu'à la réouverture de Notre-Dame de Paris le 7 décembre dernier ?
C'est l'ironie de l'Histoire ! Cela montre combien l'Église compte et fait sens au XXI^e siècle. Quant à ceux qui prétendent que le pape n'aimait pas la France parce qu'il n'est pas venu à Notre-Dame, c'est absolument faux. Il est venu trois fois en France [à Strasbourg, Marseille et Ajaccio], plus que dans tout autre pays. Mais François, pape des périphéries, a préféré aller en Corse plutôt qu'à Paris où il a estimé que ce n'était pas sa place. ■



FRANÇOIS CLEMENÇON

LE MONDE À L'ENDROIT

L'HOMME EST UN RUSTRE et son ego est démesuré, tout le monde le sait. Plutôt que d'obéir hier au strict protocole du Vatican qui l'avait placé au troisième rang à la droite de l'autel, Donald Trump a jugé bon de faire un caprice. Lors des funérailles de ce pape qu'il conspuait, il voulait être aux premières loges pour le voir partir. À gauche de l'autel figuraient dix des cardinaux américains qui participeront au conclave, dont sept avaient des positions plutôt proches de celles du pape François. Et deux en particulier, qui s'étaient exprimés publiquement contre les méthodes ou la politique de Donald Trump. Le premier cardinal afro-américain, Wilton Gregory, ex-archevêque de

Washington et d'Atlanta, avait critiqué au cours du premier mandat du milliardaire son discours « *générateur de divisions* ». Plus récemment, en février, son successeur dans la capitale américaine, le cardinal Robert McElroy, n'avait pas hésité, en pleine messe à San Diego, à parler de la « *guerre de la peur et de la terreur* » imposée par le gouvernement de Trump contre les migrants. Déjà en 2018, lorsque le président américain s'était déplacé à la frontière pour voir les progrès dans la construction du mur entre les États-Unis et le Mexique, le dignitaire catholique avait eu cette phrase : « *C'est un jour triste pour notre pays lorsque nous échangeons le symbolisme majestueux et plein d'espoir de la statue de la Liberté contre un mur inefficace et grotesque.* »

MAIS DONALD TRUMP n'a que faire de ces cardinaux qui lui sont hostiles. Trois autres sont plus proches de ses thèses, dont le fameux Raymond Burke, chef de file du courant ultra-traditionaliste au sein de l'Église catholique américaine. Ce dernier avait osé défier le pape dès 2016 en critiquant son texte de

recommandations postsynodales *Amoris laetitia*. À ses yeux, il était scandaleux que l'Église puisse ouvrir les bras aux divorcés-remariés. En 2023, il se joignait à d'autres frondeurs pour « *douter* » de l'utilité de débattre de la bénédiction à accorder à des couples non mariés de même sexe ou de l'ordination des femmes.

Le premier cardinal afro-américain avait critiqué son discours « générateur de divisions »

Donald Trump sait que ce conservatisme catholique, qui s'exprime davantage dans les églises et les séminaires, les associations et les fondations financées par de très riches mécènes réactionnaires, est bien plus puissant et représentatif que les hommes à la pourpre. Entre

sa première victoire présidentielle en 2016 et la seconde en 2024, le vote catholique en sa faveur est passé de 52 % à 58 %.

CERTES, tous les catholiques américains pratiquants ne sont pas forcément d'extrême droite. Près de la moitié d'entre eux sont aussi d'origine hispanique, avec des visions partagées sur la politique migratoire ou la politique sociale de l'État fédéral. Mais dans la lutte pour la conquête de cet électoral si particulier, presque aussi important sur le plan stratégique que celui de la droite évangélique, il faut revenir à ce que disait l'un des artisans de ce combat, le fameux et si sulfureux conseiller de l'ombre Steve Bannon. « *La hiérarchie catholique américaine est dans un si sale état qu'elle essaie, le plus cyniquement du monde, de se refaire une santé en remplissant ses églises vides d'immigrés latinos catholiques*, confiait-il en 2019 à la revue française *Politique internationale*. *Les évêques n'ont rien compris à ce phénomène. Le Parti républicain, de son côté, ne s'y oppose guère : il a toujours été favorable à un capitalisme embaucheur d'immigrés peu qualifiés et payés une misère.* »

AUJOURD'HUI, ce même épiscopat américain est tiraillé aux extrêmes. La plupart des grandes ONG catholiques, très actives sur le plan humanitaire aux États-Unis et dans le monde, voient leurs subventions diminuées ou éliminées du fait de la politique à la tronçonneuse visant le budget de l'aide fédérale au développement. Le 8 février, la conférence épiscopale américaine a même licencié un tiers de ses effectifs voués à l'accueil des migrants et des réfugiés. Sur ce thème de la migration, ce n'est donc un secret pour personne que Donald Trump et son vice-président, J.D. Vance, converti récemment à un catholicisme de combat identitaire, veulent voir un nouveau pape bien plus proche de leurs idées. N'importe qui sauf un disciple de François, en somme. « *Le Vatican et les États-Unis ont longtemps été des empires parallèles, avec des relations compliquées et ambivalentes qui évitaient le conflit ouvert*, écrivait récemment dans *La Croix* le professeur de théologie Massimo Faggioli. *Aujourd'hui, avec Trump de retour, ils sont bien partis pour entrer en collision.* » ■

Trump veut un pape à son image

CRÉÉE PAR LA NATURE, PRÉSERVÉE PAR L'HOMME.

Pour préserver* la qualité et la pureté de l'eau minérale naturelle Badoit, nos équipes contribuent à la protection des milieux naturels et de la biodiversité autour de sa source, en agissant au quotidien avec les communes, les associations locales et les agriculteurs au sein de La Bulle Verte, notamment via un programme d'agriculture régénératrice pour accompagner les agriculteurs vers des pratiques plus respectueuses de l'eau, des sols et de la biodiversité.



DÉCOUVREZ
NOS ACTIONS



* Conformément à la réglementation en vigueur sur les eaux minérales naturelles. ** Une seule planète. Une seule santé.

L'autre conclave de Rome

Donald Trump et Volodymyr Zelensky se sont rencontrés hier en marge des funérailles de François. L'idée d'un cessez-le-feu progresse. Même si la trêve semble encore loin.

UKRAINE

ANTOINE MALO

DONALD TRUMP AURAIT-IL, en ce jour de funérailles papales, été touché par la grâce divine ? Ou est-ce encore l'une de ses fameuses initiatives sans lendemain ? Quoi qu'il en soit, hier, à Rome, le président américain a pris le temps de rencontrer Volodymyr Zelensky. Ce rendez-vous informel d'une quinzaine de minutes s'est déroulé dans la basilique Saint-Pierre, juste avant la cérémonie consacrée à François. Il a réuni les deux dirigeants mais aussi Emmanuel Macron et le Premier ministre britannique, Keir Starmer. L'entrevue s'est terminée par un tête-à-tête entre l'Ukrainien et l'Américain, assis sur deux simples chaises.

Qu'ont bien pu se confier les deux hommes sous les ors du Vatican ? Les communiqués officiels sont restés très vagues. Mais, sur X, Zelensky s'est montré enthousiaste : « Une réunion très symbolique qui pourrait devenir historique si nous parvenons à des résultats communs. » Quant à Trump, il a lâché sur son réseau, Truth Social, cette phrase aussi naïve que déroutante : « Poutine n'avait aucune raison de tirer des missiles sur des zones civiles, des villes et des villages ces derniers jours. Cela me fait penser que, peut-être, il ne veut pas arrêter la guerre et qu'il me balade. » Puis d'ajouter : « Alors il faut faire autrement, par le biais de "sanctions bancaires" ou de "sanctions secondaires" [contre Moscou] ? » Simple coup de pression sur le Kremlin ou signe d'une inflexion notable de la position trumpienne ?

Colère et progrès

Pour Zelensky, cette déclaration du président des États-Unis est en tout cas inespérée au regard de la semaine écoulée. Ces derniers jours, Trump semblait revenu aux positions radicales affichées en février lors de la réunion du Bureau ovale où le chef de l'État ukrainien lui avait servi de punching-ball. Ainsi, mardi, le Républicain qualifiait d'« incendiaires » les propos de son homologue, l'accusant de « prolonger les tueries », répétant qu'il « n'avait pas les cartes en main ».

Derrière cette colère, il y avait le refus de Kiev – mais aussi des Européens – d'avaliser le plan américain pour un cessez-le-feu en Ukraine présenté la semaine dernière par Steve Witkoff, l'émissaire de Trump. La position de Zelensky ne semble pourtant pas si incongrue au vu de propositions qui paraissent avoir été rédigées par le Kremlin tant elles lui sont favorables.



Emmanuel Macron et Keir Starmer avec les chefs d'État américain et ukrainien, hier à la basilique Saint-Pierre, à Rome.

Outre le refus de faire entrer l'Ukraine dans l'Otan ou une levée progressive des sanctions frappant la Russie, le texte prévoit un gel de la ligne de front – et donc l'occupation par Moscou de quatre régions ukrainiennes – mais aussi la reconnaissance de la souveraineté russe sur la Crimée, annexée en 2014. Un dernier point forcément inacceptable pour Zelensky. « Ne serait-ce que parce que la Constitution ukrainienne l'interdit, souligne l'essayiste Nicolas Tenzer. Quant à l'occupation des quatre autres oblasts, elle pourrait être reconnue de facto mais non de jure par les Ukrainiens. » Cette donnée territoriale constitue l'un des principaux points d'achoppement des discussions. « L'Ukraine peut être d'accord pour un cessez-le-feu le long de la ligne de front, souligne ainsi le politologue ukrainien Volodymyr Fessenko. Mais cela signifierait que les territoires occupés restent sous contrôle russe pour une période indéfinie. De quoi compromettre les futurs termes d'un accord de paix. » Dans leur propre plan de trêve, présenté aux Américains lundi à Londres, Européens et Ukrainiens remettent à plus tard l'examen de cette question.

Même si la journée d'hier a été synonyme de progrès et que Trump ne cesse de répéter que Kiev et Moscou sont « très proches d'un accord », on est donc encore loin de la signature d'un cessez-le-feu. « Il ne faut pas l'attendre avant des semaines, voire des mois », anticipe Nicolas Tenzer. Volodymyr Fessenko acquiesce : « Les vraies négociations commencent tout juste. La Russie va probablement présenter ses propres contre-propositions. »

Une ouverture de Poutine ?

Si aucun poids lourd du gouvernement russe n'était présent à Rome hier, Moscou n'a pas été absent de cet intense week-end diplomatique. Vendredi soir, Vladimir Poutine a ainsi reçu Steve Witkoff pendant trois heures. Le président russe se serait montré favorable à des discussions directes avec les Ukrainiens et aurait donné son accord pour négocier l'issue du conflit « sans aucune condition préalable ».

Faut-il croire à une ouverture de Vladimir Poutine ? Ou bien pense-t-il simplement que la situation militaire lui est plus favorable et qu'il peut arriver en position de force à la table des négociations ? Ce n'est sans doute pas un hasard si, hier,

le chef d'état-major de l'armée russe a annoncé la reprise complète de la région de Koursk, jusqu'alors en partie occupée par les Ukrainiens depuis l'offensive d'août. Kiev a démenti, assurant que des combats étaient toujours en cours. Mais Zelensky sait Koursk perdu. Il ne pourra plus servir de monnaie d'échange dans de futures tractations. Par ailleurs, son armée est sur le reculoir sur l'ensemble de la ligne de front. « Elle résiste bien et ne va pas s'effondrer dans les mois qui viennent, affirme Nicolas Tenzer. Mais elle ne peut plus lancer d'offensive et éprouve des difficultés à protéger son ciel, car les systèmes antiaériens Patriot manquent. »

Plus que jamais, Volodymyr Zelensky est dépendant de ses alliés européens, qui lui ont promis de poursuivre leur aide militaire et financière. Hier, le président ukrainien ne s'y est pas trompé. Après son entretien avec Donald Trump, il a rencontré Emmanuel Macron, le Premier ministre Keir Starmer et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. ■

*Auteur de *Notre guerre - Le crime et l'oubli* : pour une pensée stratégique, Éditions de l'Observatoire.

À Berlin, bientôt le grand changement

Les militants du SPD et de la CDU doivent valider d'ici à mardi le contrat de coalition. Avant l'entrée en fonction de Friedrich Merz et de son gouvernement, prévue le 6 mai.

ALLEMAGNE

HÉLÈNE KOHL
CORRESPONDANTE À BERLIN

LE PROTOCOLE est réglé par la Constitution allemande. Comme tous ses prédécesseurs, le chancelier fédéral Friedrich Merz accèdera au pouvoir le 6 mai après un vote solennel des députés du Bundestag. Sa coalition, qui rassemble les élus de la CDU-CSU et du SPD, occupe 328 sièges sur 630. L'entourage du futur chef du gouvernement table tout de même sur une poignée de frondeurs venus des rangs sociaux-démocrates. Un deuxième tour, voire un troisième (à la majorité simple), serait un camouflet pour la nouvelle équipe. Leon Ottmüller, qui anime une section sociale-démocrate dans un bastion très populaire de Berlin, tempère ce risque : « L'ambiance générale est plutôt positive. C'est très différent de 2018, lorsque

les jeunes du parti mobilisaient contre la coalition avec Merkel. » Le mouvement NoGroKo (non à la grosse Koalition) avait contraint la chancellerie à des négociations ardues, bloquant l'Union européenne pendant des mois.

Avant le vote des députés, il faut aussi la validation de la base. Le vote en ligne des 360 000 militants SPD s'achèvera mardi soir. Quelques rebelles menacent de sanctionner le contrat de coalition car il ne contient pas l'instauration d'un impôt sur la fortune ou parce qu'il prévoit une augmentation du smic – qui passerait à 15 euros brut de l'heure – jugée trop mesquine. « Mais il faut être lucide, nous n'avons pas d'autre choix pour ce pays », explique Christine Walther, la trésorière du parti d'un district de Dessau, une vieille cité ouvrière de l'Est où le parti a divisé son score par deux entre les élections de 2021 et celles de 2025.

Parallèlement l'extrême droite y a doublé ses voix, passant de 17 à 33 %.

Dans les sondages nationaux, l'AfD poursuit sa progression. Avec aujourd'hui 26 % des intentions de vote, elle est devenue la première force politique. Faire le pari d'un blocage de la coalition qui déboucherait sur de nouvelles élections consisterait à jouer avec le feu.

Une base très dérouter

Certains au SPD auraient préféré une cure d'opposition pour se rebâtir loin des compromis gouvernementaux et prendre un nouveau départ avec une direction régénérée. Un vœu enterré par l'appareil berlinois, qui a dû mettre ses forces dans la négociation de coalition et travaille déjà sur les premiers dossiers de gouvernement. Alors, comme beaucoup de cadres, Christine Walther a mis à profit les congés de Pâques pour renouer avec une base très dérouter. « Cela n'a rien d'un mariage d'amour mais il faut voir les sommes qu'on a réussi à débloquent pour les investissements ! » insiste la trésorière. Au total, avec sept porte-

feuilles, les sociaux-démocrates seront mieux représentés dans le cabinet Merz que lors des années Merkel.

Le très populaire Boris Pistorius devrait ainsi conserver son poste à la Défense. Beaucoup de militants auraient préféré qu'il soit la tête de liste aux élections à la place d'Olaf Scholz. Mercredi soir, il est monté au front, tel un général conscient de son influence sur les troupes : près de deux heures de questions-réponses en ligne pour expliquer et justifier le contrat passé avec la CDU-CSU. « Si quelqu'un m'avait dit au soir des élections que nous arriverions à imposer autant de points sur autant de sujets, je ne l'aurais jamais cru ! » a-t-il confié. Même le chapitre sur la politique migratoire, très marqué par la ligne restrictive de la droite, trouve grâce à ses yeux : « Les gens ne comprennent plus que des personnes sous OQT puissent être encore sur le territoire. Nous sommes en train de perdre le soutien du centre modéré de la société,

il faut réagir. » Le résultat de la consultation sera annoncé mercredi. La CDU, de son côté, adoptera le contrat de coalition en congrès exceptionnel demain.

Sauf énorme surprise, Friedrich Merz prêtera donc serment à la mi-journée, mardi 6 mai. Après le vote du Parlement suivra une nomination officielle au siège de la présidence fédérale. C'est seulement le lendemain que le nouveau chancelier s'envolera pour Paris. Il souhaite « autant que possible » se rendre à Varsovie « dans la même journée », dit son entourage. Mais il est possible qu'il décale ce déplacement à la soirée du 8 mai, pour rallier dans la foulée Kiev où Volodymyr Zelensky a invité les partenaires européens le 9.

Exceptionnellement, pour les 80 ans de la capitulation nazie, la journée du 8 est fériée à Berlin et Merz participera à une cérémonie dans la matinée. Ce sera sa première apparition publique solennelle en tant que dixième chancelier fédéral. ■

TENSIONS

EMMANUEL DERVILLE
CORRESPONDANT À NEW DELHI

JAMAIS L'INDE n'avait connu une attaque aussi meurtrière contre des civils depuis les attentats de Bombay en 2008. Le massacre mardi de 26 touristes au Cachemire, exécutés dans une prairie par cinq terroristes, a provoqué une onde de choc dans tout le pays. Le mode opératoire des assaillants a humilié le gouvernement nationaliste hindou du Premier ministre Narendra Modi : ils ont pris le temps de contrôler l'identité de leurs cibles, les ont forcées à baisser leur pantalon pour vérifier s'ils étaient circoncis et repérer les non-musulmans. Puis ils ont exécuté leurs victimes d'une balle dans la tête ou dans la poitrine avant de repartir sans encombre, alors qu'environ 500 000 soldats et paramilitaires sont déployés dans la région.

Deux jours plus tard, Narendra Modi a promis de lourdes représailles : « L'Inde identifiera, poursuivra, punira les terroristes et ceux qui les soutiennent, a-t-il prévenu. Nous les traquerons jusqu'au bout du monde. Ceux qui ont mené cette attaque et ceux qui l'ont préparée en paieront le prix au-delà de ce qu'ils imaginent. » New Delhi a accusé le Pakistan d'avoir fomenté l'attentat. Il est vrai que l'ISI, l'agence de renseignement militaire, finance et équipe depuis plus de trente ans des groupes anti-Indiens au Cachemire. Les deux puissances nucléaires se disputent la souveraineté du territoire depuis la partition en 1947. Les premières sanctions contre Islamabad sont tombées le lendemain de l'attentat : suspension du traité de partage des eaux du fleuve Indus, qui régle le débit depuis l'Inde vers le Pakistan, expulsion des attachés militaires de l'ambassade... Mercredi, le ministre de l'Eau a déclaré : « Pas une goutte de l'Indus ne coulera vers le Pakistan. » Si elle est exécutée, cette menace violerait le traité conclu en 1960.

Le gouvernement nationaliste hindou ne devrait pas s'arrêter là. Jusqu'où est-il prêt à aller ? « Le Premier ministre a beaucoup promis, pointe Bharat Karnad, chercheur spécialiste des questions de sécurité nationale au Center for Policy Research de



BHAWIKA CHHABRA/REUTERS

Funérailles d'un touriste tué au Cachemire, à Karnal (Inde du Nord) mercredi.

Le Pakistan a nié toute implication. Jeudi, après les accusations de New Delhi, le gouvernement du Premier ministre, Shehbaz Sharif, a haussé le ton. À l'issue d'une réunion avec les chefs de l'armée, il a prévenu que si l'Inde réduisait le débit des eaux de l'Indus, Islamabad y verrait un « acte de guerre ». Des propos d'autant plus lourds de sens que l'armée a toujours été



Si New Delhi veut lancer une action dissuasive, elle doit frapper plus fort. Mais est-elle prête à une escalade ?

Bharat Karnad, chercheur

L'Inde prépare sa riposte

L'attentat mardi contre des touristes au Cachemire est un affront pour Narendra Modi. Le Premier ministre y voit la main du Pakistan et promet de se venger.

New Delhi. Il est obligé d'obtenir des résultats tangibles, sans quoi il perdra sa crédibilité. Tout le pays attend une riposte.

Les forces armées indiennes ont plusieurs options. Depuis la livraison de 36 Rafale en 2022, elles disposent de chasseurs dotés de missiles de croisière Scalp, d'une portée de 400 kilomètres. Elles peuvent frapper en profondeur le territoire pakistanais sans que les bombardiers n'aient besoin de pénétrer l'espace aérien adverse. Autre possibilité : un raid commando proche de la frontière. En 2016, des soldats avaient mené une brève incursion près de la ligne de contrôle. L'armée avait

prétendu avoir détruit des postes avancés utilisés par des djihadistes pakistanais. Puis, en 2019, des Mirage indiens avaient tenté de raser avec des bombes guidées une maison présentée comme une base du Lashkar-e-Taiba, une organisation djihadiste locale, à moins de 50 kilomètres de la frontière. En vain. Aucune de ces opérations n'a en effet semblé dissuader les organisations terroristes. « Les attaques de 2016 et 2019 avaient occasionné peu de dégâts, précise Bharat Karnad. Si l'Inde veut lancer une action vraiment dissuasive, elle doit frapper plus fort. Mais le gouvernement est-il prêt à une escalade ? »

soucieuse de démontrer sa capacité de dissuasion. Après le raid aérien de 2019, elle avait envoyé 24 F-16 bombarder les abords de cibles militaires indiennes sans les détruire. Une attaque de grande ampleur de la part de New Delhi déclencherait une riposte similaire. Avec le risque de basculer vers une guerre longue de haute intensité ? Un scénario auquel Pravin Sawhney, rédacteur en chef de la revue de défense Force, ne croit guère : « L'armée indienne manque de munitions et de pièces détachées, le Pakistan bénéficie du soutien militaire de la Chine : si un conflit éclate, il pourrait résister dans la durée. »

Dans ce contexte, le risque d'une escalade allant jusqu'à l'arme atomique reste limité à ce stade. La doctrine indienne stipule que la bombe ne sera jamais employée en premier. Au Pakistan, l'armée considère que plusieurs lignes rouges, comme un blocus naval indien ou une invasion terrestre coupant les principales lignes de communication, doivent être franchies avant d'en arriver là. ■

APPEL À CANDIDATURES JUSQU'AU 30 JUIN 2025

LES TROPHÉES DU COMMERCE

Une initiative



CCI PARIS
PARIS ILE-DE-FRANCE

1

PRIX ENTREPRENEURIAT
Commerce entreprenant

2

PRIX INNOVATION
Commerce innovant

3

PRIX DEVELOPPEMENT DURABLE
Commerce durable



VOUS ÊTES COMMERÇANT, RESTAURATEUR, SERVICE DE PROXIMITÉ ?
LES TROPHÉES DU COMMERCE 2025 SONT FAITS POUR VOUS !

Pour en savoir plus & candidater



CCI PARIS
PARIS ILE-DE-FRANCE

APPEL À CANDIDATURES PARIS SHOP & DESIGN 2025

Vous avez créé ou rénové votre commerce depuis moins de 3 ans en misant sur le design ?

CANDIDATEZ JUSQU'AU 31 MAI 2025





11^{ème} édition

LAURÉAT 2024 CATÉGORIE BIEN-ÊTRE - SANTÉ - BEAUTÉ
SPA CLEMENS
PAULINE PICAUT - COMMERÇANT
AGENCE THISTE - THIBAUT POIRIER ET STÉPHANIE MONTEIL - DESIGNERS D'ESPACE

REPORTAGE

MAURIN PICARD

ENVOYÉ SPÉCIAL À ORLANDO,
KISSIMMEE ET GAINESVILLE (FLORIDE)

SA FRÈLE SILHOUETTE émerge tout juste du pupitre surdimensionné, mais Teresa Jacobs sait se faire respecter. « *Je sais que vous bouillonnez tous à l'idée d'exprimer votre opinion, mais je vais vous demander de limiter vos commentaires à ce que nous sommes convenus*, avertit la présidente du conseil scolaire du comté d'Orange, à Orlando (Floride). *Le pouce vers le bas pour marquer votre désapprobation, vers le haut pour approbation!* » Dans l'assistance, malgré l'heure tardive, une forêt de pouces se lève le temps d'un rare consensus, prélude aux rudes joutes à venir.

L'affable républicaine de 67 ans n'ignore pas que les esprits vont s'échauffer une fois de plus sur la question des livres proscrits dans les bibliothèques scolaires de cette circonscription qui englobe Orlando et son 1,5 dâmes. Deux romans pour adolescents se trouvent sur la sellette: *And They Lived...* et *Last Night at the Telegraph Club*, cloués au pilori pour leur thème LGBT et quelques scènes de sexe explicites. « *Retirez ça de la vue de nos enfants* », clame une militante survoltée des Moms for Liberty, un groupe né en 2021, pilier de la révolution sociale-conservatrice portée par l'administration Trump. « *J'avoue être un peu troublée par la présence de ces ouvrages dans nos écoles* », renchérit Teresa Jacobs, corrigée par l'élue Maria Salamanca: « *Ils sont réservés aux élèves de première et de terminale, il n'en existe que deux exemplaires dans nos 23 lycées. Les garde-fous existent et le bien-être de nos élèves est respecté. Par contre, le comté a dépensé 400 000 dollars pour l'évaluation de milliers de livres, alors que nos priorités devraient être le renforcement de la sécurité face au danger des armes à feu et le recrutement de personnel supplémentaire!* »

Législation pernicieuse

Ce soir, les Moms for Liberty, malgré leurs militantes dans la salle arborant un autocollant « Remove Porn » (« éliminez la pornographie ») et leurs pouces rageurs abaissés, ne gagneront pas. Les deux ouvrages sont maintenus, par cinq voix contre trois, puis sept contre une. Une exception dans cet État « rouge vif » – ultra-républicain, donc – où les recours contre les livres « obscènes » se multiplient. « *Ils sont très organisés, et nous, l'opposition, les sommes beaucoup moins* », soupire Erin Decker, libraire au White Rose Books & More de Kissimmee, petite ville près d'Orlando. À Gainesville, à 180 kilomètres au nord-ouest d'Orlando, qui abrite l'université de Floride et ses 55 000 étudiants, l'agitation redouble contre les réformes à la serpe de la fonction publique, de l'aide internationale, de la recherche scientifique, la traque des immigrants en situation irrégulière. Et lorsque les « marcheurs » se dispersent, sous un écrasant soleil printanier, beaucoup échouent naturellement au Lynx, la librairie fondée en 2024 par l'autrice à succès Lauren Groff. Le Lynx est devenu le porte-étendard de la résistance. « *Les gens sont plutôt formidables, ici*, corrige Grant, un jeune libraire très eighties, moustache drue et crinière blonde à la Andre Agassi.

La Floride, avant-poste Maga

Le Sunshine State est devenu le laboratoire de l'idéologie trumpiste. En y menant une guerre culturelle, la droite radicale veut imposer un nouveau modèle de société.



Manifestation qui dénonce la prise de contrôle hostile des institutions par l'administration Trump, le 19 avril à Cocoa (Floride).

Nous bénéficions d'un soutien massif. Dès qu'une manifestation se termine, les gens se disent: "Et si on finissait à la librairie des livres interdits?" »

Les ouvrages en question ont leur étagère réservée. Leur palmarès figure en évidence: *Nineteen Minutes*, de Jodi Picoult, affiche le record absolu, avec 98 mises au ban dans le pays en 2023-2024 pour avoir osé décrire une fusillade en milieu scolaire, du harcèlement écolier, et mentionner des injures homophobes. Il est talonné par *La Servante écarlate*, de Margaret Atwood, 67 mises au ban. Un rapide coup d'œil permet de reconnaître d'autres classiques déchus: *Catch 22* de Joseph Heller, 1984 et *La Ferme des animaux* de George Orwell, et même *Persepolis*, de Marjane Satrapi. Au total, 10 000 interdictions ont été prononcées à travers les États-Unis en 2023-2024, dont 45 % pour la seule Floride. Depuis 2023, une loi permet à tout citoyen de l'État de dénoncer un livre « problématique ». « *Je suis inquiète*, confie Lauren Groff à propos d'une nouvelle loi qui pourrait entrer en vigueur le 1^{er} juillet. *Cette législation incroyablement pernicieuse pourrait rendre impossible pour les librairies de vendre des ouvrages à des mineurs. Si n'importe quoi est considéré comme obscène, alors tout peut le devenir!* »

Avec son obsession contre les livres « obscènes », la Floride sert d'avant-poste

“
Jusqu'ici, c'est un plan qui se déroule sans accroc

David Graham, journaliste à la revue « The Atlantic »

dans la guerre culturelle déclarée par la droite radicale aux élites « progressistes ». La reconquête de l'Amérique traditionnelle a trouvé son expression au sommet du pouvoir avec la mise en œuvre du « *Projet 2025* » de la Heritage Foundation. « *Jusqu'ici, c'est un plan qui se déroule sans accroc* », observe David Graham, journaliste à la revue *The Atlantic* et auteur d'un livre sur le grand œuvre de Russell Vought. Ce dernier, nationaliste chrétien de 49 ans propulsé directeur de la gestion et du budget à la Maison-Blanche, a piloté la rédaction d'un document de 922 pages dont les chapitres se lisent comme une feuille de route pour les décrets en pagaille signés par Donald Trump: outre l'éradication de la « pornographie » et des programmes DEI (diversité, équité, inclusion) dans l'administration fédérale, Vought et ses pairs promeuvent la restauration de la famille comme « *la pièce maîtresse de la vie américaine* » au moyen de subventions destinées à relancer la natalité mais aussi d'incitations pour que les femmes se recentrent sur leurs tâches au foyer. L'interdiction définitive de l'avortement ainsi que la politique d'exclusion à l'égard des homosexuels et des transsexuels complètent cet arsenal. La Floride, en pointe dans les guerres culturelles de l'ère Trump, fera sa part du travail. ■

* *The Project - How Project 2025 Is Reshaping America*, de David A. Graham, Random House (non traduit).



RICH LAM/GETTY IMAGES VIA AFP

Au Canada, Mark Carney part favori

ÉLECTION

ANTOINETTE MALO

SI DEMAIN Mark Carney s'adjuge les élections fédérales canadiennes, il pourra remercier Donald Trump. En multipliant les agressions contre Ottawa – entre augmentation des droits de douane et menaces d'annexion –, le président américain a en effet remis en selle le successeur de Justin Trudeau et son mouvement, le Parti libéral.

L'ancien gouverneur de la banque centrale partait pourtant de très loin. Quand, le 14 mars, il s'empare de ce poste de Premier ministre qu'il remet donc en jeu, il hérite d'un parti à terre, laminé par les conservateurs dans les sondages depuis des mois. Fin janvier, les enquêtes d'opinion annoncent même 25 points d'écart entre les deux formations. Mais, rapidement, les courbes s'inversent. Puis se croisent. Désormais, ce sont les libéraux qui sont donnés en tête (42 % contre 38 %).

L'homme neuf

Plusieurs facteurs expliquent ce revirement: la démission de Trudeau, usé par dix années de pouvoir, a d'abord reboosté les libéraux. En refusant un portefeuille ministériel sous les précédentes mandatures, Carney, 60 ans, est aussi arrivé avec les habits de l'homme neuf.

Mais l'ex de Goldman Sachs a surtout bénéficié de l'effet Trump. Les multiples provocations du républicain n'ont pas seulement soudé le pays. Elles ont aussi suscité une demande: celle d'un dirigeant capable de tenir tête à l'administration américaine. Carney, qui par le passé a affronté plusieurs tempêtes (crise financière de 2008, le Brexit en tant que gouverneur de la Banque d'Angleterre), s'est arrogé ce rôle de leader rassurant. A contrario, Pierre Poilievre, son rival conservateur au style très trumpien, a vu sa cote dégringoler.

Néanmoins, dès demain, le prochain Premier ministre, quel qu'il soit, ne pourra plus se contenter de surfer sur le sentiment anti-Trump qui a gagné le pays. Il va devoir se confronter au locataire de la Maison-Blanche, qui a encore affiché cette semaine son intention d'imposer de nouvelles taxes sur le secteur automobile canadien. La tâche s'annonce loin d'être simple. ■

BILAN

GARANCE LE CAISNE

MARDI, LE CHEF DE L'ÉTAT américain sera dans le Michigan pour marquer le centième jour de sa présidence, qui tombe le lendemain. En prêtant serment, le milliardaire de 78 ans avait promis que son second mandat serait celui d'un « *âge d'or* » de l'Amérique. Près de trois mois après, sa cote de popularité a chuté à 41 %, selon le dernier sondage *The Economist-YouGov*. Trump « *a introduit un niveau de chaos et de destruction si élevé que les historiens ont du mal à trouver un égal dans notre histoire* », écrit Dana Milbank, le chroniqueur politique du *Washington Post*.

Le grand n'importe quoi commercial.

Les décisions du président en matière économique reflètent ses improvisations politiques. Après avoir annoncé le 2 avril une augmentation vertigineuse des droits de douane à des dizaines de pays, Trump fait machine arrière

quelques jours plus tard et annonce une pause de quatre-vingt-dix jours. Sauf pour la Chine, qui se voit imposer des surtaxes de 125 %, au risque de frapper le porte-monnaie des Américains puisque les jouets, vêtements ou équipements électroniques vendus outre-Atlantique sont importés en masse de Chine. Pour apaiser les craintes qui montent et la colère des marchés, Trump évoque une réduction de ces droits de douane.

Les ratés d'Elon Musk. Nommé à la tête du Doge, le département de l'efficacité gouvernementale, le patron de Tesla a lancé des coupes budgétaires drastiques et erratiques. Le licenciement de milliers de fonctionnaires spécialisés a mis en

danger certaines institutions, entraîné la fuite de données sensibles et même provoqué des surcoûts de fonctionnement. De plus en plus critiqué par des membres du cabinet de Trump, l'homme le plus riche du monde devrait retourner à ses entreprises d'ici à la fin mai.

Haro sur l'environnement. Il l'avait annoncé pendant la campagne, il l'a fait le premier jour de son second mandat grâce à son arme fétiche, le décret. Le 20 janvier, dans le Bureau ovale, parmi la vingtaine signée, il a validé le retrait des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat. Limitation des énergies renouvelables, relance des énergies fossiles et de l'extraction du charbon... Trump méprise les enjeux climatiques.

Un nouvel impérialisme. Si le 47^e président américain rêve du prix Nobel de la paix, il reste d'abord un homme d'affaires alléché par le marchandage. Trump a proposé de transformer la bande de Gaza en « *Riviera du Moyen-Orient* », une fois ses 2,1 millions d'habitants expulsés. Une « *idée* » qui conforte surtout Benjamin Netanyahu et ses alliés d'extrême droite dans leur stratégie de guerre totale et sanglante contre les Gazaouis. Sur le dossier ukrainien, sa promesse de mettre un terme à la guerre en quelques jours semble également s'éloigner (*lire page 8*). Ses cent premiers jours se caractérisent par une volonté de repousser les frontières: il répète qu'il faut « *annexer* » le

Groenland, territoire autonome du Danemark.

Une guerre migratoire entravée. Effectuées par avions militaires, les expulsions de migrants en situation irrégulière mettent à mal l'État de droit. Ces renvois opposent le ministre de la Justice à des juges fédéraux, seuls contre-pouvoirs encore actifs aux États-Unis. Un juge reproche notamment au gouvernement d'avoir ignoré son interdiction d'expulser ces étrangers en vertu d'une loi d'exception, et le menace de poursuites pénales pour « *outrage à tribunal* ». Décrets contre décisions judiciaires, l'administration Trump fait désormais face à près de 190 contentieux juridiques. ■

Les cent jours de chaos de Trump

Entre guerre commerciale erratique et menaces sur l'État de droit, le début de mandat du républicain bouleverse son pays et le monde.

Enquête sur le candidat Attal

L'ancien Premier ministre se prépare désormais activement en vue de la prochaine présidentielle. Dans un premier temps, il veut se concentrer sur le fond.

BLOC CENTRAL

LUDOVIC VIGOGNE

GABRIEL ATTAL EST ENCORE dans sa loge. Dans une vingtaine de minutes, il va faire son entrée dans le hall de la Cité du cinéma à Saint-Denis où, en ce 6 avril, Renaissance tient un grand meeting. En attendant, c'est au tour de Valérie Hayer d'être sur scène. Pour conclure son propos, la députée européenne évoque 2027 et s'adresse sans détour au secrétaire général du parti malgré sa place au premier rang encore vide. « *Cher Gabriel, dit-elle, je dois te le dire sans pression, mais vraiment sans pression: on est nombreux, très nombreux à compter sur toi pour cette échéance majeure.* » Aussitôt, les « *Attal président!* » fusent dans le public. Tout le reste de l'après-midi, ils ne cesseront plus. Très régulièrement, quand l'ancien Premier ministre s'exprimera, cinquante minutes durant, à la tribune, ils interrompront son discours.

« Attal président! » Ce dimanche-là, ces deux mots auront officiellement fait basculer l'intéressé dans la catégorie des candidats à la prochaine compétition élyséenne. Jusqu'à présent, Gabriel Attal s'était toujours refusé à avouer publiquement son envie d'y concourir. Au final, d'autres l'auront fait pour lui et le raout de son parti à Saint-Denis sera apparu aux yeux de tous comme le dévoilement d'une ambition. « *Il est long, le chemin de l'espoir, mais je crois aujourd'hui qu'ensemble nous en franchissons le premier pas* », lancera lui-même l'ex-locataire de Matignon lors de son intervention, faisant une allusion subliminale à sa future montée sur le ring. Le lendemain, lors du bureau exécutif de Renaissance, programmé comme chaque lundi, la députée des Hauts-de-Seine Prisca Thevenot, une de ses plus fidèles, certifiera: « *Il y a eu un avant- et un après-6 avril.* »

À l'Élysée, le meeting du 6 avril n'a pas été bien interprété: « Le côté "tout commence aujourd'hui" n'a pas beaucoup plu »

« L'après », le candidat Attal l'a d'ores et déjà très sérieusement préparé. Ces prochaines semaines, c'est sur le fond qu'il veut se faire entendre. Souvent, on lui a reproché de ne pas avoir de convictions. « *Il n'a pas d'idées* », avait rapporté Emmanuel Macron à François Bayrou quand le trentenaire était à l'hiver 2024 son Premier ministre. Le secrétaire général de Renaissance va donc exposer sa doctrine. Au lendemain de son élection en décembre à la tête de la formation macroniste, il avait installé des groupes de travail sur le modèle économique et social, le régalien et enfin l'écologie. Cette semaine, il va en recevoir les conclusions. À partir de la mi-mai, lors de trois conventions qui seront organisées, il présentera les propositions concrètes qu'il en a retirées. Sur le même modèle, à l'automne, il s'exprimera sur trois autres thèmes: les services publics (et notamment l'école et la santé), la réforme de l'État et les relations internationales. Parallèlement, pour se densifier sur ce dernier sujet, il multipliera les visites à l'étranger. Il sera le 13 mai à Londres, où il rencontrera Tony Blair, puis en Suède et au Danemark. Après l'été, il effectuera une tournée africaine.

Parler à la France du travail

En février, en prévision de cette nouvelle phase, Renaissance avait commandé à l'Institut de sondages Ifop une grande enquête qualitative sur les potentiels candidats élyséens au sein du socle commun. Concernant Gabriel Attal, un enseignement en était ressorti: les Français ne savaient pas encore exactement qui il était. Afin de les éclairer, l'ancien Premier ministre va s'atteler à un livre, qui pourrait sortir d'ici à la fin de l'année, où il livrera les leçons de son expé-



ALEXIS JUMEAU/ABAC APRESS.COM

Le 6 avril, en meeting à la Cité du Cinéma, à Saint-Denis.

rience au pouvoir, son diagnostic du pays, ce qu'il imagine pour celui-ci. Auparavant, dans le même objectif, il va renouer avec un rythme intense de déplacements sur le terrain. Hier, il était à la foire d'Angers. Mi-mai, il sera à celle de Tours. Le patron de Renaissance aime ces grandes manifestations où il peut croiser la France du travail et se faire interpellé sans protocole. Cela l'aide à palper le pouls des classes moyennes, auxquelles il cherche avant tout à s'adresser depuis des années. « *C'est celui qui a la connaissance la plus fine de ce que ressentent les Français à un instant t, avance Brice Teinturier, président général délégué d'Ipsos. Un peu comme Nicolas Sarkozy à son époque, il est très affûté sur les enquêtes d'opinion, ce qui est sa force et évidemment aussi sa faiblesse. Je me souviens d'avoir suivi sa déclaration de politique générale en me disant, au fur et à mesure: "Cette case est cochée, celle-là aussi, celle-là aussi..."* »

Le 10 février, Gabriel Attal et Xavier Bertrand se sont vus pour échanger sur la situation. Les deux hommes s'estiment plutôt. Entre eux, le dialogue a été sans faux-semblants. « *Dis-moi comment tu fais pour t'imposer comme candidat alors qu'il y a Édouard Philippe?* » a demandé au député des Hauts-de-Seine le président LR des Hauts-de-France, qui lui aussi lorgne 2027. Gabriel Attal a concédé que ce n'était pas simple. Évidemment, c'est cet autre ancien Premier ministre qu'il observe en priorité. Sur la ligne de départ, il ne pourra y avoir qu'un seul d'entre eux. Est-ce que ce sera le patron d'Horizons, aujourd'hui mieux placé dans les sondages? Est-ce que

ce sera lui? « *Le 6 avril a permis de rappeler qu'il n'y avait pas d'un côté Édouard Philippe et de l'autre un désert* », se satisfait Ambroise Méjean, le président des Jeunes avec Macron, le mouvement de jeunesse de Renaissance. Ce jour-là, à l'invitation de Gabriel Attal, le maire du Havre avait accepté de participer à une table ronde en compagnie des autres figures du bloc central (François Bayrou, Gérald Darmanin, Yaël Braun-Pivet...). Il avait trouvé le meeting bien fait et offrant de belles images.

Changer de méthode

Sur le papier, le profil de ces deux prétendants à l'Élysée est très différent. Édouard Philippe est d'abord un homme de droite; c'est ce créneau, où l'émergence de Bruno Retailleau l'a bousculé, qu'il cultive en premier lieu. Gabriel Attal a toujours refusé de se définir par une étiquette; il reste convaincu que le dépassement des clivages prôné en 2017 demeure la meilleure solution. Sur les réseaux sociaux, le quin-quagénaire est absent quand le trentenaire vit, lui, avec son temps... « *Pour 2027, il y aura deux choix possibles: un candidat de l'apaisement, de la tempérance, avec qui il ne se passerait peut-être pas grand-chose s'il était élu, ou un candidat de l'énergie, de la transformation profonde* », théorise un proche du secrétaire général de Renaissance, alors que la France sortira de deux années à l'arrêt en raison de l'émiettement de l'Assemblée. Dans l'optique de la prochaine présidentielle, ils ont aussi un point commun. Tous deux seront des candidats de rupture avec Emmanuel Macron.

Un nouveau siège près du MoDem

L'affaire a été rondement menée. Dès le lendemain de son élection à la présidence de Renaissance en décembre dernier, Gabriel Attal avait exprimé son souhait d'en déménager le siège. Installé depuis l'été 2021 rue du Rocher, à la frontière du 17^e arrondissement de Paris, celui-ci était à ses

yeux trop excentré et beaucoup trop grand. Demain, devant le bureau exécutif de Renaissance, le secrétaire général va donc dévoiler la nouvelle adresse où sa formation va désormais poser ses quartiers. Ce sera avenue Robert-Schuman dans le 7^e arrondissement de la capitale. Détail

amusant: ce nouveau siège se trouve à quelques dizaines de mètres seulement de celui d'un autre parti, le MoDem. Il sera également situé à cinq minutes à pied de l'Assemblée nationale. Un point très pratique pour Gabriel Attal, qui est aussi le président des députés Renaissance. L.V.

Le 6 avril, Gabriel Attal l'a formulé à sa manière. « *Le monde de 2017 et même celui de 2022 n'ont rien à voir avec celui d'aujourd'hui*, a-t-il argué, prenant l'exemple du dérèglement climatique, du ralentissement démographique et des revirements diplomatiques. *Si nous voulons que dans les dix, vingt, trente prochaines années les Français vivent mieux, nous devons changer profondément* » Après de La Tribune Dimanche, il complète: « *Dans la méthode aussi, nous devons changer. On nous a reproché une très grande verticalité dans la gouvernance et une forme d'impuissance sur certains sujets.* » Dans cette perspective, il a bien l'intention de s'extirper de quelques ambiguïtés macronistes. Sur l'autorité ou l'immigration notamment, il adoptera un discours et des propositions beaucoup plus fermes.

Pour lui, le retour du clivage gauche-droite n'est en rien, contrairement à ce que prétendent certains, une réalité

Ouvrir un chapitre sans effacer le précédent, écrire son histoire sans fâcher le président... À Saint-Denis, le nouveau secrétaire général de l'Élysée, Emmanuel Moulin, a assisté aux premiers pas du candidat Attal. À Matignon, il était son directeur de cabinet. Il est resté un proche de son ancien patron. Parviendra-t-il à retisser un lien entre Emmanuel Macron et l'ex-Premier ministre? Depuis novembre, ces deux-là n'ont pas eu de tête-à-tête: le chef de l'État n'en a pas exprimé l'envie. Le 16 mars, ce dernier a néanmoins envoyé à Gabriel Attal un message pour lui souhaiter son anniversaire (il a eu 36 ans). Cela a permis une première reprise de contact. Depuis, à l'Élysée, le meeting du 6 avril n'a pas été bien interprété par tous. Un proche du président le certifie: « *Le côté "tout commence aujourd'hui" n'a pas beaucoup plu.* »

Comment cela se passera-t-il demain? Cette semaine, Renaissance a lancé une nouvelle campagne d'adhésion. Des affiches seront collées, des tracts distribués avec le visage de Gabriel Attal et un slogan, « *Le camp de l'espoir* ». Pour parvenir à être celui qui l'incamera en 2027, l'ex-Premier ministre va raisonner à partir d'une donnée: l'espace électoral dont pourra disposer chaque candidat. Pour lui, après huit ans de macronisme, le retour du clivage gauche-droite n'est en rien, contrairement à ce que prétendent certains, une réalité. Il n'y a toujours que trois offres qui structurent le paysage: un bloc de gauche radicale, un bloc central et un bloc d'extrême droite. En dehors, l'air est raréfié. Malgré sa popularité, Bruno Retailleau ne plafonne-t-il pas au mieux qu'à 11 % d'intentions de vote dans les sondages?

Pas en lice pour Paris

« *Lors de mes fonctions au gouvernement, je crois avoir tissé un lien avec les Français; j'ai le sentiment que ce lien est toujours là* », dit Gabriel Attal. Aujourd'hui, après la phase compliquée qu'il a connue à l'automne, celui-ci est soulagé de constater qu'il occupe toujours les premières places dans les enquêtes de popularité, même s'il ne bénéficie plus des projecteurs que permettait de braquer sur lui l'exposition ministérielle. Il a tranché quelques questions compliquées: il ne sera pas, malgré les sollicitations, candidat aux municipales à Paris l'an prochain. À la tête du parti le plus puissant financièrement et du groupe de députés le plus étoffé du socle commun, il sera, quoi qu'il se passe, incontournable... « *Il faudra compter avec lui*, assure Hervé Marseille, patron du groupe Union centriste au sénat. *Il est malin.* » Sur la scène de la Cité du cinéma, pour prononcer son discours, l'ex-Premier ministre a eu recours à un prompteur. C'était la première fois qu'il utilisait un tel outil, peu prisé par les politiques français. Il s'est senti à l'aise. Ce galop d'essai a convaincu le candidat Attal pour la suite. ■

Bruno Retailleau face à un champ de mines

S'il accède à la présidence de LR le 18 mai, le ministre de l'Intérieur sera vite confronté à une série de difficultés plus grandes que la campagne militante.

DROITE

JULES PECNARD

DEPUIS QUELQUES JOURS, les équipes de Bruno Retailleau ont noté un détail à propos de la campagne de Laurent Wauquiez. Pourquoi diable le chef des députés Les Républicains (LR) semble-t-il omettre de relayer, sur X, les photos de certains déplacements pourtant inscrits à l'agenda? L'entourage du ministre de l'Intérieur soupçonne son adversaire d'avoir été contraint d'annuler des réunions publiques, faute de mobilisation suffisante. Sans le confirmer, une huile du dispositif Wauquiez se plaint des salles claires-mées qui jalonnent le parcours du candidat à la présidence de LR.

Voilà un signal positif de plus pour le Vendéen, favori d'un duel dont les modalités sont désormais figées: 122 000 adhérents pourront le départager, dont moins de 17 % se trouvent en Auvergne-Rhône-Alpes, base arrière wauquieziste, et le quart en Île-de-France, où ça devrait plutôt voter Retailleau. Pour autant, un fin connaisseur de la carte électorale de la droite ne voit pas venir un raz de marée pour l'ancien sénateur. « Il devrait remporter une victoire nette mais compensée par l'avance de Laurent dans sa propre Région, pressent ce conseiller. Autour de 58 % pour Bruno, c'est ce qu'il y a de plus logique. » Un fidèle de ce dernier

fait mine d'être prudent: « Personnellement, je signe à 50,1 %! »

Rien n'est moins sûr. Plus l'écart sera resserré, plus le député de la Haute-Loire conservera une marge de manœuvre. Bien qu'il ait été soutenu par une majorité de cadres du parti, Bruno Retailleau aura affaire – s'il l'emporte – à un Laurent Wauquiez toujours aussi convaincu que l'expérience gouvernementale des Républicains lui apporte des rendements plus négatifs que positifs. « Ça ne va pas être simple du tout, craint l'un des ténors qui épaulent l'ex-élu de Vendée. Laurent va poursuivre sa campagne en disant que la seule parole de LR qui vaille, c'est celle de son groupe parlementaire. »

Ce n'est qu'un des nombreux défis auxquels serait confronté l'ancien bras droit de Philippe de Villiers en cas de victoire. Certes, passé l'inconfort de la double casquette de ministre-candidat, Bruno Retailleau verrait son assise renforcée au sein du gouvernement Bayrou. « Il est déjà l'un des poids lourds, il le sera encore plus et pourra droitiser la ligne », s'enthousiasme Jean-Louis Thiériot, l'un des rares députés à le soutenir ouverte-ment. D'autres, plus discrets, savent que Laurent Wauquiez a les outils pour restreindre, s'il le veut, leur parole à l'Assemblée nationale.

Le fragile équilibre entre l'intransigeance de Bruno Retailleau sur les sujets de son périmètre et ce que la situation poli-



Le ministre de l'Intérieur, à Nantes, le 24 avril.

tique lui permet de mettre en œuvre, lui, va demeurer. Le bloc minoritaire sur lequel s'appuie l'exécutif au Palais-Bourbon n'est pas près de s'élargir. « Quand on est ministre de l'Intérieur, a déclaré le premier flic de France mercredi dans la matinale de BFMTV, on ne doit pas arriver sur un plateau en disant "demain, les choses seront réglées". » Son rival ne cessera d'exploiter cette brèche. « L'absence de résultats à Beauvau va devenir un vrai problème pour nous », a récemment déploré Laurent Wauquiez, gros sabots, auprès de son entourage. Manière de préparer les esprits à une potentielle déception... qu'il ne manquerait pas de mettre en relief.

Le premier carré retailliste continue de défendre sa stratégie. « L'histoire qu'il

veut raconter, ce n'est pas qu'avec Bayrou on arrive à tout faire, mais qu'on y arriverait beaucoup mieux avec la droite au pouvoir », persiste un proche. Ce « teasing » ne doit-il pas s'achever par un départ en trombe du gouvernement, façon Jacques Chirac en 1976? « Si tu te barres, c'est pour te présenter à la présidentielle, admet le même complice, et un mauvais timing coûte très cher, comme à Valls en 2017. Du reste, la visibilité qu'offre le ministère de l'Intérieur est unique. Et avant 2027, il y a les municipales... »

Le scrutin de mars 2026 sera une échéance clé pour le futur chef des Républicains, quel que soit le vainqueur du congrès le 18 mai. Il y a trois mois, Bruno Retailleau, lucide, concédait en privé que dans de nombreuses villes son camp n'aurait d'autre choix que de s'associer localement au centre et aux macronistes. Le processus, facilité par l'émergence du « socle commun », répond à des logiques tactiques qui ne datent pas d'hier. « Ce qui est inédit, observe un ami de poids du Vendéen, c'est qu'on sera à un an d'une présidentielle dont on ignore totalement quelles seront les forces en présence. »

Comment, sur un temps aussi court, assumer publiquement ces alliances tout en défendant l'idée – peu convaincante, vu l'espace électoral résiduel de LR – d'une candidature de droite pur sucre à l'Élysée? A fortiori si Laurent Wauquiez, battu, décide de faire monter les enchères? « Bruno va gagner du temps avec de la refondation interne et, pour l'instant, il n'a pas été lâché par les médias Bolloré même si ses résultats se font attendre », note un ex-ministre de Nicolas Sarkozy. L'ancien chef de l'État est le dernier leader de sa famille politique à avoir cumulé le parti et l'Intérieur. C'était il y a vingt ans, une éternité. ■

YAËL BRAUN-PIVET

Un livre politique pas comme les autres, par une femme politique pas comme les autres.



Disponible en librairie

BUCHET • CHASTEL



© Olivier Rollet

Bayrou ouvre le chantier de la proportionnelle

Le Premier ministre va recevoir chefs de groupes parlementaires et de partis afin de changer le mode de scrutin aux législatives.

GOVERNEMENT

LUDOVIC VIGOGNE

DANS UN MONDE IDÉAL, François Bayrou aurait rêvé que la France se dote pour élire ses députés du mode de scrutin proportionnel à l'allemande. Mais le système en place outre-Rhin est très compliqué, très sophistiqué. Dans le cadre du chantier qu'il s'approprie à ouvrir pour remplacer le mode de scrutin majoritaire actuel en vigueur aux élections législatives par un mode de scrutin proportionnel, garantie selon lui d'une meilleure représentation de tous les courants de pensée, il va donc se contenter d'être plus modeste.

Cette semaine, le Premier ministre a commencé à appeler les présidents des groupes parlementaires et de partis pour les informer qu'il allait les recevoir à Matignon. Les premiers seront Marine Le Pen et Jordan Bardella, puisqu'à l'Assemblée le RN dispose du groupe qui compte le plus de députés. Comme la mouvance centriste, c'est un parti qui a toujours réclamé la proportionnelle (dans le cadre du scrutin majoritaire, environ 200 circonscriptions situées dans les métropoles, en outre-mer... sont totalement ingagnables pour lui). Enfin, François Bayrou a bien noté que, comme elle le faisait lorsque Michel Barnier était Premier ministre, Marine Le Pen rappelle régulièrement que sa mise en place serait un bon moyen pour éviter de sa part toute menace de censure.

Sur l'échiquier politique, La France insoumise et Les Écologistes sont également favorables à la proportionnelle. Les Républicains et Horizons sont en revanche contre. Ils la jugent contraire à la V^e République et incapacitante, car avec elle il n'y aurait plus de majorité stable et claire

mais des coalitions aux tractations permanentes. Le PS, lui, est divisé sur la question. François Hollande est désormais un partisan convaincu de la proportionnelle alors qu'Olivier Faure, le premier secrétaire du parti, y a toujours été opposé. À Renaissance, les avis sont également partagés. Afin de tenter de dégager une position commune, Gabriel Attal va mettre en place un groupe de travail piloté par le député des Hauts-de-Seine Pierre Cazeneuve. Mais en son for intérieur, l'ancien Premier ministre n'est pas spontanément convaincu des bienfaits d'un changement. Après tout, l'émiettement actuel de l'Assemblée ne prouve-t-il pas que le scrutin majoritaire permet lui aussi à tous les partis d'y être représentés?

Discussions techniques

Les discussions que s'approprie à ouvrir François Bayrou s'annoncent longues. Elles seront aussi très techniques. Il existe en effet différents types de proportionnelle. Celle-ci doit-elle s'appliquer à l'échelon départemental (comme en 1986, seule fois où elle a été mise en place) ou régional (comme le défendent Les Écologistes)? Doit-elle être accompagnée d'une prime majoritaire (Marine Le Pen y est favorable mais pas François Bayrou)? Faut-il conserver dans les plus petits départements l'élection des députés au scrutin majoritaire et n'introduire la proportionnelle que dans les plus grands?... Les critères retenus auront de lourdes conséquences numériques.

Un accord peut-il au final être trouvé? « Aujourd'hui, sur l'échiquier politique, tout le monde est en difficulté et peut donc à la fin trouver un intérêt à la proportionnelle, avance un pilier du socle commun. Celle-ci peut permettre au PS de se détacher de LFI, aux Républicains de retrouver des députés dans des Régions où ils n'en ont plus... » ■



CHANG MARTIN/SPA

Valls et les trois présidents

Le ministre des Outre-Mer s'est entretenu au début du mois avec Nicolas Sarkozy dans les bureaux de celui-ci. Tous deux se connaissent de longue date. Au lendemain de son élection à l'Élysée en 2007, l'ex-chef de l'État avait tenté de convaincre l'ancien député socialiste d'entrer dans son gouvernement. Dix-huit ans plus tard, ils ont notamment évoqué ensemble la Nouvelle-Calédonie, où Manuel Valls se rendra demain, pour la troisième fois depuis sa nomination, pour tenter de sceller un nouvel accord entre indépendantistes et non-indépendantistes.

D'un ancien président à l'autre... Le numéro trois du gouvernement Bayrou a l'occasion d'échanger régulièrement avec François Hollande à l'Assemblée nationale, où ils se croisent. Cette semaine, il a accompagné Emmanuel Macron lors d'une tournée de cinq jours dans l'océan Indien. À la Réunion, où il n'était pas allé depuis 2019, le chef de l'État s'est beaucoup appuyé sur son ministre des Outre-Mer, qui s'y était déplacé début avril. Les longues heures d'avion ont également permis aux deux hommes, qui se sont violemment affrontés par le passé, d'avoir des discussions plus politiques. L.V.

CONFIDENTIEL

Accoyer écrit à Macron

La troisième programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3) reste dans le collimateur de nombreux élus et associations. Bernard Accoyer, ex-président de l'Assemblée nationale, aujourd'hui à la tête de l'Association de défense du patrimoine nucléaire et du climat, a demandé à Emmanuel Macron de suspendre sa publication, de freiner le développement des énergies intermittentes et de conduire une étude d'impact environnementale, technique et économique permettant de définir un mix de production électrique optimal.



ÉLODIE GRÉGOIRE/ABACA

Les maires honorés

À un an des municipales, le Cercle des élus locaux a établi, en partenariat avec l'institut Quorum, un classement mettant à l'honneur 100 jeunes maires, pour la plupart quadragénaires. Ce palmarès, qui permet aux élus distingués de valoriser leur bilan, sera dévoilé mercredi au Sénat. Parmi les lauréats : Grégoire de Lasteyrie, maire Horizons de Palaiseau, Fanny Chappé, maire PS de Paimpol (photo), Arnaud Robinet, maire Horizons de Reims, Léonore Moncond'huy, maire Les Écologistes de Poitiers.



DR

Pécresse contre Tunis

Réprouvant les atteintes actuelles aux droits de l'homme et aux libertés publiques commises par le pouvoir tunisien, Valérie Pécresse a décidé d'annuler le déplacement qu'elle avait prévu d'effectuer demain à Tunis. Accompagnée de ses vice-présidents, la présidente LR de la Région Île-de-France devait remettre officiellement à cette occasion au ministre des Transports 165 bus adaptés pour le transport des personnes handicapées, lesquels avaient servi lors des Jeux paralympiques de Paris en septembre.

Le RN et l'axe indien

L'extrême droite va-t-elle remettre en jeu la présidence du groupe d'amitié France-Inde à l'Assemblée nationale ? Son titulaire, Jean-Philippe Tanguy, proche de Marine Le Pen, regrette de ne pouvoir s'y consacrer autant qu'il le voudrait. La faute à sa récente nomination au Conseil supérieur de l'énergie. Sébastien Chenu, ami de l'intéressé, lui a suggéré de s'accrocher : l'Inde fait partie des destinations stratégiques où leur cheffe aimerait jeter des ponts pour peaufiner une stature internationale encore limitée.

Le long chemin de la fin de vie

C'EST FINALEMENT l'un des seuls grands sujets qui seront examinés par l'Assemblée nationale d'ici à l'été. Les députés reprennent à partir de demain l'examen en commission de la proposition de loi sur la fin de vie, portée par l'élue apparenté MoDem Olivier Falorni. Avant les vacances parlementaires, ils avaient déjà approuvé la création d'un droit à l'aide à mourir. Cinq critères ont été définis pour y avoir accès : être âgé d'au moins 18 ans, français ou résident en France, atteint d'une « affection grave et incurable, qui engage le pronostic vital, en phase avancée ou terminale », cette dernière provoquant une « souffrance physique ou psychologique » réfractaire aux traitements ou insupportable et, enfin, apte à manifester sa volonté de façon libre et éclairée.

AU DÉPART, le projet de loi porté au printemps 2024 par la ministre de la Santé Catherine Vautrin prévoyait que le pronostic vital soit engagé « à court ou moyen terme », avec cette question de savoir ce que la notion de « moyen terme » recouvre précisément. Mais son examen avait été interrompu par la dissolution surprise du mois de juin. Cette fois, Olivier Falorni a bon espoir que les députés parviennent à trouver un équilibre qui permette un consensus. « La réalité de la fin de vie est parfois violente et vous amène à sortir de vos certitudes », résume celui qui porte ce sujet depuis tant d'années.

CE QUI ÉTAIT initialement un projet de loi du gouvernement a finalement été scindé en deux textes distincts, comme l'a voulu François Bayrou lors de son arrivée à Matignon. Le premier, qui concerne les soins palliatifs, porté par la députée Renaissance Annie Vidal, a déjà été adopté en commission et semble faire l'objet d'un consensus devenu très rare au Parlement.

CELUI SUR L'AIDE active à mourir est moins consensuel. En commission, un amendement venant des Insoumis, accordant au malade la liberté de choisir entre autoadministration du produit létal et administration par un médecin ou un infirmier, a été voté par les députés. Le texte initial prévoyait que celle-ci ne soit possible que lorsque le patient « n'est pas en mesure physiquement d'y procéder ». Mais ce changement a braqué une partie de la classe politique et renforcé les réserves du corps médical quant à ce texte. En revanche, les amendements visant à autoriser l'aide à mourir sur la base des directives anticipées de patients qui n'auraient plus la capacité d'exprimer leur volonté ont été rejetés.

LES DEUX TEXTES seront ensuite débattus dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale à partir du 12 mai. Un vote solennel des deux propositions de loi aura lieu le 27 mai au Palais-Bourbon. Au Sénat, les choses devraient se compliquer avec une majorité LR bien plus réticente sur l'aide active à mourir qu'elle ne l'est sur les soins palliatifs. « Les deux textes auront des chemins très différents », prédit l'ancienne ministre de la Santé Agnès Firmin Le Bodo. Si le Sénat rejette la proposition de loi d'Olivier Falorni, il reviendrait alors devant l'Assemblée nationale puisque, contrairement à la majorité des textes désormais, la procédure accélérée n'est pas enclenchée. Autrement dit, rien ne garantit que le chemin législatif du texte soit clos avant la fin du mandat d'Emmanuel Macron.

CAROLINE VIGOREUX

À SUIVRE

LE DESSIN de Chappatte



EN HAUSSE / EN BAISSÉ



MOURAO ALLIU/SPA

ÉRIC PIOLLE CHOISI

Le maire de Grenoble, Éric Piolle, a été élu hier porte-parole masculin des Écologistes avec 301 voix d'avance. Un revers pour la secrétaire nationale du mouvement, Marine Tondelier, qui vient d'être réélue à la tête du parti et qui soutenait son adversaire, le Normand Guillaume Hédouin, issu de la ruralité.



LAURENT COUST/ABACA

NADIA EL BOUROUMI SANCTIONNÉE

La médiatique avocate de la défense lors du procès des viols de Mazan a été condamnée cette semaine à un an de suspension avec sursis pour manquements aux règles de la profession. En cause : sa participation à des activités commerciales non autorisées et un incident survenu au tribunal d'Évry en 2023.

ESTELLE BRACHLIANOFF DIRECTRICE GÉNÉRALE DE VEOLIA

« La force de Veolia, c'est la résilience de ses activités »

La dirigeante mise sur la sécurité écologique pour assurer la croissance régulière du groupe, qui a réalisé 44,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2024.

ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR **MARIE-PIERRE GRÖNDAHL ET DOMINIQUE PIALOT**

CETTE INGÉNIEURE de 52 ans, X-Ponts, a fait toute sa carrière dans le secteur des infrastructures. Entrée dans le groupe de traitement des eaux et des déchets en 2005, elle a notamment dirigé les activités de Veolia en Grande-Bretagne avant de rejoindre le comité exécutif en 2018. C'est l'une des quatre femmes dirigeantes du CAC 40.

Vous avez pris les rênes de Veolia en juillet 2022. Quel bilan faites-vous de ces années ?

Je suis très fière de ce que nous avons accompli, à commencer par le succès du rapprochement avec Suez. Concernant les synergies, nous sommes en avance sur notre trajectoire. Le taux d'engagement de nos 220 000 collaborateurs est exceptionnel, à tous les niveaux hiérarchiques et quelle que soit leur ancienneté. La volonté de devenir le champion mondial de la transformation écologique a contribué au succès de ce rapprochement, que certains pensaient impossible. Nous avons changé de dimension grâce à deux atouts : une forte accélération de la croissance, dont le rythme annuel a quasiment doublé, et l'internationalisation, puisque 80 % de notre chiffre d'affaires est réalisé à l'étranger. Nos services ne sont plus seulement utiles aux entreprises, aux territoires et aux citoyens. Ils s'avèrent indispensables. Il ne s'agit plus d'un luxe de pays riches, d'un choix politique ou d'une contrainte, mais d'une nécessité.

N'est-il pas risqué d'insister sur les enjeux écologiques, notamment sur un marché comme les États-Unis ?

Je ne nie pas qu'il y ait actuellement un revirement sur le discours écologique. Mais en Europe, en France ou même aux États-Unis, on observe un décalage entre le discours politique et la réalité. Seule la sécurité écologique peut protéger les chaînes d'approvisionnement, l'industrie, l'emploi et la santé. Nos enquêtes montrent que sur tous ces sujets les attentes des citoyens sont très élevées. Y compris aux États-Unis, indépendamment du bulletin de vote. La demande pour nos services n'a jamais été aussi forte.

Vous prônez une « écologie des classes moyennes ». Que recouvre-t-elle ?

L'écologie proposée par Veolia est soucieuse du pouvoir d'achat. L'innovation, l'efficacité et l'excellence opérationnelle garantissent le meilleur rapport qualité-prix. En France,



À Paris, le 25 avril.

l'eau représente moins de 1 % du budget des ménages. Malgré les investissements nécessaires compte tenu du changement climatique et de la pollution, il sera possible de le maintenir à ce niveau grâce à nos innovations. Les besoins sont gigantesques. Notre objectif, c'est que nos services soient accessibles à tous, partout dans le monde, quel que soit le niveau de richesse.

Vous avez récemment dû renoncer à un projet de stockage de déchets dangereux dans le Pas-de-Calais. L'acceptabilité diminue-t-elle ?

Nous envisageons nos activités en partenariat avec les territoires, jamais en opposition. Nous proposons des solutions et des services sur mesure pour répondre aux problématiques de chaque collectivité, il ne s'agit pas d'imposer. De plus, notre contribution à la vie économique des territoires est l'un de nos indicateurs extra-financiers. Nous sommes une entreprise mondiale, mais très ancrée localement.

Que vous apporte votre implantation mondiale ?

Nous avons maîtrisé le sujet des PFAS, ces polluants éternels, avant tout le monde en France grâce à notre présence aux États-Unis. Et nous sommes aujourd'hui les seuls

à disposer d'une offre intégrée clés en main, issue de la combinaison de nos expertises dans l'eau et les déchets, pour les éliminer. Cette activité, inexistante il y a deux ans, a généré un chiffre d'affaires de 205 millions d'euros en 2024. Il franchira le cap du milliard dans les prochaines années.

Quels sont les marchés internationaux les plus porteurs ?

Nous sommes les champions de l'école française de l'eau, une référence partout sur la planète. Nous exportons ce savoir-faire dans le monde entier, un atout pour la balance commerciale française. Les enjeux diffèrent selon les pays et leurs besoins en matière de dépollution, de recyclage et de décarbonation. La croissance du groupe est aujourd'hui plus forte hors de l'Europe : au Moyen-Orient, en Australie, ou aux États-Unis. Mais si les marchés européens sont plus matures, des potentiels de développement subsistent, grâce aux différentes activités du groupe.

Où en est votre partenariat avec Mistral AI ?

Le démarrage est très encourageant. Il est en train d'être déployé pour améliorer la consommation en énergie de nos sites. À Oman, dans notre usine de dessalement, l'intelligence artificielle permettra de pro-

duire davantage d'eau, tout en réduisant la durée des réparations inévitables dans tout site industriel.

Veolia emploie 12 000 personnes aux États-Unis. Les secousses actuelles ont-elles un effet sur vos activités dans le pays ?

Veolia, comme la majorité des entreprises, traverse des turbulences incessantes depuis plusieurs années. La pandémie, les tensions énergétiques dues à la guerre en Ukraine, l'inflation, le ralentissement de la croissance en Europe... Nos résultats augmentent néanmoins tous les trimestres. La hausse des tarifs douaniers ne concerne pas Veolia. Le groupe n'a pas de contrats fédéraux et ne reçoit donc pas de subventions. La clé d'une croissance sécurisée repose sur notre internationalisation, avec une présence équilibrée dans 45 pays, dont aucun ne représente plus de 10 % des capitaux employés du groupe. D'où une bonne répartition des risques. Sans oublier la qualité de l'exécution et la combinaison des métiers.

Le FMI vient d'alerter sur une nette baisse de la croissance globale. Ça vous inquiète ?

Non. La force de Veolia, c'est la résilience de ses activités, notamment dans la gestion de l'eau ou des déchets dangereux. Voilà pourquoi l'action Veolia a augmenté de 16 % en Bourse depuis le début de l'année. De nouveaux investisseurs de long terme choisissent le groupe parce qu'il prouve sa résistance grâce à des fondamentaux solides. Il faut, je crois, être simultanément audacieux et agile. Et savoir s'adapter. Veolia possède une grande expertise dans le domaine de l'eau ultra-pure, essentielle pour la production de microprocesseurs. Il y a deux ans, nous vendions cette technologie principalement en Asie du Sud-Est. Pour répondre aux énormes investissements dans le secteur aux États-Unis, nous avons su pivoter. Et Veolia est devenu un fournisseur majeur de toute la microélectronique aux États-Unis. Notre offre de traitement contre les PFAS, conçue il y a deux ans et en forte croissance, est une autre illustration de cette agilité.

Vous êtes l'une des quatre femmes PDG au sein du CAC 40. Trouvez-vous que la féminisation au sommet progresse ?

Je me rends souvent dans les écoles pour porter un message clair : aujourd'hui, rien n'est impossible ni inatteignable, que l'on soit une femme ou un homme. ■

►►► Retrouvez l'intégralité de l'interview sur [La Tribune.fr](#)

220 000

Nombre de collaborateurs du groupe

205 millions

C'est, en euros, le chiffre d'affaires lié aux PFAS, secteur inexistant il y a deux ans

45

Nombre de pays dans lesquels le groupe est actif



DIMANCHE ÉCO

• **QU'UN PAYS S'ATTAQUE** au progrès n'a rien de nouveau. Mais quand il s'agit de la première puissance mondiale, les conséquences sont potentiellement désastreuses. Fer de lance de la recherche médicale, les États-Unis sont en train de porter un coup d'arrêt à des programmes qui dépassent, de très loin, les seuls intérêts américains. Cette semaine, la Maison-Blanche a annoncé son intention de réduire de

La santé mondiale en péril

30 % les crédits du ministère de la Santé. Aucun programme ne semble épargné, y compris ceux jugés prioritaires jusqu'alors : la lutte contre l'autisme, la santé mentale et la guerre contre les opioïdes.

Les universités américaines, qui emploient les meilleurs chercheurs du monde, tirent la sonnette d'alarme : en réduisant leur budget, Donald Trump prend le risque de freiner la recherche contre le cancer et les grandes maladies du siècle et de forcer nombre de biotech à mettre la clé sous la porte. « *Le gouvernement met en péril nos chances de combattre la sclérose en plaques, la maladie d'Alzheimer, la maladie de Parkinson [...]. Il sape notre capacité à sauver des vies et à maintenir la position de l'Amérique en tant que leader mondial de l'innovation* »,

dénonçait cette semaine dans une lettre ouverte le président de Harvard, Alan Garber. La recherche médicale est menacée de ralentissement... et

Donald Trump prend le risque de freiner la recherche contre le cancer et les grandes maladies du siècle

même de recul ! Depuis janvier, l'administration Trump a supprimé des centaines de bases de données médicales qui allaient à l'encontre de ses intérêts politiques.

Un exemple parmi d'autres : certaines études permettaient de documenter les risques de transmission de la grippe aviaire chez l'homme. Elles ont été effacées par la Maison-Blanche car elles risquaient de faire monter le prix des œufs – un sujet socialement explosif. Les bases de données de surveillance du sida et de la tuberculose ont été également provisoirement suspendues.

Le discours antivax du ministre de la Santé, Robert Kennedy Jr, est tout aussi assassin. « *Nous sommes déjà au bord du précipice concernant la rougeole* », alertent les chercheurs de l'université Stanford dans une étude parue ce jeudi. Si les taux de vaccination ne progressent pas, cette maladie rediendra endémique et tuera des milliers de personnes. Un fléau que l'on pensait avoir éradiqué il y a un quart de siècle !

Le risque sanitaire n'est malheureusement pas qu'américain – le Covid a montré à quelle vitesse se propageaient les virus. L'obscurantisme que l'on observe à Washington aujourd'hui n'est d'ailleurs pas sans rappeler celui de Pékin au moment de la pandémie. Avec toujours cette même résistance au partage des données et à la coopération internationale. Hier, la Chine refusait de fournir à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) des informations sur l'origine du Covid. Aujourd'hui, ce sont les États-Unis qui lâchent l'OMS et condamnent toute velléité d'apporter des réponses concertées aux pandémies mondiales. L'organisation, qui a perdu 20 % de son budget, a annoncé des licenciements massifs cette semaine et une réduction de moitié du nombre de départements de recherche. C'est la planète entière qui en paiera le prix. ■

ArcelorMittal en « mort lente » depuis 2006

En France, au-delà du dernier plan social annoncé, le groupe est critiqué pour sa gestion de l'outil de production. Particulièrement depuis l'OPA hostile de Mittal sur Arcelor.

INDUSTRIE

PIERRICK MERLET

C'EST L'UN DES SYMBOLES de l'industrie française qui vacille. Le géant mondial de la sidérurgie, ArcelorMittal, a annoncé mercredi la suppression de 400 postes dans l'Hexagone sur ses métiers dédiés à la production d'acier (635 en ajoutant la délocalisation de certaines fonctions supports). « ArcelorMittal France Nord a déjà mis en œuvre toutes les mesures possibles d'adaptation à court terme, mais l'entreprise doit maintenant envisager des mesures de réorganisation pour adapter son activité au nouveau contexte du marché et assurer sa compétitivité future », justifie la direction.

Quelques semaines plus tôt, devant les sénateurs, Alain Le Grix de la Salle, le président d'ArcelorMittal France, avait exposé la situation : « La demande d'acier en France est passée de 8,3 millions de tonnes en 2008 à 4,1 millions de tonnes en 2023, soit une division par deux. Nos effectifs en France [15400] sont restés stables dans un marché en forte baisse. » Signe que cela n'était plus tenable ? Cette remise à niveau des effectifs va concerner principalement les usines de Dunkerque (Nord), Florange (Moselle) et Basse-Indre (Loire-Atlantique).

Retard de production

« Cette réorganisation est disproportionnée. Dès qu'il y a un souci de compétitivité chez ArcelorMittal, on va la chercher sur le personnel ! Allons chercher de la compétitivité par de la productivité. Aujourd'hui, nos outils industriels ne sont plus fiables. Rien que sur les deux premiers mois de l'année 2025, nous avons accumulé un retard à la livraison de 60000 tonnes d'acier en raison de soucis de fiabilité de nos machines », peste Reynald Quaegebeur, délégué syndical central CGT. « On fait du bricolage. Nous avons certaines machines qui tiennent grâce à des échafaudages... Depuis plusieurs années, nous nous plaignons de l'état de nos installations industrielles. Nous avons une partie de notre production d'acier qui termine en rebut. Il n'y a plus une



Bobines d'acier sur le site de Dunkerque, en 2020.

débloquée que si ArcelorMittal lance cet investissement », prévient le cabinet du ministre chargé de l'Industrie et de l'Énergie, Marc Ferracci, qui se dit par ailleurs « extrêmement vigilant à ce qu'il n'y ait pas de sites qui ferment en France ». Est-ce un coup de pression déguisé sur Aditya Mittal, le CEO d'ArcelorMittal ?

Contraintes et engagements

« Avec Mittal, il faut installer un rapport de force. J'ai le souvenir de négociations difficiles, avec le père à l'époque, pour garantir la pérennité du site de Florange. Nous l'avions obligé à prendre des engagements écrits, avec à la clé 200 millions d'euros d'investissement sur place et aucun licenciement sec. Ce qu'il avait respecté. Aujourd'hui, il faut le contraindre à garantir la pérennité des sites et à réaliser les investissements de décarbonation », commente l'ancien président de la République, François Hollande, dont ce dossier avait animé le début de quinquennat. Dans cette logique, Patrice Vergriete, le président de la communauté urbaine de Dunkerque, et Xavier Bertrand, le président de la Région Hauts-de-France, ne comptent pas laisser le champ libre à ArcelorMittal. « Il est temps que l'on donne de la visibilité aux salariés d'Arcelor [...] Nous vous proposons de réunir, en urgence, toutes les parties prenantes de ce dossier », écrivent-ils dans un courrier adressé à Marc Ferracci.

Bien que présente en France, cette crise de la sidérurgie est avant tout européenne. Entre une hausse des prix de l'énergie, une baisse de la consommation d'acier sur le continent et une surproduction d'acier chinois à bas prix, l'équation est intenable pour les aciéristes européens. La direction d'ArcelorMittal attend ainsi la concrétisation législative du plan acier présenté par la Commission européenne il y a peu. Celui-ci doit déboucher sur une réduction drastique des importations asiatiques autorisées en Europe. ■

“
Mittal a usé nos usines et pillé nos savoir-faire pour les exploiter ailleurs, au Brésil et en Inde

Reynald Quaegebeur, délégué syndical CGT

rigueur dans l'investissement et l'entretien du matériel comme avant », embraye Julien Walterspieler, son homologue à la CFDT. Comme avant ? Pour les syndicalistes, une cassure est intervenue à partir de l'OPA agressive de Mittal sur le français Arcelor en 2006. Depuis, le groupe a fortement réduit la voilure sur ses moyens de production en France.

ArcelorMittal a notamment fermé deux hauts-fourneaux à Florange en 2012, avant une unité à Dunkerque en 2020, sans oublier l'arrêt depuis 2023, pour le moment provisoire en raison d'une opération de maintenance, d'un haut-fourneau à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône). Un bilan amer à l'heure de la réindustrialisation, alors que la sidérurgie est présentée comme la mère des industries

car en amont de nombreux secteurs (défense, automobile, aéronautique, etc.). « Mittal cherche une rentabilité à court terme avec le moins d'investissements possible. Il a usé nos usines en France et il a pillé nos savoir-faire pour les exploiter ailleurs, au Brésil et en Inde. C'est la chronique d'une mort lente annoncée », met en garde Reynald Quaegebeur de la CGT.

La direction du numéro deux mondial de l'acier a tout de même activé un investissement de 254 millions d'euros à Dunkerque, pour y maintenir le principal haut-fourneau jusqu'en 2029. Mais les salariés estiment cet investissement sous-dimensionné et sont inquiets pour la suite. Encore plus depuis la mise en pause d'un investissement de 1,8 milliard d'euros pour produire de l'acier décarboné sur ce même site, gage de pérennité sur le long terme que l'État se dit prêt à soutenir à hauteur de 850 millions d'euros. « Cette aide ne sera

EDF : un grand oral sous haute tension

Mercredi, les parlementaires se prononceront sur la nomination de Bernard Fontana à la tête d'EDF. Son profil fait l'unanimité au sein du secteur, mais pas chez les élus.

ÉNERGIE

JULIETTE RAYNAL

BERNARD FONTANA parviendra-t-il à convaincre les parlementaires ? Après que Luc Rémont a été brutalement débranché de la présidence et de la direction générale d'EDF le 21 mars dernier, Bernard Fontana, actuel patron de Framatome, une filiale d'EDF spécialisée dans la conception et la mise en service des réacteurs nucléaires, est censé lui succéder début mai. Toutefois, la prise de fonction de ce sexagénaire, présenté comme un fin stratège rompu aux missions impossibles, ne pourra se faire qu'après validation des membres des commissions des affaires économiques du Sénat et de l'Assemblée nationale ce mercredi 30 avril.

Mais alors que son parcours, loué par de nombreuses personnalités du secteur, laissait présager des auditions relevant d'une simple formalité, ces grands oraux s'annoncent bien plus électriques que prévu. Et pour cause, le retard dans l'adoption de la nouvelle feuille de route énergétique du pays, avec l'absence de discussion parlementaire telle que prévue par les dispositions en vigueur, a viré au feuilleton à multiples rebondissements, cristallisant de vives tensions politiques.

Un débat parlementaire sur la stratégie énergétique de la France se tiendra bien demain, soit deux jours avant

l'audition de Bernard Fontana, mais il se déroulera sans vote en vertu de l'article 50-1 de la Constitution. Une solution brandie début avril par le Premier ministre alors que le RN menaçait de censurer le gouvernement. « Ce débat sans vote est un contournement de la représentation nationale pour sortir une programmation pluriannuelle de l'énergie qui sera écrite par des hauts fonctionnaires à l'écoute d'un lobbying industriel », dénonce le député socialiste de Loire-Atlantique Karim Benbrahim.

« Pas une question de personne sur le 30 avril, le débat ne portera pas sur les compétences de monsieur Fontana, dont le parcours est plutôt éloquent. Ce qui se joue, c'est la question de la stratégie énergétique de la France. Certains parlementaires pourraient être amenés à voter contre sa nomination », anticipe un élu du parti présidentiel. « Mais ce serait se tirer une balle dans le pied que de ne pas avoir un patron à la tête d'EDF dans les semaines qui viennent », prévient le même.

« Ce vote [sur la nomination de Bernard Fontana], c'est aujourd'hui le seul outil dont nous disposons pour exprimer notre avis sur la politique énergétique du pays », rétorque Matthias Tavel, député LFI de Loire-Atlantique et rapporteur de l'audition. Dans ce contexte, l'élu n'écarte pas la possibilité de voter contre cette nomination. « Cela ne sera pas une question de personne. Il s'agit d'évaluer la feuille de route que



Bernard Fontana, actuel patron de Framatome.

lui donne l'État et de comprendre sa vision concernant le statut et le contexte de marché dans lequel évolue EDF », précise le député. Lequel milite pour le retour à un monopole public aux mains de l'électricien.

« Pour l'heure, notre groupe politique n'a pas adopté de position. Mais, pour nous, l'un des enjeux majeurs de cette audition, c'est le mix énergétique et le poids qui sera donné à EDF dans le développement des énergies renouvelables », estime pour sa part Karim Benbrahim. « Bernard Fontana ne doit

pas être le PDG d'Électricité nucléaire de France », insiste Matthias Tavel. Et ce, alors que de nombreuses voix s'élèvent pour freiner le développement des énergies renouvelables, et particulièrement le solaire, dans un contexte où la consommation électrique est bien plus basse qu'attendue... au point de mettre en difficulté l'équilibre du réseau.

Preuve que cette audition sort de l'ordinaire, le questionnaire adressé en amont à Bernard Fontana comprend une cinquantaine de questions, contre habituellement « une vingtaine, voire une

trentaine tout au plus », souligne le rapporteur, qui « entend pousser les murs du contrôle parlementaire ». Le député LFI échangera demain, de manière informelle, avec l'aspirant afin de se forger un avis

Le RN votera pour

Sans surprise, la députée écologiste de Loire-Atlantique Julie Laermoes s'opposera à cette nomination : « Bernard Fontana a été proposé pour parfaire les plans irréalisables de l'Élysée dans le nucléaire. Lesquels risquent de mener à une catastrophe générale, avec une explosion de l'endettement d'EDF et un gros souci de sécurité d'approvisionnement électrique à moyen et long terme », alerte-t-elle. Les élus RN, eux, voteront pour. « J'avais proposé la nomination de monsieur Fontana à Bruno Le Maire quand je m'opposais à Luc Rémont », rappelle à La Tribune Dimanche Jean-Philippe Tanguy, le président délégué du groupe RN à l'Assemblée nationale.

Le choix du président de la République peut être retoqué par un vote négatif de trois cinquièmes des suffrages exprimés au sein des commissions des deux chambres. Un tel scénario ne s'est produit qu'une fois, lorsque le Parlement s'était opposé, il y a deux ans, à la nomination de Boris Ravignon à la tête de l'Agence de la transition écologique (Ademe). « Ce seront les sénateurs qui feront la balance », prédit un autre député. Mi-mars, 160 d'entre eux priaient le gouvernement de revoir sa copie énergétique. ■

La R5 dans le top 5

Lancée fin 2024, la citadine 100 % électrique a remporté le prix de la voiture de l'année en Europe l'an dernier. Elle est entrée depuis dans le top 5 des voitures électriques de l'UE, selon Renault, et s'est écoulée à 16 948 exemplaires entre janvier et mars, d'après les données de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (Acea). Une performance qui place le tricolore à la cinquième place des fabricants européens, avec 31 880 immatriculations au premier trimestre, un classement dominé par Volkswagen, qui a détrôné Tesla. Ces résultats s'inscrivent dans le cadre d'un regain d'intérêt pour les véhicules électriques, dont les ventes ont progressé de 23,9 % en Europe au premier trimestre (soit 412 997 unités), alors que les immatriculations de voitures neuves ont baissé de 1,9 % pendant cette période. Les modèles électriques représentent désormais 15,2 % du marché.

NetZero primée

La start-up, cofondée en 2021 par Jean Jouzel et Axel Reinaud, a obtenu une enveloppe de 15 millions de dollars en remportant le deuxième prix du concours XPrize Carbon Removal, à New York. L'entreprise développe une solution de biochar, une poudre de charbon végétal produite par pyrolyse à partir de résidus végétaux de l'agriculture, qui permet de retirer du carbone de l'atmosphère. Cet argent permettra d'accélérer les efforts en R&D et d'industrialiser la fabrication. Trois usines sont en production au Cameroun et au Brésil, avec une autre en développement. Des discussions sont en cours pour lancer quatre sites sur ce modèle au second semestre. Peut-être aux États-Unis, car le concours XPrize Carbon Removal est financé par la Fondation Musk, créée et présidée par le patron de Tesla.



Une pionnière française dans la banque Marguerite Bérard, patronne de la banque commerciale chez BNP Paribas de 2019 à 2024, est la première femme française à être nommée à la tête d'une grande banque européenne: ABN Amro, troisième établissement des Pays-Bas. Durant ce mandat de quatre ans, elle aura pour mission prioritaire de gérer la sortie progressive de l'État néerlandais du capital d'ABN Amro, dont il détient actuellement 37,98 % et qu'il souhaite réduire à environ 30 %. Cette énarque et ex-inspectrice des finances de 47 ans, issue de la même promotion que le président de la République, a commencé sa carrière dans les cabinets ministériels et à l'Élysée, avant de rejoindre le groupe BPCE (Banques populaires-Caisses d'épargne) en 2012. Elle rejoint le club très fermé des dirigeantes de banque, puisqu'elles ne sont que trois dans le monde, avec Ana Botin (Santander) et Jane Fraser (Citigroup).

Bayard mobilisé au Vatican

Les rédactions du groupe Bayard (*La Croix*, *Le Pèlerin* et *Prions en Église*) ont déployé un dispositif spécifique à la suite de la mort du pape François. Leur présence a été renforcée à Rome, avec trois journalistes sur place, outre un envoyé spécial permanent. Ainsi que dans différents médias, pour apporter leur expertise. Avec des résultats d'audience à la clé. Côté presse, le numéro de *La Croix* daté du 22 avril, et destiné à rester en kiosques jusqu'au 28, a vu sa diffusion multipliée par trois. Une parution spéciale tirée à 30 000 exemplaires était en kiosques dès le 23 avril. L'édition spéciale du *Pèlerin*, mise en vente le 24, a été tirée à 40 000 exemplaires. Concernant le numérique, les audiences du site Lacroix.com ont triplé le jour du décès du souverain pontife. Une actualité qui a entraîné une multiplication par huit des abonnements au quotidien.

Au Salon de Shanghai, la parade technologique de la Chine

Déjà leaders dans les véhicules électriques, les nombreuses marques de l'empire du Milieu misent désormais sur la conduite intelligente pour semer la concurrence.

AUTOMOBILE

PIERRE MANIÈRE

L'ÉVÉNEMENT TOURNE à la démonstration de force. Alors que l'automobile mondiale est bouleversée par la guerre commerciale de Donald Trump, les constructeurs chinois continuent, presque comme si de rien n'était, à appuyer sur l'accélérateur en matière d'innovation. C'est du moins le spectacle qu'ils donnent à voir au Salon de l'automobile de Shanghai. Ce vaste show, le plus grand du monde, rassemble depuis mercredi dernier et jusqu'au 2 mai le gratin des constructeurs chinois et étrangers présents dans le pays. Plusieurs centaines de milliers de visiteurs sont attendus au palais des congrès de la mégapole pour y découvrir les derniers SUV, berlines, monospaces et autres.

Fer de lance de l'industrie automobile chinoise, l'incontournable BYD (pour « Build Your Dreams ») a mis les petits plats dans les grands. Le champion des véhicules électriques et hybrides, qui vend désormais davantage de voitures que Volkswagen dans l'empire du Milieu, a présenté une vaste exposition pour quatre de ses marques. Sur un stand trône le luxueux Yangwang U8L, un SUV massif doté de six places et d'une longueur totale de 5,40 mètres! Dans un registre plus sportif, le Denza Z, un concept de coupé électrique au look agressif, entend pour sa part marcher sur les plates-bandes de la célèbre Porsche 911. Et c'est compter sans les cinq modèles de sa gamme Ocean, sa nouvelle référence.

Systèmes de conduite

Mais pour cette 21^e édition du salon, les stars sont moins les belles carrosseries que les technologies qu'elles embarquent. Déjà dominants dans les voitures électriques, les leaders chinois de l'automobile mettent maintenant les bouchées doubles dans les systèmes de conduite intelligente. Tous bataillent pour rendre, aussi vite que possible, ces dispositifs dopés à l'IA accessibles au plus grand nombre. Ces innovations constituent, à leurs yeux, « un axe commercial et un relais de croissance majeur », insiste Michael Foundoukidis, analyste chez Oddo BHF.



Le modèle Aeroht de la marque Xpeng.



Le modèle 06EV, présenté par le constructeur BYD.

À Shanghai, le géant de la tech et des smartphones Huawei, qui possède la marque automobile Aito, a levé le voile sur une nouvelle solution de conduite autonome, dite « conditionnelle ». Avec elle, le conducteur peut lâcher le volant et les pédales dans certaines situations. Difficile de ne pas y voir une réponse à BYD. En février, le constructeur a marqué les esprits en généralisant son système de conduite intelligente dans ses autos, y compris dans des modèles à moins de 10 000 euros. Baptisée « God's Eye », cette technologie offre notamment une assistance au stationnement à distance, et la navigation autonome sur autoroute.

La Chine, qui ambitionne d'être leader mondial dans les voitures intelligentes d'ici à 2035, menace sur ce front de laisser sur place les constructeurs occidentaux. « Dans le paysage de la conduite autonome, il existe une quinzaine de solutions chinoises contre deux ou trois américaines », constate Guillaume Crunelle, associé et spécialiste de l'automobile chez Deloitte. La Chine bénéficie, selon lui, de son immense marché, de loin le premier du monde avec plus de 31 millions de véhicules écoulés l'an dernier. Cela constitue un gros avantage, relève l'expert,

pour entraîner les systèmes de conduite autonome, qui sont « des technologies apprenantes ».

En parallèle, les constructeurs chinois misent gros sur la connectivité et l'« infotainment », dont la clientèle locale est particulièrement friande. « De nombreuses marques proposent des home cinémas dans les voitures », constate Mikael Le Mouëllic, directeur associé au cabinet BCG. Il évoque un gros SUV, présenté par Lynk & Co, où les quatre passagers peuvent regarder un film différent grâce à des écrans et des haut-parleurs intégrés dans les appuis-tête.

Des innovations en perspective

Le Salon de Shanghai illustre aussi la détermination de la Chine à garder son avance dans les voitures électriques. C'est notamment le cas dans le domaine essentiel des batteries, lesquelles représentent parfois plus de la moitié du coût de ces modèles. Le géant CATL – un tiers du marché mondial à lui seul – a marqué le début du salon. Le fabricant a annoncé l'arrivée prochaine de batteries au sodium-ion. À la différence du lithium et du cobalt présents dans les dispositifs actuels, le sodium a l'avantage d'être abondamment disponible, donc bien moins coûteux.

La start-up XPeng a, de son côté, promis l'intégration d'un système de recharge ultrarapide dans ses modèles électriques grand public. Leurs propriétaires pourront, concrètement, récupérer quelque 420 kilomètres d'autonomie en seulement dix minutes. Le Salon de Shanghai consacre in fine l'avance technologique de la Chine dans l'automobile. De quoi donner des maux de tête aux constructeurs européens, qui redoutent plus que jamais cette concurrence nouvelle sur le Vieux Continent. ■

EN CHIFFRES

6,4 millions

d'automobiles ont été exportées par la Chine en 2024, en progression de 23 % sur un an. Le pays pourrait arriver à 30 % des exportations mondiales en 2030, selon un rapport du cabinet AlixPartners. C'est « plus de 50 % de plus que le Japon, deuxième exportateur mondial », souligne-t-il. La Russie et le Moyen-Orient constituent les principales destinations de ces exportations. Elles ont représenté 35 % des volumes l'année dernière, « dépassant pour la première fois les exportations cumulées vers l'Europe et l'Amérique du Nord ».

20

modèles de voitures électriques et hybrides : voilà ce que Volkswagen, le numéro un européen de l'automobile, entend lancer en Chine d'ici à 2027. « Ici débute notre plus grande offensive dans l'histoire de la voiture électrique », a claironné Ralf Brandstätter, le patron de la filiale chinoise du géant allemand à Shanghai. La direction espère enrayer sa dégringolade commerciale. En 2024, le groupe de Wolfsburg a vu ses ventes chuter de 9,5 % à 2,93 millions d'unités. Il pâtit de la forte concurrence locale, en particulier dans les voitures électriques.

57 %

C'est la part de marché attendue cette année en Chine pour les voitures électriques et hybrides rechargeables, d'après une note d'Oddo BHF. Cette forte électrification du parc automobile, relève-t-elle, « a préparé le terrain de manière efficace au développement des solutions d'assistance à la conduite et permis le développement d'un écosystème local extrêmement riche ». Forts de ce leadership technologique, les constructeurs chinois visent désormais le marché européen, où ils entendent notamment profiter de l'interdiction de la vente de véhicules thermiques en 2035.

VOTRE ARGENT PAR MARC FIORENTINO

Méfiez-vous des modes sur les placements



LES MARCHÉS financiers aiment les modes. Début 2025, La « collection » était les « Trump trades ». On les voyait partout. Et ils étaient défendus par tous les grands stratèges financiers. Il fallait acheter les actions américaines, en particulier le Nasdaq et les « sept magnifiques » (Gafam, Nvidia, Tesla), acheter le dollar. Un *buy America* général sur le thème : Trump est probusiness, il va tout faire pour faire monter la Bourse et pour *Make America Great Again*. Achetez!

Mais la mode n'a pas pris. À peine la collection lancée, les soldes ont commencé. Et comme les investisseurs savent s'adapter, certains diraient retourner leur veste, rapidement, la nouvelle mode depuis quelques semaines était le *sell America*. Il fallait, nous disaient les mêmes grands stratèges, vendre tout ce qui était américain : les actions bien sûr, le Nasdaq en priorité bien sûr, les emprunts d'État américains et le dollar. Sur le thème : Trump fait n'importe quoi, il change d'avis tous les jours, il veut renvoyer le patron de la Banque centrale américaine et les droits de douane vont plonger les États-Unis dans la récession. Vendez! Tout le contraire donc de ce qui était recommandé à peine quelques semaines auparavant.

De quoi y perdre son latin, ou son américain? Pas tout à fait. En matière de placements, il faut éviter d'être une *fashion victim*. On ne peut pas ignorer les modes. Au contraire. Quand l'hystérie collective est à son comble, c'est souvent un bon indicateur d'un point d'entrée ou d'un point

Il faut accepter une certaine forme de ringardise qui consiste à rester campé sur ses convictions

de sortie. On l'a vu en début d'année, on le voit encore cette semaine où quelques déclarations rassurantes du secrétaire au Trésor, Scott Bessent, et de Trump sur les négociations avec la Chine ont stoppé en plein lancement la mode du *sell America*. En matière de placements, il faut accepter une certaine forme de ringardise qui consiste à rester campé sur ses convictions. Quitte à apparaître un peu « out » pendant quelques semaines ou quelques mois.

Et il faut privilégier sans à-coups les placements indémodables et les allocations d'actifs équilibrés. Tout comme la chemise blanche, le jean ou la robe noire traversent les époques avec leur élégance intemporelle. Aux personnes qui me demandent s'il faut acheter ou vendre le dollar tout de suite, je réponds toujours 50 % maintenant, 50 % plus tard. À ceux qui veulent savoir s'il faut se ruier sur les valeurs tech américaines ou au contraire les liquider dans la panique, je réponds toujours qu'il faut acheter par paliers, et dans des proportions qui ne mettent pas en danger son patrimoine et qui n'obligent pas à céder dans les mouvements de baisse. À ceux qui me demandent s'il faut acheter de l'or, je réponds toujours : un peu, surtout si ça vous rassure et ça vous permet de mieux dormir. Avec de tels conseils, classiques, désuets, voire kitsch ou has been, je n'ai aucune chance d'être invité aux défilés de la fashion week mais j'espère permettre de traverser les tempêtes financières qui se multiplient dans les périodes d'incertitude. ■

►►►► Chaque vendredi sur BFM Business retrouvez Marc Fiorentino de 20 h à 21 h.

DESSIN FABRIEN CLAIREFOND

Saison des dividendes: faire les bons choix

Comment récolter les fruits boursiers de ses investissements en se gardant des idées reçues.

CHAQUE ANNÉE au printemps s'ouvre la saison des dividendes, attirant de nombreux investisseurs désireux de récolter les fruits boursiers. Mais on ne devient pas cultivateur du jour au lendemain, et il est nécessaire de bien comprendre le fonctionnement des dividendes, et notamment de démystifier certaines idées reçues, afin d'adopter une stratégie éclairée.

Idée reçue n° 1 : toutes les sociétés versent un dividende. Un dividende est une portion du bénéfice net qu'une entreprise décide de distribuer à ses actionnaires en guise de rémunération. Cette décision est prise lors de l'assemblée générale des actionnaires, en fonction des résultats financiers et de la politique de l'entreprise. Cependant, toutes les sociétés ne versent pas de dividendes. Certaines préfèrent réinvestir l'intégralité de leurs bénéfices dans le développement de nouveaux projets ou l'expansion de leurs activités, estimant que cette stratégie favorisera une croissance à long terme et augmentera la valeur de l'entreprise. Et sera la source de généreux dividendes à l'avenir.

Idée reçue n° 2 : plus une société verse un gros dividende, plus elle est en bonne santé. Un dividende élevé peut sembler attractif, mais il ne garantit pas la solidité financière d'une entreprise. Ainsi, une entreprise offrant des dividendes élevés pourrait le faire pour attirer ou retenir des investisseurs malgré des perspectives de croissance limitées. Pages jaunes, Vallourec ou Natixis sont des exemples de sociétés forcées de réduire fortement leur dividende, trop généreux, et qui mettaient à mal leur santé financière. Il est donc crucial d'analyser la stratégie globale de l'entreprise et ses perspectives plutôt que de se baser uniquement sur le niveau des dividendes.

Idée reçue n° 3 : il faut attendre au moins un an pour recevoir un dividende. En réalité, pour recevoir le dividende, il suffit de détenir l'action quelques jours avant son versement, à la date dite de « détachement ». Cette date est généralement fixée peu après l'assemblée générale qui valide le versement du dividende. Mais attention aux stratégies qui consisteraient à acheter un titre juste avant la date du détachement...

Les « aristocrates »

Idée reçue n° 4 : il est judicieux d'acheter une action juste avant son dividende. Lors du détachement du coupon, le cours de l'action baisse automatiquement, généralement d'un montant équivalent au dividende versé. C'est fondamentalement logique : le versement du dividende entraîne une importante sortie d'argent de l'entreprise et donc une baisse de sa valorisation. Et d'un point de vue technique, il est normal que les acheteurs ne soient plus prêts à acheter un titre aussi cher une fois le dividende versé et que les vendeurs acceptent de le vendre moins cher.

En conclusion, investir dans des actions à dividendes n'est pas une mode. Cela doit s'inscrire dans une perspective de long terme, en privilégiant des entreprises offrant des dividendes stables et pérennes, à l'image de Total, Orange, Engie, Carrefour ou encore BNP. Ces valeurs sont surnommées les « aristocrates » et il existe même des fonds et des ETF spécialisés sur ces valeurs. Cette approche défensive permet de cumuler les dividendes au fil du temps, contribuant ainsi à la performance globale du portefeuille, que ce soit en augmentant les plus-values ou en compensant la baisse des cours lors des phases de retournement de marché... M.F.



Ajoutez V.I.E à votre business plan !

Connecteur d'entreprises et de talents à l'international

businessfrance.fr/vie

Image gratuite par iStock

Les papys braqueurs de Kim Kardashian

Le 3 octobre 2016, une bande de malfrats seniors parvenait à dérober 9 millions d'euros d'or et de diamants à la star de télé-réalité. Leur procès s'ouvre demain devant la cour d'assises de Paris.



RÉCIT

PAULINE DELASSUS
ILLUSTRATION LAURA ACQUAVIVA

VÊTUE SEULEMENT d'un peignoir en soie, Kim Kardashian pianote sur son ordinateur portable. Il est 2 heures du matin ; la Californienne ne trouve pas le sommeil. C'est la semaine de la mode à Paris, elle a assisté ce jour-là à deux défilés, changé trois fois de tenue et de parure, traîné derrière elle une horde de fans et de paparazis. Son périple mondain se termine par un souper dans l'antre du couturier Azzedine Alaïa. Notre reine siliconée en a assez. Elle laisse partir sa cour se divertir en boîte de nuit. Son garde du corps suit. Moment rare : voici Kim Kardashian seule. Ou presque. Comme elle, son amie et styliste Simone Bretter a préféré se coucher dans la suite où elles ont l'habitude de résider lors de leurs séjours parisiens, à l'hôtel No Address, rue Tronchet, dans le 8^e arrondissement. Kim Kardashian a retiré la robe en cuir blanc de sa dernière apparition et posé sur la table de nuit sa bague de fiançailles, un solitaire époustouflant estimé à 4 millions de dollars offert par Kanye West, son rappeur de mari (dont elle a depuis divorcé). Comme chaque soir, cette chrétienne évangélique a fait ses prières. Ses deux enfants sont restés aux États-Unis, leur père aussi. Elle a posé le pied en France accompagnée de sa mère et de sa sœur aînée. Soudain, elle croit entendre les pas de cette dernière dans l'escalier qui mène à sa chambre. Kourtney a-t-elle trop bu, pour être si bruyante ? Elle l'appelle. La porte s'ouvre, deux hommes cagoulés surgissent. L'un d'eux tient à la main un pistolet. Elle lit sur leurs blousons le mot « Police », sans que cela ne la rassure. Une troisième silhouette est à leur côté, visage découvert. Elle le reconnaît, il s'agit d'Abderthamane O,

le seul membre du personnel de l'hôtel présent à cette heure. C'est sur lui que l'arme est pointée. Kim Kardashian attrape son téléphone portable, elle ne connaît pas le numéro de la police française, mais tente de composer celui de son agent de sécurité. En vain. L'un des braqueurs lui arrache l'appareil des mains. « *La ring, la ring!* » crie l'autre. Elle ne comprend pas. Et les supplie, en anglais, de lui laisser la vie sauve. Le veilleur de nuit, tout aussi paniqué, traduit : c'est la bague qu'ils sont venus chercher. Kim Kardashian leur tend son délirant diamant. L'un des hommes le fait disparaître dans sa poche.

En larmes, la star crie : « Take everything, please, I have babies, don't kill me. » « Chut, you OK », lui souffle l'un des voleurs

Dans la chambre, point de coffre-fort, mais là, sous le couvercle d'une jolie boîte, un trésor que les voleurs n'avaient pas imaginé : près de vingt colliers et bracelets en or, des paires de boucles d'oreilles en diamants, une panthère en émeraude, une croix sertie de pierres, une montre 18 carats. Un butin à 5 millions d'euros, jeté en vrac dans un sac. Satisfaits, ils ordonnent à leurs deux victimes de les suivre, sans doute veulent-ils « visiter » le reste de la suite qui s'étend sur deux niveaux. Quand un téléphone portable se met à sonner. Cachée dans sa chambre, Simone Bretter, la styliste, a prévenu par texto l'entourage de sa patronne, tous essaient de la joindre. Les braqueurs comprennent que leur temps est compté, leur nervosité monte d'un cran.

Kim Kardashian est en larmes. Ils la poussent sur le lit. Quasi nue, elle craint d'être violée. Elle crie : « *Take everything, please, I have babies, don't kill me.* » « *Chut, you OK* », lui souffle l'un des cagoulés, dont elle aperçoit les yeux derrière des lunettes de vue. La voilà ligotée, les chevilles et les poignets tenus par des câbles en plastique, la bouche recouverte d'un épais ruban adhésif. L'un d'eux la transporte jusque dans la salle de bains et la dépose dans la baignoire. Le veilleur de nuit connaît le même sort, enfermé dans un local au rez-de-chaussée. À la réception attendent trois complices chargés de monter la garde. Les cinq hommes s'enfuient, certains à vélo, les autres à pied, le cœur battant et les sacs remplis d'or. À 3h15 exactement, le directeur de la police judiciaire, Christian Sainte, est réveillé. « *Kim Kardashian victime d'un vol à main armée* », lui dit un officier. « *Qui?* » répond le patron du « 36 ». Il se lève, tape le célèbre patronyme dans Google et comprend. Bientôt c'est tout Paris et le monde entier qui apprendront la nouvelle. Et l'on se demandera : mais qui sont ceux qui ont détourné la Kardashian ?

« Omar le Vieux »

Le cerveau du casse, ce serait lui, celui qui réunit les hommes, donne les ordres et distribue les gains. En 2016, Aomar A.K. a 60 ans et plusieurs années de prison derrière lui. Ce Parisien, né en Algérie mais élevé dans la banlieue parisienne des sixties, est alors recherché par la police. En 2010, alors qu'il doit être condamné à une énième peine de prison, cette fois pour trafic de stupéfiants, il réussit à s'enfuir. La légende dit que c'est au tribunal, à quelques minutes de son verdict, qu'il s'est fait la malle, sous le nez des juges et des policiers. L'audace est la marque de cet homme, surnommé « Omar le Vieux » depuis deux décennies déjà, rapport à sa longue expérience de gangster acquise avant ses 18 ans

par des cambriolages. Dans son entourage, on vante son intelligence et son esprit méthodique, son élégance de dandy en costume sur mesure, sa générosité. Un bandit à la Audiard, un vrai titi des quartiers de Bastille et de Nation, expert en lignes RATP et en terrasses de café où l'on peut parler tranquille, capable de passer sept ans en cavale en usant d'un faux passeport. Un homme violent, racontent aussi les rapports de police, déterminé et récidiviste. Omar ose donc : per-
ruques, faux nez, il change d'apparence pour passer à l'action, se sert de micros ou de caméras pour surveiller ses cibles, préfère aux bolides une petite Fiat 600 pour transporter sa marchandise. L'idée des vélos pour quitter discrètement la rue Tronchet la nuit du 3 octobre 2016 viendrait de lui, bien sûr, celle des blousons siglés « Police » aussi.

Mais longévité et hardiesse ne suffisent plus face aux progrès de la police scientifique. Omar, malgré la cagoule et les gants, laisse quelque chose dans la chambre de Kim Kardashian : son ADN. L'analyse de ces traces infimes tout comme l'étude des images vidéo des caméras de la Ville de Paris et des communications téléphoniques détectées sur place entre 2 et 3 heures du matin fournissent des informations cruciales aux enquêteurs de la prestigieuse brigade de répression du banditisme (BRB). Ces flics émérites passent trois mois à se fondre dans l'ombre d'Omar et des siens. Leur homme a eu deux fils, a vécu en Espagne, a reçu une formation de cuisinier lors d'un séjour carcéral et utilise pas moins de dix lignes téléphoniques. Deux grandes histoires d'amour au compteur : Française,

Malgré la cagoule et les gants, Omar laisse quelque chose dans la chambre de Kim Kardashian : son ADN



LAURENT VUJSPASTRASH NEWS/ABACA

la mère de ses enfants, puis Christiane, qu'il appelle Cathy, un « personnage », délinquante chevronnée elle aussi, ex-compagne de Gérard Cohen, un « parrain » du Paris des années 1990. Cathy – bientôt 80 ans – a vécu près de dix ans derrière les barreaux et en a tiré une réputation de dure à cuire. Parmi les papys braqueurs, il y a donc une mamie! Elle sert notamment d'intermédiaire. Dans les mois qui suivent le 3 octobre 2016, elle passe les coups de fil nécessaires à l'organisation de leurs rendez-vous et elle conduit certains des malfrats jusqu'à Anvers, en Belgique, place forte des diamantaires, haut lieu de la revente de bijoux. Cathy est mise en examen pour complicité de vol en bande organisée avec usage d'une arme et pour complicité de séquestration au préjudice de Kim Kardashian. Dans l'entourage d'Omar, il y a aussi l'aîné de ses fils, Harminy, surnommé « Mimi », 38 ans aujourd'hui, cariste de profession, chauffeur occasionnel de son paternel, lui aussi mis en examen. La nuit du 3, il conduit dans sa voiture Omar et deux de ses coéquipiers jusqu'aux abords de l'hôtel de leur victime. Également jugé demain devant la cour d'assises de Paris, un certain Florus H., le

patron d'un bistrot du haut Marais, Le Tabloïd, fréquenté par Omar et ses compères. C'est par son entremise qu'ils auraient obtenu le plus précieux des tuyaux: l'emploi du temps parisien de Kim Kardashian et la certitude qu'elle serait seule ce soir-là à une adresse non gardée.

Didier « Yeux bleus »

Le 9 janvier 2017, après des semaines de filatures et d'écoutes téléphoniques, la BRB procède à 17 arrestations simultanées. Une opération d'envergure pour « cueillir » en un coup de filet l'ensemble des suspects du casse de la rue Tronchet. Omar, confondu par son ADN, reconnaît son implication dans le braquage et son intrusion dans l'hôtel où séjourne Kim Kardashian. Il avoue avoir ligoté celle dont il ne connaît quasiment rien – hormis son immense fortune et son goût du clinquant. Il nie, par contre, être celui qui tenait le pistolet. Et désigne comme le « commanditaire » l'individu qui l'accompagne, armé, jusque dans la chambre à coucher de l'Américaine. Grâce au décryptage de la téléphonie et à des surveillances physiques, les policiers identifient celui qui pourrait être le



LA NUIT DE KIM KARDASHIAN
Pauline Delassus, Grasset, 144 pages, 17 euros.

lieutenant d'Omar: Didier D., 69 ans, dit « Yeux bleus » dans le milieu, bien connu de leurs services, recherché lui aussi pour des exécutions de peines. C'est un Parisien de Ménilmontant au casier judiciaire fourni et au corps couvert de cicatrices et de tatouages, dont un « Maman » écrit à l'encre noire. Il a été plombier, puis a préféré le hold-up. Il souffre d'insupportables acouphènes qu'il soulage avec du vin de Bordeaux. Condamné pour plusieurs crimes, il passe presque vingt ans en prison. Face aux policiers du 36, il n'a pas peur de blaguer, prétend être « antimilitariste » et tout ignorer de la kalachnikov retrouvée sous son évier lors d'une perquisition. Il nie, malgré les nombreux éléments des enquêteurs, avoir participé au braquage de la rue Tronchet et garde le silence quand il est présenté au juge après sa garde à vue. Ce serait lui pourtant qui, avec Omar, aurait menacé le veilleur de nuit de l'hôtel et lui aurait demandé où se trouvait « la femme du rappeur ». Lui encore qui serait entré, cagoulé et pointant son arme, dans la chambre de la star, la terrorisant pour mettre la main sur son magot. Dans les semaines qui suivent, il est observé plusieurs fois, au contact d'Omar et d'autres mis en cause, dans des rues de Paris ou à la terrasse de cafés. Une relation purement amicale, selon lui.

Yunice, le collègue

Ce braqueur « professionnel » de 71 ans, passé par les maisons d'arrêt de Melun, de Fleury-Mérogis, de Fresnes et de la Santé, a reconnu les faits rapidement après son interpellation, confronté aux traces ADN qu'il a laissées sur place. Sorti de détention provisoire et placé sous contrôle judiciaire comme la plupart de ses comparses, il a écrit un livre, *J'ai séquestré Kim Kardashian*, et donné des interviews. Son rôle le 3 octobre? Maîtriser l'unique veilleur de nuit et faire le guet aurez-de-chaussée de l'hôtel. Arrivé à vélo, il repart de la même manière. « On ne pouvait pas, à cette heure de la nuit, garer une voiture en double file, ça aurait été suspect », précise-t-il en 2021 dans *Paris Match*. Dans sa fuite, il chute du deux-roues et fait tomber sur le trottoir quelques-uns des bijoux volés. Il les ramasse aussi vite que possible et repart, croise une voiture de police, continue jusqu'à la gare Saint-Lazare et attrape un taxi. Vers la gare du Nord, Yunice A. retrouve son propre véhicule et conduit jusqu'à son domicile, en Seine-Saint-Denis. Le lendemain, la médiatisation de l'affaire le surprend et l'effraie; comme Omar et les autres, le voilà sous pression. « [J'ai rencontré Omar] il y a plusieurs années, poursuit-il. Je ne le connais que par notre vie professionnelle, si on peut appeler ça une profession... » C'est l'appât du gain qui le motive à accepter le plan proposé par son vieux « collègue », lui qui connaît alors des problèmes d'argent. Il assure que tout s'est passé rapidement, que « Mme Kardashian n'a pas résisté », qu'il n'était pas armé et que tous ces « papys » avaient « du sang-froid et de l'expérience ». Il pointe des « erreurs »: ne pas avoir porté « une combinaison couvrante des pieds à la tête » et un « masque intégral », mais surtout, selon lui, avoir attendu trop longtemps pour « fourguer » les bijoux, donnant ainsi du temps à la BRB pour les retrouver.

Pierrot « le Gros »

Pierre B., 72 ans à l'époque des faits, officiellement carreleur retraité à Grasse, est le doyen de l'équipée. Il doit son surnom à un léger surpoids qui ne l'empêche pas d'être de ceux qui passent à l'action, connu de la police pour vol à main armée, recel, fausse monnaie, port d'armes et importation de stupéfiants. Le 3 octobre 2016, bien qu'il conteste être impliqué dans l'affaire,

il aurait rejoint la rue Tronchet à pied. Comme Yunice, il doit monter la garde dans le hall d'entrée. Leur mission se déroule sans encombre. Le veilleur de nuit, partie civile dans le procès, est trompé par le mot « Police » écrit sur les vestes des braqueurs et leur ouvre la porte. Pierrot connaît Omar et Cathy depuis des années, ils ont vécu ensemble les coups durs et des moments de bonheur, en famille. Aujourd'hui, le vieil homme serait atteint de la maladie d'Alzheimer, dans l'incapacité de comparaître devant la cour d'assises. Le cinquième homme à s'introduire dans l'hôtel de Kim Kardashian, le dernier à être identifié, est alors un jeuneot de 27 ans, le fils d'un ami d'Omar et de Pierre: Marc-Alexandre B., dit « Junior », né à Antibes, où il se prétend carrossier. Son jeune âge n'empêche pas une certaine expérience, acquise notamment auprès de son père avec lequel il est impliqué dans un dossier de trafic de drogue. Les policiers lui attribuent plusieurs lignes téléphoniques et retrouvent une arme chez lui lors de son arrestation. Lui nie avoir participé au braquage.

Marceau « Nez râpé »

Vient ensuite un homme clé dans le dispositif, celui chargé de la revente du butin, le « fourgue » dit-on, ou receleur. Omar et Cathy ont ça parmi leurs connaissances: Marceau B., 64 ans à l'époque des faits, plus de 100 kilos, père de sept enfants, un surnom très imagé qu'il doit à une cicatrice. Quelques jours après le braquage, il est identifié comme étant l'un des accompagnateurs d'Omar lors d'un voyage à Anvers, en Belgique. Où il retourne plusieurs fois jusqu'en décembre. Il admet, lors de ses interrogatoires, la plupart des allers-retours, sans révéler leur objectif et sans mentionner les bijoux subtilisés. Mis en examen pour recel en bande organisée et association de malfaiteurs, il décède quelque temps après, sans livrer tous ses secrets. La plupart des bijoux n'ont d'ailleurs pas été retrouvés. Seules quelques liasses de billets sont dénichées chez les suspects lors de leurs interpellations.

Attendu, lui, au procès: Gary M. ou « le traître », celui par qui le « coup » se monte. La BRB s'intéresse d'abord à son frère, Michaël, patron de la société de transport privé employée par la famille Kardashian lors de leurs séjours à Paris et lui-même chauffeur de Kim. Gary M. travaille occasionnellement pour son aîné, il avait même accueilli la star à l'aéroport lors de son arrivée dans la capitale le 28 septembre 2016. L'enquête a ensuite pu démontrer que le jeune trentenaire est un habitué du bar de son ami Florus H., où il croise Omar. C'est lui qui transmettrait au bistrotier les informations si précises sur le quotidien des Américaines, ce qu'il n'a pour l'instant pas reconnu malgré plusieurs messages datés du 2 octobre où il tente d'obtenir auprès de Michaël un maximum d'informations sur l'activité des sœurs Kardashian.

Voici donc ceux appelés à comparaître dès demain devant les juges, dix accusés mis en examen, deux autres placés sous le statut de témoin assisté, moins Pierre B., dont l'état de santé ne lui permet pas d'être interrogé, ni même de se déplacer jusqu'au tribunal, et Marceau B., décédé. Omar, lui, est devenu sourd. Pendant l'audience, qui doit durer un mois, les débats seront sous-titrés à son attention grâce à un logiciel d'intelligence artificielle. Presque neuf ans après les faits, les « papys » ont morflé. Kim Kardashian, qui s'est constituée partie civile tout comme le veilleur de nuit, pourrait venir témoigner en personne à la mi-mai. Une inconnue demeure: ses bijoux ont-ils tous été revendus? L'un des proches d'Omar en est certain: la bague en diamant, cette folie à 4 millions, serait enterrée quelque part... ■

AUJOURD'HUI 12H/13H

LAURENT WAUQUIEZ

Président du groupe "Droite Républicaine" à l'Assemblée
Candidat à la présidence LR

en partenariat avec

Il l'a dit à La Tribune



RAPHAËL LAFARGUE/BACAPRESS

RAPHAËL SCHELLENBERGER

Le député non inscrit de la 4^e circonscription du Haut-Rhin s'inquiète de voir l'ouverture d'un technocentre à Fessenheim, visant à recycler des matériaux faiblement radioactifs issus du démantèlement d'installations nucléaires, conditionnée à la prise en compte de « la sensibilité » des voisins allemands du site. « Aujourd'hui, alors qu'un projet de reconversion d'intérêt national pourrait projeter utilement le site dans les décennies à venir, certains suggèrent l'ultime absurdité : faire dépendre nos décisions de ceux qui ont fait les pires choix. »

Le choix de la rédaction

Deux opinions à découvrir sur LaTribune.fr

« DÉPENSES FISCALES : TRIER, ÉVALUER, SUPPRIMER. C'EST L'HEURE DU GRAND MÉNAGE DE PRINTEMPS ! »

Par Daniel Labaronne, député EPR d'Indre-et-Loire

« Il ne s'agit pas de remettre en question toutes les niches fiscales. Mais un principe simple doit désormais prévaloir : ce qui est dérogatoire doit être justifié, borné dans le temps, et systématiquement évalué. »

« HÉRITAGE DU PAPE FRANÇOIS : ON NE PEUT ÊTRE CHRÉTIEN ET D'EXTRÊME DROITE »

Par Bruno Fuchs, député MoDem du Haut-Rhin et président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale
« Certains partis revendiquent la défense des valeurs chrétiennes tout en promouvant une vision utilitariste de l'humain et une politique de la peur fondée sur une conception réductrice de l'identité. Ces idéologies, que le pape François a combattues sans relâche, sont également présentes dans son pays natal, l'Argentine, où il a dénoncé les conséquences des politiques antisociales de Javier Milei. »

L'essai de la semaine

Grand Continent

L'EMPIRE
DE L'OMBRE

de Curtis Yarvin sont tirés du dernier ouvrage de la revue *Le Grand Continent* intitulé *L'Empire de l'ombre - Guerre et terre au temps de l'IA*. Il rassemble, sous la houlette de Giuliano da Empoli, des contributions de Vladislav Sourkov (qui a inspiré *Le Mage du Kremlin*), de Sam Altman (patron d'OpenAI) ou de Mario Draghi. Le plus saisissant est sans doute la partie « Archives des élites techno-césaristes », comprenant les textes de Peter Thiel (fondateur de PayPal) et de Curtis Yarvin. Les deux libertariens y expliquent les fondements de ce « coup d'État technologique » qui veut instaurer un techno-césarisme. Ainsi Curtis Yarvin, maître à penser du mouvement, critique la démocratie, « système inefficace et destructeur », lui préférant les « cités-États prospères » de Hong Kong ou de Dubaï, qui fonctionnent comme des entreprises, quand Thiel appelle à « trouver un moyen d'échapper à la politique sous toutes ses formes » au nom des libertés individuelles. Un livre essentiel pour comprendre cette idéologie.

AURÉLIE MARCIREAU

L'Empire de l'ombre - Guerre et terre au temps de l'IA, sous la direction de Giuliano da Empoli, *Le Grand Continent*, Gallimard, 288 pages.

« Le premier défi des Républicains sera de retrouver une ligne »

A

uteur d'une thèse sur la production idéologique au sein de la droite, Émilien Houard-Vial décrypte pour *La Tribune Dimanche* l'importance politique du congrès LR qui se tiendra les 17 et 18 mai.

On l'a vite vu, l'affrontement entre Bruno Retailleau et Laurent Wauquiez se joue sur

des différences d'incarnation plutôt que de fond.

Pour la droite française, quel est l'enjeu derrière ce congrès ? Il y a d'abord un enjeu explicite, posé par les candidats eux-mêmes : celui de la participation de la droite à la coalition gouvernementale. Doit-elle en être partie prenante, comme Bruno Retailleau, tout en défendant sa propre ligne ? Ou doit-elle produire un discours réellement indépendant de ce que peut faire l'exécutif, comme le prône Laurent Wauquiez, en étant critique, voire en imposant des lignes rouges qui iraient au-delà de celles du ministre de l'Intérieur ? Il y a ensuite un enjeu plus latent, qui est celui du destin des Républicains, de leur déclin depuis 2017, de leur incapacité à gagner des élections majeures, à s'implanter dans de nouveaux territoires ou à retenir leurs adhérents de façon pérenne. Ce sujet de l'attractivité de LR en nourrit un plus large : ce parti a-t-il réellement la capacité d'interroger ce qui n'a pas fonctionné pour lui depuis près de dix ans ?

Le parti a dépassé les 122 000 encartés pouvant voter le 17 mai. Pour le duel Ciotti-Retailleau de décembre 2022, ils étaient 91 000. Trois ans après les 4,78 % de Valérie Pécresse à la présidentielle, est-ce là une vigueur retrouvée ou un mirage ? C'est forcément un bon signe pour LR, dont les finances ne sont pas mirifiques. On voit bien que le retour au pouvoir des Républicains avec la présence de Bruno Retailleau à un ministère phare a attiré beaucoup de militants. Rappelons néanmoins que, après les hausses de la primaire de 2021 puis du congrès de 2022, le nombre d'adhérents LR a vite chuté, mimant une forme de yo-yo. Donc, même s'il redevient dominant en matière d'encartés [à son pic de 2007-2008, l'UMP de Nicolas Sarkozy en revendiquait 370 000], le parti ne retiendra pas ses militants si leur futur chef ne les implique pas dans des activités locales ou de réflexion. Tous les candidats l'ont promis sans l'avoir jamais vraiment mis en œuvre.

Que représente l'électeur LR en 2025 ?

Sans être extrême, c'est l'électorat le plus conservateur avec celui d'Éric Zemmour en 2022 ; il est particulièrement libéral, le plus favorable à la réduction de la dette et du nombre de fonctionnaires, ainsi qu'au soutien aux entreprises ; et il est très hostile à l'immigration et au multiculturalisme, à des niveaux certes moindres que les électeurs du Rassemblement national ou de Reconquête, mais tout de même très importants. Cette radicalité s'est accrue avec le rétrécissement du spectre de la droite traditionnelle. Du temps de l'UMP, même quand Nicolas Sarkozy a braconné l'électorat frontiste, il a conservé beaucoup d'électeurs du centre aux deux tours de la présidentielle de 2007. Ce n'est plus du tout le cas. Pour schématiser les choses, LR attire des gens qui, sur une échelle gauche-droite allant de 1 à 10, se situent à 7 ou 8.

Les positions de Bruno Retailleau et Laurent Wauquiez ont beau être proches, leurs parcours politiques ne le sont pas. Où les placez-vous dans le continuum historique des droites françaises ?

Bruno Retailleau vient d'une tradition conservatrice vendéenne, pour ne pas dire réactionnaire, du moins en ce qui concerne son mentor Philippe de Villiers. Mais c'est quelqu'un qui a eu le sens politique nécessaire pour s'intégrer, après avoir fait le gros de sa carrière au MPF, à une formation pluraliste et moins doctrinaire comme l'UMP. Sa trajectoire est assez claire, là où un Laurent Wauquiez a fait ses premiers pas dans le sillage du démocrate-chrétien pro-UE Jacques Barrot pour ensuite largement tordre tout cela. Il a opté pour une défense des classes moyennes et de la France périphérique tout en adoptant des positions populistes, voire illibérales. En dépit de sa constance sur l'assistanat, qu'il dénonce depuis une quinzaine d'années, on ne peut pas l'identifier à un courant spécifique. Est-il vraiment l'héritier de la tradition modérée de la Haute-Loire ? Ne tient-il pas simplement un discours qui colle avec la sociologie de ce territoire, où il y a un fort vote RN ? Là où Bruno Retailleau affiche un intérêt pour les débats théoriques, Laurent Wauquiez a une conception plus pragmatique des idées.

Leur proximité de vue illustre le rétrécissement sociologique de LR que vous évoquiez...

Le phénomène débute à mon sens en 2007, lorsque Nicolas Sarkozy met en avant des thèmes identitaires inspirés de la droite radicale. Il a récupéré les voix de Jean-Marie Le Pen, mais ça n'a réussi qu'un temps. Et à partir de 2017, quand Laurent Wauquiez s'est emparé une première fois de LR, ceux qui portaient des lignes un peu différentes sur l'immigration, la sécurité ou l'assistanat - Alain Juppé, Nathalie Kosciusko-Morizet, Xavier Bertrand -



SÉBASTIEN CALVET/MEDAPART

Émilien Houard-Vial
Politiste et doctorant à Sciences-Po

se sont mis en marge du parti. Le discours de la droite « décomplexée » y est devenu hégémonique, sans contrepoids interne. Éric Ciotti l'a très largement investi, et aujourd'hui les adhérents ont le choix entre deux candidats très convergents, que ce soit sur l'économie, les valeurs civilisationnelles ou le questionnement de l'État de droit.

Le parti a fait un choix crucial en gouvernant, depuis plus de six mois, avec des héritiers du centrisme et du macronisme. Quel bilan en tirez-vous ?

De 2022 à 2024, une ambiguïté a persisté, celle d'un soutien sans participation à l'exécutif, où LR dealait certaines réformes avec les macronistes, notamment les retraites. Le ralliement d'Éric Ciotti au RN et son incapacité à emmener des figures du parti ont un peu clarifié les choses, à savoir le refus de l'union des droites, mais la situation actuelle n'en reste pas moins floue. D'un côté, Les Républicains participent au gouvernement car ils estiment devoir être aux affaires quand les conditions sont réunies ; de l'autre, la ligne de la droite n'a pas fondamentalement changé. Bruno Retailleau se fait fort de tenir un discours aussi radical en tant que ministre qu'en tant que sénateur et il le peut, finalement, grâce à la faiblesse idéologique de la Macronie et aux arrangements institutionnels français.

Quels défis attendent le futur président de LR ?

D'abord celui de redonner une ligne au parti. Le départ d'Éric Ciotti a créé une inertie qui se poursuit, avec une vie interne largement annexée par l'action gouvernementale. Or LR reste un mouvement avec des ressources et une fonction de réflexion idéologique. Le futur président devra aussi clarifier le sujet essentiel des coalitions : qui sont nos adversaires ? Qui sont nos alliés ? À moins d'un an des municipales, qui vont être cruciales, la droite va devoir traiter les préoccupations de ses élus locaux. Le maillage territorial grâce auquel elle a longtemps vécu s'effrite, beaucoup de maires ayant choisi de partir en indépendants ou de rejoindre Édouard Philippe.

L'avenir des LR s'écrit d'après vous en terre plus modérée, dans un schéma semblable à celui de l'UMP ?

Regardons ce qui est arrivé à l'électorat Fillon. Même si son siphonnage par l'extrême droite a été important, le premier bénéficiaire de la déroutée post-2017 a été Emmanuel Macron. L'électorat du chef de l'État est le plus en cohérence avec celui de la droite classique : âgé, plutôt aisé, plutôt catholique, beaucoup de cadres, de retraités et de professions libérales. C'est le plus susceptible de revenir vers Les Républicains. Aux dernières européennes, scrutin qui, souvent, n'engage pas à grand-chose du point de vue des électeurs, on a vu que le bulletin LR est resté une option idéologique dans les zones aisées. Quand on demande aux gens la probabilité qu'ils votent pour tel ou tel camp, on constate que les électeurs partis chez Marine Le Pen ne déclarent aucune intention de voter à nouveau pour la droite un jour. A contrario, les sondages de popularité de Bruno Retailleau montrent bien que l'électorat macroniste, qui juge LR plutôt fiable en tant que partenaire, est plus tourné vers la droite que vers la gauche. Je reste presque étonné par l'écart entre ce que continuent de promouvoir les dirigeants des Républicains, lorgnant encore les Français partis à l'extrême droite, et la réalité des résultats de cette ligne, catastrophiques au plan électoral. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JULES PECNARD



Par Sylvie Jéhanno
Présidente-directrice générale
de Dalkia, coprésidente
de la communauté
Les entreprises s'engagent



Thibaut Guilluy
Directeur général de France
Travail, coprésident
de la communauté
Les entreprises s'engagent



Sibylle Le Maire
Directrice exécutive
du groupe Bayard, fondatrice
du Club Landoy

« Faire de l'insertion des seniors une priorité économique et sociale »

Dans une société marquée par le vieillissement démographique et l'allongement de la vie professionnelle, l'insertion des seniors dans l'emploi n'est plus un enjeu secondaire : c'est une

priorité sociale, économique et humaine. C'est l'un des grands défis de notre temps.

D'ici à 2030, près d'un tiers des Français auront plus de 60 ans. Cette évolution, loin d'être anecdotique, impose un changement de regard. Elle n'est pas un risque à éviter, mais bien une opportunité à saisir. Pourtant, aujourd'hui, à peine 58 % des 55-64 ans occupent un emploi, contre plus de 82 % des 25-49 ans. Ce décrochage est difficilement acceptable.

Comparée à d'autres pays européens, la France affiche une chute marquée du taux d'activité dès l'âge de 53 ans. Si nous avons comblé notre retard sur la tranche des 55-59 ans, nous restons en très net recul sur celle des 60-64 ans : seuls 35 % sont encore en activité, contre 61 %

en Allemagne. Ce différentiel est préoccupant, car il menace notre compétitivité à long terme.

Car, oui, le maintien dans l'emploi des seniors n'est pas seulement un enjeu de cohésion sociale. C'est un levier indispensable pour garantir la performance des entre-

prises, la pérennité de notre modèle social et la compétitivité du pays dans son ensemble. D'autres pays l'ont bien compris, faisant de l'intégration des profils expérimentés une condition de leur dynamisme économique. Nous ne pouvons rester à la traîne.

Nous, dirigeantes et dirigeants d'entreprise engagés au sein de la communauté Les entreprises s'engagent, appelons à un sursaut collectif. Nous refusons qu'un recru-

tement soit freiné par l'âge d'un candidat plutôt que stimulé par ce qu'il peut transmettre : stabilité, recul et renforcement de la cohésion d'équipe. Ne pas les intégrer pleinement, c'est nous priver d'un levier décisif. Chaque génération doit pouvoir contribuer à sa manière, la

performance de chaque entreprise doit pouvoir s'appuyer sur les talents de tous.

C'est pourquoi nous prenons aujourd'hui des engagements concrets :

- ouvrir nos portes aux profils expérimentés, en les intégrant pleinement dans nos politiques de recrutement, sans a priori ni barrières d'âge, avec la nécessaire mobilisation de France Travail, l'Apec et l'ensemble des acteurs de l'emploi ;

- adapter les conditions de travail, pour garantir le maintien dans l'emploi des salariés seniors en tenant compte de leurs besoins et de leurs aspirations ;

- investir massivement dans la formation continue, pour accompagner la montée en compétences, les transitions professionnelles et le désir d'évolution à tout âge ;

- favoriser le mentorat intergénérationnel et le mécénat de compétences, pour encourager l'échange, la transmission, et le lien entre les générations.

En 2024, plus de 1000 entreprises ont mené des actions avec Les entreprises s'engagent sur les publics seniors, ou aux côtés de l'Association nationale des DRH. Mardi marquera un tournant puisque le ministère chargé du Travail et de l'Emploi lancera une grande initiative consacrée à

l'emploi des 50 ans et plus, avec un mot d'ordre : agir concrètement pour les travailleurs expérimentés. À cette occasion, le mouvement de la Charte 50+, portée par le Club Landoy et le groupe L'Oréal, comptera plus de 160 nouveaux signataires, portant le nombre d'entreprises et structures engagées à un peu plus de 300. Un mouvement citoyen en plein essor, marquant une prise de conscience forte et nécessaire.

Ces engagements prolongent l'accord national interprofessionnel du 14 novembre 2024, dont les organisations patronales et syndicales signataires ont acté des mesures innovantes pour renforcer l'inclusion des seniors dans le monde du travail.

Nous appelons aujourd'hui toutes les entreprises, grandes et petites, tous les secteurs, tous les territoires, à nous rejoindre. Notre conviction est claire : s'engager pour l'emploi des seniors est un choix stratégique. C'est anticiper les mutations du marché du travail, répondre aux besoins de compétences, affirmer un modèle d'entreprise plus humain, plus durable et plus performant. ■

►►► Retrouvez la liste des signataires sur [Latribune.fr](https://latribune.fr)

« Pour une Europe de la production et de la souveraineté alimentaire »

Souveraineté européenne » : l'expression est dans toutes les bouches depuis plusieurs semaines alors que notre ordre mondial, bâti après la fin de la Seconde Guerre mondiale, vient d'être balayé d'un revers de main par Donald Trump. Chacun en convient désormais : l'affrontement américain avec la Chine, elle aussi expansionniste, et le rapprochement stratégique possible avec la Russie, toujours agressive, menacent de fait le modèle économique, social et démocratique européen.

Dans ce moment, inédit dans leur histoire, les Européens doivent bâtir leur propre destin, avec lucidité et responsabilité. Et admettre que l'enjeu de souveraineté est protéiforme et demandera des investissements sans précédent. Militaires, bien entendu. Industriels, absolument. Énergétiques, obligatoirement. Mais un autre pilier est indispensable : la souveraineté alimentaire, tant l'« arme » agricole est devenue stratégique. Il nous faudra également agir au plus vite. La réduction des surfaces cultivables en Europe, la baisse des exportations et donc en miroir notre plus grande dépendance aux importations, l'âge moyen des agriculteurs de l'Union (seuls 12 % ont moins de 40 ans) et la difficulté à leur garantir un revenu décent, l'absence de réciprocité des

normes dans les traités actuels de libre-échange, font peser de sérieuses menaces sur l'avenir de notre agriculture qui, rappelons-le, était un des piliers de la fondation européenne avec l'acier.

Il n'y a pas de fatalité ! À condition qu'une nouvelle ambition soit clairement posée par les États membres de l'Union : refaire de l'Europe un continent de production, avec un modèle de développement plus durable, garantissant la préservation de notre environnement et une alimentation de qualité accessible à tous. « Produire plus et mieux », tel doit être le nouveau mantra européen, en redéfinissant une vraie place pour l'agriculture dans notre économie, et donc une vraie place à nos agriculteurs dans notre société.

Cette ambition doit guider les actuelles négociations sur le financement de la prochaine politique agricole commune (PAC) dont le budget doit être à minima sanctuarisé et ainsi correspondre aux enjeux du moment, alors que la Commission européenne évoque toujours « une flexibilité » budgétaire à rebours de l'Histoire. Un

cadre européen plus fort, c'est notamment le maintien des deux piliers de la PAC des aides plus liées à l'emploi qu'à la surface, une régulation réelle pour des prix justes et stables, des investissements pour la transition écologique, l'installation d'agriculteurs et l'accompagnement des territoires les plus en difficulté.

Cette nouvelle ambition européenne concerne au premier chef la France, qui possède la plus grande surface agricole d'Europe. Là aussi, il s'agit d'être au rendez-vous de l'Histoire alors que les conséquences du changement climatique impactent durement les territoires méditerranéens et ultramarins, que l'accès au foncier est toujours plus difficile et que la dépendance aux intrants importés comme les engrais, les protéines végétales ou l'énergie pénalise lourdement nos exploitations agricoles.

Là aussi, lucidité et responsabilité doivent être les maîtres mots, en écartant d'emblée ce débat mortifère entre les tenants de la dérégulation à tous crins et les champions de l'interdiction tous azimuts. Si

nous voulons que la souveraineté alimentaire ne soit pas qu'un slogan, il faut bien s'entendre sur les moyens d'y parvenir : des terres agricoles en plus grand nombre, des ressources naturelles préservées et notamment l'eau en quantité suffisante, des femmes et des hommes pour cultiver.

Ce postulat admis, il faut choisir un chemin cohérent : nous proposons celui de l'agroécologie, seule à même de répondre aux conditions vitales d'une agriculture plus durable, plus résiliente pour le climat, plus rémunératrice pour nos agriculteurs. Elle vise des exploitations de taille moyenne, productives et transmissibles, et des filières organisées appuyées sur le modèle coopératif. Elle garantit l'exploitation durable des moyens de production : l'eau, le sol, la biodiversité. Elle assume l'accompagnement des transitions et la régulation des marchés par la puissance publique.

Dix ans après la loi d'octobre 2014 qui avait ouvert la voie à l'agroécologie à la française, il est urgent de lui donner un second souffle. Parce que souveraineté rime avec volonté et progrès, nous pouvons, nous devons rassembler les forces vives de l'agriculture, l'ensemble de la société autour de ces objectifs concrets et réalistes, car notre avenir dépendra aussi du contenu de notre assiette. ■



Par Loïc Chesnais-Girard
Président DVG de la Région
Bretagne



Carole Delga
Ancienne ministre, présidente
PS de la Région Occitanie
et de Régions de France



Stéphane Le Foll
Ancien ministre de
l'Agriculture, maire PS du Mans
et président du Mans
Métropole

“
Nous proposons
le chemin de
l'agroécologie, seule
à même de répondre
aux conditions vitales
d'une agriculture
plus durable

Ce que l'Europe dit du PSG

Le club de la capitale attaque mardi à Londres sa quatrième demi-finale de Ligue des champions en six ans. Et pour la première fois, les voisins ne se pincent pas le nez.



STEPHANE MANTY/PRESSE SPORTS

FOOTBALL

MICKAËL CARON ET SOLEN CHERRIER

FINI LE BLING-BLING. C'était le mantra de Nasser Al-Khelaïfi à chaque fois que le PSG se ratait en Ligue des champions – et ce n'est pas arrivé qu'une fois. En le mettant vraiment en pratique avec les départs de Lionel Messi et de Neymar, puis en étant forcé de le pousser à l'extrême après celui de Kylian Mbappé, le club de la capitale a perdu en sex-appeal marketing ce qu'il a gagné en respect. Par le jeu et la jeunesse. Son parcours européen, chaotique avant Noël et spectaculaire depuis, a modifié son image. Mais pas avec la même intensité selon les pays. La preuve avec quatre journalistes avant la demi-finale aller contre Arsenal. Que les Parisiens abordent au bout d'une étonnante séquence : deux défaites en quatre matchs, dont la première de la saison en Ligue 1 contre Nice vendredi (1-3).

Angleterre

« **Déroutant, on a envie de l'aimer** »
Barney Ronay (*The Guardian*)
« J'étais impatient de voir ce qui arriverait lorsque le club en finirait avec sa politique

ridicule de superstars qui ne voulaient pas vraiment être là. Le PSG de cette année est déroutant car on a envie de l'aimer. À Paris, le bassin de population dans lequel puiser des talents est tel que l'équipe devrait être composée de jeunes de l'académie. Désiré Doué dégage une confiance incroyable. Si vous ne regardez que les résumés, vous ne voyez que lui. Il est aussi fascinant de voir une équipe qui a la possession et conserve sa créativité, ce qui n'est plus le cas de Manchester City. Elle joue avec un très bon esprit. J'ai l'impression que Luis Enrique aime être là et qu'il a du pouvoir. En revanche, il s'agit toujours du même projet de propagande. De l'extérieur, on a l'impression que le club et ses propriétaires sont beaucoup trop puissants dans le championnat français. Pas seulement en tant qu'équipe, mais aussi en tant qu'entité politique. Il y a des conflits d'intérêts évidents avec les droits télévisés. Ce que la Ligue décide de faire semble être sous la surveillance d'un seul homme, Nasser Al-Khelaïfi. Nous avons tous dû accepter que le Qatar veuille jouer un rôle important dans le sport, mais la façon dont le club a été géré et a dopé le marché européen des transferts a été très mauvaise pour le football. »

Les Parisiens célèbrent leur qualification, le 15 avril à Birmingham.

Espagne

« **À l'image de Luis Enrique** »
Roger Xuriach (*Panenka*)

« La morale de cette saison, c'est que Kylian Mbappé, au-delà du grand buteur qu'il est, limitait le style de jeu souhaité par Luis Enrique. C'est un entraîneur qui a toujours privilégié, au Barça et en sélection, un football très choral, où tous les joueurs se situent sur un plan d'égalité. On voit bien que tous les Parisiens sont concernés et ont des automatismes. Leur créativité et leur vitesse font de gros dégâts. Pourtant, quand on repense au mercato d'été, on ne pouvait pas se douter du rendement élevé qu'auraient Willian Pachó, João Neves ou Désiré Doué. Et Khvicha Kvaratskhelia, la recrue phare de janvier, est passé d'un joueur déprimé lors de ses derniers mois à Naples à un renfort de poids dans une attaque qui ne manquait déjà pas d'atouts. Le mérite revient à Luis Enrique, qui a fait la preuve de ses qualités de manager. Il a obtenu le même niveau d'investissement de la part d'Ousmane Dembélé qui, jusqu'à présent, s'était montré intermittent à Barcelone et en Bleu. Si Paris allait au bout en Ligue des champions, le crédit en reviendrait donc très largement à Luis Enrique, qui a su, enfin, former une équipe à son image. »

GILLES GRIMANDI JOUEUR PUIS RECRUTEUR

« Arsenal a dépensé beaucoup d'argent mais l'a bien dépensé »

Celui qui a passé vingt ans au sein du club londonien juge son évolution et compare les époques.

EN 2019, UN AN APRÈS le départ d'Arsène Wenger, il a quitté Arsenal. Le natif de Gap (Alpes-de-Haute-Provence) y avait joué cinq saisons (1997-2002) et travaillé quinze ans en tant que scout. Gilles Grimandi, 54 ans, retourne à Londres de temps en temps et reste très attentif à l'actualité des Gunners.

Arsenal a-t-il la même identité que le club que vous avez connu ?

Il a beaucoup évolué mais reste très ancré autour d'une personne. [Mikel] Arteta a pris de l'importance. Arsène [Wenger] était plus impliqué dans le développement du club mais, comme lui, Arteta est le patron de la partie sportive. Il a eu les joueurs qu'il voulait et les mains libres pour travailler. Le club mise sur la stabilité. Mais la similitude la plus évidente, je la vois quand

je vais à l'Emirates : je croise des gens qui étaient là à mon époque, des employés ou des supporters. L'attachement reste puissant.

Quel regard portez-vous sur la trajectoire depuis l'arrivée d'Arteta ?

Le club progresse de saison en saison. Beaucoup d'argent a été dépensé – bien plus qu'à mon époque, où on n'en avait pas car on avait construit le stade – mais, pour être honnête, cet argent a été bien dépensé. Declan Rice, par exemple, a coûté cher [116 millions d'euros], mais a amené une vraie plus-value. Il y a quelques joueurs moyens mais, globalement, les gros investissements ont été réussis. Cette équipe doit aujourd'hui valider ce travail par un titre ; il y a eu la Cup en 2020, mais Arteta était arrivé en cours de saison.

La meilleure recrue, selon l'ancien scout que vous êtes ?

David Raya. Au départ, je n'étais pourtant pas convaincu. Ils avaient Aaron Ramsdale, un très bon gardien, et je ne comprenais pas pourquoi ils l'achetaient 35 millions. Mais je me rends compte que c'est un excellent choix. Sur les coups de pied arrêtés, c'est lui qui dirige et donne la solution de derrière. Il a un jeu au pied extraordinaire. Arsenal a aussi la chance d'avoir Bukayo Saka. D'autres jeunes sont en train de sortir de l'académie : Myles Lewis-Skelly, Ethan Nwaneri...

Contrairement à son image, la formation d'Arsenal ne sortait pas tant de pépites que ça avant ?

À mon époque, les jeunes talents arrivaient de l'extérieur. Désormais, c'est de

l'intérieur. Si on dézoome, le football anglais produit beaucoup de talents. La formation a tant de moyens et s'est tellement internationalisée que ça a élevé le niveau. On a désormais des joueurs de 17 ans qui ne dépendent pas en demi-finale de Ligue des champions quand il fallait attendre d'avoir 25 ans auparavant. Lewis-Skelly, c'est déjà deux sélections et un but avec l'Angleterre.

L'autre paradoxe, c'est qu'Arsenal a moins d'expérience que le PSG en Ligue des champions ?

Certes, mais ces Gunners goûtent tous les week-ends à une compétition qui les prépare à ça, dans l'intensité et la gestion des émotions. Je suis convaincu qu'avoir déjà joué une finale est un atout exceptionnel : vous savez comment appréhender cette journée à part. Sur une demi-finale, c'est différent : un match à

la maison et un à l'extérieur, ils savent faire. Ça ne se jouera pas là-dessus. Pour moi, c'est l'équipe qui exploitera le mieux le temps faible de l'autre qui s'en sortira. Les deux en ont. Paris parfois contre des équipes très moyennes et ça peut se payer très cher. D'ailleurs, Barcelone aussi a des passages à vide. L'Inter a, certes, moins de talent mais c'est l'équipe la plus homogène du dernier carré.

Qu'est-ce qui rend ce quart de final excitant pour vous ?

Déjà, c'est inhabituel qu'Arsenal parvienne à ce stade de la compétition. Bien malin celui qui peut désigner un favori. Je penche néanmoins pour les Gunners : le fait d'avoir gagné en phase de ligue [2-0] peut paraître anecdotique mais ça ne l'est pas. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR S.C.

Au basket, Paris est (enfin) une fête

Le Paris Basketball suscite un emballement nouveau dans la capitale. Avec une identité et des codes bien à lui. Il aura besoin de folie, mardi en quart de l'Euroleague, pour créer l'exploit.

PHÉNOMÈNE

DAMIEN BURNIER

IL N'Y A DONC qu'une terre qui résiste encore quand Paris appuie sur le champion. Bizut décomplexé en Euroleague, le groupe de Tiago Splitter a imposé son style débridé partout cette saison, sauf à Istanbul, dont il est revenu lesté de deux défaites signées Fenerbahçe. Mal emmanchée, la série des quarts de finale se poursuit mardi, porte de la Chapelle. Pour ce qui sera un épilogue ou la promesse d'une remontada, l'Adidas Arena (8 000 places) est à guichets fermés pour la onzième fois d'affilée dans la compétition, la plus relevée après la NBA. Soit un terrain de jeu qui tenait du mirage lorsque le club a vu le jour, il y a à peine sept ans.

Mais voilà, depuis qu'il a pris place dans le paysage, précisément en Pro B après avoir racheté les droits de Hyères-Toulon, le Paris Basketball vit tout en accéléré. Un chemin tracé par des investisseurs américains au background NBA, David Kahn et Eric Schwartz. En faisant le choix de pousser à fond les marqueurs de la culture urbaine, dans une ligue souvent vue comme un agrégat ronronnant de sous-préfectures. « Le projet suscitait un certain scepticisme dans le petit milieu du basket, assez conservateur, se remémore le directeur général Mathias Priez, présent dès le début de l'aventure, esquissée entre les murs décrépis de la halle Carpentier (13^e). On est partis d'une feuille blanche, avec la volonté de casser les codes. Mais on n'avait pas non plus à composer avec le poids de la tradition. »

Le basket à Paris, ou l'histoire d'un potentiel inexploité. Des changements de nom, des figures qui se relaient à la gouvernance – Charles Biétry, Louis Nicollin, Tony Parker, Antoine Rigaudeau – et de rares

poussées d'adrénaline virant fissa à la gueule de bois. Le tout accompagné d'un serpent de mer : une salle qui donnerait envie d'y voir du basket. Et de faire du business. « Pour développer un projet, il faut que plein d'acteurs tirent dans le même sens, et à Paris ça a toujours été plus compliqué », atteste Richard Dacoury, membre de la dernière escouade parisienne championne de France, en 1997, sous la bannière un peu floue du PSG omnisports.

Saupoudrage VIP

L'ancien international se rappelle les mots glissés par David Kahn aux premières lueurs de son projet. « Le plan qu'il m'avait décrit s'est concrétisé point par point », assure-t-il. En coulisses, le travail s'est nourri d'une conjonction d'intérêts, avec les Jeux olympiques en marche-pied. La Ville de Paris, dans son serment d'héritage, avait besoin d'un club résident pour la seule enceinte pérenne construite intra-muros. Une aubaine pour le Paris Basketball, qui a vite fait le nécessaire pour la remplir (lauréat de l'Eurocup et finaliste de Betclic Élite l'an passé). Soucieux de coller à son environnement, à la lisière de la Seine-Saint-Denis, le club se veut populaire, incisif dans sa communication, mais aussi enclin à un saupoudrage VIP. En Pro B, déjà, cette quête d'éclats s'était matérialisée par un contrat de joueur offert à Sheck Wes, rappeur new-yorkais reconnu à l'international mais basketteur un rien factice. Elle s'inscrit aujourd'hui dans une dimension show à l'américaine, visant les faveurs d'un noyau plus large que celui des fans de basket.

En tribunes, le Kop Parisii, collectif de 200 jeunes supporters aussi sonores que potaches, prend volontiers le relais. Quand un adversaire se présente sur la ligne des lancers francs, probable qu'il en prenne pour son grade, en mode chambrage. « Ça fait marrer certains joueurs, d'autres sont



T.J. Shorts avec les supporters, après la victoire contre Milan, le 18 mars.

“ On figure désormais sur la carte des lieux d'émotions. On a vocation à être le deuxième sport de la ville ”

Le DG Mathias Priez

déconcertés », observe Rédoine, président et capo du groupe. Même Victor Wembanyama, avec Boulogne-Levallois, avait eu droit à son couplet : « On avait chanté qu'il était surcoté, même si on n'en pensait pas un mot. Derrière, sur un tir à trois points, il s'était tourné vers nous, genre "celui-là, il est pour vous". »

Les décideurs le sentent, un mouvement est en marche. « On figure désormais sur la carte des lieux d'émotions à Paris, se réjouit Mathias Priez, et on a vocation à être le deuxième sport de la ville. » Devant le rugby, donc. Le DG voit même plus loin, raisonnant en matière de « marque globale » et de lifestyle, à la façon des New York Yankees, « dont les couleurs sont portées partout dans le monde

sans forcément qu'on sache qu'il s'agit d'une équipe de baseball ».

En attendant, la conquête d'un premier titre de champion se dresse dans l'horizon immédiat. Viendra ensuite le moment de convaincre les cadres de rempiler, à commencer par le génial farfadet T.J. Shorts, dont il faudra sans doute doubler le salaire (estimé à 450 000 euros annuels). Se dessine aussi l'objectif, en bonne voie, d'un rond de serviette continu en Euroleague. À moins que la NBA ne vienne renverser la table avec son projet d'implantation en Europe. Paris est bien sûr un marché ciblé. Le contact a même été noué avec QSI, actionnaire principal du PSG. Franchise concurrente ? Tentative d'absorption ? Le feuilleton ne fait que commencer. ■

Le WAI Paris, un programme qui fait ses preuves

L'initiative We Are Innovation, prise par BNP Paribas il y a dix ans, affiche de belles réussites. Son accélérateur de startups parisien ne désemplit pas.

Comment faire plus ? Cette question est un leitmotiv chez BNP Paribas lorsqu'il s'agit de contribuer à la croissance des entreprises qui innovent et la réflexion date d'il y a plus de 10 ans.

Comment les faire bénéficier des expertises de BNP Paribas et de son étroite connaissance des écosystèmes régionaux et nationaux de l'innovation ? Comment les financer et conseiller leurs dirigeants ? Comment connecter les startups innovantes aux clients PME et ETI de la Banque pour accélérer leurs business ? La réponse a été donnée avec le WAI. Un dispositif d'accompagnement de jeunes entreprises qui innovent, via un programme d'accélération inclusif qui dure deux ans.

Un accompagnement personnalisé et collaboratif

Il comprend diverses activités : ateliers dédiés à la croissance d'une startup, avec des thèmes variés tels que la prospection clients, les défis data à l'heure de l'intelligence artificielle (IA), la rétention clients ou les relations presse média, et des coachings individuels en matière de management, de stratégie commerciale ou de levée de fonds, dilutive ou non.

Le WAI Paris se situe dans le centre de Paris, dans un immeuble de 1 600m² pouvant accueillir 100 postes de travail (facturés à 600 euros par mois par poste, programme inclus). « Nous avons recours à nos expertises et à des professionnels externes, précise Alexandra Rouchon-Levy, directrice de l'accélérateur, qui rajoute que « le programme est élaboré conjointement avec les fondateurs des startups pour



Alexandra Rouchon-Levy, Yasmine El Kassimi et la startup Sopht

répondre à leurs besoins au plus près, à l'instant T. De plus, nous nous appuyons sur tout un écosystème : nos clients grands comptes et des partenaires du groupe BNP Paribas, en particulier une cinquantaine de fonds d'investissement, auxquels nous présentons des startups lorsque celles-ci démarrent leur road show. » Autant de contacts qu'auraient du mal à avoir, seuls, ces jeunes dirigeants... Sans oublier que le WAI les invite également à des salons, de type Viva Technology ou Top Afep, pour ne citer qu'eux, afin de promouvoir leur innovation.

« La quinzaine de startups par promotion accélérée au WAI Paris est originaire de toute la France, voire d'autres pays européens. En régions, nos 100 chargés d'affaires dédiés à l'innovation sourcent les startups qui souhaitent être accélérées à Paris », enchaîne la directrice du WAI Paris.

“ La quinzaine de startups par promotion accélérée au WAI Paris est originaire de toute la France, voire d'autres pays européens. En régions, nos 100 chargés d'affaires dédiés à l'innovation sourcent les startups qui souhaitent être accélérées à Paris. ”

PUBLI COMMUNIQUÉ

Les candidatures doivent répondre à certains critères : une première levée de fonds en amorce réalisée, avoir des clients B2B et un projet à forte dimension technologique. L'accélérateur est multi-sectoriel et aborde donc toutes les verticales de la tech. Le WAI Paris reçoit des centaines de demandes par an. A la suite d'un comité de sélection, les candidatures retenues rejoignent l'accélérateur en fonction des départs des startups qui ont terminé le programme.

De multiples réussites

Depuis 10 ans qu'il est en place, le programme a accéléré quelque 150 startups et permis de lever plus de 600 millions d'euros. La directrice du WAI Paris est particulièrement fière de certaines réussites, dont Shippeo, Swan et Extrality. La première, accélérée au démarrage du WAI et spécialisée dans l'optimisation des transports de marchandises, est aujourd'hui présente dans 30 pays et emploie plus de 200 personnes. La deuxième, une fintech lancée en 2019, est positionnée sur le marché des services bancaires intégrés. Les entreprises clientes de Swan peuvent dynamiser leur activité en y ajoutant des services, dont une carte de paiement, à leur marque. Swan traite actuellement près de 1,5 milliard d'euros de transactions par mois, pour plus de 150 entreprises. Elle vient, en janvier dernier, de réaliser un tour de table de 42 millions d'euros (ce qui porte le montant total levé à 100 millions d'euros) pour se développer davantage en Europe. Enfin, la troisième, la deeptech Extrality, fondée en 2019, a développé une plateforme visant à offrir une simulation numérique rapide, alimentée par l'IA. De quoi révolutionner le design industriel dans divers secteurs, dont le spatial et l'automobile. Signe de reconnaissance, la jeune pousse a été rachetée en 2023 par l'Américain Ansys...

Le groupe BNP Paribas, qui a fêté, le 10 avril dernier, les 10 ans du WAI Paris, n'a pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin. Au contraire, il s'est fixé de nouveaux objectifs : accompagner 5 000 entreprises innovantes en France à horizon 2030 et doubler le nombre de startups soutenues dans l'IA d'ici 2028.

Retrouvez toutes les actualités sur LinkedIn Wai by BNP Paribas

Au cœur du renouveau de McLaren

Le retour au premier plan de la légendaire écurie anglaise doit beaucoup à l'ingénieur italien Andrea Stella, formé chez Ferrari.



Les McLaren de Lando Norris et Oscar Piastri au GP du Japon, le 6 avril.

FRANCK ROBICHON/EPA VIA MAXPPP

FORMULE 1

STÉPHANE COLINEAU

SIMPLE CLIN D'ŒIL du destin ? La vocation d'Andrea Stella est née au début des années 1970 lorsqu'il a assisté à la course de côte d'Orvieto, petite commune d'Ombrie posée au sommet d'une colline, mettant aux prises des Fiat 500 survitaminées. À peu près au même moment, 1500 kilomètres plus au nord, McLaren commençait à écrire sa légende, avec un premier titre mondial (Emerson Fittipaldi en 1974). Un demi-siècle plus tard, les deux histoires ne font plus qu'une.

L'Italien est devenu le directeur d'équipe de la vénérable écurie anglaise, leader des championnats pilotes et constructeurs avant le sixième Grand Prix de la saison, le week-end prochain à Miami (États-Unis). Oscar Piastri et Lando Norris occupent même les deux premières places. L'Australien et l'Anglais sont favoris pour donner un coup d'arrêt au règne de Max Verstappen (Red Bull), lauréat depuis 2021. La suite logique d'une année 2024 qui a vu McLaren décrocher le titre constructeur.

Cette perspective à l'avantage de plaire à toutes les générations de fans. « *Celle qui consomme la formule 1 comme une série Netflix est contente d'avoir de la nouveauté, décortique Franck Montagny, ancien pilote et consultant pour Canal+. Celle de mes parents est heureuse de revoir l'écurie de Prost et Senna au premier plan.* » Comme le football a révéralé le Brésil 1970 ou le tennis le duel Federer-Nadal, l'histoire de la F1 s'est nour-

rie de l'équipe McLaren de la fin des années 1980, emmenée par une monoplace rouge et blanc légendaire, et le plus grand duel de virtuoses que la discipline ait connu. Il n'y a pas eu que cette période dorée.

En soixante-deux ans d'existence, cette écurie de puristes fondée par le pilote néo-zélandais Bruce McLaren, mort sur un circuit sept ans après la création de celle-ci, a cumulé douze titres pilotes et neuf constructeurs. Mais avant son récent retour en grâce (et en orange), elle courait après depuis 2008 et le sacre du tout jeune Lewis Hamilton. Dans l'Histoire, seul le plus prestigieux des constructeurs a remporté davantage de courses que McLaren (193) : Ferrari (248), qui cherche également à renouer avec son glorieux passé.

“

Construire une voiture n'est pas le plus dur. Ce qui est compliqué, c'est de la faire fonctionner

L'ancien pilote
Franck Montagny

Et c'est logiquement à Maranello, l'antre de la Scuderia, qu'Andrea Stella a lancé sa carrière. Avant d'en pousser les portes, il a étudié les CV des ingénieurs maison, presque tous diplômés en aérospace. Il a étudié la discipline à Rome. Au sein de Ferrari, il a continué à apprendre sous les ordres de grands dirigeants tels Jean Todt ou Stefano Domenicali. Il a accompagné Michael Schumacher, Kimi Räikkönen et Fernando Alonso. Les deux premiers ont été sacrés, l'Espagnol a échoué d'un rien. C'est pour suivre ce dernier qu'Andrea Stella a rejoint McLaren en 2015.

Ingénieur respecté et connaisseur des pilotes, l'Italien a atteint le sommet sportif de la pyramide : *team principal* [directeur d'équipe], en décembre 2022. Sa nomination, dans un rôle éloigné de ses précédentes attributions, a surpris. Elle a même semblé prise en urgence par le directeur exécutif de McLaren, Zak Brown, pour



Andrea Stella.

comblant le départ soudain de l'Allemand Andreas Seidl vers Sauber. Mais le charismatique businessman américain – et ancien pilote – a visé dans le mille.

Discret sans être timide, Andrea Stella a entraîné l'écurie dans son sillage. La clé, souligne Franck Montagny : « *Construire une voiture n'est pas le plus dur. Ce qui est compliqué, c'est de la faire fonctionner. Pour ça, vous devez avoir mille personnes en phase avec vos idées.* » La manière dont le dirigeant a géré le début de saison 2024 a marqué le paddock : après des premières courses inquiétantes, il a impulsé une série d'évolutions pertinentes pour doper la monoplace, métamorphosée en quelques courses. Depuis, l'écurie prolonge cette dynamique en surfant sur l'organisation progressivement mise en place depuis sa prise de pouvoir.

Évidemment, l'Italien sait que la roue tourne vite en F1, et que la concurrence peut se montrer imaginative. Avant de débarquer en Floride cette semaine, Verstappen ne compte que 12 points de retard sur Piastri et 2 sur Norris. Mercedes et Ferrari disposent de monoplaces dont les performances ne sont pas si éloignées des McLaren. Quant à la saison 2026, théâtre de modifications réglementaires, elle s'annonce imprévisible. « *On est dans le brouillard, on sait juste que quand il y a un changement de ère il y a souvent changement de hiérarchie* », pointe Franck Montagny. C'est aussi une occasion pour Stella et McLaren d'entamer un nouveau règne. ■

Les carnets d'un sacré capitaine de route

Équipier de trois vainqueurs du Tour, Luke Rowe est le directeur sportif de Decathlon AG2R La Mondiale. En lice aujourd'hui sur Liège-Bastogne-Liège.

CYCLISME

MICKAËL CARON

LOUIS BARRÉ (Intermarché-Wanty), 6^e de l'Amstel Gold Race, et surtout Kévin Vauquelin (Arkéa-B&B Hotels), dauphin de Tadej Pogacar à la Flèche wallonne mercredi, ont joliment représenté le cyclisme français dans les épreuves ardennaises. Chez Decathlon AG2R La Mondiale, première équipe française au classement mondial par équipes en 2024, Bastien Tronchon a été le mieux classé (38^e et 18^e).

Cet après-midi à Liège-Bastogne-Liège, quatrième Monument de la saison, le coureur de 23 ans bénéficiera encore des conseils avisés de son directeur sportif, Luke Rowe. « *Bats-toi pour ta position, mais ne prends pas de risques inconsidérés car si tu finis sur le dos, tu ne seras pas utile à l'équipe* », lui rappelle le Gallois, marqué à vie par l'accident d'Egan Bernal, percuté par un bus lors d'un entraînement en 2022.

Froome, le plus exigeant

Le choc aurait pu « *tuer sur le coup* » le grimpeur colombien, vainqueur du Tour de France trois ans plus tôt. Au Giro à partir du 9 mai, Bernal devrait être en mesure de viser à nouveau le podium car il est revenu « *à peu près à son niveau* », observe Luke Rowe, qui a participé à sa conquête du maillot jaune en 2019. Le Britannique, équipier précieux, a vu trois leaders successifs chez Sky puis Ineos Grenadiers

remporter le classement général, pour cinq triomphes au total.

Le premier, Christopher Froome (2015, 2016, 2017), était le plus exigeant. « *Il tenait à se maintenir dans les dix premières positions du peloton chaque jour pendant les trois semaines* », se souvient celui qui était chargé de décourager les velléités des adversaires. Geraint Thomas, ancien pistard comme lui, était « *un peu plus détendu* ». Ce qui ne l'a pas empêché de rafler l'épreuve en 2018. Le dernier, Egan Bernal, était passé en une année de « *simple domestique* » pour sa découverte du Tour (15^e du général tout de même) à plus jeune vainqueur depuis 1909. La conclusion d'une ère de domination « *vraiment folle* » lancée en 2012 par la consécration de Bradley Wiggins.

Aux premières loges, Luke Rowe n'a pas oublié « *les moments de tension* » induits par la stratégie à deux leaders du patron de l'équipe, Dave Brailsford. Un homme a joué un rôle clé pour éviter que les prétendants à la victoire ne se bouffent le nez : le directeur sportif gersois Nicolas Portal, qui était l'un des personnages les plus appréciés de la caravane. « *C'est grâce à lui que nous n'avons pas eu de problèmes majeurs dans l'équipe* », soutient-il, ému à l'évocation de l'ami disparu en 2020.

Souvent en tête de peloton lors de ses huit participations au Tour, Luke Rowe avait des journées bien remplies. « *Dans ce rôle, explique-t-il, on réfléchit constamment, à sa propre équipe et aux autres.* » L'équipier le plus efficace est celui qui a une vue d'ensemble



Le vainqueur du Tour de France 2017, Chris Froome (à gauche), et Luke Rowe.

BENOIT TESSIER/REUTERS

« *de ce qui s'est passé et de ce qui va se passer* ». Une science de la course au bénéfice exclusif des autres.

Impressionné par Seixas

Lui qui compte cinq victoires chez les professionnels (dont trois en contre-la-montre par équipes) a connu la disgrâce de décrocher la lanterne rouge en 2017. En contrepartie de ses sacrifices, les leaders de l'équipe lui faisaient « *de plus en plus confiance* ». Tout comme Julian Alaphilippe a reconnu les mérites du « *tracteur* » Tim Declercq pendant ses années Quick-Step, Luke Rowe était très estimé. « *J'étais bon, oui, mais j'ai aussi commis de nombreuses erreurs* », tempère-t-il sans être capable d'en citer une pour autant.

De ces années de gloire par procuration, le trentenaire a tiré un récit, *Road Captain – My Life at the Heart of the Peloton*, qui sera publié début juin. L'écrivain débutant aura le temps d'en faire la promo, car il sera au repos pendant la Grande Boucle qui partira de Lille le 5 juillet. Ses dirigeants ont prévu de lui confier la stratégie d'une course de trois semaines en 2026. Il aura peut-être le plaisir de conseiller le champion du monde juniors du contre-la-montre, Paul Seixas. La « *next big thing* » du cyclisme tricolore. Un talent de 18 ans qui « *impressionne* » Luke Rowe et pourra bientôt se nourrir de l'expérience incomparable de ce « *DS* » qui a côtoyé tant d'étoiles. ■

EN VUE

Dicko dans le club des cinq

JUDO Romane Dicko a été sacrée championne d'Europe pour la cinquième fois, hier à Podgorica (Monténégro). Elle égale ainsi le record de Clarisse Agbegnenou et Audrey Tcheuméo. La Française de 25 ans, qui n'avait ramené que le bronze des Jeux olympiques de Paris 2024, a remporté sa finale des +78 kilos face à l'Israélienne Raz Hershko sur ippou au bout d'une minute et demie. En -78 kilos, Fanny-Estelle Posvite a décroché la médaille de bronze en battant Audrey Tcheuméo.

Quartararo, trois ans après

MOTOGP À la surprise générale, Fabio Quartararo (Yamaha) a arraché sa première pole position depuis mars 2022. Le champion du monde 2021 partira en tête du Grand Prix d'Espagne à 14 heures. Hier, après cette performance, le Français a chuté dans la course sprint, remportée par Marc Márquez.

Djoko deux de chute

TENNIS Novak Djokovic (5^e) a été éliminé dès son entrée en lice au 2^e tour du Masters 1000 de Madrid, un peu plus de deux semaines après avoir subi le même sort à Monte-Carlo. Le triple vainqueur du tournoi (2011, 2016, 2019) s'est incliné 6-3, 6-4 contre l'Italien Matteo Arnaldi (44^e).



TÊTE D’AFFICHE
Julia Piaton, l’actrice qui monte, est au générique de deux films cette semaine et bientôt à Cannes dans le nouveau Cédric Klapisch.
P.28



TENDANCE
Finis les années 1970, les créateurs de montres revisitent les décennies suivantes. Repérage au dernier Watches and Wonders, pour des poignets des plus stylés.
P.36-37



ÇA RESTE ENTRE NOUS
Qu’est-ce qui se cache derrière la désinvolture de Guillaume Durand ? L’amoureux des arts et des lettres nous dévoile les traumas qui ont forgé son rapport au monde.
P.39

INDIA LANGE/CHARLETTE STUDIO, SÉBASTIEN LEBAN POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

LA TRIBUNE
DIMANCHE



VINCENT CASSEL

« J’ai toujours été le mec des grands écarts »

CINÉMA

ARNO LAM/CHARLETTE STUDIO

Déroutant dans le thriller macabre « Les Linceuls », l’acteur se confie sur sa collaboration avec David Cronenberg, son père, son Brésil...

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXIS CAMPION

L’il penche vers la soixantaine déjà, et plutôt en beauté. Avec son physique d’acrobate et sa gueule creusée, Vincent Cassel a su cultiver un style à part dans le cinéma français et même international, comme on le vérifie aujourd’hui avec *Les Linceuls*, du maître canadien David Cronenberg, où il joue un businessman acquis aux technologies les plus avancées mais soudain confronté à des hypothèses complottistes déstabilisantes... Au même

moment, sur Netflix, on le retrouve en DJ ringardisé malgré lui dans la comédie *Banger* avec Laura Felpin. Il nous répond depuis le Brésil, où il a vécu cinq ans et où il séjourne actuellement du côté de Rio avec sa compagne, la mannequin Narah Baptista, et leur bébé de 3 mois, Caetano. L’acteur nous annonce au passage deux projets excitants. Il se glissera bientôt dans la peau d’un chef de la BRI confronté aux attaques du Bataclan, sous la direction d’Asghar Farhadi auprès de Virginie Efira et d’Isabelle Huppert, et il jouera en fin d’année dans le prochain *Ladj Li*, produit par Dimitri Rassam, consacré au père métis d’Alexandre Dumas...

Qu’avez-vous ressenti en découvrant le scénario des *Linceuls*, que Cronenberg qualifie lui-même de « macabre, pervers et grotesque » ?

J’ai d’abord ressenti le poids de la mort, de la disparition de l’être cher. À la deuxième lecture, j’ai commencé à me marrer, à y voir un côté comédie... David m’a alors confirmé qu’il y aurait des moments légers. Quoi qu’il en soit, quand on participe à un film, c’est toujours très difficile de le voir pour ce qu’il est réellement, surtout celui-ci avec son côté décalé et ses extrapolations déroutantes, toutes les hypo-
(suite page 26) ►►

CINÉMA



Dans « Les Linceuls », Vincent Cassel (Karsh) et Diane Kruger, qui incarne trois personnages (Becca, Terry et Hunny).



SOPHIE GRADUOPYRAMIDE FILMS

DEUIL ET COMLOT



Veuf inconsolable, Karsch invente un genre de cimetière high-tech inédit où les vivants peuvent se connecter à tout instant aux corps de leurs proches enterrés et suivre l'état de décomposition des corps! Quand plusieurs tombes dont celle de son épouse sont vandalisées, cherchant à comprendre, il se confronte à des hypothèses plus ou moins farfelues ou inspirantes tour à tour médicales, politiques, géostratégiques... Quelque part entre deuil et complot, thriller high-tech et farce macabre, David Cronenberg triture notre imaginaire du côté d'une sensualité ténébreuse dont il a le secret, froide, malsaine, aseptisée. Chemin faisant, les bavardages de ses protagonistes, tous impeccables, nous embarquent dans un jeu de dupes délibérément insaisissable, feutré, pavé d'ombres qui tantôt enchantent et tantôt laissent de marbre. ALC.

Les Linceuls, de David Cronenberg, avec Vincent Cassel, Diane Kruger, Guy Pearce, Sandrine Holt. 1h 59. Sortie mercredi.

thèses complotistes énoncées par les personnages. Même si, bien sûr, le vrai sujet c'est ce qu'on fait quand on est seul et qu'on n'accepte pas sa mort.

La singularité de Karsch, votre personnage, c'est d'être à la fois un double de David Cronenberg et un pur fantôme. Comment avez-vous appréhendé cette dimension?
Bien sûr j'étais flatté, sauf qu'au début je n'ai pas bien compris pourquoi moi. Et, puisque c'est joué en anglais, pourquoi pas plutôt Viggo Mortensen? Ce n'est qu'en arrivant sur le plateau que j'ai fini par admettre ma ressemblance troublante avec David. Je ne l'avais pas du tout discernée auparavant. Je ne suis pas sûr que lui non plus, d'ailleurs. Mais il faut croire que c'est frappant et que ça s'est accentué au fil du tournage. Une fois, ma coach, alors que j'étais endormi sur un sofa en attendant des réglages techniques, m'a carrément pris pour lui. On a ri et on s'est rendus à l'évidence que ça fonctionnait bien, qu'une espèce de mimétisme s'opérait. Au fond, ce film est à la fois autobiographique et complètement délirant. Toute la technique que Karsch déploie pour ne jamais quitter sa femme alors qu'elle est morte, c'est de la science-fiction, bien sûr.

Cronenberg met en scène l'avènement d'un monde de surveillance gagné par les intelligences artificielles et les théories du complot. Est-ce que cela vous rend parano? Êtes-vous perméable à ces théories?

Dans ce monde saturé d'informations et de contre-informations, ce que j'ai appris, c'est qu'il ne faut pas écouter seulement ce qu'on dit à la télévision. Quand on regarde un peu le cours de l'Histoire et des avancées technologiques, on se rend bien compte que les vraies motivations des hommes sont souvent bien loin des mouvements humanistes affichés. J'en arrive parfois à me dire qu'il faut d'abord se demander à qui tout cela profite. Je fais attention au mot « complot » quand il sert à marginaliser toute idée qui n'irait pas dans le sens du *mainstream*. Tout ce qui est fou n'est pas forcément faux et on a parfois tendance à tout mettre dans le même panier. En ce qui concerne l'IA, bizarrement, moi, ça me fascine plus que ça ne me fait flipper. Je vois ça comme un outil.

Comment Cronenberg vous dirige-t-il?

C'est notre troisième collaboration mais on ne se parle presque jamais en dehors de nos rencontres professionnelles. En tournage, il me parle peu. Depuis le premier film – *Les Promesses de l'ombre* –, c'est comme ça. Sur *Les Linceuls*, il m'a parfois repris sur mon accent anglais afin que je ressemble plus à un Canadien de Toronto et surtout que je respecte son texte à la virgule près. Mais c'est à peu près tout, et il me laissait très libre. À tel point, même, que Diane Kruger en était parfois inquiète! Je crois beaucoup à cette phrase un peu toute faite qui dit que « la meilleure direction d'acteur, c'est le casting ». Car au-delà du travail, il y a aussi ce qu'on dégage, ce qu'on est et représente en tant qu'acteur. Et quand un cinéaste de cet acabit saisit cela et sait que ça va servir son histoire, il faut s'y abandonner, faire confiance.

Votre naturel un peu nerveux et votre phrasé connu pour être rapide et saccadé sont pourtant loin du personnage imaginé par Cronenberg!

C'est vrai, David a une voix très suave qui ne monte jamais dans les tours alors que moi, je suis un mec qui s'emballe. Il y a même des gens qui sont persuadés que je suis constamment sous cocaïne... Du coup, je me suis collé à lui et raccroché à quelques détails comme un regard, une moue. Le film a un côté très mental mais sur le plateau, au contraire, c'était un travail très sensoriel.

Savez-vous ce que vous voulez pour votre mort, la mise en terre ou l'incinération?

J'aimerais mourir épuisé de la vie, fracassé de fatigue. Un peu comme quand on a passé une

« J'aimerais mourir épuisé de la vie, fracassé de fatigue »

grosse soirée, ce qui m'arrive de moins en moins, je dois avouer! En ce qui concerne mon corps, je ne me pose pas trop la question mais je le verrais bien incinéré, avec mes cendres balancées dans la mer, sûrement au Brésil. Mon père est enterré mais, alors que je pense très souvent à lui, je ne vois pas la nécessité d'aller sur sa tombe.

Vous lui ressemblez de plus en plus...

À un point que vous n'imaginez même pas. Le tournant, ça a été sur *Mesrine*, rôle pour lequel j'avais pourtant pris 25 kilos, mis des lentilles et des trucs dans la bouche, teint mes cheveux. J'étais totalement transformé. Mais quand j'ai découvert le film, je le voyais partout.

Jean-Pierre Cassel avait un talent pour la danse et une dimension internationale, tout comme vous aujourd'hui... Qu'avez-vous appris de lui?

Beaucoup de ce qu'il m'a dit et de ce qu'il avait raté. Au point que je me suis lancé en partie en réaction. Mon père, fils d'un médecin de quartier, était émerveillé d'avoir pu faire le métier d'acteur. Il ne cessait de dire merci. Il n'empêche, sa carrière s'était étiolée, il s'est senti mis de côté. Du coup, moi, j'avais en tête qu'il me fallait un plan B, un autre métier possible comme restaurateur ou ostéopathe, au cas où ça ne marcherait pas... Mais surtout, j'ai démarré en pensant qu'il ne fallait pas dire merci ni s'identifier à la grande famille du cinéma ou aux Césars. Je me suis positionné comme mon propre moteur, de sorte à devenir le métier plutôt que de m'y adapter. Les prix, ce n'est pas important. Ce qui compte le plus, c'est de faire des films dont les gens se souviennent.

Quand vous impliquez tout votre corps dans vos rôles, cela vient de lui?

Et de l'un de mes premiers profs de théâtre, qui disait: « *Tant que ton sentiment n'est pas dans tes pieds, c'est que c'est faux.* » Je continue de le penser. C'est le corps qui emmène l'esprit. Il est fondamental de s'impliquer tout entier pour expérimenter pleinement une situation. La pratique de la danse et de la capoeira m'a bien aidé. Aujourd'hui j'ai l'âge que j'ai et je le sens passer, mais je sais aussi que si après 50 ans t'as mal nulle part quand tu te réveilles, c'est que t'es mort!

Dans un tout autre genre, on vous découvre en ce moment en DJ sur Netflix dans *Banger*, une comédie sur le milieu de la musique électro... Vous êtes-vous inspiré de votre frère, le rappeur Rockin' Squat (Mathias Cassel)?

Pas du tout. Déjà, mon frère n'est pas DJ, et moi, je ne suis pas très électro non plus. Mais j'ai toujours été le mec des grands écarts et, bizarrement, je me reconnais autant dans la détresse d'un Karsh que dans la ringardise d'un DJ Scorpex. Personnage que j'ai sans doute, malgré moi, plus teinté hip-hop qu'électro, car il est vrai que ma musique de jeunesse c'était le rap.

Et c'est quoi, votre musique, aujourd'hui?

La musique brésilienne. Son incroyable diversité me fascine, l'évidence des rythmes, la qualité des mélodies, la profondeur des paroles... Tout ce qui me manque terriblement dans le hip-hop actuel dès lors qu'il n'est plus qu'attitude et posture gangsta! Écoutez donc Caetano Veloso, João Gilberto, Luiz Bonfá, Tom Zé, Hermeto Pascoal, c'est fou tout ce que ça raconte.

Pourquoi le Brésil vous touche-t-il tant?

Ça fait si longtemps que j'y vais, quarante ans déjà, les raisons ont dû changer en cours de route. Il y a la beauté du pays, sa grandeur... Il y a aussi une façon d'appréhender l'existence et de tracer sa route, que les Brésiliens appellent le *jeitinho* ou la *ginga*. C'est une sorte de swing, une façon de rester ludique, prendre du recul et ne pas se poser en victime, même quand c'est la merde. C'est bien utile, et quand on aime ce pays, comme moi et mes filles, on finit par l'attraper. ■

Dans la comédie Netflix « Banger », Vincent Cassel interprète le rôle d'un DJ ringard.



NETFLIX

Double jeu à la Chapelle

Survitaminé et sensible à la fois, « Little Jaffna » séduit par son ambition narrative et ses audaces stylistiques.

AURÉLIEN CABROL

★★★★☆

Quartier de la Chapelle à Paris, au cœur de la communauté tamoule. Michael est un jeune policier qui infiltre le groupe criminel dirigé par Aya, proche des militants séparatistes du Sri Lanka. Au cours de rendez-vous très secrets, il transmet les précieuses informations qu'il récolte à Chloé, agent de la DGSI. Orphelin, il vit chez sa grand-mère, qui sait tout de sa double vie. C'est le point de départ de *Little Jaffna*, de Lawrence Valin, qui interprète également et avec talent le rôle principal.

On pouvait craindre un énième film d'infiltré façon Scorsese dans le meilleur des cas, mais l'ensemble va plus loin qu'un simple thriller efficace. Notamment parce qu'il prend soin de décrire avec minutie et intelligence un milieu, un groupe humain et son décor au quotidien. Le film opère une véritable plongée dans une cité parisienne avec ses problématiques religieuses, culturelles et sociales, mais également politiques en raison de l'instabilité au Sri Lanka. Avec également ses petits commerces, lieux de rencontres, d'échanges ou de chantages en tout genre. Le banal toit-terrasse d'un immeuble devient ainsi comme le centre du monde, tour à tour tribunal populaire, lieu de fête et centre de commandement.

Le tout tenu par une société clanique, communautariste et masculine hyper hiérarchisée aux règlements implacables, tenue par le redoutable Aya, une sorte de « parrain » inflexible et violent qui règle les problèmes à coups de batte de baseball en bois. Et au milieu, une histoire d'amour impossible façon *Roméo et Juliette*. Mais Lawrence Valin, acteur



GUY FERRANDIS ZINC

jusque-là et dont c'est le premier film comme réalisateur, sait prendre de salutaires distances avec les codes du genre, sans les oublier pour autant quand il insiste sur les relations amoureuses, familiales ou professionnelles de son protagoniste. Le film atteint alors sa véritable dimension dramatique, à travers un propos choral dans lequel se mêlent différentes préoccupations individuelles et collectives. Côté esthétique, *Little Jaffna* fait référence avec

bonheur aux superproductions tamoules peu connues en France, en recourant au grand format du Scope, aux musiques trépidantes et aux vêtements chamarrés. C'est dans ce cadre codifié que s'inscrit donc le très complexe personnage principal, sans cesse tiraillé entre ses origines (son père est considéré comme un héros de la lutte des Tigres tamouls), son devoir de policier et sa double identité franco-tamoule notamment. ■

L'esthétisme de ce thriller rappelle les superproductions tamoules.

Little Jaffna, de Lawrence Valin, avec lui-même, Puviraj Raveendran, Marilou Aussilloux. 1h 40. Sortie mercredi.



LACID FILMS

AU FEU! ★★★★★

Le titre du documentaire de Mona Convert est pour le moins trompeur, mais c'est assurément une provocation malicieuse: *Un pays en flammes* n'est en rien la description d'une nation à feu et à sang prise dans les convulsions d'une révolution sociale. Il n'est question ici que d'inoffensifs et festifs feux d'artifice et de la façon dont une famille de maîtres artificiers des Landes les invente et les met en œuvre au quotidien. La cinéaste déroule une superbe réflexion sur les lumières

qui nous entourent et leur diversité: sans âme et seulement utiles quand il s'agit de celles des écrans ou des lampes de nos bureaux, réjouissantes et enthousiasmantes quand elles se déclinent, comme ici, en spectacles multicolores et pour tout dire profondément magiques. Portées par les envoûtantes musiques de Bernard Lubat et Fabrice Vieira, les images se révèlent tour à tour singulières, vibrantes et mystérieuses, donnant au film une dimension proche du merveilleux. On est fasciné par cette figure d'artificier tout droit sorti du *Magicien d'Oz* et qui teste des fusées dont il est lui-même la rampe de lancement exploratoire. On est saisi par tant de beautés lumineuses et nocturnes obtenues grâce à un soin minutieux, un sens permanent du danger et une sensibilité artistique sans cesse aux aguets. Mona Convert, plasticienne devenue cinéaste, signe un premier film aux allures de poème incandescent dans tous les sens du terme. A.U.C.

Un pays en flammes, de Mona Convert. 1h10. Sortie mercredi.



MELENTIO

L'ÈRE DU DOUTE ★★★★★

Avec *Ce Nouvel An qui n'est jamais arrivé*, le cinéaste roumain Bogdan Muresanu signe un premier long-métrage en forme de tragi-comédie ironique et réjouissante à la fois.

Il s'inscrit dans cette veine nationale qui n'en finit pas d'explorer pour le grand écran les arcanes de la révolution roumaine. Cette fois, l'action se déroule en décembre 1989, alors que le régime du dictateur Ceausescu vit ses dernières heures. Caméra à l'épaule, le cinéaste filme six personnages non en quête d'auteur comme chez Pirandello, mais plutôt en quête de sens quand tout semble se déliter autour d'eux. Émotion et rire sont alors au programme, au service d'un propos qui jusqu'au bout ménage une forme de suspense. Mais ici personne n'est vraiment dupe, c'est le propre d'une révolution faussement glorieuse et vraiment incertaine. Le film en est le très talentueux reflet. A.U.C.

Ce Nouvel An qui n'est jamais arrivé, de Bogdan Muresanu, avec Adrian Vancica, Nicoleta Hâncu. 2h18. Sortie mercredi.

Sous le haut patronage de

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République française

Sa Majesté le Roi Mohammed VI
Roi du Maroc

Un événement

LA TRIBUNE LA TRIBUNE LA METROPOLE
AFRIQUE AFRIQUE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

FORUM

EUROPEAFRIQUE

INNOVONS ENSEMBLE

Mehdi HOUAS
Président de TALAN

Donia KAOUACH
Présidente des Leaders pour la Paix

Sandra KASSAB
Directrice du Département Afrique de l'Agence Française de Développement

Abdessamad KAYOUH
Ministre du Transport et de la Logistique du Maroc

Bestine KAZADI
Ministre déléguée en charge de la coopération internationale et francophonie de la RDC

Ryad MEZZOUR
Ministre de l'Industrie & du commerce du Maroc

Samira SITAÏL
Ambassadeuse de Sa Majesté le Roi du Maroc en France

Martine VASSAL
Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence

INSCRIPTION ET INFORMATIONS

6 MAI 2025
MARSEILLE • PALAIS DU PHARO

En partenariat avec

Afrique AFD AFRIQUE AFRIQUE CASABLANCA FINANCE CITY CO-AIX MARSEILLE PROVENCE CMA CGM EGAD MOROCCO NOW OCP PROMETHÉE PROPARCO TANGER MED SPECIAL AGENCY TNP

TÊTE D'AFFICHE

AUX VOLEURS!



Depuis 1911 et le vol de *La Joconde* au musée du Louvre, on n'avait pas vraiment fait mieux dans le genre audacieux: en 2010, cinq toiles signées Picasso, Matisse, Modigliani, Léger et Braque furent dérobées au musée d'Art moderne de Paris. Le nouveau film de Dominique Baumard s'inspire très fidèlement de ce cambriolage, au point qu'on se demande par quelle ironie figure au générique la mention « *d'après une idée d'Olivier Bouchara et Dominique Baumard* ». Car l'idée en revient aux trois vrais braqueurs dont le film retrace les exploits, sans rien cacher de leur incroyable amateurisme. Avec un tel scénario, on pouvait aboutir soit à un chef-d'œuvre de comédie policière, soit à un bijou de film de braquage, tendance *Ocean's Eleven*. Hélas, malgré un casting mené tambour battant par Julia Piaton et Melvil Poupaud, Cela ne fonctionne pas vraiment, et pour finir c'est le spectateur qui se sent quelque peu volé. ■

AURÉLIEN CABROL

Les Règles de l'art, de Dominique Baumard, avec Melvil Poupaud, Sofiane Zermani, Julia Piaton. 1h34. Sortie mercredi.

Mélanie (Julia Piaton) et Benjamin (Quentin Dolmaire) en road-trip vers une maison close.



CHRISTOPHE BRACHE/YPATHÉ

L'envol de Julia Piaton

L'actrice est au générique de deux films en salles cette semaine. Bientôt sur la Croisette avec le dernier Cédric Klapisch, l'actrice a parcouru bien du chemin depuis « Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ? ».

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARC-AURÉLE GARREAU

En ce matin du dimanche de Pâques, Julia Piaton est sur la route. Plus précisément, elle est aux Sables-d'Olonne pour présenter *Une pointe d'amour*, première réalisation de Maël Piriou, une jolie romance dont elle tient le premier rôle, celui d'une femme atteinte d'une maladie incurable et qui veut enfin découvrir l'amour. À 40 ans, l'actrice, mère de deux jeunes garçons, vit une année où elle prend toute la lumière. Avant *Une pointe d'amour* et *Les Règles de l'art*, en salles ce mercredi, on l'a ainsi vue dans *Le Secret de Khéops* avec Fabrice Luchini puis dans *Le Mélange des genres* de Michel Leclerc. Et se profile maintenant la montée des marches du Festival de Cannes, en tête du casting flamboyant composé par Cédric Klapisch pour *La Venue de l'avenir*. Depuis *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?* en 2014, sa nomination au César du meilleur espoir féminin en 2021 pour *Les Choses qu'on dit, les choses qu'on fait* et le succès des *Petites Victoires* en 2023, Julia Piaton, fille de Charlotte de Turckheim, a fait du chemin et s'est fait un nom. Un nom sur lequel on monte désormais des films, celui d'une actrice à la voix joliment voilée, constamment sur le fil d'une brisure, et à laquelle on confie aujourd'hui la complexité et la profondeur de premiers rôles captivants.

Vous incarnez dans *Une pointe d'amour* une femme qui souffre d'une maladie incurable. Qu'est-ce qui vous a séduit dans ce projet ?
L'écriture de Maël Piriou, une écriture très sensible. Il a une manière étonnante de faire entrer ses personnages dans le thème du handicap. Ce sujet constitue le point de départ du film, mais ne le résume pas. Ces protagonistes sont certes en situation de handicap, mais c'est leur histoire d'amour qu'on va découvrir. Il n'y a aucun pathos et beaucoup d'estime et d'intelligence dans le regard de Maël, parce qu'il écrit des êtres avec qui il voudrait être ami.

Comment vous êtes-vous préparée pour ce rôle ?
Avec Quentin Dolmaire, qui joue Benjamin, on a eu un mois et demi pour se préparer. On a travaillé avec le chorégraphe Hamid Allouache, ancien danseur à l'Opéra de Paris, lui-même en fauteuil roulant, ainsi que dans un centre de rééducation. Et sur le tournage, nous étions accompagnés tous les jours par des ergothérapeutes.

***Une pointe d'amour* est déjà votre quatrième film présenté cette année !**
Oui, c'est dingue. C'est un hasard du calendrier si ces films sortent en l'espace de deux mois. Mais je suis extrêmement heureuse d'être là et de me faire la porte-parole de ces projets.

Trois de ces quatre films sont des premières réalisations. Éprouvez-vous un attrait particulier pour les premiers films ?
Oui. Avoir la chance de faire partie d'un premier film, c'est inoubliable, comme ça l'est pour son réalisateur ou sa réalisatrice. Qu'il s'agisse de Barbara Schulz, Dominique Baumard ou Maël Piriou, c'est l'avènement de quelque chose de très important pour eux. Pouvoir les accompagner, vivre l'aventure ensemble, c'est une grande chance pour un acteur. Il y a de la créativité, de la générosité, et aussi l'innocence de la première fois. C'est un saut dans le vide, et je suis très admirative du fait d'oser « se dire au monde »,



INDIA LANGE/CHARLETTE STUDIO

d'oser se montrer. C'est un moment où il y a une grande peur, et en même temps il n'y a peut-être jamais eu autant de désir.

Vous êtes aussi au casting du nouveau film de Cédric Klapisch, qui sera présenté hors compétition à Cannes.
J'en suis fière et je suis très heureuse pour Cédric Klapisch. C'est une première pour lui



On n'a pas de prise sur le désir de l'autre, alors plane toujours cette question: « Vais-je être choisie ? »

à Cannes. J'ai eu des camarades de jeu – Vincent Macaigne, Zinedine Soualem et Abraham Wapler – avec qui j'ai adoré jouer. Tournier au Havre les cheveux au vent, à la poursuite d'un tableau impressionniste, c'était comme un rêve. Cédric a une disponibilité, une sensibilité, une gentillesse et un enthousiasme débordants, comme si c'était une première fois, comme s'il se rendait compte à chaque instant de la chance que c'est de pouvoir faire un film !

Onze ans après *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?*, votre place dans le cinéma a changé. Comment vivez-vous cette reconnaissance ?
Je mesure que j'ai beaucoup de chance en ce moment parce que je fais des projets qui me passionnent, en tant que spectatrice et citoyenne. Ce qui n'était pas forcément le cas il y a cinq ou dix ans. Mais je reste terriblement anxieuse. On n'a pas de prise sur le désir de l'autre, alors plane toujours cette question: « Vais-je être choisie ? » Après, ces rôles qui me sont maintenant proposés, ça ne m'est pas tombé dessus comme ça. Les choses arrivent avec le travail, la patience, et aussi l'envie de se rapprocher de ceux qu'on admire.

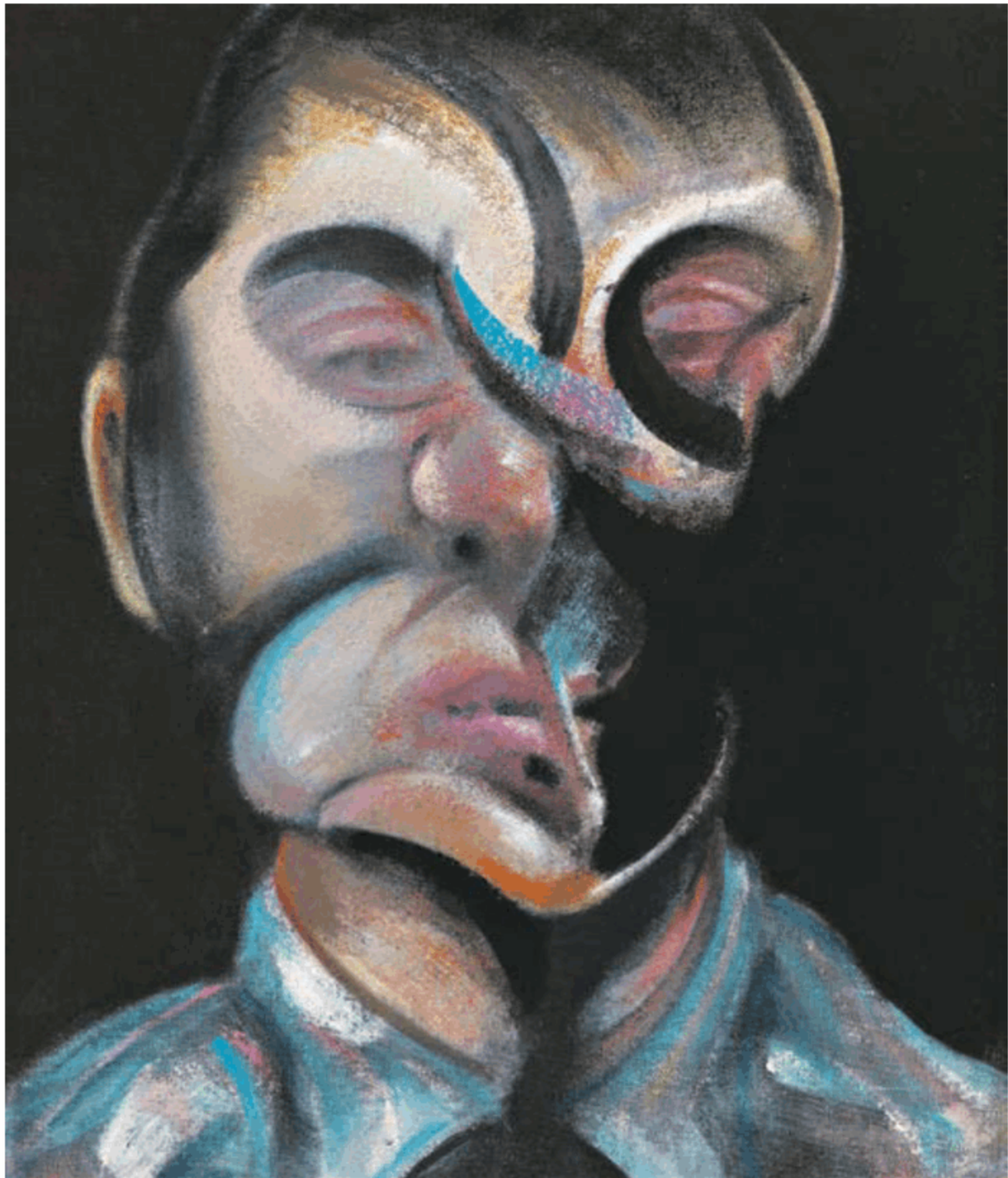
Ce travail consistait-il à se rendre désirable au-delà du registre de la comédie ?
J'adore la comédie, mais j'ai travaillé dur pour élargir la gamme. La nomination au César puis le succès des *Petites Victoires* m'ont aidée. Ça m'a donné comme de la colonne vertébrale, avec cette sensation de se renforcer à l'intérieur de soi. Quand on est acteur, on bascule en permanence. Je pense souvent à cette formule: la confiance en soi se remplit goutte à goutte mais elle peut s'en aller d'un coup. C'est tellement vrai dans ce métier. Il faut donc essayer de trouver une structure. Ça n'engage que moi, et je me garderai bien de recommander ou pas de faire des enfants mais, depuis que je suis devenue mère, ça m'a donné une force. Et ça aide à relativiser: quoi qu'il m'arrive dans la vie, j'ai mes deux fils ! ■

L'AMOUR EN ROUE LIBRE ★★★★★

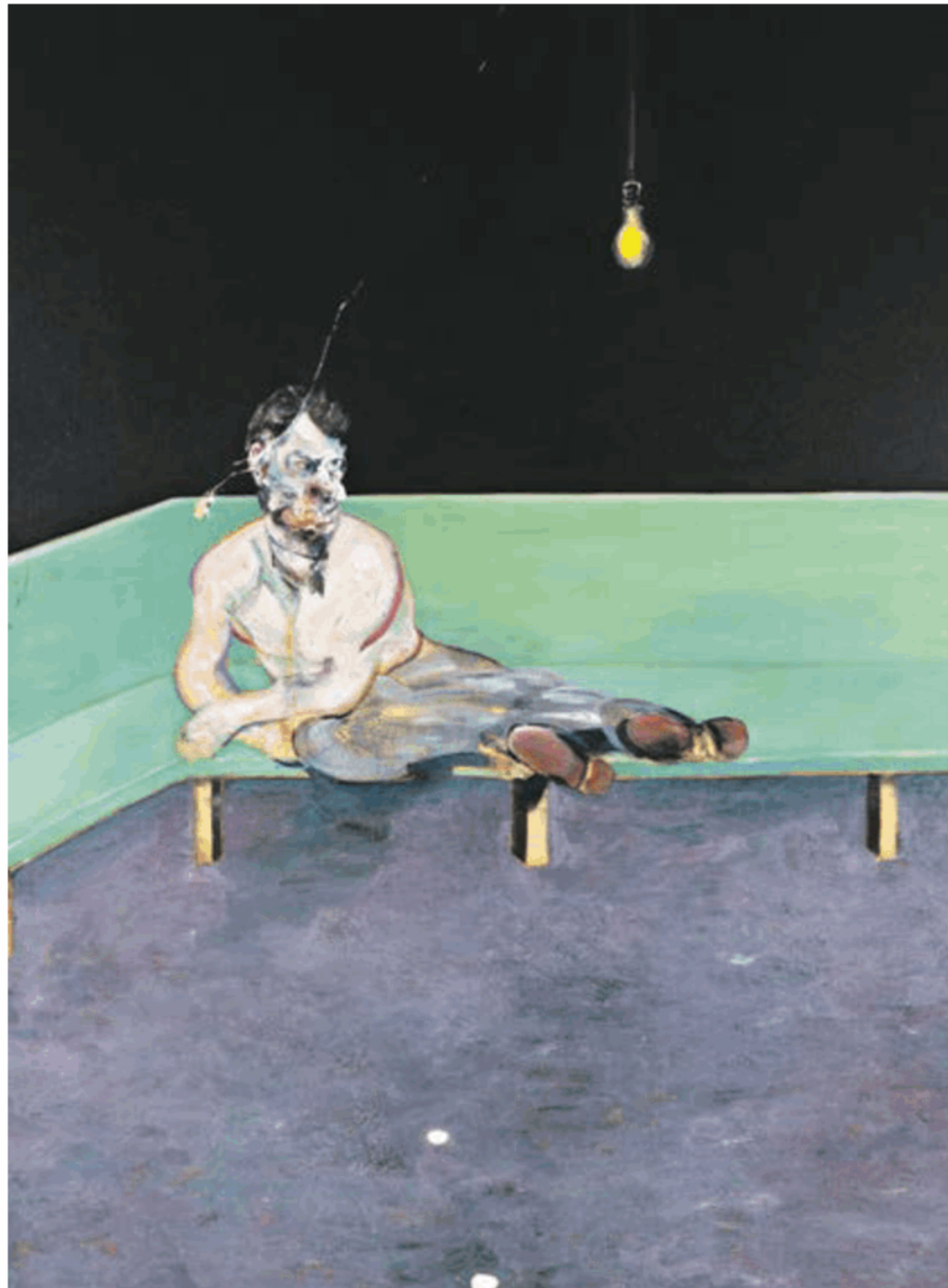
Mélanie et Benjamin, amis d'infortune, partagent plusieurs choses. D'abord une profession: celle d'avocat. Ensuite, une situation: ils sont tous les deux en fauteuil. Enfin, une tristesse intime: celle de n'avoir jamais fait l'amour. Et pour Mélanie, atteinte d'une maladie incurable, le temps est de plus en plus compté... Déterminée à connaître enfin ce frisson, elle embarque Benjamin dans un road-trip vers une maison close en Espagne, pour lequel ils s'installent à l'arrière de la camionnette brinquebalante de Lucas (Grégory Gadebois), petit délinquant dont la sympathie n'a d'égale que son absence de manières. Pour son premier long-métrage, Maël Piriou aborde avec délicatesse le sujet de la sexualité en situation de handicap. Si sa mise en scène reste classique, ce joli film se distingue par la justesse de son écriture, ainsi que par son trio de personnages complexes et irrésistiblement attachants. M.-A.G.

Une pointe d'amour, de Maël Piriou, avec Julia Piaton, Quentin Dolmaire, Grégory Gadebois. 1h24. Sortie mercredi.

THE ESTATE OF FRANCIS BACON/2025 PROLITTERIS, ZÜRICH



« Autoportrait », 1972. Huile sur toile, The Lewis Collection.



« Étude pour un portrait de Lucian Freud », 1964. Huile sur toile, The Lewis Collection.

THE ESTATE OF FRANCIS BACON/2025 PROLITTERIS, ZÜRICH/CHRISTIE'S/BRIDGEMAN IMAGES

HISTOIRES D'ART

PAR
DANIEL
SCHICK

Francis Bacon, le goût du malheur

Voyage à Martigny, en Suisse, à la découverte de l'œuvre puissante et dérangement du peintre anglais considéré comme un des plus grands portraitistes de l'Histoire.

D irection Bacon. Dès la sortie de l'autoroute qui conduit vers Martigny, dans le Valais Suisse, Bacon est mentionné partout. Un peintre maudit indiqué comme un lieu-dit. Au-dessous des panneaux d'indication de la ville, sur les devantures des commerces jusqu'à celle d'un restaurant de steaks avec Bacon collé sur la vitrine. On sourit. Ensuite, on ne sourit plus. Au fin fond de la vallée, une trentaine d'œuvres du maître anglais racontent les fins fonds troublés de l'âme humaine. Bacon est célèbre comme le sont Turner, Blake, Gainsborough, Burne-Jones et Hockney*, son presque contemporain (vingt-huit années de moins que lui). Si comparaison n'est pas raison, difficile cependant de ne pas la faire. Hockney a choisi d'être heureux, de prolonger une enfance épanouie. Bacon a fréquenté amis et amants qui ont mal, voire font mal. Ils prolongent une enfance terrible. Sa mère, grande mondaine, ne s'occupe pas de lui. Son père le déteste et le fait battre. Privé d'amour, Francis Bacon n'est pas considéré, jamais regardé. Il ne cessera ensuite de vouloir l'être, comme les personnages qu'il peindra.

Bacon est né en Irlande en 1909. Il a 4 ans quand la Première Guerre mondiale commence. Alors qu'il a une dizaine d'années, il vit la guerre civile opposant les Irlandais pro-Londres et les Irlandais indépendantistes. Il voit le sang couler. Il entend les blessés gémir. Et encore la guerre. Il a presque 30 ans lorsque le second conflit mondial éclate. La violence, le déchirement, les hurlements entrent pour toujours dans sa peinture. Francis Bacon est gay. Dans les années 1920, l'homosexualité est interdite par la loi, vomie par la société et la famille Bacon. Il part pour Londres en 1926 où il s'« épanouit » dans des bars secrets aux rencontres fugaces. Il s'apprend à peindre et rencontre son grand amour, Peter Lacy. Ils s'aiment violemment. Lacy meurt en 1962 d'une crise alcoolique aiguë. Plus tard, un autre amant, George Dyer, se suicidera à Paris en 1971. Ils sont omniprésents dans l'œuvre du maître anglais et dans l'exposition de la fondation Gianadda. Aucun des êtres peints par Bacon n'est fait pour le bonheur mais est plutôt doué pour l'autodestruction, l'introspection angoissée, l'isolement.

Dépit et désespoir conduisent ses personnages à la contorsion

Pour Bacon, suivre la direction du mal-être, du mal de vivre. Il dit être un optimiste sans espoir, mais comment être heureux sans espoir ? Il boit

beaucoup, sauf quand il peint. Là, il frôle la sérénité. Bacon est homme de portraits. Les paysages, les cerisiers en fleur, ce n'est pas pour lui. Bacon est un inventeur éblouissant de portraits. Lucian Freud, son ami peintre et rival, ne s'est pas reconnu en découvrant son portrait triptyque. Après le choc, il resta sidéré. Bacon n'a vu et peint que les tensions qui sont en Freud. Le tableau fut vendu en 2013 pour 142 millions de dollars, record mondial à l'époque. L'œuvre aurait disparu dans les flammes qui viennent de ravager le littoral californien. À part pour Lucian Freud, Bacon peignait en général à partir des photos de ceux qui l'inspirent. Il vampirise l'âme. Il aspire ce qui l'inspire. Pour ce faire, il lui était impossible d'être en face de qui il s'abreuve.

Toute l'œuvre de Bacon gueule. La fondation Gianadda est un « critorium ». Sa peinture perturbe autant l'œil que l'œil. Tout déborde de rage, dégouline de souffrance. Dépit et désespoir

Devant certaines œuvres, les visiteurs regardent les yeux entrouverts ou passent en feignant de ne pas les voir

conduisent ses personnages à la contorsion, à la déformation, à des visages esquissés, en mouvement, visages bafés par la vie, griffés de questions existentielles. Les hommes et femmes de Bacon sont emprisonnés dans leur condition d'humain, dans la galère humaine. Bacon les peint en cage (visible ou invisible). Le miracle Bacon est son imaginaire et sa technique. Ses tableaux montrent le sombre de l'homme mais regorgent de couleurs comme chez Van Gogh – on peut d'ailleurs voir dans l'exposition deux œuvres-hommages de Francis à Vincent. Le pape de Bacon (*Head VI*, 1949), inspiré par un portrait d'Innocent X par Vélasquez, est composé d'or, de blancs et noirs, de violets et mauves qui s'effilochent.

Devant certaines œuvres, les visiteurs regardent les yeux entrouverts ou passent en feignant de ne pas les voir, preuve que Bacon trouble, fascine, dérange celles et ceux qui craignent de l'être. Quel choc devant un triptyque de 1973 montrant l'amant de Bacon George Dyer en très mauvais état, entre cuvette et lavabo de toilettes. Un chef-d'œuvre audacieux, sans fausse pudeur. Les tableaux de

Bacon ne sont pas distrayants. Ils sont des coups de poing qui obligent le visiteur à encaisser, à être d'abord un voyeur gêné avant de devenir, s'il en est capable, un visiteur plein de compassion, empli, submergé d'émotions.

Frédéric Giroud connaît Léonard Gianadda, le créateur de la fondation en 1978 et disparu en 2023. Tous deux étaient dans le bâtiment, Gianadda dans l'immobilier et Giroud dans les camions et le terrassement. Il a vu l'exposition. « Avant d'y aller, on m'a dit: "Accroche-toi!" J'ai fait un premier tour. J'étais déstabilisé, habitué à voir des portraits classiques, académiques, jolis. J'ai refait un tour, et là, j'ai été aimanté par les âmes triturées peintes par Bacon. Ses personnages crient comme chez Edvard Munch, mais chez Munch on imagine que l'homme crie en fonction de ce qu'il voit. Chez Bacon, le cri vient de l'intérieur. Pour y avoir accès, il faut fouiller dans ses propres entrailles. Bacon me fait penser à Elephant Man le film de David Lynch. Au départ, l'homme-animal de foire conduit à la répulsion, puis on finit en empathie avec lui. C'est ce qui se passe avec Bacon. »

Il peignait d'abord les personnages puis autour les fonds

Petite, Antoinette de Wolff jouait dans les pâquerettes du jardin familial vendu à Léonard Gianadda. Aujourd'hui, elle est conférencière à la fondation et sans langue de bois. « Pour moi, Bacon est un tueur en série. Oscar Wilde a écrit "Il est humain de tuer l'être qu'on aime". Il peint ses amis mais il les détruit, les représente en douleurs, torturés comme il l'était, comme il aimait l'être... Je suis fascinée par sa technique. Il peignait d'abord les personnages puis autour les fonds dont on ne mesure pas assez la saisissante texture... Je ne pourrais jamais vivre avec un tableau de Bacon, trop de défigurations, et je n'aurais pas pu vivre avec lui. Il aimait avoir mal. Il buvait beaucoup. De toute façon, je n'aurais eu aucune chance [l'ires retenus]. »

Après avoir été déstabilisé et ébloui par l'exposition réalisée en collaboration avec la National Portrait Gallery de Londres, une balade dans le parc à sculptures environnant aère l'esprit. Les tableaux vous restent ancrés dans le corps. Dans la vallée de Martigny, pour Bacon, suivre sans hésitation les panneaux d'indication. Ils conduisent à la déstabilisation et l'envoûtement. ■

* La Fondation Vuitton à Paris lui consacre une exposition, « David Hockney 25 », à découvrir jusqu'au 31 août.

POUR ALLER PLUS LOIN

Exposition

« Francis Bacon - Présence humaine », jusqu'au 8 juin à la fondation Gianadda, à Martigny (Suisse).

À voir

Documentaire *Bacon-Freud, face-à-face*, de Catherine Aventurier. En replay sur France 5.

LIVRES

La jouissance du malaise

Génie hyper-prolifique et favorite du Nobel, l'Américaine Joyce Carol Oates reprend ses chroniques de nos folies ordinaires. Au menu : style nerveux, narrateurs pas fiables et terrifiantes noirceurs.

ALEXIS BROCAS

Non, l'Américaine Joyce Carol Oates, 86 ans, souvent reconnaissable à ses rouges à lèvres tirant sur le violet, n'est pas un écrivain comme les autres : avec 58 romans à son nom, plus 11 sous pseudo, plus une foule de poésies, d'essais et de nouvelles, elle est une machine à écrire, ou un organisme humain spécialisé dans la production textuelle, variante littéraire du ver à soie. En clair, comme George Sand (plus de 70 romans) ou Jules Verne (plus de 60), Oates compte parmi ces auteurs qui ont acquis un tel métier, une telle maîtrise que leur écriture semble relever de leur métabolisme. Cela ne veut pas dire qu'ils bâclent – comme la Sand et le Verne précités, Oates a signé nombre de chefs-d'œuvre (*Blonde, Nous étions les Mulvaney*) et ils lui ont valu une place dans le club des nobélisables. Mais comme elle ne cherche pas « l'art pour l'art » ou le roman absolu mais ambitionne simplement de raconter de bonnes histoires illustrant de la meilleure façon sa vision de la nature humaine, et comme les idées ne lui manquent pas, elle écrit beaucoup – et aux éditeurs de suivre !

Les éditions Philippe Rey font justement paraître une nouveauté d'Oates, le recueil *Flint Kill Creek*, sortie de trois rééditions (le roman *Sacrifice*, les recueils *48 Indices sur la disparition de ma sœur*, et *Dahlia noir & rose blanche*, annoncé pour juin). Autant de portes vers l'enfer que l'on franchit joyeusement, confiant dans la capacité de l'autrice d'éclairer nos terreurs, nos folies, et de nous raconter des histoires où la vérité est, souvent, une bête insaisissable ! C'est que Joyce Carol Oates est une artiste de la rétention d'information : là où tout écrivain cherche d'abord à donner à son lecteur les éléments essentiels à la compréhension de ce qu'il va raconter, elle nous livre ça petit à petit, modifiant notre perception de l'histoire à mesure qu'elle avance jusqu'à ce que celle-ci se désembue comme une vitre. Et même si souvent le pire attend derrière, on n'est jamais déçu !

Concentrons-nous sur la nouveauté – les douze nouvelles de *Flint Kill Creek*. La première, qui donne son titre au recueil, et le tire d'emblée vers le noir, nous parle d'un ruisseau dans l'État de New York, où le narrateur aime se promener (« Si souvent ce randonneur solitaire qui désirait à tout prix s'éloigner du quartier autour de l'université, pris d'un dégoût soudain pour ses congénères »). Elle évoque aussi, dès la première page, une Inga dont le corps fut charrié jusqu'à l'Atlantique... Que s'est-il passé ? Au détour d'une phrase, on apprend que le narrateur était *peut-être* un enfant martyr (« Parfois, il avait la vision de sa mère qui lui frappait la tête et les épaules avec un bâton en sanglotant et en jurant. Méchant méchant méchant ! Pourquoi t'es né »). Qu'il n'est plus étudiant, mais un fantôme déseccolisé qui hante les abords de son ancienne fac. Que son rapport aux autres repose sur la prédation (« Dans ses relations avec les jeunes femmes, c'était lui l'agresseur, si et quand il souhaitait l'être »). Mais aussi qu'il s'est bien épris de la fameuse Inga, jeune étudiante albinos... La suite est un superbe portrait du névropathe amoureux (« Quand il était seul avec elle il ne tardait pas à se sentir mal à l'aise, agité ; quel soulagement d'être libéré d'elle ! Mais dès qu'il était loin d'elle il se surprenait à penser à elle jusqu'à l'obsession. Et il lui en voulait ! ») Et cette histoire glaçante, qui nous parle peut-être d'un meurtre, peut-être d'un accident, assurément de folie, fonctionne comme un sas vers l'univers d'Oates.

Ainsi, *Joyeux Noël* où une étudiante retrouve sa mère et son nouveau mari visiblement très amoureux l'un de l'autre et que la jeune fille ne soupçonne pas du tout d'être impliqués dans la mort de son père (« peut-être que ce ne sont pas des meurtriers et que tu peux dépasser ça »), jusqu'à ce que son nouveau beau-père lui assure que sa mère et lui ne se sont « pas rencontrés avant, avant que tout soit fini ». Oui, Oates maîtrise l'art de faire sonner des dénégations comme des aveux. Même si, là encore, on ne saura jamais... Car à l'horreur irréfragable l'autrice préfère souvent, ce qui est pire, l'incertitude : dans *La Fille sympa*, elle nous parle d'une jeune lycéenne belle, intelligente et appréciée qui voit son jour



MARION ETLINGER

de gloire et de remise des diplômes gâché par sa sœur dépressive et commence à éprouver des envies de meurtre... mais peut-on tuer sa sœur quand on représente, aux yeux du monde entier, l'archétype radieux de la « fille sympa » ? Oates peut aussi inventer des miracles empoisonnés – une histoire de spoliation universitaire dans le milieu des études de genre, qui raconte une haine fort justifiée de plus de trente ans qui, par le pouvoir de quelques mots, va se retourner en amour servile.



Cette histoire glaçante, qui nous parle peut-être d'un meurtre, peut-être d'un accident, assurément de folie, fonctionne comme un sas vers l'univers d'Oates

Parfois, elle part d'une phrase dont la gaieté artificielle a tôt fait de glisser vers le noir. « Au commencement était Mick ! – était Minn ! Rien ni personne qui n'était pas Mick ! pas Minn ! car comment pourrait-il y avoir quelque chose qui ne soit pas Mick ! pas Minn ! car il n'y avait rien avant le commencement, avant qu'on lui ouvre/lave doucement ses yeux collés de pus avec un linge humide tout comme il ne pouvait rien y avoir après le brutal dénouement – ne plus jamais revoir Mick, Minn. » Cela pour introduire une histoire atroce sur un couple qui survivait en accueillant des orphelins placés, couple qui n'était pas du tout raciste (« Mick prétendant, chagriné, qu'il ne voyait pas les couleurs de peau, putain ») même si leurs petits pensionnaires racisés étaient enfermés

dans la cave, et qui ne torturait pas les enfants, même si certains en sont morts, comme l'ont établi les juges (« C'était la faute de l'enfant, ce petit Machinchose, pas Elijah, non : Esdra. L'un des gamins placés que le comté désignait comme Noir. Qui s'était ébouillanté dans la baignoire »)... Et cela raconté par l'ex-pensionnaire qui fut leur chouchou (« Mamou-Minn aime Bébé à la folie. Papou-Mick aime Bébé à mort, putain. ») Et l'on a beau connaître Oates, sa façon de cheminer sur la ligne de crête séparant la normalité de la monstruosité, la routine de l'accident, l'amour de la haine, et son talent pour nous montrer, à travers ses personnages, combien la frontière est mince, on se fait avoir à chaque fois.

Évidemment, cela tient à son écriture, si typée, si reconnaissable. Oates est une spécialiste de l'antiphrase (« Il n'y a aucune honte à être vacataire. Il n'y a aucune honte à ne pas posséder de voiture, à être obligée de se rendre sur le campus à vélo depuis un logement (de location) situé à cinq kilomètres, même par temps de pluie ou de neige »), une usine à métaphores (« Leur mariage était un nouveau mariage, datant de moins d'un an. Un agneau aux pattes grêles instables »), une championne de la répétition martelée jusqu'au malaise (« Qui c'est ton Papou ? Bébé a un Papou, Bébé a un zizi comme Papou, où il est le Papou de Bébé, il est juste là le putain de Papou de Bébé ») et des phrases intentionnellement mutilées (« Véhicules qui passent dans la rue. Visages des conducteurs, des passagers. Aussi vides que de petites lunes »). Bien sûr, cette extrême nervosité formelle se communique au lecteur, le maintient aux aguets, prêt à sauter sur la prochaine info cruciale révélée mine de rien... C'est pourquoi lire Joyce Carol Oates n'est jamais de tout repos. Et c'est pourquoi on la remercie de si bien forcer notre indifférence, même si c'est souvent pour nous montrer, derrière le visage de l'homme, la grimace du monstre. ■



FLINT KILL CREEK
Joyce Carol Oates,
traduit de l'anglais
(États-Unis)
par Christine Auché,
Philippe Rey,
304 pages, 22 euros.

Notre besoin de consolation

La dramaturge Gwendoline Soublin explore la douleur du deuil et signe un premier roman hypnotisant.

ARNAUD CATHRINE

Voilà la principale préoccupation à laquelle ne cessent de songer les aides ménagères employées par Sourire Services : « *Depuis que le drame est arrivé* ». Quel drame ? Yvan – le compagnon de leur collègue Clara – est mort et la vingtenaire est méconnaissable. La jeune femme se tue (et s'oublie) chaque jour à la tâche mais n'affiche plus qu'un masque lointain, les « yeux fuyeurs », la mine « butée, anguleuse ». Comment l'aider ? On est totalement démunis. De son côté, après des heures passées à récurer, désinfecter ou libérer des conduits avec « la sensation de mettre ses mains dans la bouche d'inconnus », Clara rejoint la zone pavillonnaire qu'elle habitait avec Yvan, où « des vies se tentent, s'inventent, parfois s'épuisent ». Celle de Clara, en l'occurrence, a gelé. Plus question d'investir la chambre. Plutôt le canapé du séjour. Pour ce qu'elle dort... « *On a une vie de merde* », disent souvent les collègues ; Clara en parlerait autrement, depuis la solitude glacée de son deuil : « *C'est insupportable. Cette présence qui dit l'absence* ». Jusqu'à ce qu'un chien débarque devant chez elle, « son cul sur les graviers, maigre et le poil sale ». Sorte de terre-neuve, ce n'est pas un beau chien : il a une pelade sur le flanc, le museau croûté. Et il aboie constamment, l'air tout à fait déterminé à se faire adopter. D'où sort-il ? De la forêt toute proche ? Il revient chaque soir et Clara « *sent poindre dans l'extrême vigilance du chien un attachement lourd et prématuré, et qui l'insupporte presque autant que sa soudaine incapacité à refuser*



MORGANE BROUDOT

Un réalisme magique pour le moins audacieux

sa présence ». On s'en doute : au moment même où Clara se demande comment se débarrasser de la bête, elle la fait entrer. On se rappelle avec force *L'Ami* de l'Américaine Sigrid Nunez (2019) qui racontait la lente et réparatrice relation entre une

femme et un chien que rien ne prédestinait à vivre ensemble. De là sans doute l'intuition que la cohabitation entre Clara et ce chien va insuffler sa part de consolation. Pas du tout. Ou, en tout cas, pas comme ça. Gwendoline Soublin a le goût de l'imprévisible. D'abord, sa jeune héroïne va tout faire pour retrouver le maître ou la maîtresse de l'animal (en vain). Et pas d'idylle au bout du chemin. Il faut dire que la bête est très autoritaire, ravageuse : elle encombre Clara plus qu'autre chose, et devient carrément tyrannique. Mais sans qu'ils parviennent réellement à s'aimer, l'animal va bel et bien sortir Clara de « *cette nuit qu'elle connaît par cœur, cette seule et même nuit qui n'a pas commencé aujourd'hui mais il y a des mois* ». La jeune femme esquivaient tout, taisait tout pour survivre ; elle va enfin affronter, regarder en face les scintillements regrettés mais aussi la violence de son histoire d'amour avec Yvan (on salue, au passage, des pages d'une rare sensualité).

Juste et haletant de bout en bout, le roman de Gwendoline Soublin l'emporte définitivement quand l'autrice finit par confier les rênes de son livre à un réalisme magique pour le moins audacieux dont on ne dira rien ici, car c'est là que se jouent toute la métamorphose de Clara et l'épiphanie somptueuse du livre. Disons simplement que, embarqué pour commencer avec les frères Dardenne, on croirait avoir finalement été projeté dans un film de Miyazaki. Aussi étonnant que cela paraisse, cet alliage tient sacrément. Ou comment traverser le deuil par le merveilleux. Très inattendu, certes, mais splendide. ■

Mieux vaut tard...



Paru en octobre 2024

L'ANIMAL DYLAN

PHILIPPE RIDET

Il a beaucoup été question de Bob Dylan cet hiver à l'occasion de la sortie du film *Un parfait inconnu* dans lequel Timothée Chalamet imitait plus qu'il n'incarnait le chanteur du Minnesota tout en dédain et nasillement. Disons-le d'emblée : le livre de François Gorin, ancien critique à *Rock & Folk* dans les années 1970 – la meilleure période – passé par *Télérama* (rayon musique et cinéma), auteur du blog hélas interrompu « Les disques rayés », est plus stimulant que le biopic sur l'inattendu Prix Nobel de littérature. En perpétuelle mutation, l'animal Dylan est difficile à capturer. Gorin a donc tendu ses filets sur une seule apparition de la star, le 16 octobre 1992 au Madison square Garden de New York à l'occasion du concert-hommage pour le trentième anniversaire de carrière – et une seule chanson, *My Back Pages*, dans le refrain de laquelle il affirme être « *plus jeune aujourd'hui qu'hier* ». Soit 445". Choix judicieux à double titre. D'abord parce que l'intégralité de ce concert étant disponible sur YouTube on peut s'y référer à loisir, ensuite parce que Dylan, entouré d'un quintet de cadors et de requins de studio, n'a jamais semblé aussi proche du paradoxe dans lequel Gorin le résume : « *Affirmation de soi jusqu'à l'arrogance ; effacement jusqu'à l'oubli de soi* ». Autour de lui, Roger McGuinn, le leader de feu les Byrds, « *les fesses en arrière* », Tom Petty « *coiffé couleur blé* », Neil Young « *en bûcheron des villes* », Eric Clapton « *ras tel un clergyman* » et George Harrison « *dans sa vilaine veste violette* ». Et Dylan ? « *Frisé, mal repassé [...], le type à qui ses potes ont préparé une surprise pour son anniversaire et qui n'apprécie qu'à moitié l'attention* ». Gorin excelle à épingle d'une formule un geste, une attitude comme un entomologiste le ferait d'un papillon. Érudit jusqu'à l'obsession comme souvent les fondus du rock, intuitif, inspiré et incisif, il embarque son lecteur dans le backstage de ce concert comme dans les dédales, les secrets et les ambiguïtés d'une vie dylanesque. Une gageure. Voilà bientôt quatre-vingt-quatre ans que tel un chat échaudé le Rimbaud du rock fuit ceux qui tentent de l'approcher. Le livre refermé reste un refrain qui s'évanouit, un personnage qui s'efface. Remettez la musique. ■

MY BACK PAGES – DYLAN & EUX

François Gorin, Le Boulon, 174 pages, 18 euros.



TOUT L'OR DES NUITS
Gwendoline Soublin, Actes Sud, 288 pages, 21,80 euros.

La jeune fille dégoupillée

Alexandre Lamborot cloue au pilori une adolescente statufiée par un viol.

JULIETTE EINHORN

Dans une prose hospitalière, éruptive, l'écrivain dit la saleté de l'âme, ce sentiment gluant d'être coincé dedans. Il lapide la destinée de Célia, écorchée par un père « *chercheur de travail* » parti le trouver loin d'elle, et des amours mortifères qui l'assassineront en un crime, si l'on ose dire, collaboratif : ce que le premier, Ryan, « *son prince rebelle et mitigé* », commence dans un hangar désaffecté à ses 13 ans, le second, Eldar, « *flamboyant de ses attitudes de gouttière* », l'achève au fond d'une grange, près de la ville romancée de Lourmay-bras-de-Seine, sacrifiant les 15 ans de la suppliciée.

À la barbarie, la jeune fille oppose un poème de René Guy Cadou, qu'elle se récite pendant son viol collectif filmé en live sur Snapchat – ne demeurent que des « *restes* » d'elle qui « *gisent* », mais aussi, miraculeusement, des « *résidus d'espoir qui* », « *par quelle coronaire oubliée* », ont « la mauvaise idée de persister ». Heurtée, glissante, l'écriture de haut vol débousque à la racine l'esprit de meute, la mécanique fatale d'être et de groupes irréconciliables qui se sabordent en immolant les autres, en accordéon, les uns enfant de la disparition qu'ils provoquent : « *Y a des mots comme ça qu'on ne répare plus ce qu'ils déclenchent* ».

Le cisèlement inédit de la phrase, y faisant entrer un langage parlé, raboté, un réel tordu, pose sur cette jeunesse

comme suspendue à un crochet un regard saignant, en entortille les méandres, les brutalités contradictoires, la force vive aussi, transformée en pulsion mortifère. Élastique, l'écriture s'insinue dans les rigoles de l'être avec une ironie organique, entre les abattoirs et les usines abandonnées du Vexin, dans les Yvelines.

Au cœur de cette friche humaine périphérique où le solvant chloré des raffineries a empoisonné la terre, où l'industrie elle-même est sinistrée, tout ce qui pousse, élan du cœur et tentative de s'en sortir, semble intoxiqué. La misère sociale fait éclater une violence en roue libre, dont les causes sont aussi une masculinité hypertrophiée, ainsi, pour Eldar, que cet exil insoluble en héritage, le poids de sa famille venue d'Ingouchie : « *Et c'était venu de loin que leur gros sur le cœur* ». Ce qui émerge, avant tout, c'est la complicité de la société – stigmatisation de la victime, inversion de la culpabilité. La cause, ou la responsabilité, est d'abord collective, et c'est ce non-dit-là que coud le roman de ses mots flamboyants, en lambeaux.

Alexandre Lamborot nous emprisonne dans ce point d'interrogation : qu'est-ce qui a empêché Célia de transformer son statut de victime, que le lecteur espérait provisoire, en état transitoire ? Il fait exploser sous nos yeux, et pour longtemps, la grammaire branlante des imminences tragiques ; le feu d'artifice d'une stylistique discordante ; la licence poétique des engrenages ; la solitude désaccordée d'exils irréconciliables. ■



PÂTURAGE
Alexandre Lamborot, JC Lattès, 252 pages, 20 euros.

OLIVIER MONY

Une brioche dans un plat en porcelaine. Quand les amants se transforment en vieilles dames anglaises, il convient aux femmes amoureuses de se méfier. Pour elles, l'heure du désastre pourrait avoir sonné. C'est en tout cas ce que constate, fort marrie, la romancière Constance Joly le jour où l'homme qu'elle aime la convoque chez lui pour lui signifier son bannissement, croyant adoucir la cruauté de son verdict en lui proposant cette douceur pour un goûter au goût tout de même bien amer...

N'empêche, voir ça, cette incongruité au cœur du drame, dans l'ordre de la littérature, signifie la présence à n'en pas douter d'une écrivaine. Heureusement qu'elle a ça d'ailleurs, l'écriture, les livres, Constance Joly, pour donner un semblant de cohérence à une vie qui sinon pourrait sembler en manquer. C'est ce que paraît nous dire son dernier, *Reverdir*, chronique infiniment émouvante des tours, détours et avanies qu'emprunte et doit subir une femme qui aura malgré tout le courage de ne jamais vraiment tout à fait concéder. Elle a 53 ans

et son cœur est en hiver. Mariée depuis de nombreuses années avec un homme qu'elle n'aime plus autrement que comme un frère (c'est déjà bien, ce n'est pas assez), mère d'une jeune femme qui s'apprête à quitter le cocon familial pour poursuivre sa vie loin de Paris, fille d'une femme qui fut évidemment celle de sa vie mais s'enfoncé désormais chaque jour un peu plus dans les chemins buissonniers de l'Alzheimer, Constance est entre deux eaux également saumâtres. Croyant chasser les ombres de la solitude, l'ultramoderne solitude que chantait Souchon, elle s'en remettra au désir, à l'amour, aux hommes.

Après celui à la brioche, il y en aura un autre, que l'on s'autorisera à considérer comme tout aussi cuistre et fat que le précédent, qui, lui, se contentera d'un SMS pour lui signifier son congé... De ces petites morts qui se succèdent, la romancière fera ce qu'elle sait faire : un livre, donc. C'est-à-dire une promenade dans la nuit, éclairée par quelques figures comme l'Alice de Lewis Carroll, une danse au milieu de la tempête, un conte moral et juste. À chaque page ou presque, comme dans sa vie, Constance Joly manque de se casser la figure. La façon qu'elle a d'éviter la chute est absolument gracieuse. ■



REVERDIR
Constance Joly, Flammarion, 240 pages, 19 euros.

À TABLE

Aux fourneaux d'Auffo

La cheffe étoilée Coline Faulquier, ancienne finaliste de « Top Chef », vient de reprendre les fourneaux d'une véritable institution de Marseille. Rencontre.

La cheffe Coline Faulquier, hier à Marseille, dans son nouveau restaurant Auffo qui a ouvert vendredi.



AGATHÉ BARIN

CHARLOTTE LANGRAND

Au pied de la corniche, les vagues lèchent le petit port de pêche du vallon des Auffes comme si de rien n'était. Pourtant, c'est dans ce décor que vient d'avoir lieu une importante transition culinaire marseillaise. La salle baignée de soleil, avec vue sur les îles du Frioul, vient d'accueillir ses premiers clients, inaugurant ainsi le nouvel écrin de la première cheffe étoilée de Marseille: Auffo.

Il fallait toute la passion et le courage de Coline Faulquier, 35 ans, pour oser briger cette institution marseillaise et la faire sienne. Succéder à Guillaume Sourrieu, étoilé depuis vingt-deux ans à L'Épuiette – le nom du restaurant jusqu'en décembre –, et à son patron, Bernard Bonnet, 74 ans, qui tenait l'établissement depuis 1976, a fait couler beaucoup d'encre dans le Vieux-Port. En 2024, c'en est fini de la reconduction tacite de l'AOT (autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime) de Bernard Bonnet: une directive européenne de 2017 exige que les renouvellements de concession soient soumis à un appel d'offres. Après avoir essayé de faire valoir son indéniable ancienneté quant à l'exploitation du lieu, le restaurateur se résout à présenter son dossier à sa propre succession, mais c'est le projet de la cheffe et du groupe qui l'accompagne, The Social Club (aussi propriétaire des restaurants Lavandin - château des Oliviers de Salettes, à Charols, et Rouge, à Nîmes) qui est retenu.

Scandale sur la Canebière: on ne touche pas à une adresse aussi iconique. Bernard Bonnet conteste la décision en justice, une pétition circule, les habitués appellent au boycott du futur repreneur... La page se tourne dans la douleur, autour de ce restaurant idéalement placé et donc très convoité. La métropole affirme, elle, que l'appel d'offres a

été attribué « de façon objective » et l'ancienne équipe doit plier bagage le 31 décembre. « On m'a dit des choses injustes, que l'on doutait que je sois à la hauteur d'un restaurant étoilé, déplore Coline Faulquier, pourtant... étoilée dans son restaurant Signature. En changeant de resto, j'ai rendu cette étoile qui représentait beaucoup pour moi. Grâce à mon travail, je la décrocherai peut-être pour Auffo et ce sera une nouvelle revanche, qui me préservera du syndrome de l'imposteur car je n'ai rien fait de mal: j'ai juste présenté mon projet et ça a marché. »

Car pour la cadette d'une fratrie de trois

“
On m'a dit des choses
injustes, que l'on doutait
que je sois à la hauteur
d'un restaurant étoilé

Coline Faulquier

sœurs, née en Bourgogne et élevée à la ferme, arriver dans cet endroit légendaire est « comme une évidence ». Depuis le déménagement familial dans le Sud alors qu'elle a 6 ans, Coline Faulquier aime et « respire » Marseille: « J'ai toujours su que ma vie serait ici », assure cette mère de deux jeunes enfants. Après avoir fait l'école hôtelière à Avignon puis travaillé chez Olivier Nasti en Alsace et Éric Frechon au Bristol à Paris, elle redescend dans le Sud chez Christophe Bacqué au Castellet. Elle s'inscrit à Top Chef en 2016 « sur un coup de tête » et termine finaliste dans ce qui reste le score le plus serré de l'émission culinaire de M6.

Soutenue par le chef toulousain Michel Sarrau, cette grande bosseuse issue d'une lignée de femmes de caractère poursuit son ambition et, malgré des rebondissements

sentimentaux et la maternité à gérer de front, ouvre Signature, un premier « petit » restaurant, avec un maigre crédit bancaire. Avec sa mère, ses sœurs, son père et quelques copains, elle monte de ses mains les murs en parpaing, pose le carrelage, les toilettes... Elle y déploie une cuisine de produit, authentique et marseillaise, faite de poissons et de végétaux et décroche son étoile en 2021, un peu éclipsée par le Covid et le troisième macaron du chef Alexandre Mazzia.

Aujourd'hui, un mistral bienveillant souffle sur Auffo. À la carte, son fameux aioli côtoie son nouveau défi, le « menu bouillabaisse »: « C'est vraiment l'empreinte du vallon et du restaurant, explique-t-elle. Nous cuisinons ses produits séparément, avec un premier acte autour des croûtons, de l'huile d'olive et de la lotte, un deuxième plat de dorade puis de congé et, enfin, la bouillabaisse avec ses trois poissons en trois cuissons différentes: le saint-pierre meunière, la vieille grillée et la rascasse pochée dans la soupe, servie avec un croûton à l'ail noir gratté en salle. » En dessert, de la brousse à la crête marine et un pastis millésimé. On pourra aussi manger de la seiche de Méditerranée, un rouget (du pêcheur éthique Mathieu Chapel) laqué au jus rouge ou un ris de veau cuit au beurre d'algues...

Désormais, si le téléphone de Coline sonne, c'est pour recevoir les appels des « collègues » chefs qui veulent venir manger chez elle. Même Alexandre Mazzia s'est invité à sa table avant l'ouverture, avec le chef parisien David Toutain. Car, aux côtés de Ludovic Turac (Une Table au Sud), Laetitia Visse (La Femme du Boucher), Marie Dijon (Caterine) ou Michel Marini (Belle de Mars, étoilé au mois de mars), les tables des jeunes chefs font souffler sur la cité phocéenne un vent vif et moderne. La relève culinaire marseillaise est en marche. ■

Auffo, 158, rue du Vallon des Auffes, 13007 Marseille

Donnant, gare du Nord, ouvert tous les jours de 5h30 à 21 heures.



Chaud devant

PAR FRANÇOIS SIMON

@francoissimon

UN REVENANT EN GARE DU NORD

C'est un héros de la gastronomie. Non point de ceux que l'on connaît tout en lunettes de soleil et testostérone, larmes artificielles et lumières orangées, non, un vrai de la base, vaguement connu, discret comme un soleil de février. Il bâtit l'une des adresses clés de la « food good » lancée dans les années 2000, copiée de partout. Même Paul Bocuse revendiqua d'avoir tout « pompé » sur lui pour créer sa chaîne de restauration rapide. Lui, c'est Alain Cojean. Où est-il? Mais là! Ne le voyez-vous pas, dans ce stand posé en plein courant des marées montantes et descendantes de la gare du Nord? Dès 5h30, il est à l'ouverture des portes de ce minuscule cube de 16 mètres carrés. Ça s'appelle Donnant, comme la plage de Belle-Ile. On y délivre des porridges préparés minute à partir de flocons d'avoine d'origine française, bio et complets. Ils sont moulus et cuits sur place tout au long de la journée. Également proposés: des sandwiches, wraps, salades et quelques pâtisseries. Tout est fait sur place, et non assemblé comme l'ensemble des propositions alentour. Chose curieuse, dès l'ouverture, quelques sportifs viennent y décrocher leur petit déjeuner. Car non seulement le café est fort bon (réalisé avec à l'aide d'une machine manuelle Marzocco), mais le porridge s'avère une fort belle ouverture de journée, hyper diététique et complet. Au début, on trouve le gobelet quelque peu rigide, mais, sincèrement, une fois le module avalé, on est calé pour une bonne partie de la journée. Si le patron et son compère Fred Maquair sont là dès potron-minet, c'est également pour un vrai projet global, pensé avec une dimension humaniste dans le cadre de la Fondation MG Le Moël d'Alain Cojean. Car Donnant... donne 100 % de ses bénéfices à toutes sortes d'associations, histoire de sortir de la financiarisation de la food, de privilégier un projet à forte valeur sociale. Comme ici 1200 personnes par jour (!), en plongeant dans le porridge de banane, granola, myrtilles, sirop d'érable (le « balance » à 5,95 euros), dans le tumulte d'une grande gare, on comprend alors que nous sommes ce que nous mangeons. Et parfois, au milieu du lait de coco, curcuma, pomme, cranberries, coco, sirop de datte, graines de chia (le « golden » à 5,45 euros) se lève un arc-en-ciel. ■

LA TARTE AU BEAUFORT

DE FLORENT PERRIER

Dans le Beaufortain, Florent Perrier perpétue l'art de ce fromage AOP depuis 1968, « à la texture ferme et fondante, au goût doux et fruité ». Fromager toute l'année, il fabrique le beaufort d'hiver dans sa ferme du hameau du Praz, puis, à l'approche de l'été, monte en alpage avec ses 40 vaches de race tarine accompagné de sa compagne, Mélanie. « Nos animaux suivent la pousse de l'herbe et montent de 1500 à plus de 2000 mètres d'altitude de juin à septembre », explique-t-il, soulignant l'importance de cette transhumance pour la qualité du lait. En alpage, Florent produit le

rare beaufort « chalet d'alpage », la version la plus noble, élaborée de juin à septembre à partir du lait chaud du troupeau, directement au chalet. « Je suis fier de mon terroir, de ma culture, c'est une richesse économique qu'il faut préserver », insiste Florent, l'un des trois producteurs de cette AOP confidentielle, qui représente moins de 10 000 meules par an. Chaque jour, il transforme le lait selon la méthode ancestrale: « Caillé en marmite de cuivre, moulage en bois de hêtre, affinage en cave, puis frottage et retournement des meules. » Pour que le beaufort révèle tous ses arômes, Florent conseille de le sortir du

réfrigérateur une heure avant dégustation. Ses fromages, reflets du territoire, s'invitent sur les tables réputées des environs, notamment au Grand Mont chez Valérie Frison-Roche-Gachet, en tarte ou en sauce pour sublimer une pièce du boucher.

Pour 4 personnes

- Préchauffer le four à 220 °C
- Dans une terrine, battre 3 œufs, 2 dl de crème fraîche et un verre de lait. Ajouter 100 g de beaufort râpé, une pincée de sel, de poivre et de noix de muscade
- Bien mélanger avant de verser sur la pâte
- Cuire 30 à 35 minutes à four chaud



on aime

Produit de saison

CORINNE MARCHÉX-PICARD @corinnemarcheix

À deux pas de la cathédrale de Chartres, une expérience inédite est mise en scène sous les voûtes d'une salle gothique du XIII^e siècle.



ÉCHAPPÉE

Stéphane Bern conte mille ans d'éclat à Chartres

Un spectacle immersif est inauguré ce week-end à deux pas de la célèbre cathédrale, habillée de lumière à la nuit tombée. Pleins feux sur la capitale de la Beauce.

MATHILDE GIARD

Vêtu d'une longue tunique bleu et rouge, l'évêque Fulbert semble prendre vie sur la paroi de pierre blonde. Il s'extrait de l'illustration tirée d'un vieux parchemin et se déplace sous les ogives, tel un géant surgi du passé. Nous sommes projetés en l'an 1020. Alors que la cathédrale disparaissait dans les flammes, ce théologien se démena pour financer la construction d'une nouvelle basilique. La crypte, soubassement de la future cathédrale gothique, fut achevée en 1024, il y a mille ans. La commémoration court jusqu'en août dans le cadre d'une année jubilaire décrétée par l'évêché. Cela valait bien un spectacle immersif conté par Stéphane Bern, *Mille Ans d'éclat*, inauguré hier dans le cellier de Loëns, vaste salle médiévale souterraine au cœur de Chartres, en Eure-et-Loir. « *J'aime ce genre de projets car, pour moi, l'Histoire se transmet et se partage grâce à l'émotion que l'on parvient à faire ressentir* », estime l'animateur télé.

S'il prête sa voix à d'autres parcours interactifs, au Mont-Saint-Michel (Manche) ou au château de Chantilly (Oise), et que son hologramme joue les guides au château de Langeais (Indre-et-Loire), le sexagénaire intervient ici en voisin: il vit à 40 kilomètres de là, dans son collège royal et militaire de Thiron-Gardais, dans le même département. « *J'ai participé à un hommage à Jean Moulin, préfet d'Eure-et-Loir arrêté par les Allemands en 1940, dont j'ai lu les lettres* », rappelle le responsable du loto du patrimoine. Le héros de la Résistance fait également partie du récit de

cette nouvelle expérience. Et tout comme l'évêque Fulbert, il figurait déjà dans la scénographie de Chartres en lumières, ces projections sur les façades de 21 sites à la nuit tombée, jusque sur les rives de l'Eure, dans la basse ville. La 22^e édition a débuté début avril, pour neuf mois.

« *Cette animation gratuite a dynamisé Chartres: les visiteurs qui, il y a vingt ans, restaient une heure pour visiter la cathédrale puis repartaient restent désormais tout le week-end* », se félicite Laurent Lhuillery, conseiller municipal délégué à la valorisation du patrimoine touristique. Ainsi, la taxe de



J'aime ce genre de projets car, pour moi, l'Histoire se transmet et se partage grâce à l'émotion que l'on parvient à faire ressentir

Stéphane Bern

séjour perçue par la ville est passée de 60 000 euros en 2003 à 1,1 million aujourd'hui. Chaque année, 800 000 euros sont consacrés à cette manifestation qui attire près de 1 million de visiteurs, la plus grande opération de mise en lumière au monde. « *Pour 1 euro investi, 40 euros sont gagnés*, poursuit l'Élu. *Autant de bénéfices qui permettent de participer à la restauration du patrimoine, tel l'intérieur de la cathédrale en ce moment.* »

Cette cathédrale inouïe demeure l'un des symboles les plus représentatifs du génie créatif des hommes. « *Le plus important en est l'armature, et non la masse des murs, une logique qui anticipe l'architecture de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e siècle* », pointe Gilles Fresson, historien de l'art, qui accueille régulièrement des personnalités émerveillées par la majesté du lieu: l'écrivain Amin Maalouf, fasciné par la dimension narrative des vitraux; le chanteur Laurent Voulzy, inspiré par l'acoustique; Sting, qui s'est fait tatouer dans le dos le labyrinthe incrusté dans le pavement au centre de la nef...

Ce dessin, le plus grand jamais construit dans une église, fait l'objet d'une nouvelle exposition au musée des Beaux-Arts, « *Labyrinthes* », jusqu'en août, dans l'ancien palais épiscopal. Des œuvres de Gustave Moreau, Rodin ou Picasso y évoquent le mythe de Thésée et du Minotaure, ainsi que la dimension métaphysique, spirituelle et imaginaire de ce motif.

Le visiteur peut aussi chercher sa voie dans le dédale du centre piétonnier, en partie réaménagé ce printemps. Un chemin de la mosaïque mène vers l'autre rive de l'Eure jusqu'au musée Picassiette, une maison incrustée de morceaux de faïence et de verre. Né aveugle en 1900, Raymond Isidore recouvra la vue à l'âge de 10 ans dans la cathédrale, apercevant pour la première fois les couleurs, dont le fameux bleu de Chartres. Ce cantonnier consacra sa vie à son œuvre d'art naïf, dans laquelle il habitait avec sa femme, Adrienne. En 1953, Robert Doisneau lui consacra un reportage photo, exposé dans le jardin. Pour une belle mise en lumière là aussi, même en noir et blanc. ■



LAURENT MENEC

SUIVEZ LE GUIDE

Plus besoin d'attendre la nuit tombée pour vivre un spectacle immersif emmené par la voix de Stéphane Bern: le son et lumière *Mille Ans d'éclat* débute à 14 heures dans le Cellier de Loëns, situé sous le Centre international du vitrail, à deux pas de la cathédrale. « *Le bruitage joue pour moitié pour créer de l'émotion* », note Laurent Lhuillery, conseiller municipal. Ainsi une scène de marché du XIV^e siècle est-elle reconstituée avec le bruit des charrettes et les voix des commerçants haranguant la foule. Quelques minutes plus tard, l'écrivain Charles Péguy chemine à travers les champs de blé, ses vers récités en bande-son alors qu'au loin se dressent les tours de Notre-Dame de Chartres. M.G.

5, rue du Cardinal-Pie, du mercredi au dimanche de 14 à 23 heures selon les jours. 13 à 18 euros, durée 40 minutes. chartres.milleansdedeat.fr

Camet d'adresses



FRANÇOIS DELAUNAY

Le Grand Monarque

Cet ancien relais de poste est tenu par la même famille depuis 1968. Double à partir de 133 euros. Table Le Georges, une étoile Michelin,

avec parmi ses desserts emblématiques le soufflé au Grand Marnier (menu Intemporel, 98 euros). 22, place des Épars. Tél.: 02 37 18 15 15. grand-monarque.com/fr

Bistrot Racines

Face à la cathédrale, aux côtés du Café Serpente ou du Café Bleu, le Bistrot Racines fait partie de ces bonnes adresses bistrotiques appréciées des Chartains qui ont remplacé les anciens pièges à touristes. Menu Notre Terroir à 35 euros.

49, rue des Changes. Tél.: 02 34 40 04 00. bistrotracines.fr

Guinguette La Petite Venise

Sur les rives de l'Eure, sous ses parasols au bord de l'eau, on goûte l'une des bières locales, l'Eurélienne (4,50 euros), accompagnée de chips de la Beauce cuites au chaudron, Belsia (3,50 euros). Location de pédalos dans une bulle de nature préservée (7 euros la demi-heure). Parc des Bords-de-l'Eure, 48 ter, boulevard de la Courtille. languinguettedecharters.fr

Chocolaterie Royale

Stéphane Bern y achète les boîtes métalliques représentant le couronnement d'Henri IV dans la cathédrale de Chartres, en 1594. « *Un épisode méconnu, Reims s'étant refusé à ce trop pâle catholique, ancien protestant fraîchement converti* », glisse « Monsieur Patrimoine » qui sort ses *Cahiers de vacances* (9,90 euros, Fayard). Elles se vendent 4 euros, et il n'y a plus qu'à les remplir de chocolats. 2, rue du Soleil-d'Or. Tél.: 02 37 27 69 77. lachocolaterieroyale.com

Antiquités Lassaussais

À deux pas de la cathédrale, l'antiquaire Hugues Lassaussais, également présent aux puces de Saint-Ouen (93), restaure des vitraux d'art datant de 1870 à 1930, vendus entre 500 et 8000 euros. De quoi laisser entrer la lumière différemment chez soi... 17, rue des Changes. Tél.: 02 37 21 37 74. antiquiteslassaussois.com

Château de Maintenon

Quitte à passer un week-end à Chartres, autant se rendre à Maintenon, à une vingtaine de

kilomètres en voiture ou en train (arrêt sur la ligne Chartres-Paris). C'est le conseil de Stéphane Bern: « *Le château de l'épouse morganatique de Louis XIV, madame de Maintenon, avec un jardin à la française dessiné par André Le Nôtre*. » Le bon plan, autorisé: y pique-niquer, au bord du miroir d'eau ou au pied de l'aqueduc inachevé, seul ouvrage civil de Vauban, qui tenta d'acheminer les eaux de l'Eure jusqu'à Versailles. Place Aristide-Briand (Maintenon). Tél.: 02 37 23 00 09. chateaudemaintenon.fr

ASTÉRIX

Alain Chabat replonge dans la marmite

L'ex-Nul signe avec Fabrice Joubert une série animée en 3D pour Netflix célébrant les irréductibles Gaulois qu'il affectionne tant. Suivez le druide !

LES ÉDITIONS ALBERT RENÉ GOSCINNY/UDERZO/NETFLIX



À Toulouse, dans les studios de TAT Productions, Alain Chabat et Fabrice Joubert observent à l'écran une des étapes du processus de création 3D.

ADAPTATION DÉJANTÉE



Suscitant une légère déception, probablement due à une attente disproportionnée, la série fait néanmoins mouche grâce à son identité visuelle bluffante et à la touche si singulière de Chabat. Après un flash-back dans l'enfance des deux Gaulois – vous découvrirez comment Obélix est tombé dans la potion magique –, on retrouve le druide Panoramix frappé d'amnésie. La faute à un menhir reçu sur la tête qui lui a fait oublier la recette de l'arme secrète des Gaulois. Fâcheux, à quelques jours du duel que doit livrer le chef Abraracourcix contre son homologue d'un village gallo-romain et dont l'issue déterminera l'avenir du village. Les enfants en auront pour leur compte avec cette série audacieuse mais parfaitement respectueuse de l'esprit d'Uderzo et Goscinny. Tandis que les parents goûteront les références absurdes, à commencer par le nom des personnages (Dragibus, Momomotus, ou... Fastandfurius). Mais également les mises en scène barrées, à l'image de ce bandeau noir qui apparaît plein écran lorsque Obélix s'empiffre : « Ce passage met en scène un trouble alimentaire qui peut choquer, surtout si vous êtes un sanglier. Rendez-vous sur sanglier-danger.com pour des ressources d'aide. » À dévorer sans modération. R.J.

Avec un budget colossal de 50 millions d'euros et Monica Bellucci en reine d'Égypte, « Mission Cléopâtre » a été un raz de marée.



PATHE

RÉMI JACOB

Nous sommes en 2017 après Jésus-Christ. Céleste Surugue, patron des éditions Albert René et gardien de l'œuvre d'Uderzo et Goscinny, tombe sur une vidéo YouTube qui retient toute son attention. « C'était une master class donnée à la cinémathèque française. Alain Chabat y expliquait qu'il s'était amusé à écrire un script d'Astérix pour garder la main, un peu comme s'il faisait des gammes. À la manière de Picasso qui, pendant des années, a peint un tableau de Velasquez des dizaines de fois pour s'entraîner. » Ni une, ni deux, il contacte l'intéressé. Mais après le carton pharaonique d'Astérix et Obélix – Mission Cléopâtre, sorti en salles en 2002, repartir sur un film apparaît périlleux. Rapidement, la piste d'une série d'animation se dessine et emballa ce fan inconditionnel de la BD franco-belge, dont il possède une connaissance encyclopédique. « Faire de l'animation était le rêve d'Alain Chabat, glisse Céleste Surugue. Il était très heureux de faire ce pas de côté. »

Huit ans plus tard – le 30 avril –, son « bébé » débarque sur Netflix. Nom : Astérix & Obélix – Le combat des chefs. Taille : cinq épisodes d'une petite trentaine de minutes chacun. Parrains et marraines : une ribambelle de stars prêtant leur voix, dont Gilles Lellouche (Obélix), Géraldine Nakache (Bonemine) ou encore Laurent Lafitte (César). Une production résolument moderne qui suscite depuis plusieurs mois un énorme battage médiatique. « Chaque sortie d'Astérix est un événement, observe Nicolas Rouvière, maître de conférences en littérature à l'université Grenoble-Alpes et éminent spécialiste de l'irréductible Gaulois. C'est un miroir collectif de notre époque. C'est comme quand on va voir le dernier James Bond au cinéma, ça nous donne des indications sur l'air du temps. » Une figure incontournable de la culture populaire française qui s'est également

exportée aux quatre coins de la planète, rappelle Céleste Surugue. « Depuis sa première parution, 400 millions d'albums ont été vendus [le prochain tome sortira le 23 octobre]. C'est la BD la plus traduite au monde, dans 120 langues et dialectes. Avec ses 200 millions d'abonnés, Netflix va permettre de toucher une nouvelle génération de téléspectateurs. »

Pour cette plongée dans le grand bain de l'animation, Alain Chabat a pu s'appuyer sur l'expérience de son coréalisateur Fabrice Joubert. Une peinture passée par les studios DreamWorks et dont le CV est long comme une table de banquet : Moi, moche et méchant, Wal-

“
On a réalisé un très gros travail sur les textures, et notamment les vêtements, comme les braies d'Obélix

Fabrice Joubert, coréalisateur

lace et Gromit ou encore le court-métrage French Roast, nommé aux Oscars en 2010. N'en jetez plus. « J'étais fan d'Astérix mais également de l'humour d'Alain, nous confie-t-il. Je ne l'avais jamais rencontré mais ça a tout de suite matché. Il a un sens du timing qui est très précieux en animation. Un bon gag fonctionne s'il tombe parfaitement sur la bonne image. Visuellement, on a essayé de respecter l'œuvre originale tout en ajoutant des touches de modernité et quelques extravagances. » Exemple, jubilatoire : l'inscription d'onomatopées lors des combats avec les romains. Ambiance « pif », « paf » « tchac » et « splotch ». Mais également quelques délicieux craquages comme lorsque Panoramix prépare sa potion magique sur le rythme de la chanson Boombastic de Shaggy ou se déhanche façon

Travolta. « Pour dessiner Astérix et Obélix, on a pris comme référence les albums parus entre 1960 et 1964, notre période préférée. On a réalisé un très gros travail sur les textures, et notamment les vêtements, comme les braies d'Obélix. On a également passé beaucoup de temps sur les cheveux afin qu'ils soient le plus réalistes possible. »

Cette savante potion a été élaborée dans les cuisines de TAT Productions, fleuron tricolore de l'animation situé en plein cœur de Toulouse. Là même où ont été concoctés des blockbusters comme Les As de la jungle. « C'était la première fois qu'on travaillait en tant que prestataire pour une production extérieure, confie Jean-François Tosti, son cofondateur. Mais quand Netflix nous a appelés et nous a parlé d'un Astérix en 3D avec Chabat, on a eu des étoiles dans les yeux. Nous nous sommes immédiatement mis en ordre de bataille. » Avec à la clé pas moins de 200 personnes – et une vingtaine de métiers – mobilisés durant quatre ans dans cette fourmilière de 2 000 mètres carrés : « C'est comme si nous construisions un théâtre de marionnettes. Il y a d'abord l'étape du dessin, puis on imagine un décor. C'est seulement ensuite que l'on sculpte nos personnages, et on y intègre un squelette afin qu'ils bougent. Avant de les peindre et d'ajouter de la lumière. » Le tout sur ordinateur et en 3D, mais avec une idée fixe, insiste Jean-François Tosti : donner la sensation aux spectateurs de regarder un album papier d'Astérix. « C'était vraiment la volonté d'Alain Chabat. Cet équilibre entre 3D et 2D n'était pas facile à atteindre, mais on a essayé de trouver le bon dosage. » Pari réussi ! ■



Astérix & Obélix – Le combat des chefs, série animée d'Alain Chabat, à partir du 30 avril sur Netflix.

« Mission Cléopâtre » : un film devenu culte

« JE NE CROIS PAS qu'il y ait de bonne ou de mauvaise situation. » « Itineris, je ne te capte plus. » Impossible de lister toutes les savoureuses répliques d'Astérix et Obélix – Mission Cléopâtre passées à la postérité. Lors de sa sortie en 2002, cette superproduction au budget colossal de 50 millions d'euros fut un raz de marée, avec plus de 14 millions d'entrées. Avant de s'imposer au gré de ses rediffusions télé comme une référence de la pop culture. « On a senti qu'il

se passait quelque chose dès les avant-premières en province, se souvient Édouard Montoute, irrésistible dans le rôle de Nexusis, le sbire d'Amonbofis campé par Gérard Darmon. C'était vertigineux, les spectateurs accueillaient Jamel Debbouze et les autres têtes d'affiche comme les Beatles. Le succès a dépassé toute l'équipe. » Une hystérie qui tranchait avec l'ambiance apaisée du tournage à Ouarzazate. « Les premiers jours, j'ai demandé à Alain

Chabat comment il allait faire pour gérer autant de stars au mètre carré, poursuit le comédien. Car quand vous voyez débarquer des gars comme Christian Clavier et Gérard Depardieu, ça en impose. Il était zen, pas du tout inquiet. J'ai compris à quel point tout le monde l'apprécie et le respecte. » Le monteur du film, Stéphane Pereira, abonde : « Il s'est passé quelque chose de magique. Alain a amené son univers des Nuls et a su parfaitement diriger

les acteurs. Par exemple, il souhaitait que Christian Clavier ne soit pas dans un registre trop "Jacquouille", comme dans le précédent volet [Astérix et Obélix contre César, sorti en 1999]. » Et Stéphane Pereira de confier qu'une fois le montage achevé le producteur Claude Berri a failli priver les spectateurs du monologue culte d'Édouard Baer alias Otis. « Il ne trouvait pas ça drôle, mais Alain Chabat a insisté pour le garder. » Grand bien lui en a pris ! R.J.



ROGER DO MINH/APPLE TV+



REMY GRANDROQUES/APPLE TV+

Ce biopic est une grande fresque historique portée par Benjamin Voisin dans le rôle d'Antoine Carême.

Le fabuleux destin de Carême le pâtissier

Un biopic d'Apple TV+ retrace l'ascension du premier chef à avoir connu la gloire au XIX^e siècle. Son coproducteur Dominique Farrugia nous en dévoile les coulisses.

RÉMI JACOB ★★★★★

ON LE SURNOMMAIT « le roi des chefs et le chef des rois » pour ses créations culinaires à tomber par terre. Nom : Marie-Antoine Carême, dit Antonin Carême. Profession : Pâtissier. Au début du XIX^e siècle, sous le consulat de Bonaparte, cet orphelin rêve de devenir le chef le plus renommé au monde. Bingo, ses inventions de génie comme l'éclair au chocolat tapent dans le palais de puissants qui se l'attachent. Parmi eux : Talleyrand, dont il devient le chef attiré, avant de jouer les espions pour son compte. Cette histoire hors norme est au cœur de *Carême*, une grande fresque historique en huit épisodes à déguster sur la plateforme de streaming Apple TV+ à partir du 30 avril. Côté casting, ça envoie. Réalisé par Martin Bourboulon – fraîchement auréolé du succès des *Trois*

Mousquetaires au cinéma –, ce biopic est porté par Benjamin Voisin dans le rôle-titre. À ses côtés : Lyna Khoudri dans celui de l'amante et Jérémie Renier campant un Talleyrand plus stratège que jamais. Malgré un manque de finesse ici ou là, la recette se digère plutôt bien. Notamment grâce à son parti pris : proposer une saga résolument pop où s'entremêlent sensualité, pouvoir et argent. « On a voulu créer quelque chose qui n'avait jamais été fait, explique Dominique Farrugia (Shine Fictions), producteur de la série avec Vanessa van Zuylen (VVZ Production). Une série avec un côté rock, pour parler notamment à un public plus jeune. Comme le dit ma femme, "ce n'est pas une série américaine, ce n'est pas une série anglaise, mais ce n'est pas une série française non plus" ». Et c'est peu dire que cette fiction – tournée entre octobre 2023 et mai 2024 – a nécessité de très

gros moyens, même si son budget n'est pas communi-qué. « J'y ai travaillé durant cinq ans. J'ai produit 25 films dans ma carrière et c'est de loin le plus ambitieux, glisse Dominique Farrugia. Notamment concernant les costumes, qui sont très chatoyants. On n'a pas été avares en figuration non plus. » On savoure également les décors, à l'image des cuisines des Tuileries savamment reconstituées dans les écuries de Chantilly. De quoi draguer un public interna-tional. « Après l'annonce du lancement de la série, on s'est rendu compte de sa portée en voyant même des joueurs indiens en parler. On espère qu'elle plaira et qu'il y aura des saisons 2 et 3. » ■

Carême, les deux premiers épisodes disponibles sur Apple TV+ à partir du 30 avril, puis un épisode chaque semaine jusqu'au 11 juin. (Série)

VIVA CORSICA!

★★★★★

Chaque été, 3,5 millions de vacanciers s'y rendent pour goûter un petit morceau de paradis. Mais avant de devenir cette carte postale idyllique, la Corse a connu une histoire tourmentée. Île de misère coupée du monde et infestée par le paludisme puis progressivement l'île de Beauté à partir de la seconde moitié du XX^e siècle, elle fascine tout autant qu'elle alimente des clichés. Le documentaire *Corse, l'épopée d'une île*, de Pierre Hurel et Bruno Joucla, diffusé mercredi sur France 3, la peint avec une infinie justesse. Grâce à de précieuses archives et des témoignages d'habitants, on parcourt un siècle d'histoire insulaire comme si on feuilletait un album photo. Sans que les épisodes d'extrême violence ou les relations parfois houleuses entre Corses et habitants du continent soient occultés. Une épopée romanesque rythmée par des images à couper le souffle, rendant un juste hommage à cette terre de contrastes. R.J.

Corse, l'épopée d'une île, mercredi à 21 h 05 sur France 3. (Documentaire)

UN THRILLER CHEZ LES GITANS ★★★★★

Lancée il y a moins d'un an dans l'Hexagone, la plateforme de streaming Max ne lésine pas sur les productions maison. Après les très réussies séries *Une amie dévouée*, sur la « mythomane du Bataclan », et *Le Sens des choses*, adapté du livre *Vivre avec nos morts* de Delphine Horvilleur, ses abonnés découvriront vendredi une fiction tricolore d'une aussi bonne facture : *Malditos*. Direction la Camargue, où une communauté gitane est à la tête d'une fête foraine. Mais face à la montée des eaux qui menace le terrain où celle-ci se situe, la préfecture décide d'expulser les occupants. En guise de solution pour les reloger : un HLM. Très peu pour eux. C'est le point de départ d'un thriller haletant aux accents shakespeariens rythmé par des rivalités avec d'autres communautés et un secret de famille qui les hante depuis de nombreuses années. Si la série nous attrape dès le premier épisode – elle en compte sept –, c'est grâce à l'ultra-réalisme de cette immersion dans la communauté gitane, mystérieuse et fascinante. Un univers auquel son créateur, Jean-Charles Hue, avait déjà consacré des films comme *Mange tes morts* ou *La BM du Seigneur*. Autre atout majeur : la comédienne Céline Sallette, magistrale dans le rôle de Sara Torrès, une matriarche prête à tout pour sortir son clan de ce bourbier. Une fiction puissante et électrique sélectionnée en compétition au festival Canneséries, qui se déroule jusqu'à mardi. R.J.

Malditos, à partir de vendredi sur la plateforme Max. (Série)



WILLIAM DUPUY/WARNER BROS. DISCOVERY

Au cœur de la Camargue, une cheffe gitane (Céline Sallette) lutte pour sauver sa communauté de l'expulsion.

Habemus suffragium

LA SEMAINE MÉDIA DE PHILIPPE VANDEL



 Je suis content de voir que vous allez mieux ! Le lendemain de sa rencontre avec J.D. Vance, visionnaire vice-président américain, le pape est mort. Les médias n'ont pas été pris de court. Ce ne sont que *breaking news* et journées spéciales. Le 13 Heures de France 2a invité une experte, Sophie de Ravinel, présentée exactement ainsi sur le bandeau : « Ancienne vaticaniste et auteure [du] livre "Le Vatican" ». Ma fille me demande ce qu'est exactement une vaticaniste. Vérifions dans un dictionnaire en ligne : « Vaticaniste : spécialiste des questions religieuses et diplomatiques du Vatican. » Ma fille : « Une ancienne vaticaniste, elle a tout oublié ? »  Qui sera le prochain pontife ? Vendredi, *Le Parisien* dévoile comment « les cardinaux multiplient les rencontres, formelles ou informelles », dans les trattorias proches du Saint-Siège. Parmi les 135 cardinaux électeurs,

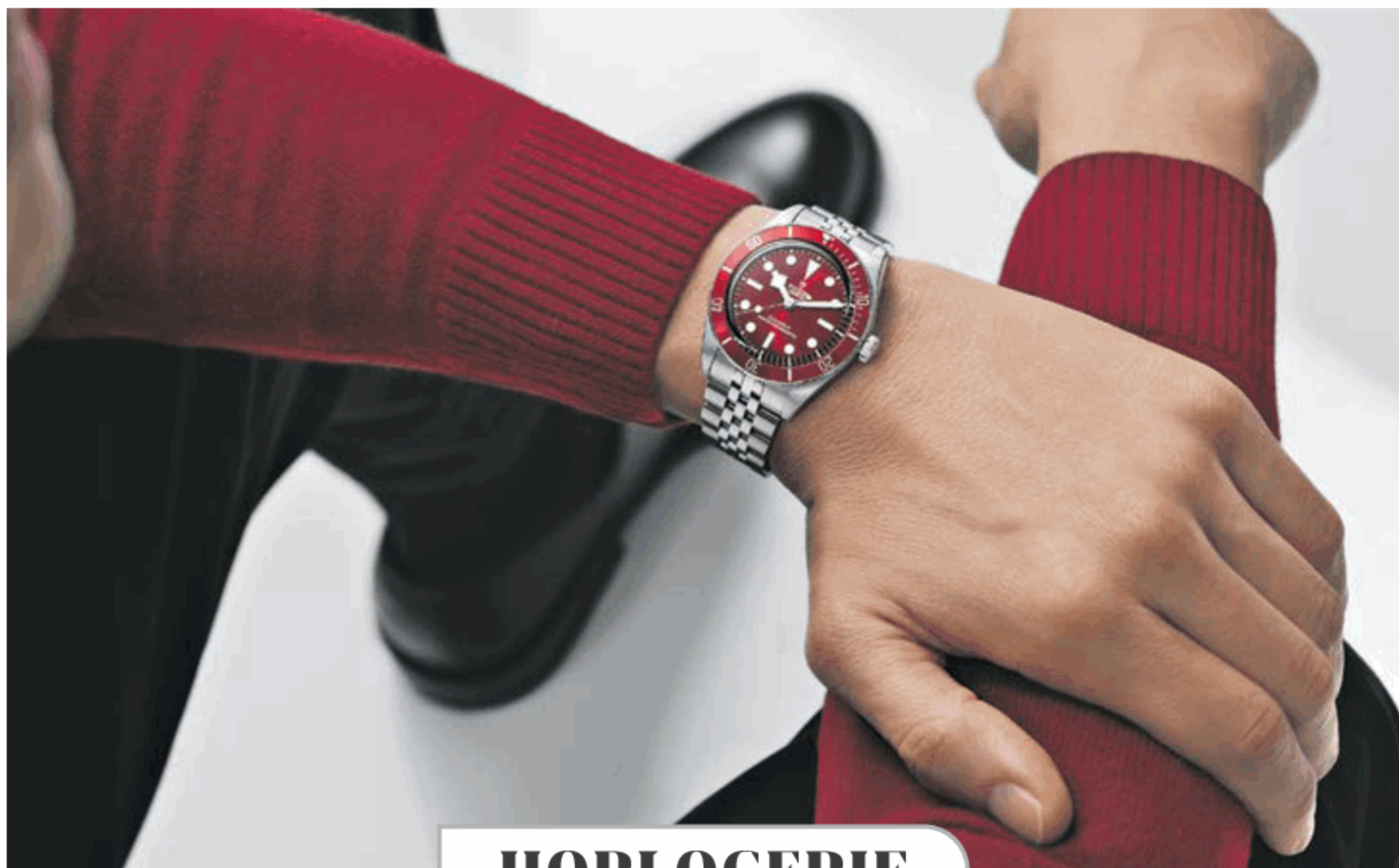
François-Xavier Bustillo, archevêque d'Ajaccio : « J'ai trois principes : ne pas regarder le passeport, ne pas voter pour un copain, et éviter une forme d'affect un peu... cul cul la praline [sic]. » Pas de copinage ? On en reparlera.  Le conclave est-il plus inclusif que La France insoumise, qui réclame toujours plus de démocratie, mais pas chez elle ? Le magazine *Complément d'enquête* (France 2) s'est longuement penché sur Jean-Luc Mélenchon et sa toute personnelle pratique du pouvoir. La députée Danielle Simonnet estime avoir été victime d'une « purge » décidée par la direction, dont elle ne faisait plus partie. *Complément d'enquête* interroge : « Est-ce qu'il y a un vote ? Elle est décidée comment, cette direction ? » Danielle Simonnet rit (jaune) : « Mais il n'y a pas de vote dans La France insoumise. C'est ça qui est magique ! »  Marine Tondelier réélue à la tête des Verts, avant le PS, c'est au tour de L.R. de passer aux urnes. Combien de votants ici ? Ils étaient seulement 43 859 en février. À l'approche du congrès, ils avoisinent les 105 000. C'est la multiplication des pains dans la gueule. Qui l'emportera, Wauquiez ou Retailleau ? Chacun accuse l'autre d'avoir « fait des cartes », c'est-à-dire d'avoir enrôlé des militants de la dernière heure.

 À l'heure où j'écris ces lignes, le nombre certifié des adhérents n'est pas publié. Le parti épluche les fichiers avant d'arrêter sa liste électorale. Pas simple. Lors de la primaire de 2021, Douglas avait voté. C'était un chien.  « Il va y avoir du sang sur les murs ». Le quin-zomadaire *Society* célèbre en dix exemples le « plus beau chapitre de l'histoire de la droite : les duels à mort ». Morceaux choisis : Laurent Wauquiez avait autrefois menacé Jean-Noël Barrot d'une « balle dans la tête ». Aujourd'hui, ce dernier est ministre des Affaires étrangères. Autre survivant : Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, qui a débuté dans la carrière sous la houlette de Philippe de Villiers, avant que celui-ci, jaloux de ses ambi-tions, ne l'évince de son cercle. « Face à la violence de son ancien mentor, Bruno Retailleau aurait même songé à mettre fin à ses jours. » L'élection se tiendra le 17 mai.  Un titre de BFMTV : « Oscars : les membres de l'Académie doivent désormais visionner les films avant de voter ». Tout est dans le « désormais ». Le critère depuis un siècle, c'était lequel ? *Le Film français*, magazine de référence du cinéma hexagonal, donne la même info, mais tranquillo : « Une nouvelle règle pour voter aux Oscars ». On peut difficilement faire plus sobre. Le début de l'article est

à l'avenant : « L'Académie des Oscars a annoncé ce lundi un changement parmi les obligations de ses membres pour récompenser les œuvres. » Comme poliment ces choses-là sont des palmarès !  *Paris Match* se désole des palmarès successifs des Molières. Car les pièces qui cartonnent ne sont ensuite quasiment jamais récompensées. D'où la rancœur des acteurs et des auteurs. Toujours la même question : qui vote et comment ? Sur 3300 votants, 75 % sont comédiens. Ils n'ont évi-demment pas pu voir l'intégralité de la production théâtrale. Un votant concède : « Je vous confirme que je donne ma voix à des spectacles que je n'ai pas vus, c'est la règle. On choisit par affinités, pour aider les projets des copains, ou pour saluer quelqu'un que l'on aime bien. »  Voilà qui me rappelle une ancienne ministre de Sarkozy. Elle publiait un essai ; je la recevais pour une longue interview radio sur Franceinfo. Elle s'étonna d'une de mes questions : pourquoi vous me demandez ça ? Ben, parce que c'est dans votre livre... Elle aurait dû lire Pierre Bayard. Un érudit, professeur de littérature, connu notamment pour cet ouvrage : *Comment parler des livres que l'on n'a pas lus ?* Bayard met en exergue ce mot d'Oscar Wilde : « Je ne lis jamais un livre dont je dois écrire la critique ; on se laisse tellement influencer. » ■

TENDANCE

Cadran et lunette bordeaux, le pari gagnant de la nouvelle Black Bay 58 de Tudor.



HORLOGERIE

Grandeur et décennies

Le style années 1970 s'essouffle au profit des années 1980, 1990... La preuve avec ces nouvelles interprétations dénichées au salon Watches and Wonders.

NICOLASSALOMON

Un coup d'œil dans le rétro inattendu. L'horlogerie a beau exister depuis cinq cents ans, les amateurs ont pris pour habitude d'en « découper » la production par décennies, comme il est souvent d'usage pour la mode ou la musique. Dans les allées du salon Watches and Wonders qui s'est tenu début avril, le constat était frappant : d'une manufacture à l'autre, les montres proposées faisaient directement écho à l'une ou l'autre de ces décennies, 1980, 1990, 2000..., qu'il s'agisse de célébrer l'anniversaire d'un modèle ou une nouvelle prouesse technique. En quoi est-ce si nouveau ? Tout simplement parce que jusqu'ici seule la décennie 1970 semblait régner en maîtresse. Une domination sans partage due à un homme

dont l'héritage est inlassablement convoqué : Gérald Genta. On attribue en effet à ce designer, mort dans un relatif anonymat, la paternité d'un style qui a fait les belles heures des années 2015-2025. Son secret ? Inventer une montre dont le bracelet s'intègre parfaitement à la conception de la boîte.

« Si je caricature, avant lui, les montres ressemblaient toutes à des galets en or assortis d'un bracelet en croco et d'un cadran blanc », plaisante à peine Laurent Picciotto, le fondateur de Chronopassion qui abrita en son temps une boutique consacrée au maître Genta. « En deux ou trois ans à peine, le marché s'est cabré, tout le monde s'est mis à vouloir donner son interprétation du style Genta », ajoute-t-il. Porté par la cote devenue délirante des deux stars du genre – Audemars Piguet Royal Oak et Patek Philippe Nautilus n'atteignaient-elles pas six à sept fois en occasion leur prix du neuf ? –, le marché horloger ne jura plus que par cette « gentai-

fication ». Tant et si bien que, de 500 à 50 000 euros, les montres commencèrent toutes à se ressembler. Jusqu'à une certaine saturation qui ne tarda pas à montrer le bout de ses aiguilles.

Effets boomerang : les prescripteurs ont commencé à s'en désintéresser, puis à les mettre en vente. Leur cote s'est mise évidemment à fondre comme la neige suisse au soleil. « Entre 2022 et 2025, des modèles stars, considérés comme inébranlables, ont perdu jusqu'à 50 %-60 % de leur valeur », indique Laurent Picciotto. L'avantage ? Cela pousse le marché à s'intéresser à d'autres périodes de l'horlogerie. De nombreuses manufactures ont diversifié leur inspiration. Et si la nostalgie domine toujours, elle ne s'exerce pas à l'endroit d'une seule période. Ajoutez à cela des prouesses techniques, le retour en grâce de matières et de couleurs et vous avez les ingrédients d'une livraison 2025 bien plus sapide qu'attendu. Tour d'horizon. ■

TAG HEUER
Solargraph Formula 1

Dans les années 1980, un jeune pilote brésilien répondant au nom d'Ayrton Senna surclasse la concurrence. À son poignet ? Des montres Tag Heuer dont il est le meilleur ambassadeur.

Pour célébrer sa mémoire, Tag Heuer s'est penché sur un de ses modèles phares à l'époque, la Formula 1. Une montre sport, disponible en plusieurs combinaisons de couleurs, à la confluence des codes. Reprenant la palette telle qu'elle l'avait laissée, la manufacture a déployé cette année toute une gamme qui fleurit bon la nostalgie mais dotée d'une technologie d'aujourd'hui. Son cadran photosensible permet à la montre de se recharger pour une année en quarante heures d'exposition à la lumière. D'un diamètre de 38 mm et d'un prix contenu, 1 850 euros, elle a rencontré un vif succès lors du salon.

ROLEX
Land-Dweller

Presque innocemment, c'est une fondue dégustée par Roger Federer avec des amis en montagne qui a mis la puce à l'oreille des connaisseurs au début du mois. Tenant la cuillère en bois, le bras du champion affichait une montre inédite de Rolex, alors même que les nouveautés sont strictement dévoilées lors du premier jour du salon Watches and Wonders. Pourquoi tant d'émotion ? Parce qu'il s'agit de la réinterprétation d'une comète de la manufacture des années 1980, Oysterquartz. Une montre offrant un visage différent, dont le bracelet intégré avait été une vraie réussite visuelle, mais un four commercial. Remise au goût du jour et surtout dotée d'un mouvement à haute fréquence extrêmement précis de nouvelle génération, la Land-Dweller est donc la digne héritière de l'Oysterquartz. Proposée en or, cette merveille débute à 15 350 euros.

CARTIER PRIVÉ
Tank à guichets

En 1997, l'horlogerie fourbit ses armes pour sa grande conquête des années 2000. Cartier, qui est déjà confortablement installé, exhume de ses archives cet affichage à guichet dont la première livrée remonte à 1928. Une tank, comme un lingot écorché, qui fait un retour apprécié cette année avec son mouvement à remontage manuel comme à l'esprit d'origine. À ce stade disponible qu'en de nobles matériaux ; son prix en or rose est de 52 000 euros.

TUDOR
Black Bay 58

Sœur cadette de Rolex, Tudor a désormais rencontré son public. Dans une gamme de prix gravitant rarement au-delà des 5 000 euros, ses propositions offrent un rapport qualité-prix de premier ordre. Mais en 1995, Tudor est bien plus modeste et ses audaces sont mesurées. Cette couleur qui refait surface cette année n'avait pas à l'époque été véritablement lancée. Pourtant, ce combo de bordeaux fonctionne à merveille. Belle plongeuse, avec son système de bracelet ajustable, elle vous met dans un bon bain moyennant 4 500 euros.

ANNÉES
1980ANNÉES
1990

ANNÉES
2000



HUBLOT
Big Bang

Les années 2000 sont folles pour l'horlogerie dont le marché n'a jamais connu, et ne connaîtra sans doute jamais plus, une telle expansion. En 2005, surfant sur la déferlante, Hublot propose cette détonante Big Bang, fruit de la fusion des matières en vogue à l'époque: titane et céramique. Vingt ans plus tard, elle est proposée dans une version anniversaire conforme à l'esprit Y2K qui l'avait vu naître. Si vous êtes nostalgique, elle s'offre à vous en échange de 8 900 euros.

CHANEL
J12 bleu mat

Lorsque le regretté directeur artistique des montres de la rue Cambon Jacques Helleu propose cette montre en céramique noire en 2000, c'est un coup de théâtre. Cette matière, à peine exploitée, renvoie dans sa finition brillante une lumière que l'époque recherche. Mais c'est en 2003 que son pendant, d'un blanc immaculé, va littéralement exploser et faire de cette nuance la nouvelle coqueluche du luxe. Vingt-cinq ans plus tard, Chanel célèbre cette gloire passée avec ce bleu encre. Travaillée en mat, la montre se pare de nouveaux atours. Gageons qu'elle saura convaincre la génération Z, qui a vu le jour en même temps que la J12 d'origine. Disponible en plusieurs tailles; la 38 mm coûte 11 000 euros.



ANNÉES
2010



VACHERON CONSTANTIN
Traditionnelle tourbillon
date rétrograde openface

Si vous aimez la haute, très haute horlogerie, typique de ce qui a été considérablement développé au début des années 1990, vous allez pouvoir jeter votre dévolu sur cette exception. Au-delà du triomphant tourbillon à 6 heures, c'est l'écorché du mouvement rétrograde entre 9 et 3 heures, un des grands marqueurs de cette ligne Tradition, qui nous réjouit. Vous pourrez y admirer non seulement la complexité des pièces en mouvement, mais aussi la fabuleuse exécution de ces pièces guillochées main. Oui, il vous sera demandé de déboursier 216 000 euros, mais c'est le prix pour accéder à l'Olympe.

BULGARI
Octo finissimo
ultra tourbillon

Bulgari signe ici son 10^e record de finesse après la toute première Octo Finissimo de 2014. Plus fine qu'une pièce de 10 centimes, elle défie toutes les lois de l'horlogerie. Seul le rare tungstène qu'elle utilise lui permet d'éviter les torsions. En choisissant d'emprunter cette ligne de crête, Bulgari s'est attaché un petit clan de collectionneurs dont la prodigalité ne connaît pas de limites. Les 20 exemplaires prévus, dont le prix estimé tourne autour des 750 000 euros, ont déjà provoqué un solide intérêt. À quoi cela sert-il? Comme en formule 1, c'est un laboratoire d'idées qui permet à l'horlogerie moderne de continuer d'avancer.



Le nouvel art
du décalage

Trois pieds de nez
au conformisme.

L'horlogerie féminine souffre parfois d'un procès en illégitimité considérant que seules les complications masculines, souvent orientées autour de la découpe du temps ou de la précision, seraient sérieuses. Or, derrière cette disqualification facile se cachent en réalité des savoir-faire bluffants ou des pieds de nez au conformisme témoignant lorsqu'on les décrypte d'un travail horloger de haute volée. Au salon Watches and Wonders, trois beautés coruscantes ont piqué notre curiosité. N.S.

CHANEL
Boy-friend Coco Art

Avec ses faux airs de micro-tableau pointilliste à la Roy Lichtenstein, cette petite Première Blush de Chanel dépile les horizons d'un métier aussi vieux que l'horlogerie: la maîtrise de l'émail. Car restituer ces nuances de rose inspirées par celle du maquillage - Arnaud Chastaingt, le directeur du studio de création horlogerie, nous disait avoir voulu maquiller le temps - est en réalité une gageure. L'émail à l'état naturel est incolore. On vient y apporter des pigments de couleur dont la palette ne se révélera qu'au terme d'une cuisson autour des 1 000 °C. Une fois celle-ci obtenue, d'où le nom de d'émail « grand feu », elle est immuable. Ce cadran pop art recèle ainsi des dizaines d'essais et couches successives réalisées minutieusement par les plus grands émailleurs. Ajoutez un sertissage étincelant de 38 saphirs baguette de la lunette, un mouvement mécanique manufacture à remontage manuel, et vous obtenez un petit trésor limité à 20 exemplaires, facturé 130 000 euros.



ANNA DANUCARTIER

Intemporel, le modèle
Tressage de Cartier.



HERMÈS
Arceau Rocabar
de rire

En 1978, le génial Henri d'Origny dessine cette montre arceau qui, avec ses cornes en forme d'étrier asymétrique, bouscule le consensus. En 2025, cette version à l'équidé rigolard en bouscule un autre et devient le théâtre d'une marqueterie de crin de cheval qui a le don de restituer le pelage de l'animal avec une réalité confondante. Quant à sa langue, elle se rétracte et sort sur commande en pressant le poussoir à 9 heures. Ce pied de nez dissimule donc une complication à la fluidité prodigieuse dont il est probable qu'on lui fasse dire à l'avenir d'autres choses plus sérieuses... Limitée à 12 exemplaires, elle coûte 168 000 euros.

CARTIER
Panthère Bangle

Véritable sculpture émanant d'une section carrée, cette panthère bondissante exige la maîtrise des proportions et des lignes de fuite. Rendu de musculature, traits de la gueule, regard affûté, largeur des pattes, tout concourt à son bondissement. Une soudaineté qui mérite qu'on s'y arrête, contre 222 000 euros.



ANTOINE PIVIDORI

JEUX

MOTS CROISÉS de Louis Ajar

	A	B	C	D	E	F	G	H	I
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									

HORIZONTALEMENT 1. Ils peuvent être imposés sur les personnes physiques. 2. Il peint la bête... 3. Telle la valeur d'une monnaie. 4. Pousse à la grève. Pronom personnel. 5. S'est imposé en Égypte. Passe en courant. 6. Mi-lice. Victimes des Huns, une parmi d'autres. 7. Les sourds-muets l'interpellèrent. Là il y a du pot à se faire. 8. Elles ont leurs saisons. Pour désigner. 9. Rendez-marron. 10. On identifie facilement son genre. Palindrome littéraire. 11. Publication régulière mais avec éclipses. 12. Au message bien reçu. Porteur de légende. 13. Être un modèle à copier. Ville du Japon.

VERTICALEMENT A. Geste gratuit qui peut coûter cher. Numéroté en musique. B. Quelle bêtise ! On y privilégie les personnes d'expérience. C. Île de la Sonde. Pins qui touchent au sommet. D. En circulation. Mauvaise accumulation dans le sang. E. Créer une annexe de chambre. F. Producteur d'huile. Filets disposés en nappe. G. Fait son chemin dans le sable. Trop petits pour dormir sous les ponts. Agréable. H. Pour bien balles lancer. Se passent avant les maîtrises. I. Limites infranchissables pour la star. Dicter sans faute. Sort en flottant.

MOTS FLÉCHÉS de Louis Ajar

GAGNER QUI A UNE ATTITUDE DE CAVALIER...	MITEN CONTACT LE SÉNAT PLUS L'ASSEMBLÉE	MIS BIEN BAS PEUT ÊTRE CELUI DE L'ÉTAPE	ÉLEVÉ S'IL Y A USURE BOUT DE MATIÈRE	DE QUOI FAIRE CARRIÈRE	FEMMES AUX HISTOIRES SANS PAROLES
PETITE LAINE	VICTIME DE L'IRE			POSSESSIF	ESPION EN JUPON
ARGENTIN IL SE PREND À L'ANGLAISE			MER ET ÎLE TRÈS FROIDE QUI ÉTRENNE		DÉCLENCHA UNE ÉMI- GRATION FORCÉE
INSIGNE C'EST PAS LE GROS LOT		AXE		DEMANDE DE SITUATION INSTRUMENT D'ÉVASION	ÉLÉMENTS DU TROUSSEAU
BEAUCOUP DE PAGES	INSIGNI- FIANT VUES OU APERCUS	INDICE POUR MITRAILLER QUI MET À RUDE ÉPREUVE	IL EST BON DE S'Y RENDRE GROUPE SANGUIN	ÇA C'EST SASSÉ	L'ÉCLAT DU VIEUX
MARQUE DE BOMBE RÉCENTE	BLANC D'ŒUF BOUILLONS MAIGRES	OISEAUX- TROM- PETTES BORD D'EAU	PRIX SANS LIMITES DU PLOMB	JANE OU JOË RESTÉ EN CARAFE	
D'AVOIR ELLE MONTE AU TRAVAIL		REFUSER DE JOUER			

SUDOKU Facile

		7			4		
6	5	2		8		3	1
8				7			5
			8	9	6		
4	7					6	1
1	3					2	7
	9		2	6	5		3
	4					8	

SUDOKU Moyen

1			3	4			7
6			1	9			4
	7					5	
			9	4	2		
8							9
	4				5		
1		8	2	6		4	
	2		3		1		

LES NEWS PEOPLE DE LA SEMAINE

PAR JOSÉPHINE SIMON-MICHEL

QUI A DIT :
« La connerie, c'est la décontraction de l'intelligence » ?
Serge Gainsbourg.

DEVINETTE PAPALE
Quels engins reçus par des admirateurs anonymes le **pape François** a-t-il vendus aux enchères au profit d'œuvres caritatives ? Une Lamborghini modèle Huracán, adjugée à 715 000 euros. Ainsi qu'une Harley Davidson partie à 241 500 euros. L'identité des acheteurs de ces deux beaux « papabolides », signés et bénis, n'a pas été dévoilée.

DEVINETTE WHAT ELSE
Pourquoi **George Clooney** se sent-il l'homme le « plus chanceux du monde » ? Parce qu'en rencontrant son épouse **Amal Alamuddin** en 2013, le meilleur ami de Brad Pitt

a l'impression d'« avoir décroché le jackpot ». Il est pAmal non plus...

ÇA SE LIT SANS FIN
Olivia Williams, l'actrice de 56 ans connue pour avoir interprété **Camilla** dans les saisons 5 et 6 de *The Crown*, est atteinte d'un cancer du pancréas métastasé. **Kate et William** fêteront leur 14^e anniversaire de mariage le 29 avril en Écosse, où leur histoire a débuté. La star de la série *You* **Penn Badgley** s'apprête à accueillir des jumeaux avec son épouse, **Dominó Kirke**. **Kristen Stewart**, l'actrice de *Twilight* et ex de Robert Pattinson, s'est mariée avec sa compagne **Dylan Meyer** après trois ans de fiançailles. **Virginia Giuffrè**, l'une des principales plaignantes de l'affaire Epstein s'est suicidée à l'âge de 41 ans. Après Zaho de Sagazan l'année dernière, **Mylène Farmer** se produira

lors de la cérémonie d'ouverture du Festival de Cannes le 13 mai. **Ben Attal**, fils de Charlotte Gainsbourg et d'Yvan Attal, reprend les commandes du Gainsbarre, le restaurant et piano-bar qui jouxte la Maison Gainsbourg au 14, rue de Verneuil à Paris. Ça arrive aux meilleurs... **Tony Parker** s'est fait larguer par **Agathe Teyssier** après un an de relation. À partir d'aujourd'hui et jusqu'en juin, **Sophie Marceau** remplace Fabrice Luchini à la tête de l'émission *Les Admirations littéraires* sur France Inter.

VOUS AVEZ DIT GRIVOIS ?
Olé Osé, le nouvel album de **Patrick Sébastien**, vient de sortir ! Avec 14 chansons inédites telles que *Est-ce que tu l'as vu ?* ou *La Quéquette à Raoul*. Les premiers extraits ont quand même été écoutés plus de 20 millions de fois sur les réseaux sociaux.



CANNIERIES SUR TAPIS ROSE
Sublime membre du jury de la compétition, l'actrice **Louise Bourgoin** a fait sensation lors de la soirée inaugurale de la huitième saison du Festival international des séries de Cannes. L'événement est de retour sur la Croisette jusqu'au 29 avril.

SOLUTIONS DES JEUX DU NUMÉRO 81

MOTS CROISÉS	F	R	U	G	A	L	I	T	E
	L	I	A	P	I	D	E	S	
	O	V	A	L	I	S	E	S	
	R	E	V	U	T	E	L	E	
	E	O	R	E	E	A	S		
	N	A	C	E	L	L	E	S	
	C	I	A	A	S	S	E	Z	
	E	S	T	E	R	P	R	E	
	S	E	I	G	L	E	T		
	S	E	F	I	A	C	R	E	
	N	A	I	F	A	P	E	U	
	O	U	R	E	B	I	D	E	
	B	E	L	A	N	C	E	S	

SUDOKU	8	7	2	9	6	1	5	8	7
9	9	7	8	2	6	7	1	2	9
8	1	6	5	7	2	1	9	3	
9	9	8	7	1	6	5	7	2	
6	7	2	1	9	8	9	1	2	
2	7	1	2	9	7	8	6	9	
7	2	9	1	8	9	7	1	9	
7	8	2	6	7	2	1	5	9	
1	6	9	7	2	1	9	2	8	

I	R	D	C	G					
A	R	B	A	L	E	T	R	I	E
R	A	T	E	L	I	E	R		U
F	E	R	A		C	R	O	A	T
C	A		I	O		L	I	E	E
B	U	T	A	S		M	E	N	
P	I	N		C	U	S	T	O	M
G	E	N	T	I	L	S		A	R
R	E	I	N		S	A	L	S	A
P	A	R	E	N	T	E		M	T
B		N	E	U	T	R	O	N	S
G	L	A	N	E		O	U	I	
E	R	E	S		R	U	S	E	S
O	S	T	S		D	E	F	E	R

LA TRIBUNE DIMANCHE

est éditée par LA TRIBUNE NOUVELLE S.A.S. au capital de 535 950 euros
Siège social 54, rue de Clichy, 75009 Paris
Siren : 749 814 604
Actionnaire CMA Media
Président et directeur de la publication Jean-Christophe Tortora
Directrice générale Tatiana de Francqueville
Directrice générale déléguée revenus et monétisation CMA Media Virginie Lubot
RÉDACTION
Directrice des rédactions Lucie Robequain
Directeur délégué de *La Tribune Dimanche* Bruno Jedy
Rédactrice en chef Soazig Quémener
Rédactrice en chef technique Emmanuelle Aubry (adjoint : Amaud Vergnot)
Rédacteur en chef photo Stéphane Correa
Rédacteur en chef Culture et Tendances Emmanuel Poncet
DIRECTION ARTISTIQUE
Marie-Anne Demange
Conception par ETX, Cécilia Gabizon et Jean-François Labour
PUBLICITÉ
Directeur du pôle print Nicolas Gaumont pub@latribune.fr

Publicité Culture MEDIAOBS
44, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris
Direction Corinne Rougé (01 44 88 93 70)
COMMUNICATION
Directrice exécutive marque, communication et partenariats stratégiques Natalia Abella
Directrice exécutive marketing et numérique Ghita Chami
ABONNEMENTS
Directrice des abonnements Arjwan Boesch
Abonnements entreprises abonnement@latribune.fr
Relation abonnés abo@latribune.fr
Tél. : 01 59 13 17 44
Abonnement *La Tribune Dimanche* papier 109 euros par an (publication hebdomadaire)
DIFFUSION
Directrice de la diffusion et des éditions spéciales Laura Kiraly
Contact réglages diffuseurs Agence Boconseil oborscha@boconseil.net - Tél. : 01 85 09 13 40
IMPRIMERIES
Riccobono Tremblay-en-France 93290
La Provence Marseille 13015
Tarif France *La Tribune Dimanche* papier 2,50 euros
Dépôt légal A parution
N° de commission paritaire 1228 C 95229
ISSN 3001-1892



GUILLAUME DURAND

« Ça suffit, le silence! »

JOSÉPHINE SIMON-MICHEL
PHOTO SÉBASTIEN LEBAN

Ses parents ont choisi le prénom Guillaume en hommage à Apollinaire. Ce n'est pas sous le pont Mirabeau qu'il a grandi mais dans le quartier de Rimbaud et de Mallarmé, au cœur de Saint-Germain-des-Prés. Plus précisément rue Mazarine, où la galerie de Lucien et Nicole Durand fut pendant un demi-siècle le repaire de l'avant-garde artistique. Gamin, il observait son père et Aragon parler chiffon, exclusivement de cravates ; sa mère pester contre Simone de Beauvoir qui trimbalait avec elle des liasses de billets pour les déposer à la banque. Sa carrière professionnelle, tout le monde la connaît. D'abord prof d'histoire puis journaliste télé et radio, Guillaume Durand a vécu mille et une vies. L'actuelle a pris un autre tournant le 25 juin 2021, après onze heures d'opération de la mâchoire à la suite d'un cancer agressif. Ainsi est-il, Guillaume, un combattant des années Durand.

Comment vous sentez-vous ?

Je vais bien. J'ai toujours eu, peut-être à cause du sport, un côté *Fight Club*. Il est hors de question de se laisser enterrer par quelque chose que l'on peut combattre, de ne pas traverser le mur que l'on a devant soi. Au lieu de tomber dans la danse macabre, j'ai plutôt mis à distance le cadavre exquis que j'aurais pu être. J'ai eu aussi beaucoup de chance d'avoir été autant soutenu. Quand j'allais en radiothérapie pour entrer dans cette espèce de four à pain effrayant, je lisais les petits mots que ma fille m'envoyait. Mais c'est quand même très dur quand la vie vous envoie comme signe qu'elle va peut-être vous effacer plus vite que les autres. Ce n'est pas un sport de désinvolte !

Témoigner de votre combat vous aide psychologiquement ?

Aujourd'hui, je me sens totalement libre de parler. Pendant un temps, je craignais que ce soit perçu comme une forme d'exhibitionnisme. Et finalement, ça suffit, le silence ! C'est pour ça que je me suis engagé avec Rouge-Gorge*, une campagne de sensibilisation pour les cancers ORL qui a eu lieu début avril.

On vous qualifie souvent de dandy désabusé, de désinvolte...Qu'en pensez-vous ?

Quand on fait un métier où la concurrence règne, ce portrait n'est pas toujours flatteur. Je ne me suis jamais intéressé à ce que l'on disait ou pensait de moi. Je n'ai pas voulu passer mon temps à m'expliquer, à donner des interviews. Michel Drucker, qui a fait cette carrière magnifique et longue, prenait un temps fou à rencontrer les gens de la presse pour gérer une image que, moi, je n'ai jamais gérée. Vous savez, j'ai eu tous les emmerdements possibles. Tentative de meurtre quand j'étais jeune, problème d'arythmie, cancer... J'ai un rapport à la vie qui est de toujours se battre et où l'on n'a pas le temps de s'expliquer.

Une tentative d'assassinat ?

J'avais 10 ans. Alors que je me promenais à Belle-Île pour aller à la plage, un type est apparu avec un énorme couteau pour me tuer, comme dans *Psychose*. J'ai couru jusqu'à la ferme où était mon père, l'homme m'a suivi et s'en est pris à lui, déchirant ses jambes à coups de couteau avant de s'effondrer sous l'emprise de l'alcool. Ce genre de scènes construit un peu une psychologie avec bizarrement une gaieté apparente, de la prétendue « désinvolture » qui est en fait la réponse à cette affaire-là.

Vous avez toujours parlé de vos parents avec beaucoup de tendresse...

Je suis un amoureux inconditionnel de mes parents, qui étaient deux intellectuels loufoques qui se sont intéressés à l'art contemporain dans l'après-guerre et qui étaient une sorte de mélange entre Beckett et Arletty. J'ai franchement bien ri et bien vécu avec eux. Spontanément tous les matins, je compose le numéro de téléphone de ma mère jusqu'au moment où je m'aperçois qu'elle n'est plus avec moi.

Quand est-elle partie ?

Il y a trois ou quatre ans. Je n'arrive même pas à situer la date parce que j'ai l'impression qu'elle est toujours là. Jusqu'à ses 96 ans, ma mère n'a cessé de m'engueuler, pour tout et n'importe quoi. La seule personne qui était exempte de tout reproche, c'était ma femme, Diane, qu'elle surnommait Jeanne d'Arc. Tout le reste de la famille est passé au tamis de sa drôlerie et de son sens critique terrible. Si je n'allais pas la voir tous les jours, elle gueulait.



Guillaume Durand, en février, chez lui à Paris.

Je suis un amoureux inconditionnel de mes parents, qui étaient deux intellectuels loufoques

Elle était un pôle de distraction incroyable. Elle était aussi ma meilleure amie.

En quoi vos parents étaient-ils loufoques ?

Par exemple, mon père a racheté un cimetière désaffecté à côté de sa maison de campagne. Je le revois faire griller des côtes de bœuf sur deux tombes recyclées en barbecue. Ils étaient complètement anticonformistes et l'argent ne les intéressait pas. De toute façon, ils n'en avaient pas beaucoup. C'est un des paradoxes du monde d'aujourd'hui. Pour beaucoup de gens, art égale fric. Mais pour leur génération, ça n'avait strictement aucun rapport.

Pourquoi êtes-vous parti vivre à 12 ans dans une chambre de bonne avec vos frères et votre cousin ?

Essentiellement par manque de place. Nous étions trois garçons et on commençait à vivre les uns sur les autres. Nos parents nous ont exfiltrés dans la chambre de bonne du dessus, ce qui, au départ, était un peu une souffrance – à 12 ans, on a encore envie d'être avec papa et maman – puis s'est révélé finalement une libération phénoménale. Notre chambre était devenue un fumoir de pétards avec pour bande-son Led Zeppelin à fond la caisse. Je reconnais que cette vie n'a pas été toujours facile, parce qu'on se retrouvait tout seuls, sans soutien. Ma mère culpabilisait du fait que mon père avait un rapport tellement désinvolte à notre éducation.

Comme beaucoup de gens de votre génération, vous étiez un ado submergé par la vague rock anglaise. Comment expliquez-vous cette fascination pour Bowie et Mick Jagger ?

Je pense que les interrogations de Modiano, à l'époque, sur le comportement des parents pendant l'Occupation ont eu un énorme impact sur ma génération. L'attitude morale d'une grande partie des artistes français pendant la guerre n'a pas été glorieuse. C'est absurde de penser qu'Aya Nakamura n'aurait pas le droit d'interpréter Piaf, comme si Piaf

était une référence morale. Il ne faut pas oublier qu'elle était de l'autre côté et passait ses soirées dans un bordel où venait toute la bande de la rue Lauriston. Alors les Anglais sont devenus attirants, parce que ce sont eux qui nous avaient sauvés et puis aussi parce qu'ils étaient bourrés de talent !

Peu de temps avant sa mort, vous aviez commencé à écrire un livre à quatre mains avec Françoise Sagan.

Son fiscaliste m'avait proposé d'écrire avec elle parce qu'elle était complètement fauchée. À tel point qu'elle n'avait même plus d'argent pour payer ses clopes. Je la retrouvais tous les jours chez elle, avenue Foch. J'essayais de la motiver pour qu'elle me raconte quelques souvenirs mais, tout en se servant du whisky, elle me disait : « Guillaume, si on appelait Édouard Baer ? » Un jour, j'ai sonné et elle n'a plus jamais ouvert la porte.

Vous étiez proches ?

Nous n'étions pas intimes mais elle m'a quand même guéri d'un chagrin d'amour. Me voyant tellement malheureux, elle m'a convoqué un jour dans un resto et m'a fait un cours sur comment accepter de se faire larguer. « Il faut arrêter de téléphoner à cette fille ! » Et ça a fonctionné !

C'est comment, le dimanche de Guillaume Durand ?

Jusqu'à il y a cinq ans, c'était le sport, tennis, course à pied... Je m'y remets progressivement. Ensuite, sieste et bouquin. Je passe énormément de temps à lire. Je suis un lecteur de nuit. ■

Guillaume Durand anime tous les dimanches *Bande à part*, de 8h30 à 9h30 sur Radio Classique. Son livre *Bande à part* est disponible aux éditions Plon.

* Pour en savoir plus rendez-vous sur campagnerougeorge.com

SES COUPS DE CŒUR

Il partage avec sa fille un amour pour Billie Eilish. « *Tous les soirs, on l'écoute dans sa chambre en jouant au foot. Et parfois même à table.* » Il a trouvé l'exposition consacrée à David Hockney à la Fondation Vuitton « *extraordinairement émouvante* » et a même pu rencontrer l'artiste. Côté gastronomie, il adore déguster un couscous au restaurant À Mi-Chemin, à Paris, et au Sin, à la Cité de l'océan de Biarritz. « *C'est un resto tenu par l'une de mes anciennes élèves !* »

Le Sin
1, av. de la Plage (Biarritz).
À Mi-Chemin,
31, rue Boulard (Paris 14^e).

LE PETIT DEJ MEDIA 8H50

L'actualité média marquante de la semaine et celle à ne pas manquer avec Rémi Jacob, journaliste à La Tribune Dimanche.

Tous les week-ends dans

Anaïs matin
Anaïs Castagna
6H - 9H

RMC
INFO TALK SPORT

en partenariat avec

LA TRIBUNE DIMANCHE

photographie retouchée



Pomellato

COLLECTION NUDO

MILANO 1967

POMELLATO.COM

LA TRIBUNE

FUTURS

SUPPLÉMENT
À LA TRIBUNE DIMANCHE
DU 27 AVRIL 2025

NOTRE SANTÉ

FACE AUX DÉFIS DE L'ÉPOQUE

ÉDITION SPÉCIALE
FORUM IMPACTS SANTÉ

ILLUSTRATION GÉNÉRÉE AVEC L'IA CHATGPT



SONDAGE P.III
Les Français
craignent la
privatisation du
système de santé

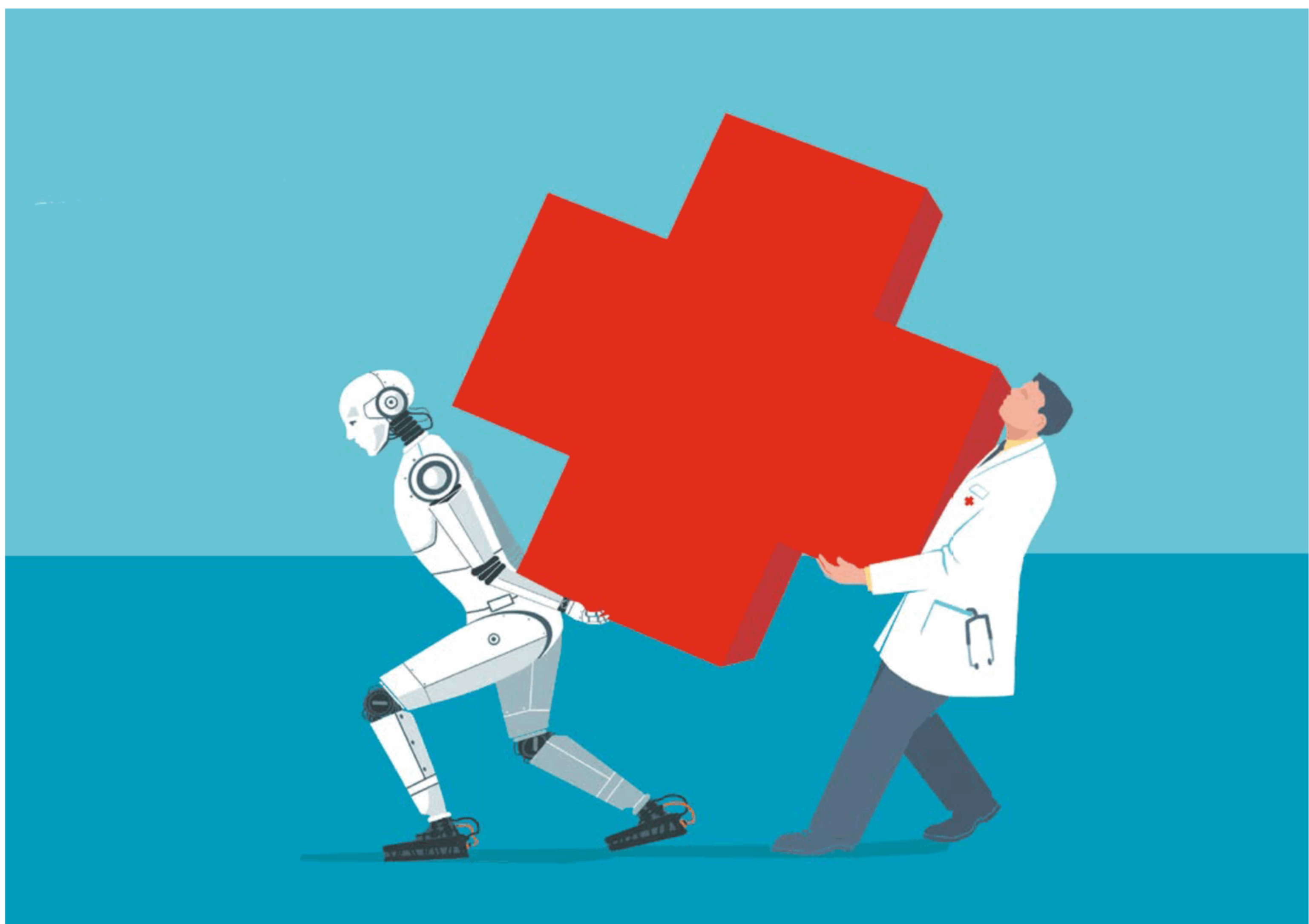
SANTÉ MENTALE P.V
L'urgence
contrariée d'une
grande cause
nationale

INNOVATION P.XI
Le parcours
du combattant
du financement
des Biotech

ENTRETIEN P.IV
Yannick Neuder,
ministre de la Santé,
veut en finir avec
les déserts médicaux



JULIEN DANIEL / MYOP



DORIANO STROLOGO

Les troubles de l'époque mettent notre santé à l'épreuve

Cinq ans après le choc du Covid, l'avenir de notre système de soin préoccupe plus que jamais les Français. Les défis à relever sont immenses tant les bouleversements politiques, technologiques, financiers et environnementaux changent la donne.

DENIS LAFAY

Dire en 2025, cinq ans après le premier confinement, que la santé est un des enjeux majeurs de la vie des Français est un truisme. Mais le rappeler n'est pas inutile alors que les doutes s'installent sur la qualité et la pérennité de notre système de soin. Notre santé trône toujours en tête de nos préoccupations, si l'on en croit le Rapport annuel sur l'état de la France 2024 du Conseil économique, social et environnemental (CESE). Une étude Ipsos pour Groupe Vvv (20 février 2025) entre dans les détails. « *Manque de personnel et fermeture de services dans les hôpitaux, reste à charge après remboursement, délais d'attente pour accéder aux soins, difficulté de se faire soigner à proximité, effets de la pollution de l'air, des sols et de l'eau, et impacts sanitaires des événements climatiques extrêmes* » : chacun de ces sujets soulève l'inquiétude d'environ 90 % des personnes interrogées.

Plus encore, l'enjeu des « *transformations attendues* » d'ici 2035 – comme l'essor des technologies (intelligence artificielle, impressions 3D, téléconsultation, outils connectés) – est largement intégré par les Français interrogés dans l'étude. Ces progrès devront profiter aux soins à domicile, au suivi de l'état de santé, à la prévention.

Une double mesure a priori conflictuelle peut toutefois surprendre : 85 % des personnes interrogées pronostiquent le développement de la santé numérique mais seulement 29 % la jugent souhaitable. Cet indicateur est symptomatique du différentiel de perception entre le fait et l'aspiration, qui peut résulter d'un déficit de confiance envers les acteurs industriels ou institutionnels impliqués. Déficit de confiance : voilà le poison qui affecte la relation des citoyens à « *leur* » démocratie, plus précisément leur relation aux « *pilliers de la démocratie* » (dirigeants et partis politiques, justice, médias, syndicats, etc.). Mais qui épargne l'hôpital en dépit des dysfonctionnements (visibles ou non des usagers) de notre système de santé public.

L'enjeu éthique

Consolider la confiance là où elle est solide, la raffermir là où elle titube, la restaurer là où elle vacille, la créer là où elle est vierge : c'est le défi auquel l'ensemble des acteurs de la santé sont confrontés. Politiques, personnels soignants, chercheurs, industriels, financiers sont convoqués, dans un moment que percutent d'immenses événements structurels, contextuels ou conjoncturels.

Sur le plan structurel, il s'agit en premier lieu du développement des nouvelles technologies, IA en tête. Les progrès qu'elles promettent en termes de prévention, de diagnostic et de soin s'annoncent prometteurs.

La confiance viendra du doigté avec lequel la main de l'Homme, plus exactement l'attention, la parole, la disponibilité des professionnels du soin, accompagnera [ont] les prouesses de la technique. Comment leur expertise s'embouteille-t-elle dans celle de la technologie ? Comment « encadrer » ce développement ? Comment le soustraire à un excès mercantile propre à désubstantialiser ses vertus ? Comment juguler les dangers que suscitent le recueil, l'exploitation et le partage des datas – si névralgiques ? L'enjeu éthique est tentaculaire ; il questionne depuis le corpus législatif jusqu'à la formation des médecins, infirmiers, aides-soignants. Et doit s'assurer que les ruptures technologiques n'outrepassent pas l'intérêt des patients, et demeureront sous le contrôle politique et l'autorité des professionnels du soin.

Dans le registre contextuel, trois marqueurs sortent du lot. D'abord le déficit de la Sécurité sociale, de 15,4 milliards d'euros en 2024. En excès de 7,5 milliards par rapport à la loi de finance ad hoc et couvrant plus de 10 % du déficit public, la Cour des comptes a jugé « *sans précédent* » (hors deux années pandémiques) l'ampleur du dépassement de la prévision initiale. Pour 2025, le déficit annoncé bondit même à

85 %
des personnes
interrogées
pronostiquent le
développement de la
santé numérique
mais seulement 29 %
la jugent souhaitable

22,1 milliards. La marge de manœuvre financière dédiée à l'amélioration du système de santé se révèle donc anémique. D'autant plus que se dressent deux « *montagnes* » plaçant le financement au défi de la solidarité : le croisement des courbes du vieillissement de la population et du déclin de la natalité – percuté par l'ultra sensible dossier des retraites –, d'autre part l'explosion du coût des médicaments lié aux innovations – d'ici 2030, leur part dans le coût global de la santé (325 milliards d'euros en 2023) pourrait atteindre 20 % contre moins de 10 % aujourd'hui.

Ensuite le support politico-institutionnel. Depuis la première élection d'Emmanuel Macron en 2017, le ministère de la Santé a connu neuf titulaires – auxquels peuvent être ajoutés cinq ministres ou secrétaires d'État délégués, comme aujourd'hui Yannick Neuder aux côtés de Catherine Vautrin. Ceci dans un environnement brutalement précarisé depuis la dissolution de l'Assemblée nationale et l'instabilité politique qui a suivi son renouvellement le 7 juillet 2024. Difficile, dans ces conditions, de penser une vision et une stratégie nouvelles, puis de les coiffer d'une architecture idoine, puis d'entraîner dans leur sillage l'ensemble des acteurs.

Enfin, et l'étude Ipsos-Vvv le corrobore : la préoccupation environnementale est devenue cardinale – la pandémie Covid-19 ayant exposé au grand public la réalité du « *one health* » (les répercussions sur la santé

humaine de l'imbrication des écosystèmes humain, animal, végétal, étayée par les facteurs climatiques, d'urbanisation et de mobilité). Or la course contre-la-montre engagée par l'humanité pour freiner la progression du désastre écologique est semée d'obstacles qui peuvent donner l'impression d'une défaite programmée.

Événements structurels, contextuels et donc aussi conjoncturels. En tête desquels le séisme déclenché outre-Atlantique dès le jour de l'investiture de Donald Trump. Le tremblement de terre n'est pas que démocratique, géopolitique, commercial, militaire, et même civilisationnel. L'une des principales répliques affecte le secteur de la santé, et plus globalement la santé.

Nouveau diktat idéologique

La santé des Américains, livrée à une politique domestique pilotée par Robert F. Kennedy Jr, antivax, et soumise aux dégâts d'un cadre économique et industriel dérégulé. La santé du reste de la population mondiale, visée par le retrait américain de l'OMS et de programmes humanitaires cruciaux. La santé de la science, dévastée par le nouveau diktat idéologique et par l'arrêt d'une partie des coopérations internationales. La santé de la planète, meurtrie par les conséquences extractrices et industrielles du climatoscepticisme désormais consacré.

L'ENSEMBLE DES INDICATEURS DÉMONTRENT L'IMPRESSONNANTE DÉGRADATION DE LA SANTÉ MENTALE

Difficile face à de tels défis d'établir la confiance – entre toutes les parties prenantes de la santé – à partir de laquelle peut s'ébaucher une « voie », partagée et durable. Les conditions de la confiance sont indivisibles de ces trois déterminants, à la « *qualité* » desquels elles lient leurs effets. L'instabilité, volontiers chaotique, que suggèrent les pouvoirs de l'IA, la situation financière et politique française, le péril climatique et environnemental, ou le tsunami « *américain* », concentrent l'un des plus sûrs écueils à l'établissement de la confiance. L'ensemble des indicateurs démontrent l'impressionnante dégradation de la santé mentale; comment nier sa corrélation avec l'état du monde (et de la France)?

Dès lors, que faire? Faut-il abdiquer? Évidemment, non. Mais comment faire front? Santé des femmes, coût et prix, réformes politiques et organisationnelles, création, production et gestion des innovations, conditions de la souveraineté, règles de coopération public privé, vieillissement de la population, arbitrages de la protection sociale, IA et réalité augmentée, One health, état des lieux international... Les clés de progrès abordées lors de la deuxième édition du forum Impacts Santé de La Tribune, qui se tiendra mardi 29 avril à Paris, sont propres à chaque thématique, mais toutes ont en commun la recherche de la confiance. Peut-être la clé de voûte du sursaut espéré. Clé de voûte indissociable d'un réinvestissement démocratique.

En effet, la santé, à la fois l'affaire de chacun et celle de tous, réclame une agora mêlant la parole citoyenne à l'expertise scientifique (y compris aux disciplines sociales et humaines) afin de nourrir les débats de la démocratie représentative. Encore faut-il que les décideurs politiques l'admettent et y souscrivent. Un avis du Comité consultatif national d'éthique (2022) puis la Convention citoyenne dédiée (avril 2023) avaient brillamment ouvert la voie à la concrétisation législative du sensible sujet de la fin de vie. Las, la dissolution l'avait suspendue, et le Premier ministre François Bayrou l'a mise de nouveau à l'agenda du Parlement – l'examen a débuté le 9 avril pour un vote envisagé le 27 mai – mais en la scindant en deux: une proposition de loi sur les soins palliatifs, une autre sur l'aide à mourir. Actant l'imperméabilité des deux sujets, en réalité interdépendants et donc inséparables, et livrant le second volet à d'électriques et incertains débats. François Bayrou, hostile au droit de l'aide à mourir, a-t-il disqualifié la parole citoyenne et déprécié un précieux outil de démocratie participative? Le chemin menant à la restauration ou à la stimulation de la confiance des citoyens envers les donneurs d'ordre de la santé est décidément bien cahoteux. ■

Une géopolitique mondiale bouleversée

La politique de Donald Trump rebat les cartes. La Chine devrait tirer son épingle du jeu, la France et l'Europe piétiner faute de dépasser le dogme de la souveraineté nationale, et les États-Unis vaciller. Au final, une seule certitude : toute l'humanité est perdante.

In'aura pas fallu attendre longtemps avant que l'ouragan Trump commence de balayer les fondamentaux de la santé mondiale et de bouleverser la cartographie et les rapports de force géopolitiques qu'elle dessine. Dans les jours qui suivaient son installation à la Maison Blanche, le nouveau Président résiliait la participation américaine au budget de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), qui s'établissait en 2023 à 1,100 milliard de dollars de contributions « obligatoire » et « volontaire ». Elon Musk, promu aux commandes du Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE), mettait fin à l'agence américaine pour le développement international USAID – les près de 43 milliards de dollars alloués couvrent 42 % de l'aide humanitaire déployée sur la planète.

La nomination de Robert F. Kennedy Jr au secrétariat d'État à la Santé ne manquait pas d'effrayer: vaccino-sceptique et conspirationniste, le neveu de JFK corrélait en 2023 la survenue de l'autisme à l'inoculation de vaccins. Toutes les agences fédérales majeures dédiées à la santé (Centers for Disease Control and Prevention, Food and drug administration, National institutes of health) sont ciblées par la politique hémorragique des financements et par le fléchage idéologique ou mercantile des subventions. Emplois supprimés, subventions de recherche suspendues effacement de données, coopérations internationales et programmes multilatéraux hypothéqués, le tout dans un climat de terreur. Et l'énumération est loin d'être exhaustive. « *La science n'est pas menacée: elle est désormais interdite* », fulmine l'immunologiste et directrice de l'Institut Pasteur Yasmine Belkaid. « *Elle est le premier bouc émissaire de l'idéologie trumpiste* », corrobore Anne Sénégui, médecin et chercheur environnement santé à l'Institut des relations internationales et stratégiques. Les communautés scientifiques et médicales américaines et étrangères sont sidérées.

Voilà pour la partie émergée de l'iceberg. Sous la ligne de flottaison, les décisions et leurs conséquences ne sont pas moindres. Exemples? Le sort réservé à l'OMS compromet la capacité concertée des nations de riposter scientifiquement et politiquement à la survenue d'une nouvelle pandémie. Celui qui frappe l'USAID



Le secrétaire américain à la santé et aux services sociaux Robert F. Kennedy Jr. (à gauche) et le candidat au poste de secrétaire au commerce Howard Lutnick (à droite), dans le bureau ovale, à Washington, le 25 février.

met en péril les malades du sida, d'autres pathologies, ou les victimes de famine que les programmes ad hoc venaient secourir. Puisque la réalité sanitaire mondiale est désormais dictée par l'hybridation des santés – humaine, animale, environnementale, ou Onehealth –, le retrait des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat et l'avalanche de mesures consacrant le climatoscepticisme de Donald Trump couvrent l'avenir de la planète d'un spectre imprévisible.

Fléaux sanitaires

Dans ce contexte, les cartes de la géopolitique mondiale pourraient être rebattues. Aux États-Unis, les voix ont commencé d'exprimer leur désarroi. Il est peu probable que la nouvelle administration les entende, sauf à considérer que la politique peut constituer un danger domestique. « *Ce qui est inévitable* », confirme Anne Sénégui. Le pays offre une photographie paradoxale: la part du PIB consacrée à la santé est l'une des plus élevées au monde, mais l'espérance de vie ne cesse pas de reculer. La nouvelle politique ne s'apprête pas à endiguer les fléaux sanitaires (obésité, diabète, précarité des plus vulnérables, etc.). Et comme l'a prouvé la pandémie Covid-19, aucune frontière géographique ne peut faire barrage à la propagation d'une nouvelle catastrophe; tout péril sanitaire surgissant hors des États-Unis et favorisé par le chaos budgétaire et coopérationnel affectera mécaniquement le territoire amé-

ricain. Anne Sénégui le confirme : à terme, le leadership américain en matières industriel et de recherche devrait nécessairement tituber. Elle pointe toutefois une fine lueur d'espoir: « *Quatre des dix premières organisations ou entreprises lobbystes américaines évoluent dans le secteur de la santé, et leur intérêt est de ramener l'administration à la raison* ». Reste un invariable: la doctrine prédatrice de l'économisme, de l'immédiateté, de l'avidité, du consumérisme, de l'extension caractéristique de l'ADN américain et attente à la santé. Or d'ici la fin du mandat de Trump, elle n'est pas près d'être contestée.

La France quant à elle n'a pas d'autre choix que de lier son sort à celui de l'Europe. « *Les enjeux de santé sont devenus si colossaux que seule l'échelle d'un (pays) continent convient* ». Y compris pour attirer sur son sol d'éventuels cerveaux écœurés par la purge entreprise outre-Atlantique. Or l'auteur de « *Géopolitique de la santé* » (Eyrolles, 2023), l'admet: à la faveur de la pandémie Covid-19, la coordination intra-européenne a certes enregistré de substantiels progrès, mais la santé demeure un mantra voire un dogme de souveraineté nationale. Et la popularité croissante des logiques nationalistes dans la plupart des pays européens n'augure aucune embellie dans l'intégration européenne. « *Et que dire du contexte où, pour faire face à la menace russe, l'armement polarise l'attention... et l'essentiel des nouvelles priorités de financements publics?* ».

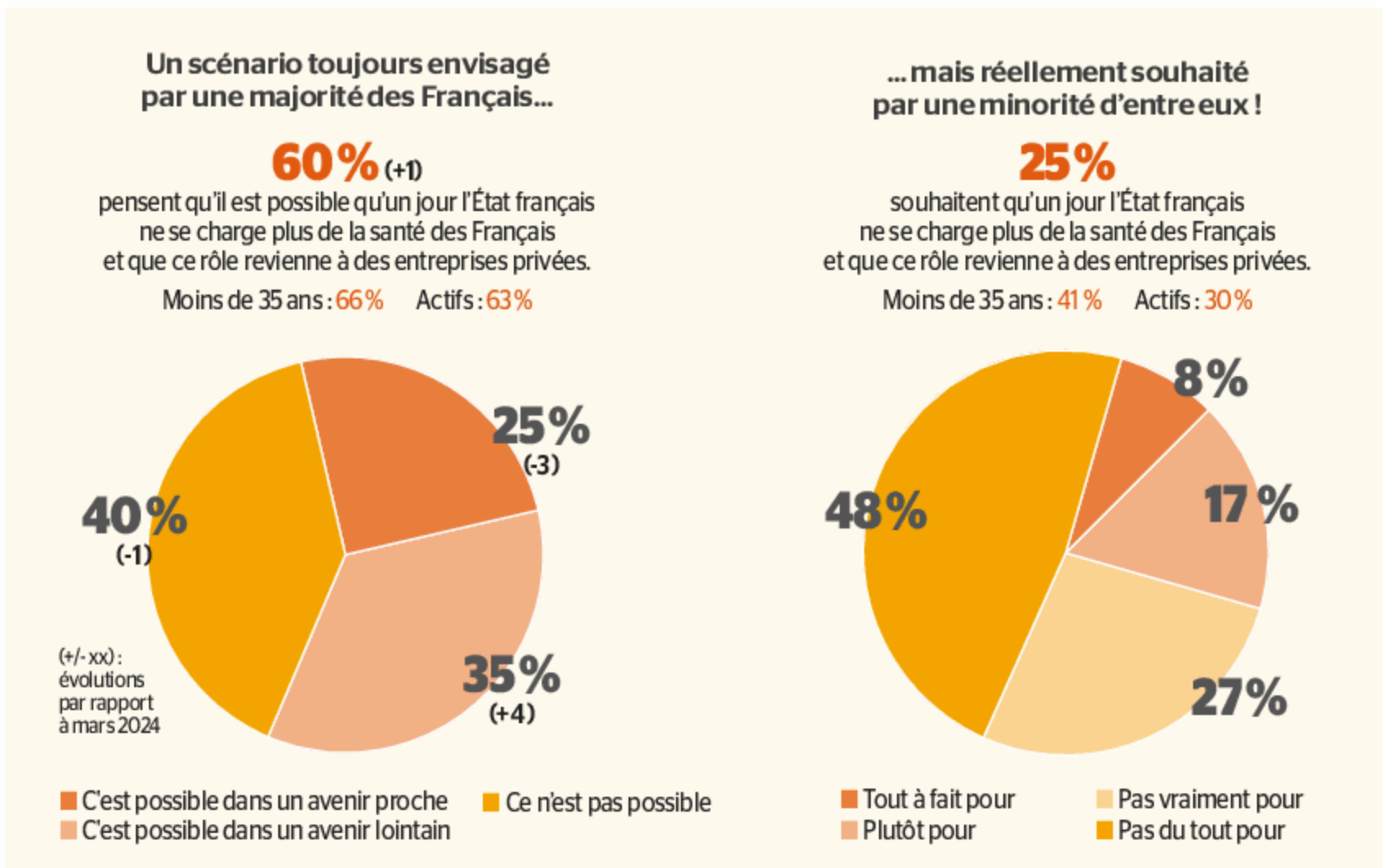
Enfin, quel avenir se réserve le pays qui brille par sa discrétion: la Chine? « *Ne tombons pas dans le piège qu'induit son silence; elle est un poids lourd de la santé mondiale* ». Et prêt à s'engouffrer dans les brèches qu'ouvrent l'isolationnisme américain au sein des instances internationales et le démantèlement de l'USAID. « *Lors de l'épidémie Ebola en 2014, la Chine, déjà très présente en Afrique, avait démontré son savoir-faire et sa capacité de mobilisation* ». Nul doute qu'elle tirera un avantage certain dans la reconfiguration de cette géopolitique sectorielle. Comme la France à une autre époque, elle mesure combien la santé constitue, dans le temps long, un puissant vecteur de soft power. Bref, le principal perdant de la politique de Trump devrait se nommer... États-Unis. D. L.

SONDAGE EXCLUSIF Les Français craignent une privatisation de la santé

Selon le baromètre CSA pour Havas Red Health sur la perception par les Français de leur système de soin, la santé s'installe durablement au deuxième rang de leurs préoccupations, derrière le pouvoir d'achat. « *Six Français sur dix, notamment les plus âgés, ont le sentiment que leur système de santé fonctionne mal et évolue dans le mauvais sens (85% des 50-65 ans)* », relève Julie Gaillot de CSA.

Révéler lors de la crise sanitaire de 2020-2021, les Français déplorent le manque de moyens humains dans le domaine médical, que ce soit le manque de médecins (numerus clausus), et ce qui en découle, les déserts médicaux et les délais pour obtenir un rendez-vous avec un spécialiste. Ils pointent également la saturation des urgences, la baisse de la qualité des soins et la hausse du reste à charge.

Pour répondre à ces défis, deux acteurs sont considérés comme les plus légitimes : le gouvernement, cité en premier par plus d'un tiers des répondants, et le personnel soignant. Le rôle des entreprises, peine encore à émerger, mais les jeunes perçoivent davantage leur responsabilité dans ce domaine. 59% des Français souhaitent que les entreprises françaises jouent un rôle plus



important, qu'il s'agisse de prévention et de dépistage des maladies graves, de prise en charge via des mutuelles ou pour développer des produits qui ne nuisent pas à la santé.

La crainte d'une privatisation totale du système de santé inquiète 60% des Français qui pensent possible

qu'un jour l'Etat ne s'en occupe plus et délègue ce rôle au secteur privé. Une hypothèse qui n'est cependant souhaitée que par 25% d'entre eux, dont 41% des moins de 35 ans. Ce qui veut dire qu'une écrasante majorité de 75% reste attachée à notre sécurité sociale publique, même si le privé peut jouer un rôle complémentaire ou d'aiguillon.

Enfin, 77% des Français regrettent un manque d'investissements de l'Etat dans les innovations liées à la santé. Deux domaines s'imposent : la formation des personnels soignants (57%) et la recherche médicale (54%), ainsi que la production de médicaments (43%). A noter que l'IA n'est citée que par 11% des Français. PM.

YANNICK NEUDER MINISTRE DE LA SANTÉ ET DE L'ACCÈS AUX SOINS

« Nous allons former plus de médecins, au plus près des territoires »

EXCLUSIF Le ministre précise les détails du plan de lutte contre les déserts médicaux présenté vendredi. Il développe aussi ses réserves quant au deuxième texte de loi sur l'aide à mourir, privilégiant d'abord la généralisation des soins palliatifs partout en France.

PROPOS RECUEILLIS PAR
PHILIPPE MABILLE ET MARIE NIDIAU

François Bayrou a annoncé vendredi, dans le Cantal, un plan de solutions pour faciliter l'accès à la santé dans les territoires. Ces annonces interviennent alors qu'une grève nationale illimitée a été lancée par différents syndicats de médecins à compter de ce lundi 28 avril pour dénoncer la proposition de loi en cours d'examen à l'Assemblée nationale. Opposé à ce texte, Yannick Neuder, le ministre de la Santé et de l'Accès aux soins, précise pour *La Tribune Dimanche* les détails du plan gouvernemental de lutte contre les déserts médicaux. Parmi les mesures, une obligation d'exercer jusqu'à deux jours dans les zones tendues et un plan pour faciliter la formation de plus de médecins en France.

Les Français sont exaspérés que le gouvernement ne fasse rien pour lutter contre les déserts médicaux. Une proposition de loi du député socialiste Guillaume Garot, qui veut réguler l'installation des médecins, est en cours d'examen à l'Assemblée. Vous y êtes opposé, pourquoi ?

La principale force de notre système de santé, ce sont nos soignants, nos professionnels de santé. Le problème vient du nombre, il n'y a pas assez de médecins. On forme à peu près le même nombre de médecins qu'en 1970 pour 15 millions de Français en plus et une démographie plus âgée avec plus de consommation de santé. Pour que chaque citoyen, où qu'il vive, puisse avoir accès aux soins dont il a besoin, nous lançons un plan d'action massif, exigeant et innovant, comme l'a annoncé le Premier ministre, pour apporter des réponses concrètes à la désertification médicale. Ce pacte de lutte contre les déserts médicaux engage notre responsabilité collective comme notre solidarité nationale. Nous l'avons construit avec les acteurs de terrain, les patients et les élus locaux pour une mise en œuvre rapide et concrète qui doit nous permettre de redonner de l'accès aux soins là où il fait actuellement défaut. Nous allons former plus de médecins au plus près des territoires, et mieux les répartir. Ainsi, nos internes de 4^e année de médecine générale, nos 3700 « *docteurs juniors* » formés chaque année, seront accompagnés par des maîtres de stage, mobilisés dans les territoires prioritaires et valorisés à la hauteur de leur engagement. Nous allons également simplifier les organisations et les procédures, développer l'usage de l'IA, pour redonner du temps à nos soignants et faire que le soin arrive ainsi bien mieux jusqu'à ceux qui en sont le plus éloignés. Enfin, nous allons déployer une vraie nouveauté, forte dans ses valeurs, forte dans son impact : un principe de solidarité de l'ensemble de la communauté médicale afin de garantir l'offre de soins dans les territoires les plus prioritaires.

S'agissant de la réforme de la formation des médecins, vous voulez notamment supprimer le numerus apertus qui a remplacé le numerus clausus. Pouvez-vous nous expliquer la raison ?
Il faut vraiment définir les besoins de formation des médecins en fonction des besoins du territoire. Nous avons aussi un système de formation beaucoup trop restrictif. Par exemple, environ 54 % de nos dentistes qui s'inscrivent au conseil de l'ordre sont formés en dehors de France, ce n'est plus possible. Alors qu'on souffre des déserts médicaux, nous avons beaucoup d'étudiants Français à l'étranger : 5 000 étudiants en médecine qui sont en 4^e, 5^e, 6^e année en Roumanie, en Belgique ou encore en Espagne. Il faut que l'on puisse les faire revenir en France. Puis il faut également faciliter les passerelles, par exemple des soignants qui veulent reprendre les études de santé, ou encore des profils extérieurs intéressés par une quête de sens. C'est absolument stratégique, mais tout ceci nécessitera quelques années, il faut donc



Lundi 14 avril, au ministère.

impérativement mettre en place des solutions à court terme en parallèle.

Lesquelles ?

D'abord, je le disais, 3700 jeunes médecins généralistes doivent arriver le 2 novembre 2026 et je travaille activement sur leur installation avec les ARS, les préfectures et les élus locaux. Parmi les autres mesures proposées, il y a donc cette innovation majeure et stratégique coconstruite avec les acteurs médicaux : un nouveau principe de solidarité collective obligatoire pour les territoires les plus prioritaires. Les médecins des territoires voisins mieux dotés s'engageront pour assurer une continuité d'exercice en médecine de premier recours dans ces zones, en y consacrant jusqu'à deux jours par mois. L'ensemble des acteurs concertés depuis près d'un mois maintenant est prêt à reconnaître qu'une mission de solidarité territoriale pourrait répondre à l'urgence de la situation, en particulier dans les territoires les plus vulnérables.

La santé mentale a été déclarée grande cause nationale. Avec bien peu de moyens. Quelle est votre feuille de route ?

Nous avons défini une feuille de route structurée autour de quatre grands axes et dotée, je me permets d'insister, d'une vraie ambition et de vrais moyens. D'abord, améliorer l'accès aux soins psychologiques et psychiatriques partout sur le territoire, en renforçant la prévention, le repérage précoce et les dispositifs comme Mon soutien psy, le 3114 [numéro de prévention du suicide] ou VigilanS. Ensuite, soutenir les jeunes et les publics vulnérables via des actions ciblées dans les écoles, les maisons des adolescents, ou les disposi-

tifs d'accompagnement social. Troisième pilier : renforcer l'attractivité des métiers de la psychiatrie en améliorant la formation, les conditions de travail et en développant la pair-aidance. Quatrième levier : miser sur l'innovation, la télésanté, la psychiatrie de précision et la recherche pour mieux adapter les soins. Cette stratégie repose sur une approche interministérielle (éducation, justice, sport, logement...) et des partenariats locaux. Plus de 3 milliards d'euros supplémentaires ont été mobilisés depuis 2018, preuve de notre engagement pour faire de la santé mentale une priorité durable.

“

Il est de notre devoir de responsabiliser les Françaises et les Français vis-à-vis de notre système de santé

Vous avez appelé la semaine dernière à se mobiliser face aux mouvements antivax accentués par l'arrivée, aux États-Unis, de Robert Kennedy Jr au secrétariat à la Santé. Je peut-on faire ?

L'intérêt de cette mobilisation est de montrer que les sociétés savantes, la communauté scientifique et la communauté médicale ne restent pas muettes face aux déclarations assez incroyables qui peuvent être faites par certains membres de l'administration américaine. Les principaux ambassadeurs de la santé publique, ce sont les soignants. Ces derniers ont un rôle à jouer qu'ils soient libéraux, qu'ils soient hospitaliers dans le public ou le privé. On a besoin de tout le monde pour réexpliquer en permanence l'intérêt des grands messages de santé publique à savoir la lutte contre les addictions, la vaccination, la prévention, le dépistage du cancer ou la santé mentale.

Le ministre de l'Économie, Éric Lombard, a annoncé 40 milliards d'euros d'économies pour l'année prochaine. Avez-vous déjà des pistes d'économies sur lesquelles vous travaillez pour le budget 2026 ?

La première priorité, c'est de rendre plus efficaces nos dépenses de santé, par exemple en limitant la répétition inutile des examens. Tout le monde est favorable à ce que chaque euro dépensé pour la santé des Français soit correctement utilisé. Ensuite, il y a la lutte contre la fraude qui reste très importante avec 620 millions d'euros de fraudes identifiées par l'Assurance maladie en 2024. Nous devons intensifier notre lutte contre la fraude avec l'objectif de récupérer 1,5 milliard d'euros en 2027. Cette année, nous allons célébrer le 80^e anniversaire de notre Sécurité sociale, née des ordonnances de 1945. Je pense qu'il sera logique, à cette occasion, de reposer la question de la soutenabilité de notre système. Il est de notre devoir de responsabiliser les Françaises et les Français vis-à-vis de notre système de santé, qui est notre bien commun à tous.

Certains remettent en cause le tout gratuit. Vous souhaitez que les Français payent plus cher leurs médicaments ?

Ce n'est pas anormal de regarder la part de la participation des Français quand on se compare notamment aux autres pays européens. Je me pose en effet la question pour certains médicaments d'intérêt majeur comme ceux qui sont remboursés à 15 %. Ne vaut-il pas mieux que certains médicaments d'intérêt majeur et essentiels soient pleinement remboursés et d'autres non s'ils sont moins essentiels ?

Deux textes sur la fin de vie sont étudiés à l'Assemblée nationale : le premier sur les soins palliatifs et l'autre sur l'aide à mourir qui fait débat même au sein du gouvernement. Quelle est votre position ?

Sur les soins palliatifs, je suis très favorable à ce qu'on puisse les développer sur l'ensemble du territoire. L'enjeu n'est pas que financier, mais concerne aussi la formation. Il est nécessaire de favoriser les passerelles parce que généralement vous ne décidez pas de faire du soin palliatif lorsque vous avez 18 ans mais plus tard dans votre carrière. Aujourd'hui, 50 % des patients qui pourraient prétendre à des soins palliatifs n'y ont pas accès. Les soins palliatifs doivent, demain, être accessibles à tous.

Et sur le deuxième texte sur l'aide à mourir ?

Sur ce dernier, je suis en conscience et, après beaucoup de réflexion et de rencontres, plus réservé pour trois raisons. D'abord, le pronostic vital doit rester un critère pour recevoir l'aide à mourir. Vous pouvez être dans une maladie avancée et terminale, par exemple en insuffisance rénale, mais si vous êtes dialysé ou greffé alors votre pronostic n'est pas engagé. Dans le cas où ce n'est pas possible de vivre comme cela, il y a déjà la sédation profonde permise par la loi Claeys-Leonetti de 2016 et qui n'est pas encore assez connue ni mise en œuvre. Ensuite, la décision de l'aide à mourir doit être collégiale selon moi et ne peut reposer que sur un seul médecin. En lien avec cette collégialité nécessaire, il faudra également questionner le volontariat des soignants qui me semble indispensable. Enfin, je veux que les patients sous tutelle ou curatelle soient exclus du dispositif. Ils n'ont pas le droit de vendre leur maison, mais ils pourraient décider de leur mort ? En définitive, je suis intimement convaincu que, si les soins palliatifs étaient réellement accessibles pour tous et partout, le nombre de demandes de décès médicalement assistés serait faible, voire anecdotique. ■

►►► Lire l'intégralité de l'interview sur [Latribune.fr](https://latribune.fr)

MARIE NIDIAU

Les femmes ont été les grandes oubliées de l'accès au soin. « On est au Moyen Âge de la médecine de la femme, et ce retard s'explique par le fait qu'il s'agit de maladies de femmes, pour une médecine très longtemps faite par des hommes », se désole le Dr Serres-Cousiné, médecin radiologue à Béziers, dans le livre « Les négligées, enquête au cœur du business de la santé des femmes ».

D'abord, elles ont été exclues des essais cliniques dans les années soixante-dix. Deux médicaments alors testés sur les femmes enceintes – le Distilbène et la thalidomide – ont provoqué des anomalies génitales et des cancers. Pour ne pas prendre de risques, les femmes enceintes ont été alors bannies des expérimentations. Mais cela n'explique pas tout. Une étude de l'Inserm indique que les chercheurs partaient du principe que le corps des hommes était plus facile à étudier. Ce n'est qu'en 1993 qu'une loi américaine a obligé les scientifiques à réintégrer les femmes dans les essais cliniques. Puisqu'il faut plus d'une dizaine d'années pour mettre un médicament sur le marché, la majeure partie des traitements que l'on trouve actuellement n'ont donc pas été testés sur elles. Résultat : elles ont 50 % de risques supplémentaires de souffrir d'effets indésirables. Si cette tendance inégalitaire tend à se réduire ces dernières années, les femmes restent bien moins nombreuses en 2021 dans les essais pour les maladies cardiovasculaires, digestives, mentales ou encore les cancers.

Outre les traitements, c'est en amont que cela se joue désormais. En moyenne, une femme met 15 minutes de plus que les hommes pour appeler les urgences. Et ce, pour une raison simple : elles sont moins informées que leurs homologues masculins sur les premiers symptômes de maladies graves, en particulier pour les maladies cardiaques, longtemps attribuées aux hommes. Pourtant, ce sont les premières victimes d'infarctus (56 % d'entre elles en meurent chaque année contre 46 % des hommes). Les femmes sont aussi moins bien diagnostiquées, ce qui explique les temps d'appels plus longs. À titre d'exemple, l'interprétation des électrocar-

Pas d'égalité pour les femmes

Longtemps exclues des essais cliniques, elles demeurent moins bien diagnostiquées et ont plus de risques d'effets indésirables que les hommes.



Thibaut VOISIN/Institut Curie

diogrammes n'est pas spécifique au genre, bien que la fréquence cardiaque au repos des femmes soit plus élevée que celle des hommes. La prise en compte de la douleur et la réactivité restent également plus faibles pour ces dernières.

La souffrance psychique au travail

Or, ces inégalités ont un coût : selon un rapport publié en janvier avant le Forum économique mondial de Davos, l'écart de prise en charge entre femmes et hommes coûte 1 000 milliards de dollars par an au niveau mondial. Remédier aux inégalités de traitement sur l'endométriose ou la ménopause contribuerait à hauteur de 130 milliards de dollars au PIB mondial d'ici à 2040, grâce au retour au travail des femmes.

Le nouvel Institut des Cancers des Femmes mène des essais cliniques sur des patientes de plus de 70 ans pour l'instant peu étudiées alors que ce sont les plus affectées par les cancers du sein.

Et c'est bien dans le milieu professionnel que l'écart se creuse. « La souffrance psychique en lien avec le travail est deux fois plus élevée chez les femmes que chez les hommes : 6 % vs 3 % », rapporte le dernier bilan de Santé Publique France. Par ailleurs, 3 femmes sur 5 déclarent des douleurs liées aux troubles musculosquelettiques (TMS). « Pendant très longtemps, les critères de maladies professionnelles ont été établis sur des métiers masculins », explique la neurobiologiste Catherine Vidal, membre du comité d'éthique de l'Inserm et auteure du rapport du Haut Conseil à l'égalité intitulé « Prendre en compte le sexe et le genre pour mieux soigner : un enjeu de santé publique ». Elle regrette notamment

le manque de recherche sur la toxicité des produits d'entretien ou encore l'absence de considération de l'augmentation des cancers du sein pour les femmes travaillant de nuit, selon une étude de l'Inserm menée en 2018.

L'endométriose

Ces dernières années, la parole s'est toutefois libérée sur les maladies qui handicapent davantage les femmes au travail. C'est le cas notamment de l'endométriose. Cette maladie gynécologique inflammatoire et chronique, touche près de 10 % des femmes soit plus de 2 millions de personnes en France. Pourtant, malgré le nombre de personnes touchées, il faut en moyenne 7 ans pour poser un diagnostic. À titre de comparaison, les maladies touchant la prostate ont plutôt un diagnostic autour des six mois.

À l'occasion de la journée mondiale de la lutte contre l'endométriose le 28 mars dernier, le gouvernement a voulu marquer un nouveau pas pour mieux accompagner les patientes atteintes de cette maladie. D'une part, plus de femmes pourront accéder à l'expérimentation de l'Endotest, un test salivaire couplé à l'intelligence artificielle, qui permet d'accélérer le dépistage. Au total, 100 centres seront désormais accessibles sur le territoire. Le programme passe aussi par davantage de prévention dans les écoles et de formation chez les soignants, ainsi qu'une labellisation de centres chirurgicaux spécialisés sur le sujet. Mais les maladies spécifiques au genre féminin sont multiples et complexes et le retard sera long à rattraper. Pour aller plus vite, un Institut hospitalo-universitaire (IHU) spécialisé dans le traitement du cancer des femmes a ouvert ses portes à Paris l'année dernière, une première mondiale. ■

OSIER

faire avancer la science

Parce que la santé a besoin d'audace.

MSD propose un programme de recherche clinique ambitieux afin de stimuler l'innovation médicale et de permettre à chacun d'y accéder, partout sur le territoire. Par son investissement de 117 millions d'euros, MSD AVENIR est le premier partenaire privé de la recherche publique en santé en France, avec déjà 500 chercheurs soutenus, 70 instituts et organisations partenaires, et 19 brevets déposés.

FR-CMM-00658 - Août 2024

MSD
INVENTING FOR LIFE

La santé mentale, l'urgence de la grande cause nationale

Une personne sur cinq est touchée par des troubles psychiques. Face à un système de soins asphyxié et un sujet encore tabou, les besoins sont énormes.

EMILIE GUÉDÉ

Le brouillard qui s'est abattu sur la santé mentale des Français depuis la crise du Covid-19, en 2020, semble encore loin de se dissiper. Chaque année, les difficultés psychiques frappent 13 millions de personnes. Pour l'Organisation mondiale de la santé, le « stress sans précédent causé par l'isolement social résultant de la pandémie » explique principalement l'augmentation de la dépression et de l'anxiété. Et avec un système de soins submergé, les situations ont parfois empiré.

Le Premier ministre, François Bayrou, a suivi la voie ouverte par son prédécesseur, Michel Barnier, et érigé la santé mentale en grande cause nationale. Un simple coup de projecteur ne suffira pas pour répondre aux enjeux colossaux. Une stratégie « de prévention et d'accompagnement » sera présentée en juin, succédant à la feuille de route de 2018 et aux assises organisées en 2021.

Selon un baromètre de la fédération hospitalière de France, 82 % des Français jugent encore tabous les troubles psychiatriques. Les récents « coming out » de personnalités témoignent d'une libération de la parole, mais la dynamique doit être amplifiée. Depuis 2018, des volontaires sont formés aux premiers secours en santé mentale (PSSM). L'association PSSM France, à la manœuvre avec le soutien du gouvernement, vise les 750 000 secouristes d'ici 2030. Le dispositif se déploie notamment dans l'éducation nationale, les jeunes étant particulièrement impactés. Le



SHUTTERSTOCK

bien-être mental figure aussi au menu des bilans de santé aux âges-clés promis par Emmanuel Macron. Lancés l'année dernière, ces dispositifs peinent toutefois à décoller. « Plusieurs signaux montrent que le tabou autour des difficultés psychiques est en train de diminuer, même si le chemin à parcourir reste énorme. L'enjeu est d'abord d'avoir une vision politique claire et de fixer un cap pour construire une approche sur plusieurs années. Il faudra

En France, chaque année, les problèmes psychiques touchent 13 millions de personnes.

ensuite mieux articuler les acteurs pour travailler de plus en plus de façon transversale et non en silos », analyse Jean-Philippe Cavroy, délégué général de la fédération santé mentale France.

Redresser le système de soins s'impose comme une priorité absolue. À l'hôpital, le ministre de la Santé, Yannick Neuder, a annoncé une réforme des urgences psychiatriques. « Augmenter le nombre de lits dans les hôpitaux peut par-

fois être une solution mais cela n'est pas toujours nécessaire, même si la situation diffère selon les territoires, avance Jean-Philippe Cavroy. D'autres solutions existent, par exemple, le recours à des équipes mobiles intervenant à domicile ; l'appui sur des relais comme les proches, la famille ou les professionnels de l'accompagnement ; la psychoéducation, permettant à la personne concernée de mieux comprendre ce qui lui arrive. »

Un dispositif boycotté par les psychologues

En ville, pour obtenir un rendez-vous dans les centres médico-psychologiques, il faut attendre en moyenne six mois. Dans les cas les plus légers, le dispositif Mon soutien psy permet le remboursement par l'Assurance-maladie d'un nombre limité de séances chez un psychologue. Malgré des ajustements, toute la profession n'est pas convaincue. « Ce dispositif ne répond pas aux besoins. Pour cette raison, il est largement boycotté par les psychologues. Toutes les situations ne se soignent pas en libéral, l'intervention d'une équipe pluriprofessionnelle étant nécessaire dans certaines situations. Et on ne peut pas tout régler en 12 séances, certaines révélations, d'abus ou d'agression sexuelle par exemple, intervenant parfois tardivement », dénonce Florent Simon, secrétaire général du Syndicat national des psychologues. Son organisation conteste les chiffres de l'Assurance-maladie, qui revendique 5500 psychologues participants. « Il faudrait une vraie politique avec d'abord un volet service public qui renforcerait les CMP qui sont sous-dotés et où des postes ont été retirés année après année. Et ensuite, un dispositif construit avec la profession qui permettrait de rembourser un plus grand nombre de séances », poursuit-il.

Face à la pénurie de soignants, une revalorisation paraît indispensable. En attendant, de nouveaux métiers émergent, comme les infirmières de pratique avancée aux compétences élargies. La pair-aidance professionnelle (c'est-à-dire l'embauche d'une personne rétablie d'un trouble psychique) commence également à trouver sa place. Preuve que la déstigmatisation est en marche. ■

RENCONTRE AVEC SERVANE MOUTON NEUROLOGUE ET NEUROPHYSIOLOGISTE*

PROPOS RECUEILLIS
PAR DENIS LAFAY

La co-présidente de la Commission sur l'impact de l'exposition des jeunes aux écrans, tire la sonnette d'alarme.

De quoi l'exposition aux écrans est-elle responsable ?

Les caractéristiques physiques des écrans et le contenu qu'ils diffusent ont un impact sur la santé physique (sommeil, vue, sédentarité). Le développement neurologique (langage, mémorisation, attention), affectif et socio-relational des moins de 25 ans et leur santé mentale peuvent aussi être impactés. D'importants enjeux de santé apparaissent donc à court, moyen et long terme.

Votre rapport de 2024 a été un électrochoc. Un an plus tard, quels en sont les effets concrets ?

J'observe un frémissement. Un poste dédié a été créé à la direction générale de la santé et la prise de conscience est réelle... à défaut de déclencher un plan à la hauteur du désastre sanitaire en marche.

La grande cause nationale 2025 consacrée à la santé mentale n'intègre pas votre combat. Comment faire face à la puissance des géants du numérique ? C'est David contre Goliath...

Personne ne doit baisser les bras. On ne peut pas laisser « l'économie de l'attention » compromettre la santé et la construction neuropsychologique de nos enfants. On encourage communément l'éducation ou la sensibilisation : c'est bien, mais très insuffisant. Une régulation stricte des pratiques des industriels du secteur est indispensable. Il faut aussi fixer des seuils d'accès aux outils numériques selon les âges. Ainsi les smartphones devraient être réservés à minima aux plus de 15 ans, et les activités sur écrans ne conviennent pas aux enfants de moins de 6 ans. Je suis consciente que les obstacles sont immenses. Mais il y a une extrême urgence à agir.

N'est-ce pas plutôt à l'échelle européenne que la lutte doit être pensée ?

Effectivement, le règlement européen sur les services numériques (DSA) donne les moyens d'encadrer les pratiques des grandes plateformes, mais il faudrait renforcer et étendre cette réglementation aux jeux vidéo en ligne. C'est une gageure : s'opposer à la force de frappe des géants industriels – et rallier les pouvoirs publics à cet enjeu – est déjà si compliqué en France, alors trouver un consensus avec les 27...

Vos travaux sont centrés sur les jeunes. Sont-ils duplicables aux adultes ?

Certaines problématiques sont similaires telles que le sommeil, la sédentarité, la concentration. Mais si les adultes ont traversé l'enfance et l'adolescence protégés des écrans, les impacts seront moindres et plus facilement réversibles. Soulignons qu'en tant que parents, notre usage des écrans constitue un exemple pour nos enfants et peut interférer dans notre relation avec eux.

Faut-il anticiper une régression de notre capacité collective à « faire société », voire un déclin civilisationnel ?

Deux écoles s'opposent. L'une, technoptimiste, estime que l'histoire est jalonnée de ruptures technologiques auxquelles l'humanité a toujours fait face ; l'Homme s'adapte systématiquement, et sait exploiter le meilleur de ces bouleversements. L'autre, dans laquelle je me reconnais, est techno-critique. Dès lors qu'on « touche » au cerveau, c'est-à-dire à la capacité d'apprendre, de raisonner, de s'exprimer, de créer, de se lier, on questionne l'éveil, le discernement, le libre-arbitre, la sociabilisation de l'être humain, et donc son humanité intrinsèque. Les effets, pris individuellement et étendus à l'ensemble de la jeunesse, que provoque l'exposition aux écrans sont si considérables – et certains irréversibles –, que la question du devenir civilisationnel doit être abordée. Qu'à gagner, et à perdre, une communauté humaine en laissant une telle place à ces technologies ? ■

* Les écrans, un désastre sanitaire, de Servane Mouton, chez Gallimard.



Préventica

Pour un monde [du travail] meilleur



QUALITÉ DE VIE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Organisation du Travail / Règlementation

Santé mentale / Addictions

Dialogue social / CSE

Aménagement des espaces

Solutions de Production & Maintenance

Hygiène / Propreté

Sécurité incendie / Sécurité

Equipements de protection

Diversité, Inclusion...

2 RENDEZ-VOUS EN 2025

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT

Code invitation : **PBM52**

PARIS

10 > 12 Juin

BORDEAUX

14 > 16 Oct.



Toute l'année en ligne !
WEBINARS | MAGAZINE | ANNUAIRE | PODCASTS | INTERVIEWS...

Sanofi tourne la page du Covid

Cinq ans après la crise sanitaire, le groupe français mise tout sur les blockbusters, ces médicaments qui génèrent plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires par an.

MARIE NIDIAU

Mars 2020, la France est confiée avec une grande partie du reste du monde pour lutter contre la propagation de la pandémie de Covid-19. En coulisses, une autre course se joue, celle du groupe pharmaceutique qui parviendra en premier à trouver un vaccin pour enrayer la progression du virus. Et la France place tous ses espoirs sur Sanofi, plus grand laboratoire tricolore spécialisé dans le domaine. Malheureusement, le vaccin à ARN messager du fleuron français ne verra pas le jour, le groupe pharmaceutique annonçant renoncer définitivement à sa commercialisation il y a tout juste un an. Une gifle pour la France, seul grand pays à ne pas disposer de son vaccin ARN contre le Covid, laissant ce marché gigantesque à Pfizer avec BioNTech ou à Moderna.

Depuis ce revers, le groupe français fait le choix de laisser tomber la recherche sur les secteurs très concurrentiels du diabète et des maladies cardiovasculaires pour se concentrer sur l'asthme, la sclérose en plaques ou encore la bronchite chronique. Le point d'orgue du virage stratégique de Sanofi arrive fin 2023, lorsque l'entreprise annonce qu'elle se sépare de son activité Santé grand public. Cette décision provoque d'ailleurs un tollé en octobre 2024, lorsque le groupe annonce avoir choisi le fonds américain CD&R comme repreneur de cette filiale, dont le Doliprane, traitement vedette pendant la crise sanitaire, est l'un des médicaments phares.

Paradoxe ? En réalité, Sanofi n'a fait que suivre les directions d'autres grands laboratoires mondiaux comme Roche, Merck et Pfizer. Pour le groupe, l'objectif est désormais de recentrer les moyens de sa recherche sur des « blockbusters », pour capitaliser sur des médicaments indispensables vendus très



SIMONE PEROL/LEZAFFRA VIA OPALE PHOTO

Le directeur général Paul Hudson est à l'origine du virage stratégique de l'entreprise

cher et de devenir le champion de l'immunologie. Pour cela, il faut investir sur ce qui a manqué pendant la pandémie : l'innovation, quitte à froisser les investisseurs. En 2023, le directeur général de Sanofi, Paul Hudson, arrivé en 2019, prend ainsi la décision d'augmenter fortement les dépenses R&D en sacrifiant l'objectif d'une marge opérationnelle des activités de 32%. Le titre de Sanofi plonge alors de plus de 15% en Bourse.

Depuis, plusieurs investissements se sont succédé pour permettre au groupe de regagner son statut de leader. Au sommet Choose France en 2024, le groupe annonce 1 milliard d'euros pour doubler la capacité de production d'anticorps monoclonaux à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Depuis la pandémie, Sanofi a engagé 2,5 milliards

d'euros en France, dont « la plus grande unité de production d'Europe de vaccins contre la grippe », se félicite le groupe. Dernière inauguration en date, sa nouvelle plateforme de R&D dédiée aux vaccins près de Lyon et présentée il y a une semaine. Elle concentre l'épicentre du développement de vaccins... à ARMM, cette technologie qui avait fait défaut pendant la pandémie.

Des traitements prometteurs

Des annonces qui n'ont pas été sans contreparties. L'entreprise a réalisé deux plans sociaux en 2021 et 2024. Ce dernier prévoyait la suppression de 325 emplois en France, avant d'être finalement annulé par la justice en début de mois. Pour l'heure, les chiffres semblent donner raison à la stratégie de Paul Hudson. Lors de l'annonce des résultats du groupe en janvier dernier, le chiffre d'affaires s'élevait à 41,1 milliards d'euros, en hausse de 11,3% par rapport à 2023. Et ce, grâce aux ventes d'un médicament à prescription multiple, le Dupixent. Ce dernier, star du laboratoire, a dépassé les 13 milliards d'euros de ventes, dont 3,5 milliards d'euros rien qu'aux États-Unis et compte pour près d'un quart du chiffre d'affaires du laboratoire.

Mais il en faudra plus pour s'installer de nouveau comme leader en innovation, alors que le Dupixent perdra son brevet au début des années 2030. Le groupe peut s'appuyer désormais sur le lancement du Beyfortus, un vaccin préventif contre la bronchiolite pour les nourrissons et déjà un statut de blockbuster dans sa première année de commercialisation. D'autres traitements sont prometteurs, comme le Sarclisa, un médicament à destination des patients atteints d'un cancer de la moelle osseuse. En tout, le groupe mise sur douze traitements en études cliniques susceptibles de générer plus de « 10 milliards d'euros de ventes annuelles d'ici à 2030 », a-t-il promis. ■



SHUTTERSTOCK

La vaccination, un sujet toujours épineux en France

Alors que les laboratoires pharmaceutiques investissent massivement la recherche de nouveaux vaccins, le mouvement antivax n'a quant à lui pas faibli depuis la pandémie. En France, l'épidémie de grippe a été particulièrement violente cette année. En cause : une plus faible couverture vaccinale, estimée à 54% chez les 65 ans et plus lors de la période 2023-2024, soit une baisse de 2,2 points par rapport à la saison précédente.

Globalement, l'adhésion à la vaccination ne faiblit pas, mais les objectifs sont loin d'être atteints. Ainsi, le pays voit actuellement une recrudescence des cas de rougeole où environ 90% des nourrissons sont vaccinés, contre une recommandation de plus de 95% pour que la population soit immunisée. Quant au papillomavirus humain, si la couverture vaccinale augmente, avec environ 45% des adolescents ayant reçu une première dose, on est loin de l'objectif annoncé de 60% en 2023 et des chiffres de nos voisins européens.

Dernièrement, le Danemark a même annoncé pouvoir éradiquer le cancer du col de l'utérus de son territoire d'ici 15 ans, une première mondiale et un exemple à suivre.





OUI

la MACSF a investi
2 milliards d'euros pour
soutenir le monde de la santé
à fin 2024

En savoir plus :



3233 Service gratuit + prix appel

macsf.fr

Ensemble, prenons soin de demain

PUBLICITÉ

Photo : AdobeStock - Générée à l'aide de l'IA - 25_326-04/2025

MACSF assurances - SIREN N°775 665 631 - Société d'Assurance Mutuelle - Entreprise régie par le Code des Assurances - Siège Social : Cours du Triangle - 10 rue de Valmy - 92800 PUTEAUX - Adresse postale : 10 cours du Triangle de l'Arche - TSA 40100 - 92919 LA DEFENSE CEDEX.



Avec l'Eco-santé, Harmonie Mutuelle entend améliorer durablement la santé des Français

En lançant le mouvement de l'Eco-santé, l'entreprise mutualiste souhaite agir en faveur d'une santé durable tout en soutenant le système de santé, grâce à une philosophie et des actions concrètes, en particulier en matière de prévention et de dépistage.

Une philosophie proche du « One Health » - Une seule santé, concept qui vise à améliorer la santé des individus, des animaux et des écosystèmes (sols, plantes, etc.) : c'est ce qu'a développé Harmonie Mutuelle, sous le terme d'Eco-santé. Mais là où le « One Health » propose une approche générale des santés humaine, animale et environnementale, l'Eco-santé se concentre aussi sur la création d'un cadre d'actions concrètes, à la fois individuelles et collectives.

« L'interdépendance entre la santé des humains, celle des animaux et de l'environnement est claire, souligne ainsi Lionel Fournier, directeur Impact et Santé durable au sein d'Harmonie Mutuelle. Et la bonne santé des écosystèmes vivants influence par exemple la capacité à produire une alimentation de qualité. »

Mais l'entreprise mutualiste à mission veut aller plus loin. Elle fait un autre lien, entre les com-

portements individuels et collectifs en matière de santé et la capacité du système de santé à prendre soin des citoyens.

Une efficacité relative des systèmes

L'analyse fait apparaître des situations inquiétantes, voire paradoxales. Ainsi, l'espérance de vie n'a cessé de croître depuis l'après-guerre, mais désormais, elle stagne. Elle recule, même, dans certains pays. Et les montants consacrés par les Etats aux dépenses de santé (en proportion de la richesse nationale) ne sont pas forcément garants de la bonne santé des bénéficiaires. Selon les estimations préliminaires de l'OCDE pour 2022 (les dernières disponibles), les membres de cette organisation consacrent, en moyenne, près de 10 % de leur PIB aux soins de santé. Avec un record de 16,6 % pour les Etats-Unis – la France, à 12,1 %, se situant en troisième place (derrière l'Allemagne, à 12,7 %). Mais les Etats-Unis, qui devraient être, dans

ces conditions, les premiers en termes d'espérance de vie ou de mortalité évitable (par prévention et traitement), se situent en fait en bas du classement : l'espérance de vie, à 80,3 ans en moyenne dans la zone OCDE en 2021, n'y était que de 76,4 (contre 82,4 ans pour la France). Quant au taux de mortalité liée à des causes évitables, il se situait à 238 pour 100 000 habitants outre-Atlantique, contre 109 en France et 129 en Allemagne. Autant d'indicateurs, en particulier ceux concernant la mortalité évitable, qui permettent d'évaluer l'efficacité des politiques de santé publique et des systèmes de soins. Clairement, elle peut être améliorée... Mais comment ?

Créer les conditions du passage à l'action

Au-delà d'une éventuelle optimisation des dépenses, afin de rendre les systèmes de soins et de santé plus « productifs » et plus « efficaces » - sachant qu'en parallèle, le vieillissement



de la population, l'accroissement des maladies chroniques ou causées par la pollution et le coût élevé de nouveaux traitements ne peuvent qu'éloigner de cet objectif - « nous considérons qu'un des maillons de la chaîne est d'encourager les comportements vertueux », déclare Lionel Fournier. D'abord parce que les modes de vie, essentiellement sédentaires et négligeant souvent une alimentation saine, font également partie du problème et donc de la réponse. Mais attention, l'amélioration de la santé « repose sur davantage qu'un changement de comportement individuel, poursuit-il. Pour avoir un fort impact, il faut un cadre collectif. » D'autant que parmi les causes de mal être et de maladies se trouve l'isolement...

« Nous croyons au lien social pour faire avancer notre mouvement d'Éco-santé. C'est une façon de créer les conditions du passage à l'action », observe ainsi le directeur Impact et Santé durable d'Harmonie Mutuelle.

Agir plus tôt, Agir plus vite, Agir autrement

Certes, mais comment toucher des groupes d'individus ? Le mouvement de l'Éco-santé d'Harmonie Mutuelle repose sur trois piliers : « Agir plus tôt », autrement dit, en facilitant la prévention, « Agir plus vite », ce qui signifie une meilleure orientation vers des prises en charge rapides, et « Agir autrement », en faisant des choix plus éco-responsables qui privilégient des solutions à impact positif pour l'écosystème. Parmi les cibles, les employeurs, puisque, selon l'Insee, fin 2023, plus de 27 millions de personnes occupaient un emploi salarié en France, dont plus de 2,5 millions, dans plus de 88 000 entreprises adhérentes, étaient couvertes par Harmonie Mutuelle (faisant d'ailleurs d'Harmonie Mutuelle la première mutuelle santé en France). Parmi les leviers, des actions de prévention et de dépistage, au sein même des entreprises.

En ce qui concerne la détection, les dépistages vont d'examen concernant le cancer à la santé cardiaque en passant par le dentaire, l'optique et les problèmes d'ordre psychique, entre autres. En outre, « nous proposons et nous facilitons la possibilité de consulter, en cas de premier diagnostic, un autre professionnel de santé de notre réseau pour recueillir, rapidement, un deuxième avis », précise Lionel Fournier. Un exemple parmi d'autres, qui s'appuie sur la volonté de fluidifier le parcours de soin, et qui, dans ce cas, conjugue le « plus tôt » avec le « plus vite »...

“ Les chefs d'entreprises, en particulier les dirigeants et dirigeantes de PME et d'ETI, sont très attachés à la santé de leurs salariés. La raison va bien au-delà du désir d'une performance individuelle accrue. Les employeurs misent sur un collectif fort car c'est ce qu'il y a de meilleur pour toutes leurs parties prenantes. ”

Encourager l'exercice physique

Quant aux actions de prévention proposées dans les entreprises dans le cadre du mouvement de l'Éco-santé, elles passent notamment par de l'information et de l'accompagnement sur l'hygiène de vie et les bonnes habitudes alimentaires. Et du fait que, selon un sondage

OpinionWay de 2024, un Français sur deux fait moins de 30 minutes d'activité physique par jour, Harmonie Mutuelle encourage également la pratique régulière d'un sport. « Nous incitons les entreprises et les salariés à organiser des entraînements, entre collègues, et même à participer à des courses à pied, ce qui a plusieurs vertus, dont celle de créer du lien et de gratifier les membres du groupe. D'ailleurs, nous soutenons l'organisation de plus 500 événements sportifs, partout en France, ce sont quelque 600 000 personnes qui ont couru sous nos couleurs », détaille Lionel Fournier. Un premier

écosystèmes naturels, lesquelles travaillent à l'amélioration de la santé humaine et animale. Une approche à laquelle les Français semblent réceptifs, puisque 73 % d'entre eux se déclarent favorables à des choix éco-responsables en matière de santé, selon un sondage dévoilé par Harmonie Mutuelle avec Odoxa en novembre 2024.

« Les chefs d'entreprises, en particulier les dirigeants et dirigeantes de PME et d'ETI, sont très attachés à la santé de leurs salariés, avance Lionel Fournier. La raison va bien au-delà du désir d'une performance individuelle accrue. Les employeurs misent sur un collectif fort car c'est ce qu'il y a de meilleur pour toutes leurs parties prenantes. » Un élément important pour Harmonie Mutuelle, qui a le statut d'entreprise mutualiste à mission depuis 2021, ce qui induit une responsabilité élargie à l'ensemble de la société civile et de l'environnement.

Enfin, si les entreprises sont le moteur du nouveau mouvement de l'Éco-santé, ce n'est pas le seul. L'assureur mutualiste travaille également avec les collectivités locales et d'autres organisations pour proposer là aussi des services d'information, notamment, de même qu'il a noué des partenariats. L'un d'eux, avec la NPIS, une société savante internationale ciblant la recherche sur les interventions non médicamenteuses qui peuvent être utiles en matière de prévention et d'innovation thérapeutique, et qui traitent, par exemple, de sujets aussi variés que les thérapies cognitives pour faciliter le sommeil ou l'accompagnement de nouvelles chimiothérapies par voie orale.

Le mouvement de l'Éco-santé vient d'être lancé. Il est donc encore trop tôt pour mesurer son impact. Mais Harmonie Mutuelle compte bien le faire à terme et adopter des objectifs chiffrés pour les années à venir. Avec un seul but : faire que les actions et les dépenses en santé produisent leurs effets bénéfiques, sur les personnes comme sur le système de soin.

PIERRICK MERLET

La crise du Covid-19 a fait prendre conscience de la dépendance de l'Europe envers la Chine et l'Inde, tant pour ses médicaments essentiels que pour leurs principes actifs. Cinq ans plus tard, la France a engagé une politique de relocalisation, notamment via un soutien financier du plan France 2030, qui a permis de favoriser des projets industriels. « Ce sont près de 50 millions d'euros de soutiens publics qui ont été mobilisés par France 2030 pour 14 projets et pour concrétiser près de 300 millions d'investissements industriels. Les financements publics seront octroyés en contrepartie d'engagements des industriels sur une sécurisation de l'approvisionnement du marché français », précise Bercy.

Pour choisir les dossiers, le gouvernement s'appuie sur une liste de 42 médicaments essentiels arrêtée par les services de l'État. Une liste que la France aimerait que la Commission européenne s'approprie pour son Critical Medicines Act, la future stratégie continentale du médicament. « Ce n'est pas parce que la France voire l'Europe sort une liste de médicaments et molécules essentiels que les laboratoires vont suivre. Ce sont eux les vrais décideurs. La grosse erreur faite par le gouvernement français à ce sujet a été de penser que mettre de l'argent public suffirait, témoigne Geoffroy Waroqueaux, le président d'Interor. Or, changer et faire valider un nouveau fournisseur en Europe est très complexe. Ça prend en moyenne deux à trois ans et plus votre rôle approche du médicament final plus la validation est difficile. Ce sont des procédures de plusieurs centaines de milliers d'euros que les laboratoires, ou leurs sous-traitants, les CDMO, n'ont pas forcément envie de faire. »

Cette société de 160 salariés basée à Calais (Pas-de-Calais) est spécialisée dans la production d'intermédiaires avancés, la matière première des principes actifs, eux-mêmes matières premières des médicaments. Interor fait ainsi partie des 14 projets accompagnés par l'État pour démarrer dans son usine d'ici l'été 2026 la production de 10 nouveaux intermédiaires avancés. La société va investir 22 millions d'euros dans ce projet et créer 30 emplois avec une aide de quatre millions d'euros de l'État. Pour ces

MÉDICAMENTS ESSENTIELS

Les angles morts de la réindustrialisation

Bien que souhaitée, le retour de la production dans l'Hexagone est confronté à des obstacles de taille, dont le principal est le prix trop bas des médicaments.



L'usine Euroapi de Vertolaye (Puy-de-Dôme), est spécialisée dans les corticostéroïdes.

acteurs, comme les producteurs de principes actifs, leur compétitivité sur le marché passera avant tout par l'innovation. « Malgré les besoins de transformation qu'Euroapi connaît, nous continuerons à investir. Nous nous concentrons sur des principes actifs complexes à fabriquer, avec parfois jusqu'à 20-30 étapes de fabrication, à plus forte valeur ajoutée et par conséquent des niveaux de marge plus en adéquation avec notre industrie et notre ambition. En parallèle, nous allons arrêter la production de 13 principes actifs, sur les 200 que compte notre portefeuille. Ils s'agit de molécules plus

simples, pour lesquelles nous ne sommes plus compétitifs, les laboratoires les achetant en Asie. Ultérieurement, d'autres principes actifs pourront venir compléter notre offre. Il existe environ 7 000 principes actifs, il faut regarder ceux qui sont stratégiques pour l'Europe. Donc la relocalisation oui, mais pas pour tout », appuie David Seignolle, le directeur général d'Euroapi.

Le recul de la recherche

Si l'attention est portée sur la concurrence asiatique, de nombreux acteurs de la filière estiment que la concurrence à l'industrie pharmaceutique française est avant tout intra-européenne. En cause ? Avant mise sur le marché, chaque médicament doit présenter un double sourcing sur ses principes actifs et ses intermédiaires avancés. « Les laboratoires choisissent un pôle de production par continent dans le sourcing de leurs médicaments. Vous en avez forcément un situé en Asie, l'enjeu est donc d'être celui pour le continent européen. Nos concurrents, ce ne sont pas la Chine et l'Inde, mais l'Allemagne, la Suisse ou encore l'Espagne », met en lumière Pascal Le Guyader, directeur général adjoint du LEEM, le syndicat des entreprises du médicament en France, qui signale que l'Hexagone est désormais la cinquième puissance pharmaceutique européenne alors qu'il était numéro un en 2008.

Pour lui, cette dégringolade s'explique en partie par le recul de la recherche cli-

nique en France. « Il y a un continuum entre la recherche clinique et la production. Si nous priorisons la recherche clinique, alors nous aurons plus de chances d'obtenir la production des lots commerciaux. Par ailleurs, la France doit se positionner sur les lots dans le domaine des thérapies cellulaires ou géniques. Ce sont des productions à forte valeur ajoutée », poursuit le représentant de la filière.

Pour illustrer cette perte de vitesse, le LEEM oppose les 40 autorisations de mise sur le marché (AMM) obtenues par la filière française ces cinq dernières années, aux 431 délivrées en Europe, dont 126 rien que pour l'Allemagne. Le syndicat s'inquiète de l'équilibre économique précaire des 256 sites de production de médicaments recensés en France, en raison de la régulation tarifaire du médicament dans le pays. « Nous sommes interrogatifs sur l'avenir de la production en France », embraye Laure Lechertier, directrice de l'accès au marché et de la RSE chez UPSA, qui emploie 1 700 collaborateurs à Agen (Lot-et-Garonne). « Une politique du prix extrêmement basse couplée à une hausse des coûts de production est un élément structurel de délocalisation de la production pharmaceutique », ajoute la dirigeante qui met en avant les 14 millions d'euros d'inflation sur la production d'UPSA en France en 2022 et 2023. UPSA, qui va se fournir en paracétamol français pour ses médicaments à destination du marché français à compter de fin 2026 (asiatique et américain auparavant), souhaite un retour sur investissement face au surcoût opéré. « Le prix des médicaments doit prendre en compte le fabriqué en France et ses externalités positives comme un bilan carbone amoindri, mais aussi l'assurance d'un approvisionnement des matières premières sans rupture », milite Laure Lechertier. Sera-t-elle entendue par le Comité économique des produits de santé, qui fixe les prix du médicament dans le pays ? Plus qu'industriel, le prix est un enjeu de santé publique à en croire une récente étude du Conseil d'État : « Les prix de vente des médicaments en France sont parmi les plus bas d'Europe [...] Dans un contexte mondial de hausse de la demande, le marché français n'est donc pas le premier servi. » ■

FOCUS

La recette de Benta Lyon, génériqueur Made in France

L'usine lyonnaise fabrique aujourd'hui une soixantaine de dispositifs médicaux et quatre médicaments génériques, dont son propre paracétamol.

EMMA RODOT,
ENVOYÉE SPÉCIALE À LYON

L'activité a peu à peu repris ces derniers mois dans les immenses laboratoires de l'usine Benta Lyon, située à Saint-Genis-Laval (Rhône), à l'entrée sud de Lyon. Cinq ans après avoir été repris à la barre du Tribunal de commerce de Paris par Bernard Tannoury, dirigeant du groupe libanais Benta Pharma, et deux ans après la clôture de son plan social, la production du site a désormais redémarré, grâce à une toute nouvelle stratégie tournée vers la fabrication de médicaments génériques essentiels et l'arrêt de la production de chloroquine. Avec, dans le portefeuille 2025 de l'usine lyonnaise, 64 dispositifs médicaux (masques, compresses, bandages) et huit médicaments, dont quatre sont à ce jour commercialisés : un contre la sclérose en plaques, un sirop antitussif, un médicament veinotonique et, depuis le printemps 2024, le paracétamol en comprimé pour adulte 500 mg, distribué dans 400 pharmacies françaises et désormais remboursé par l'Assurance maladie.

Pour réaliser cette production en France, le génériqueur s'appuie sur ses capitaux. Un plan d'investissement de 12 millions d'euros est en cours sur le site lyonnais, notamment pour construire une nouvelle ligne de fabrication de produits injectables pour le compte d'un laboratoire tiers, spécialisé dans la santé animale. Mais aussi pour relancer et moderniser l'outil industriel, dans une usine exploitée à 7 à 10 % seulement de son potentiel.

Cette capacité de production et de stockage permet d'ailleurs à Benta « d'aller vers des gros volumes et de réaliser des optimisations d'échelle », détaille Damien Parisien, directeur général du site

lyonnais. Le dirigeant explique que la société « est aujourd'hui compétitive » face à des acteurs chinois et indiens omniprésents sur ce marché. Cela, grâce à l'intégration dans l'usine de plusieurs étapes : la préparation des formules, leur libération, mais aussi la fabrication des médicaments, leur conditionnement et leur distribution. La société s'appuie également sur un socle d'une vingtaine de laboratoires clients en sous-traitance (Sanofi, Delbert ou encore Procter & Gamble), soit 80 % de son activité, pour développer en parallèle son propre portefeuille. Concernant ce dernier, l'usine s'approvisionne pour l'heure en principes actifs fabriqués à l'étranger. Quant au paracétamol, la société se fournit auprès du groupe français Seqens aux États-Unis, en attendant l'ouverture de l'usine iséroise de celui-ci, attendue pour 2026. Si la situation financière de Benta Lyon reste pour l'heure fragile, la société souhaite gagner en volume pour se renforcer. En 2024, elle s'était d'ailleurs positionnée pour racheter la branche générique de Biogaran (32 % de parts de marché en 2023) face à deux laboratoires indiens et un fonds d'investissement britannique. Mais la mise en vente a été suspendue.

En France, le marché des médicaments génériques reste à la traîne par rapport aux États-Unis ou à l'Allemagne, souligne Samira Guennif, docteure en économie, spécialiste de la propriété intellectuelle en santé. Les produits génériques représentent plus de la moitié des boîtes de médicaments remboursables vendues dans l'Hexagone, pour près d'un tiers du chiffre d'affaires, précise la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques. ■

Un événement.

LA TRIBUNE
PREFORMER - CONSUMER - DE COMMERCE

PARIS
29 Avril 2025
Salons de l'hôtel des Arts et Métiers

IMPACTS SANTÉ

La santé à l'épreuve de notre époque

Les grandes mutations du secteur de la santé décryptées par les experts et décideurs de demain :

 Emilie CURTET Directrice des Opérations Oncologie chez GSK France	 Reda GUIHA Président de Pfizer en France	 Vanina LAURENT-LEDRU Directrice générale Fondation Sanofi	 Clarisse LHOSTE Présidente de MSD en France
 Damien PARISIEN Directeur général Exécutif BENTA Lyon	 Núria PEREZ-CULLELL Directrice Médicale, Patient et Consommateur des Laboratoires Pierre Fabre	 Frédéric VALLETOUX Ancien Ministre délégué chargé de la Santé et de la Prévention de France	 Muriel VAYSSIER-TAUSSAT Chef de département santé animale à l'INRAE

En partenariat avec

Le parcours du combattant des biotech

Pour se financer, les futurs champions français de la santé doivent composer avec un secteur gourmand en capitaux, une conjoncture difficile, et une dépendance quasi inévitable aux grands laboratoires.

MARINE PROTAIS ET SIMON PRIGENT

Et si dans vos pharmacies, vous ne trouviez plus du Sanofi, mais du ImChecks, de l'Aelis Farma ou de l'Inventiva ? Ces noms d'entreprises biotechnologiques ne vous disent sans doute rien, mais ils sont pourtant derrière de nombreux futurs traitements. Il y a un an, l'une d'entre elles, Genfit, a réussi le petit exploit de commercialiser l'élafofibranor, son médicament contre une maladie rare du foie, sur le marché américain. La molécule a aussi été approuvée dans l'Union Européenne. « En France, très peu de biotech ont des produits viables », souligne Pascal Prigent, le directeur de l'entreprise. La société lilloise n'a toutefois pas fait cavalier seul. Elle s'est appuyée sur le groupe Ipsen, numéro trois français du médicament, pour assurer l'obtention des autorisations réglementaires et la commercialisation.

Des données de plus en plus fines

Notre pays, selon France Biotech, compte environ 2700 start-up spécialisées dans la santé et qui emploient 75000 personnes. Dans cet environnement foisonnant d'idées, on remarque les imprimantes à ADN de DNA Script qui permettent de simplifier le travail des chercheurs en laboratoire, la technologie d'Aqemia alliant physique quantique et intelligence artificielle pour trouver de nouvelles molécules, ou encore les traitements prometteurs d'Inshake contre le cancer du sein.

Les biotech sont devenus les véritables moteurs de l'innovation thérapeutique. « Aujourd'hui, environ 80 à 90 % des traitements en cours de développement par les Big Pharma proviennent d'acquisitions de biotech », souligne Rémi Droller, associé chez Kurma, un fonds spécialiste de la santé. Car pour les grands laboratoires, impossible de maîtriser toute la chaîne de découverte

de nouveaux traitements qui s'est considérablement complexifiée : thérapies géniques, médecine personnalisée, accès à des données de plus en plus fines... C'est donc aux biotech d'explorer les pistes.

« Pour une biotech, il y a trois issues possibles : l'échec, car les essais cliniques ne vont pas au bout ; le rachat par une « Big Pharma » ; ou, plus rarement, le développement en autonomie », résume Pascal Prigent. Comme Genfit, Aqemia a fait le choix de nouer des liens avec un grand de la pharma. Fin 2023, l'entreprise a signé un contrat avec Sanofi pour développer de nouveaux traitements. L'accord pourrait lui rapporter jusqu'à 150 millions d'euros, versés en plusieurs étapes : une première tranche dès le début, d'autres au fil des avancées. Si l'un des médicaments atteint



FRANCK CRUSAUX/REA

France Biotech. Ces jeunes pousses du médicament peinent souvent à se financer dès qu'elles commencent à prendre de l'ampleur – et à recruter. « L'écosystème français parisien est bourgeonnant, mais les talents expérimentés sont encore rares », constate Maximilien Levesque, cofondateur d'Aqemia. L'entreprise, spin-off du CNRS et de l'ENS, a ouvert un bureau à Londres fin 2024 pour trouver des profils plus aguerris.

Genfit a vu son principal candidat-médicament pour traiter la NASH (la maladie du foie gras) échouer en phase 3 après des années d'essais cliniques, avant de rebondir et de tester sa molécule sur une autre maladie. Depuis sa création en 1999, l'entreprise a levé plus de 450 millions d'euros. Elle s'est introduite en Bourse, d'abord sur Euronext en 2006, puis sur le Nasdaq en 2019 afin d'être visible sur le marché américain, qui reste incontournable car les prix des médicaments y sont bien plus élevés. Mais peu d'entreprises françaises parviennent à atteindre ce niveau de financement et de visibilité.

Au-delà de ces freins structurels, le secteur souffre d'un contexte économique peu favorable. « Toute l'industrie des sciences de la vie est affectée par la fin de l'euphorie post-Covid – où la santé était devenue un sujet prioritaire –, les taux d'intérêt élevés et la baisse des financements publics qui ont également touchés le secteur », observe Thomas Ybert, cofondateur et directeur scientifique de DNA Script. Aujourd'hui, c'est l'environnement international qui inquiète. « Nous dépendons en partie de financements d'agences fédérales américaines, dont les budgets de recherche ont été coupés par l'administration Trump », explique le dirigeant d'une start-up. Et l'accélération de la guerre commerciale menace désormais d'impacter les médicaments jusqu'ici épargnés par les nouveaux droits de douane. ■

“
80 à 90 %
des traitements
en cours de
développement
par les
« Big Pharma »
proviennent
d'acquisitions
de biotech

Rémi Droller,
associé chez Kurma

le marché, Aqemia percevra également une part des revenus générés.

Mais la route reste longue pour y parvenir. « Il faut environ quinze ans de travail et entre 800 millions et un milliard d'euros pour développer un médicament », rappelle Frédéric Girard, président de France Biotech. Certes, l'intelligence artificielle permet désormais de générer des molécules inédites, ce qui promet de raccourcir les délais – et donc les coûts. « Mais certains développements restent incompressibles dans l'industrie pharmaceutique, comme les études cliniques, qui sont très balisées », nuance Rémi Droller.

Ce chemin est risqué et souvent fatal pour les petites structures. Quelque 44 d'entre elles étaient en situation de défaillance l'an dernier, contre 38 en 2023, estime

LA PHARMA
S'ENGAGE

Réduisons le volume

Au-delà de 5 médicaments par jour, surtout après 65 ans, demandez à votre médecin ou votre pharmacien si vous pouvez en prendre moins.*

*N'arrêtez jamais votre traitement sans avis médical.



DE MÉDICAMENTS,
C'EST MÉDICAMIEUX

en savoir + sur leem.org/medicamieux

leem
les entreprises
du médicament
SOIGNONS L'AVENIR

La Région agit pour **la santé**

**ET PLUS QUE JAMAIS DANS
LES TERRITOIRES RURAUX**



RECRUTEMENT DE MÉDECINS SALARIÉS EN ZONE RURALE

Des médecins installés dans plusieurs
départements du territoire.



SOUTIEN AUX CENTRES HOSPITALIERS ET MAISONS DE SANTÉ DE PROXIMITÉ

90 % des structures
hors métropoles,
aidées par la Région.



AIDES FINANCIÈRES POUR LES PROFESSIONNELS DE SANTÉ

Bourses aux internes, aides à l'installation
des médecins libéraux, à la modernisation
des officines rurales, équipements pour
les infirmiers et sages-femmes libéraux.



SUBVENTIONS POUR LES VÉHICULES DE SOINS ITINÉRANTS

Sages-femmes, dentistes,
prévention des cancers...



APPUI À L'INNOVATION ET AU TISSU INDUSTRIEL

Relocalisation de la production
de médicaments, télémédecine...